

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Les budgets de 1965 et 1966 — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

LES BUDGETS DE 1965 ET 1966

Le présent article exposera, dans un but d'information, les développements les plus importants contenus dans l'« Exposé général des recettes et des dépenses pour l'exercice 1966 ». Il retracera d'abord les principaux aspects de la politique économique et financière générale du Gouvernement et traitera ensuite de manière plus détaillée des budgets de 1965 et de 1966.

Au moment de la rédaction de la présente information, la partie de l'Exposé général comportant un regroupement économique et fonctionnel des opérations budgétaires n'avait pas encore été rendue publique. Elle constituera la matière d'un prochain article dans ce *Bulletin*.

I. La politique économique et financière du Gouvernement

A. CONSIDERATIONS GÉNÉRALES SUR LES BUDGETS DE 1965 ET 1966.

L'Exposé général s'attache en premier lieu à préciser les problèmes auxquels le Gouvernement a dû faire face lors de la préparation du feuillet d'ajustement du budget de 1965 et du budget de 1966 et décrit les mesures proposées au Parlement pour les résoudre.

1. L'ajustement du budget de 1965.

Après élimination des propositions qui ne se révélaient pas absolument nécessaires, le total des crédits supplémentaires demandés aux Chambres s'élève à l'ordinaire à 20,5 milliards

pour l'exercice courant et à 2,5 milliards pour les exercices antérieurs ⁽¹⁾.

L'importance inaccoutumée des crédits supplémentaires demandés a une triple cause : le mouvement des prix et des salaires, les initiatives postérieures à l'établissement du budget et l'estimation insuffisante de certaines dépenses.

L'incidence de la hausse des prix ⁽²⁾ s'est traduite par une dépense supplémentaire de 4 à 5 milliards.

(1) Cf. tableau V.

(2) Cette incidence s'est exercée non seulement sur les dépenses directement liées à l'indice des prix de détail (rémunérations, pensions, interventions sociales, etc.), mais aussi sur les autres (travaux, fournitures, etc.).

Les initiatives postérieures à l'établissement du budget et les estimations insuffisantes de dépenses concernent la revalorisation de la fonction publique et les interventions dans le domaine social et économique. La revalorisation de la fonction publique intervient pour un montant d'environ 3,6 milliards. Dans le domaine social, les crédits supplémentaires atteignent 3,5 milliards, dont 1,2 milliard au titre de l'assurance maladie-invalidité. Dans le domaine économique, les suppléments de crédits portent sur 2,8 milliards, dont 1,1 milliard pour les subventions à l'industrie charbonnière et 1 milliard pour couvrir le déficit du Fonds agricole. Enfin, on relève diverses autres augmentations parmi lesquelles figure notamment un montant de 1,4 milliard pour couvrir la charge des nouveaux emprunts.

2. Le budget de 1966.

Les propositions budgétaires pour 1966, telles qu'elles résultaient des demandes introduites par les départements, complétées par les prévisions résultant du programme gouvernemental et ajustées en prévision d'une hausse modérée en 1966 de l'indice des prix, s'élevaient, au total, à plus de 211 milliards à l'ordinaire. De leur côté, les recettes escomptées dans le cadre des lois et règlements en vigueur pouvaient être évaluées en 1966 à quelque 183 milliards.

Des mesures d'économie s'imposaient. Les compressions suivantes, représentant quelque 11 milliards, ont été décidées par le Gouvernement :

— les crédits destinés au recrutement de personnel ont été réduits;

— la plupart des budgets ont été contenus dans la limite d'un accroissement de 5 p.c. par rapport au budget ajusté de 1965 (compte non tenu d'une prévision globale pour la hausse des prix et d'une nouvelle étape de la revalorisation de la fonction publique en 1966; pour certains budgets, tel celui de la Défense nationale, l'accroissement sera même inférieur;

— les contributions de l'Etat aux dépenses de certains secteurs de la sécurité sociale ⁽¹⁾ bénéficiant d'excédents de recettes ont été temporairement réduites;

⁽¹⁾ Cf. les régimes des pensions pour employés et ouvriers, pour ouvriers mineurs et le régime d'allocations familiales pour travailleurs salariés.

— le déficit de certains fonds autonomes et organismes publics ou d'entreprises subventionnées a également été réduit.

Finalement, le budget ordinaire de 1966 s'élève à 200,3 milliards, soit un accroissement de 17,6 milliards par rapport au budget ajusté de 1965. Les principaux postes de majoration sont les suivants ⁽¹⁾ :

	<i>(milliards de francs)</i>
Crédits provisionnels, notamment pour hausse des prix de détail et fonction publique	+ 6,3
Education nationale et Culture	+ 3,5
Dette publique	+ 2,1
Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité	+ 2,0
Subventions aux provinces et aux communes	+ 1,0
Pensions	+ 0,6
Charbonnages et expansion économique .	+ 0,6
Hôpitaux	+ 0,3

Le budget ordinaire de 1966 doit être considéré comme un budget sincère, car il comprend toutes les charges raisonnablement prévisibles à l'heure actuelle; les risques de dépassements à couvrir par des crédits supplémentaires ont été réduits au minimum.

Par ailleurs, en vue de moderniser l'infrastructure du pays et de favoriser l'expansion, le Gouvernement a entendu soumettre aux Chambres un programme d'investissements publics d'une ampleur exceptionnelle. Celle-ci ressort des chiffres ci-dessous qui concernent non seulement le budget extraordinaire proprement dit, mais également le Fonds des Routes, l'Intercommunale E3 ainsi que le financement des pouvoirs locaux à l'intervention du Crédit Communal de Belgique.

Evolution des engagements

	Non compris la Défense nationale	Y compris la Défense nationale
	<i>(milliards de francs)</i>	
1964	26,1	30,6
1965	34,4	38,8
1966	40,2	50,7 ¹

¹ Les engagements prévus pour la Défense nationale sont de 10,5 milliards, dont 0,8 milliards pour le remplacement des chars de combat dans le cadre d'un programme dont l'exécution en décaissements s'étendra sur plusieurs années.

Quant aux décaissements, abstraction faite du coût de l'Intercommunale E3 ainsi que de celui des travaux communaux, leur montant

⁽¹⁾ La répartition des majorations de crédits par département est effectuée au tableau VII.

est également en progression : 34,4 milliards en 1966 contre 31,8 milliards en 1965.

Des données plus détaillées concernant le programme des engagements et des décaissements ainsi que la transposition du programme en budget extraordinaire seront fournies plus loin.

Outre l'effort d'économies et de compression des dépenses, le Gouvernement s'est vu contraint de proposer au Parlement un important renforcement de la fiscalité. Sans le recours des recettes nouvelles, le budget de 1966 aurait conduit à un écart de l'ordre de 17 milliards entre les dépenses et les recettes ordinaires. Un tel déséquilibre, joint à celui qui a été laissé par l'exercice 1965 et aux besoins de financement du programme d'investissements publics, aurait nécessité un recours à l'emprunt dépassant les possibilités de l'épargne intérieure. Dès lors, il aurait fallu recourir inmanquablement à des ressources monétaires pour des montants démesurés, avec le risque certain de provoquer des développements inflationnistes caractérisés. On se serait trouvé rapidement devant la nécessité de réduire considérablement le programme d'investissements, non seulement en 1966, mais aussi dans les prochaines années. Le Gouvernement n'a pas cru devoir prendre la responsabilité d'une telle solution.

Sans modification des dispositions fiscales, les recettes ordinaires de 1966 se seraient élevées à 183,4 milliards, laissant, ainsi qu'il a été dit plus haut, un excédent de dépenses de l'ordre de 17 milliards. Compte tenu de la levée de nouveaux impôts, la prévision des recettes ordinaires a été portée à 197,1 milliards.

Les nouveaux impôts sur les revenus s'accompagnent toutefois d'un relèvement des minima qui sont exempts d'impôts et d'une adaptation des barèmes d'imposition, destinés à neutraliser, dans une mesure compatible avec les impératifs budgétaires, l'incidence de la progressivité de l'impôt des personnes physiques sur l'augmentation nominale des revenus qui découle de la hausse de l'indice des prix de détail.

En matière d'impôts indirects, les mesures proposées au Parlement concernent les majorations des taux d'imposition suivants : taxe de transmission et autres taxes assimilées au timbre, taxes sur l'essence et les huiles minérales, droits d'accise sur les eaux de table et les alcools, droits d'enregistrement sur les mutations d'immeubles, droits de succession.

On peut escompter que ces différentes mesures procureront ensemble au Trésor, en 1966, un surplus de recettes de l'ordre de 13,6 milliards, auxquels viendra s'ajouter 0,2 milliard résultant du relèvement de certains tarifs postaux. Il convient d'ajouter à cette somme un montant de 13,2 milliards correspondant à l'élargissement de la matière imposable (1). Le tableau ci-après donne, par grandes catégories de recettes, les variations escomptées pour 1966 par rapport aux recettes probables de 1965 (2).

(1) Sur ces 13,2 milliards, 11 milliards correspondent à l'incidence du développement économique attendu; le solde résulte de l'application des taxes assimilées au timbre aux marchés des pouvoirs publics et de l'instauration du permis de conduire.

(2) Un aperçu détaillé des recettes des exercices 1965 et 1966 est donné au tableau XIII.

Tableau I.

Recettes ordinaires

(milliards de francs)

	Résultats probables de l'exercice 1965	Exercice 1966		
		Variations dues à		Total des recettes prévues
		l'élargissement de la matière imposable	la modification des taux	
Contributions directes	67,7	+ 6,6	- 0,4	73,9
Douanes	8,0	-	-	8,0
Accises et divers	21,0	+ 0,7	+ 4,0	25,7
Taxes	54,1	+ 5,1	+ 9,5	68,7
Autres droits perçus par l'Enregistrement	9,2	+ 0,4	+ 0,5	10,1
Total des recettes fiscales ...	160,0	+ 12,8	+ 13,6	186,4
Recettes non fiscales	10,2	+ 0,4	+ 0,2	10,7
Total des recettes ordinaires ...	170,2	+ 13,2	+ 13,8	197,1

3. L'amélioration de la gestion budgétaire.

Les problèmes se posent, d'une part, au stade de l'élaboration du budget et, d'autre part, au stade de son exécution.

Sur le plan de l'élaboration du budget, le Gouvernement a tout particulièrement recherché la sincérité budgétaire, s'efforçant d'adopter des évaluations réalistes et de bannir les artifices de présentation. De même, il a inscrit des crédits provisionnels en vue de couvrir soit des faits, soit des initiatives présentant un degré élevé de probabilité.

Des programmes justificatifs précis des dépenses projetées seront établis par des fonctionnaires responsables, contresignés par les Ministres compétents et appuyés de l'avis de l'inspecteur des Finances, la responsabilité de chacun — politique ou administrative, selon le cas — étant engagée.

D'autre part, les délais en matière d'établissement et de dépôt du budget seront rigoureusement observés. Le Gouvernement entamera la préparation du budget de 1967 dès le début de l'année 1966; il tranchera les grandes options en temps utile pour pouvoir déposer le budget le 1^{er} octobre au plus tard. Enfin, pour les prochaines années, une véritable programmation des dépenses publiques sera étudiée.

Parallèlement, des mesures seront prises au stade de l'exécution du budget.

En cours d'exercice, ne pourra être admise aucune charge non couverte par les prévisions budgétaires. En cas de nécessité inéluctable, les propositions de dépenses hors budget seront soumises aux instances gouvernementales, appuyées d'une justification détaillée des besoins et de leur caractère urgent, d'une évaluation précise et motivée du coût immédiat et futur et de l'avis de l'Inspection des Finances. Au surplus, mensuellement, le Ministre des Finances communiquera au Conseil des Ministres et aux Chambres l'inventaire des délibérations. Sur le plan de l'administration, les fonctionnaires verront leur responsabilité mise en cause chaque fois qu'apparaîtra une anomalie dans leurs prévisions budgétaires ou une négligence dans la gestion qui leur est confiée. Sur le plan du contrôle administratif et budgétaire, un effort spécial sera accompli qui aura principalement pour objet d'inciter davantage les inspecteurs des Finances à rechercher

systematiquement la cause des écarts entre les évaluations et les réalisations, de centrer l'activité des comptables des dépenses engagées sur le dépistage des risques réels de dépassement de crédits, d'accroître et d'accélérer la surveillance permanente de l'utilisation des crédits.

B. EVOLUTION DES PRINCIPALES DONNEES BUDGETAIRES DE 1950 à 1964.

L'étude des résultats budgétaires des quinze dernières années permet de dégager un certain nombre de constatations.

1. Le rythme d'accroissement des dépenses s'est accéléré progressivement, tant à l'ordinaire qu'à l'extraordinaire. Si l'on prend la situation de cinq en cinq ans, l'évolution est la suivante pour les dépenses totales (1) :

<i>(milliards de francs)</i>			
1950	76,5		
1955	95,5	+ 19,0	
1960	142,9	+ 47,4	
1964	184,7	+ 41,8	(4 ans)

La répartition des dépenses ordinaires se présente comme suit au début et à la fin de la période considérée :

	1950	1964
<i>(milliards de francs)</i>		
Dette publique	8,6	28,2
Pensions	9,1	21,5
Dotations	0,2	0,5
Non-Valeurs et Remboursements .	3,4	0,1
Rémunérations	11,9	32,3
Subventions	20,7	53,1
Matériel	4,2	8,2
Travaux	1,0	1,5
Autres	4,0	9,5
Total ...	63,1	155,0

Certaines catégories de dépenses progressent à une allure particulièrement vive. A cet égard, les données les plus homogènes disponibles sont fournies par le regroupement fonctionnel des dépenses, sans distinction entre dépenses ordinaires et dépenses extraordinaires et y compris les fonds spéciaux, notamment le Fonds des Routes. Les quatre fonctions qui

(1) Y compris les décaissements du Fonds des Routes.

marquent les progrès les plus considérables sont les suivantes :

	1950	1964 1
	(milliards de francs)	
Education nationale et Culture ...	7,8	36,6
Interventions sociales (non compris le chômage)	8,1	23,0
Communications	7,6	22,0
Dette publique 2	8,8	30,4

1 Chiffres provisoires.

2 Y compris les charges figurant en dehors du budget de la Dette publique.

La part relative des dépenses de l'Education nationale et de la Culture dans les dépenses totales s'accroît très sensiblement. Elle était de 10,9 p.c. en 1950. Elle a atteint 19,6 p.c. du total en 1964. Les Communications, sous l'impulsion de l'accroissement des interventions en faveur des chemins de fer et des dépenses du Fonds des Routes, voient leur part relative passer de 7,2 p.c. en 1955 à 11,8 p.c. en 1964. Quant aux charges de la Dette publique, elles progressent, elles aussi, très rapidement. Ces charges représentaient 12,3 p.c. du total des dépenses en 1950 et 16,3 p.c. en 1964.

Parmi les autres fonctions qui enregistrent une progression très sensible, il y a lieu de noter les dépenses de l'Agriculture (y compris le Fonds agricole); la part relative de cette fonction est portée de 0,7 p.c. du total des dépenses en 1950 à 3,2 p.c. en 1964.

2. Sur les quinze exercices budgétaires qui couvrent la période 1950 à 1964, sept budgets ordinaires se sont clôturés en boni pour un total de 26 milliards et huit autres, en déficit pour un total de 39,7 milliards. Ce résultat aurait été encore moins favorable si certaines dépenses portées à tort au budget extraordinaire avaient été comprises dans les dépenses ordinaires, comme il se devait. Le boni exceptionnellement élevé de 1951 est dû principalement à l'entrée en vigueur du système de paiement anticipé de la taxe professionnelle.

Résultats du budget ordinaire

	(milliards de francs)
1950	+ 0,6
1951	+ 10,2
1952	+ 1,2
1953	- 0,7
1954	- 3,9
1955	+ 1,1
1956	+ 4,2

1957	+ 5,9
1958	- 8,2
1959	- 8,2
1960	- 6,2
1961	- 4,5
1962	- 1,7
1963	- 6,4
1964	+ 3,1

Le déficit persistant du budget ordinaire et la nécessité d'adopter une politique plus active en matière d'investissements au cours des dernières années expliquent l'accroissement important de la dette pour l'ensemble de la période sous revue. La situation a été la suivante (en fin de période) :

	1950	1964
	(milliards de francs)	
<i>Dette intérieure :</i>		
Consolidée	113,5	308,7 ¹
A moyen terme	38,8	6,3
A court terme	79,2	97,4
Total ...	231,5	412,4
<i>Dette extérieure :</i>		
Consolidée	14,0	18,7
A moyen terme	1,2	12,1
A court terme	2,0	18,9
Total ...	17,2	49,7
<i>Dette totale</i>	248,7	462,1
<i>Dette congolaise garantie</i>	—	6,5

¹ Y compris 19,8 milliards de certificats A en portefeuille des banques qui, jusqu'à la fin de 1962, figuraient dans la dette à court terme.

3. Un dernier problème qui doit retenir l'attention est celui des charges potentielles qui résultent pour l'Etat soit de la débudgétisation de certaines dépenses, soit des engagements pris antérieurement et qui ne sortiront leurs effets que progressivement.

Depuis la création du Fonds des Routes, la pratique de la débudgétisation a été largement étendue et les liens qui pouvaient rattacher certaines charges au budget de l'Etat et à la Dette publique ont été de plus en plus relâchés. Dans le cas du Fonds des Routes, il y a inscription des charges financières au budget de la Dette publique et l'amortissement des emprunts consacrés à cet objet se retrouve dans la dette indirecte de l'Etat. Dans le cas des subventions aux travaux communaux préfinancés par le Crédit Communal, il y a inscription des charges financières dans d'autres budgets que celui de la Dette publique, mais la Dette publique elle-même ne

contient pas le montant de l'endettement à l'égard du Crédit Communal. Dans d'autres cas encore, on ne trouve jusqu'à présent trace d'aucune charge financière dans les budgets ni aucune inscription à la Dette publique, alors qu'en définitive ces charges n'en seront pas moins supportées par le Trésor. C'est le cas des travaux de l'Association intercommunale pour l'autoroute E3. Le coût de ces travaux a été estimé à 22 milliards aux prix de 1964. Cette dépense de même que les frais d'entretien incombent à l'Intercommunale qui recevra de l'Etat un péage calculé en fonction de l'utilisation de l'autoroute. En définitive, le coût direct et indirect des travaux sera donc entièrement supporté par l'Etat. Dans le cas du complexe Berlaumont, qui doit être mis à la disposition des services de la Communauté Economique Européenne et dont le coût a été estimé à 2 milliards, c'est par la formule de la location-vente que l'Etat en deviendra propriétaire, en principe, en 1984.

D'autres engagements pèsent sur les années à venir. C'est ainsi que les créances de l'Etat sur les charbonnages ou les garanties qu'il leur a octroyées risquent d'entraîner pour le Trésor des pertes s'élevant à plusieurs milliards de francs. Sur le plan international, il y a également lieu de tenir compte des charges qui résulteront des engagements souscrits. Ainsi, à titre indicatif, la quote-part de la Belgique dans le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole de la C.E.E. pourrait passer progressivement d'environ 300 millions pour la campagne 1963-1964 à environ 4 milliards pour la campagne 1967-1968. D'autre part, la contribution belge au Fonds européen de développement, qui devra être liquidée au cours des prochaines années, s'élèvera à 3.450 millions de francs belges. Doivent, en outre, être pris en considération les engagements découlant de notre participation aux organismes internationaux, tels que la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement (quote-part belge : 450 millions de dollars, dont 10 p.c. ont, jusqu'à présent, été appelés).

L'énumération qui précède n'est pas complète. Elle a pour seul objet de montrer que la politique budgétaire ne peut, en aucune manière, être considérée à courte échéance sans égard aux obligations qui pèsent sur les exercices à venir.

C. PRINCIPAUX ASPECTS DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE.

1. La politique économique générale.

Un programme d'expansion à élaborer par le Bureau de Programmation Economique sera déposé au Parlement probablement dans la deuxième partie de 1966. Ce programme comportera les objectifs que le Gouvernement entend réaliser durant la présente législature tant dans le domaine du développement économique que dans celui du progrès social et des finances publiques. Il tracera le cadre général de croissance projeté pour l'économie jusqu'en 1970, analysera les possibilités des grands secteurs d'activité, prévoira l'ordre de grandeur de l'accroissement des revenus et du niveau de vie qui en résultera; il définira les intentions du Gouvernement quant à l'utilisation des ressources publiques, les objectifs prioritaires ainsi que les moyens à mettre en œuvre pour les réaliser. Cette programmation envisageant la politique économique à moyen terme, entre-temps un *budget économique* établira les objectifs économiques à court terme et précisera les différentes orientations de la politique économique du Gouvernement pour 1966.

En ce qui concerne la *politique de développement régional*, l'action économique sera basée sur la décentralisation nécessaire pour réaliser l'utilisation optimale des ressources intellectuelles et matérielles; l'unité de responsabilité politique restant toutefois au niveau gouvernemental. Le Gouvernement veillera à mettre en place, dès que possible, les différentes institutions régionales annoncées dans la Déclaration gouvernementale. En faveur du développement régional, il est prévu une dotation de 500 millions, dont 200 millions seront mis à la disposition du Fonds spécial de promotion économique régionale en 1966.

En matière de *politique énergétique*, l'Etat sera amené, du fait de la mise en œuvre du programme de fermeture de charbonnages, à fournir des moyens financiers complémentaires, d'un côté, au Fonds national de garantie pour la réparation des dégâts houillers et, d'un autre côté, au Fonds national de retraite des ouvriers mineurs. Par ailleurs, l'importation de gaz naturel hollandais en Belgique a entraîné la participation de l'Etat à la transformation et à l'accroissement du capital de

la société qui transportera ce gaz; cette participation est de l'ordre d'un demi-milliard.

2. La politique sociale et l'éducation.

Deux principes guident, dans le domaine social, l'action gouvernementale : le premier s'identifie avec la continuation des améliorations successives apportées aux diverses prestations relevant des régimes de sécurité sociale; le second traduit un souci plus nettement affirmé de faire face aux besoins particuliers des catégories les plus déshéritées de la population.

L'adaptation des prestations sociales porte notamment, à partir du 1^{er} janvier 1966, sur les pensions et les allocations familiales dans les différents régimes de sécurité sociale; par ailleurs, les interventions de l'Etat dans le secteur de l'assurance maladie-invalidité des salariés accuseront une forte majoration en 1966. Quant à l'assistance et aux interventions diverses de l'Etat, elles se traduiront notamment par l'accroissement des allocations aux estropiés et mutilés et par un effort financier plus important en matière de politique de santé.

Au total, les interventions de l'Etat dans le domaine social atteindront plus de 39 milliards en 1966, contre 30 et 37 milliards respectivement en 1964 et 1965 (1). Si l'on tient compte, en outre, du montant des prestations financées par les cotisations de sécurité sociale, on obtient un total de prestations sociales atteignant 119 milliards en 1966, contre 87 et 106 milliards respectivement en 1964 et 1965.

En ce qui concerne l'Education nationale et la Culture, il y a lieu de souligner que le budget de ce Ministère est le plus élevé de tous les budgets et qu'il a augmenté d'une façon appréciable par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation découle de l'expansion de l'enseignement à tous les niveaux et est aussi la conséquence inéluctable, dans un secteur où plus des trois quarts du budget sont affectés à des dépenses de personnel, de l'adaptation des traitements à l'indice des prix de détail et de l'incidence des cotisations dues pour l'assurance-maladie obligatoire; l'abaissement des normes de population dans l'enseignement gardien, primaire et moyen prévu

par les arrêtés de 1963 a également contribué à cette expansion des dépenses. Le total des charges de l'Education nationale est devenu tel que le sentiment se manifeste de plus en plus dans les divers milieux qu'un effort important doit être fait pour promouvoir la rationalisation des différentes structures de l'enseignement et éviter les doubles emplois injustifiés. Quant aux crédits budgétaires pour le développement culturel, leur majoration concerne surtout le secteur de la jeunesse, la formation des cadres pour l'éducation populaire et la revalorisation des compagnies artistiques à caractère professionnel.

Pour terminer ce chapitre consacré à la politique sociale et à l'éducation, on signalera que le Gouvernement envisage d'élaborer un *budget social de la Nation* à l'image de ce qui se fait dans certains pays voisins et dans une optique semblable à celle du programme d'expansion économique et du budget économique. Une vue globale et systématisée serait ainsi donnée de l'effort financier accompli par la Nation dans le domaine social, éducationnel et culturel.

3. La politique scientifique.

Le budget de la science est constitué par l'ensemble des crédits inscrits à des fins scientifiques aux budgets des départements. Il comprend les crédits destinés aux universités, aux établissements scientifiques de l'Etat, à la recherche fondamentale et appliquée et les crédits relatifs à la contribution de la Belgique aux organismes de coopération scientifique internationale.

Les crédits consacrés à la science sont passés de 2.622 millions en 1960 à 6.482 millions en 1965. Ils ont donc plus que doublé en cinq ans (augmentation de 147 p.c.), avec un accroissement annuel moyen de 20 p.c. En 1960, la part des crédits publics consacrés à la science représentait 1,90 p.c. du budget total de l'Etat. En 1965, cette même proportion est portée à 3,56 p.c.

Lors de l'élaboration du budget de la science pour l'exercice 1966, il a été tenu compte de trois impératifs :

1° l'application de la loi du 9 avril 1965 sur l'expansion de l'enseignement universitaire qui prévoit notamment une augmentation de 25 p.c. en 1966, par rapport à 1965, des crédits accordés aux universités de l'Etat;

(1) Les principales interventions sociales de l'Etat sont reprises, avec leurs montants, au tableau X.

2° l'impérieuse nécessité d'imposer une limite à l'accroissement de l'ensemble des crédits scientifiques pour 1966, par rapport aux crédits octroyés en 1965. Abstraction faite des crédits accordés aux établissements d'enseignement universitaire — dont le niveau résulte, comme il vient d'être dit, de l'application de la loi du 9 avril 1965 —, l'accroissement global a été fixé à 5 p.c. par rapport au budget ajusté de 1965;

3° l'effort particulier à accomplir en faveur du développement de la recherche à finalité industrielle et agricole, qui conditionne l'avenir de notre économie dans le contexte international, et particulièrement au sein de la Communauté Economique Européenne.

Les crédits du Ministère de l'Education nationale représentent la majeure partie du budget de la science, soit 66,3 p.c. en 1966, contre 59,7 p.c. en 1964; cet important accroissement découle essentiellement de la loi du 9 avril 1965 sur l'expansion universitaire. Les crédits du Ministère des Affaires économiques

représentent, en 1966, 19,9 p.c. du budget de la science, contre 23,3 p.c. en 1964. Le solde, soit 13,8 p.c. (contre 17 p.c. en 1964), est réparti entre les autres départements intéressés. Par ailleurs, en regroupant les crédits qui constituent le budget de la science, non plus par départements mais par grandes catégories bénéficiaires, on constate que la part relative du secteur universitaire passe de 48,6 p.c. en 1964 à 56,8 p.c. en 1966, tandis que la part relative de la recherche à finalité industrielle et agricole est, elle aussi, en progrès, passant de 12,4 p.c. en 1964 à 13,3 p.c. en 1966.

4. La politique d'investissement.

L'importance de l'effort d'investissement que le Gouvernement compte entreprendre est illustré par le tableau II reprenant les programmes d'engagements proposés pour 1966, comparés à ceux des années 1964 et 1965.

Tableau II.

Programmes d'engagements

(millions de francs)

Désignation	1964 (réalisations)	1965 (budget ajusté)	1966 (programme)
1. Travaux publics	6.457	9.428	9.975
2. Commissariat pour l'eau	—	—	936
3. Fonds des Routes	5.105	6.275	7.850
4. E3	2.654	3.300	3.780
	14.216	19.003	22.541
5. Communications	4.427	5.025	5.595
6. P.T.T.	900	162	168
7. Affaires économiques	16	21	25
8. Intérieur	—	46	46
9. Affaires étrangères	35	94	84
10. Justice	46	29	5
11. Education nationale	2.547	3.510	3.504
	7.161	8.887	9.427
12. Gendarmerie	176	194	250
13. Défense nationale	4.594	4.404	10.500
	4.770	4.598	10.750
14. Agriculture	340	595	700
15. Santé publique	386	608	804
16. Financé par le Crédit Communal : Travaux publics	881	1.179	1.400
17. Financé par le Crédit Communal : Santé publique	1.103	1.145	1.700
	2.710	3.527	4.604
Total des investissements ...	28.857	36.015	47.322
18. Dépenses financières	1.804	2.800	3.330
Total général ...	30.661	38.815	50.652

La conception de programme d'engagement adoptée dans ce tableau est plus large que celle que l'on retrouve dans les crédits d'engagement du budget extraordinaire. En effet, ce tableau reprend également les engagements du Fonds des Routes, de l'Intercommunale E3, ainsi que les engagements relatifs aux travaux des pouvoirs locaux (financement par le Crédit Communal). A noter, d'autre part, que les montants figurant au tableau se rapportent à des programmes d'engagements, alors que dans le budget extraordinaire ne figurent que les crédits sollicités pour l'année courante, reports non compris.

Le montant global passe de 30,6 milliards en 1964 à 38,8 milliards en 1965 et à 50,7 milliards en 1966. En soustrayant les dépenses militaires du total général, l'évolution des programmes se présente comme suit :

26,1 milliards en 1964
34,4 milliards en 1965
40,2 milliards en 1966.

Il résulte de ces chiffres que le présent budget comporte donc un important programme d'investissements. Celui-ci est composé principalement des dépenses afférentes aux ministères des Travaux publics, des Communications, de l'Education nationale, de la Santé publique et de l'Agriculture qui, pour 1966, représentent à eux cinq 36,2 milliards, soit plus de 90 p.c. du total du secteur civil.

En ce qui concerne les travaux publics (y compris le Fonds des Routes, l'Intercommunale E3 et le Commissariat pour l'Eau), qui représentent environ 58 p.c. du programme d'investissements pour 1966, l'effort majeur est réservé à la construction des routes dont le montant total du programme s'élève à près de 13 milliards. Le programme relatif aux voies hydrauliques, y compris les ports et les travaux en rapport avec le problème de l'eau, totalise 5,5 milliards.

Pour le département des Communications, la majeure partie du programme est consacrée à la modernisation de l'exploitation ferroviaire.

En ce qui concerne le département de l'Education nationale, les investissements se rapportent surtout aux constructions scolaires.

L'élargissement du programme du département de la Santé publique était nécessaire notamment pour permettre une amélioration de l'équipement sanitaire du pays.

Le programme relatif au département de l'Agriculture comporte des augmentations de crédits, dues essentiellement à l'amélioration des chemins ruraux et de l'hydraulique agricole et à la poursuite du remembrement des terres.

Il est clair que pour l'élaboration de ces programmes d'engagements, des priorités ont dû être établies, imposant inévitablement de postposer certains projets. Pour mieux apprécier le résultat des choix opérés, il paraît intéressant de regrouper les programmes d'investissements civils pour 1966 d'après leurs fonctions :

	<i>(milliards de francs)</i>
1. Transports	22,9
2. Bâtiments scolaires	3,8
3. Travaux financés par le Crédit Communal	3,1
4. Bâtiments administratifs	2,2
5. Barrages, réservoirs, etc.	0,9
6. Santé publique	0,8
7. Agriculture	0,7
8. Loi Brunfaut	0,7
9. Zonings industriels	0,5
10. Dépenses financières	3,3
11. Divers	1,3
Total ...	40,2

Les 22,9 milliards se rapportant au programme en matière de transports et représentant plus de la moitié du total se subdivisent comme suit :

12,6 milliards pour les routes,
4,6 milliards pour les voies hydrauliques et ports,
3,8 milliards pour la Société Nationale des Chemins de fer belges,
1,2 milliard pour les semi-métros,
0,7 milliard pour les autres dépenses en matière de transports.

L'important programme routier (en augmentation de 2,5 milliards par rapport à 1965 et de 4,4 milliards par rapport à 1964) est justifié par la priorité donnée à la construction des autoroutes de Wallonie et l'E3.

L'aménagement et l'équipement communautaires ne peuvent suffire dans notre société moderne si, en même temps, un effort accru n'est pas accompli dans le cadre du logement social. Aussi, le Gouvernement a autorisé la Société Nationale du Logement, la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne et le Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses, à réaliser, en 1966,

un important programme de logements sociaux comportant 5.072 millions de paiements. Ces autorisations doivent permettre de poursuivre les travaux en cours et d'entamer de nouvelles constructions qui pourraient atteindre 7.500 logements pour la Société Nationale du Logement, 1.250 pour la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne et 1.000 pour le Fonds des Familles Nombreuses. Ce pro-

gramme de logement s'ajoute au programme d'ensemble repris au tableau II.

Le tableau III fournit des indications relatives à l'importance de l'effort d'investissement sur le plan des décaissements; dans ce tableau ont été exclues les dépenses relatives à l'autoroute E3, financée par l'Intercommunale, et aux travaux communaux, financés par le Crédit Communal.

Tableau III.

Programmes de décaissements

(millions de francs)

Désignation	1964 (réalisations)	1965 (prévisions)	1966 (programme)
1. Travaux publics	6.652	9.388	9.500
2. Fonds des Routes	5.945	5.600	6.600
3. Commissariat pour l'eau	—	—	316
	12.597	14.988	16.416
4. Communications	3.408	4.620	5.050
5. P.T.T.	19	137	196
6. Affaires économiques	18	31	24
7. Intérieur	—	9	30
8. Affaires étrangères	40	100	70
9. Justice	15	43	12
10. Education nationale	2.645	2.725	3.034
	6.145	7.665	8.416
11. Gendarmerie	40	193	210
12. Défense nationale	5.998	5.339	5.000
	6.038	5.532	5.210
13. Agriculture	172	393	500
14. Santé publique	276	447	570
	448	840	1.070
Total des investissements ...	25.228	29.025	31.112
15. Dépenses financières	1.804	2.800	3.330
Total des décaissements à charge du budget extraordinaire ...	27.032	31.825	34.442

Les montants pour 1965 et 1966 ne coïncident pas avec les crédits de paiement inscrits au budget extraordinaire de ces deux années, en raison du mécanisme des reports.

5. Les relations avec les pays en voie de développement.

Tout en poursuivant par priorité ses efforts, pendant l'exercice 1965, en faveur du Congo, du Rwanda et du Burundi, la Belgique a étendu son action de coopération à un certain nombre d'autres pays, tendance qui s'était déjà amorcée en 1964. C'est ainsi qu'elle a accordé des interventions limitées au profit de

pays d'Asie et relativement importantes en faveur de la Tunisie, et qu'elle a conclu des conventions de coopération technique et scientifique avec le Pérou, le Chili et le Maroc. Comme en 1965, les moyens qui seront mis en œuvre pendant l'exercice 1966 comprendront, outre les crédits prévus au budget, les bénéfices à retirer de la Loterie Nationale, affectés par la loi du 6 juillet 1964 au financement des programmes d'aide aux pays en voie de développement. La part qui sera apportée par ces bénéfices est estimée à 406 millions.

Notre effort d'assistance aux pays en voie de développement se répartit comme indiqué au tableau IV.

Tableau IV.

Dépenses d'assistance
(millions de francs)

Désignation	1964 (dépenses réelles)	1965 (crédits ajustés)	1966 (crédits sollicités)
1. Experts et techniciens (y compris en matière d'enseignement). Intervention dans les rémunérations, frais de voyage, soins médicaux, etc.	703	889	1.005
2. Intervention dans les dépenses d'enseignement à programmes belges dans les pays en voie de développement	63	135	155
3. Enseignement supérieur	115	155 ¹	167 ¹
4. Appui logistique	—	—	30
5. Volontaires	10	16	21
6. Bourses d'études et de stages	181	212	230
7. Aide sociale aux boursiers et stagiaires	18	20	18
8. Développement économique et communautaire	—	118 ¹	187 ¹
9. Aide spécifique au Rwanda-Burundi	88 ²	140	173
10. Assistance médicale et sociale	33	46 ¹	52 ¹
11. Institut de médecine tropicale à Anvers	27	30	—
12. Assistance multilatérale — Programme élargi et Fonds spécial des Nations Unies	65	65	81
13. Experts associés	13	26	30
14. Programme alimentaire des Nations Unies	8	15	10
15. Campagne contre la faim dans le monde	1	1	1
16. Divers	81	107	62
Total ...	1.406	1.975	2.222

¹ Postes financés par le produit de la Loterie Nationale.
² Engagements : 140.

6. La fonction publique.

La revalorisation des échelles de traitement, élaborée en 1962 par le Gouvernement, devait aller de pair avec une réforme profonde des administrations de l'Etat, qui devait entrer en vigueur le 1^{er} août 1964. Cette réforme n'a pu être que partiellement réalisée. En revanche, la revalorisation des barèmes était pratiquement achevée à la fin de l'année 1964. Le nouvel accord de programmation sociale, conclu le 28 octobre 1964 entre le Gouvernement de l'époque et le front commun syndical, a permis une adaptation des traitements et des pensions ainsi que l'affiliation obligatoire du secteur public à l'assurance maladie-invalidité. Ces mesures, jointes à l'incidence de la hausse de l'indice, ont eu pour conséquence que les dépenses de l'Etat dans ce domaine, déjà élevées pour les années 1962, 1963 et 1964, se sont encore accrues considérablement en

1965. Selon toute probabilité, il sera attribué en 1965, par rapport à 1961, environ 10 milliards de plus à tout le secteur de la fonction publique. Le problème des rémunérations n'est cependant pas encore définitivement réglé. Il est actuellement examiné en collaboration étroite avec les syndicats.

En relation avec ce qui précède, il y a lieu de mentionner également le problème du recrutement. Par l'aménagement des conditions d'âge, on espère pouvoir satisfaire la demande de personnel et, en même temps, favoriser le plein emploi en créant des perspectives plus larges pour les travailleurs difficiles à placer. On peut également signaler ici les efforts accomplis en faveur des handicapés. En outre, le problème de la régularisation du personnel temporaire s'est à nouveau posé en 1965. La loi du 2 avril 1965 a créé la possibilité de prendre des mesures de régularisation dans toutes les administrations publiques.

II. Le budget de l'exercice 1965

Pour l'exercice 1965, le budget des Voies et Moyens prévoyait 164,5 milliards de recettes ordinaires, dont 154,8 milliards de recettes fiscales et 9,7 milliards de recettes non fiscales. Les recettes extraordinaires étaient évaluées à 0,6 milliard. Eu égard à l'état des

recettes après les neuf premiers mois de 1965, les recettes fiscales probables pour l'ensemble de l'exercice 1965 peuvent être estimées à 160 milliards, soit un excédent par rapport aux prévisions budgétaires de l'ordre de 5,2 milliards. Pour les recettes non fiscales,

le rendement présumé peut être estimé à 10,2 milliards, soit un excédent de 0,5 milliard par rapport aux prévisions. Cette plus-value se répartit comme suit entre les grandes rubriques de recettes :

	<i>(milliards de francs)</i>
Contributions directes	+ 6,6
Douanes	- 0,7
Accises et divers	—
Taxes	—
Autres droits perçus par l'Enregistrement	<u>- 0,7</u>
	+ 5,2
Recettes non fiscales	<u>+ 0,5</u>
Total ...	+ 5,7

Dans le secteur des contributions directes, la plus-value probable (+ 6,6 milliards) sera fournie par le précompte professionnel (+ 3,3 milliards), les versements anticipés (+ 1,7 milliard), l'impôt des personnes physiques (+ 1,1 milliard) et le précompte mobilier (+ 0,7 milliard).

Tableau V.

Budget ordinaire de l'exercice 1965

(millions de francs)

<i>Recettes :</i>		
Prévisions initiales	164.496	
Résultats probables		170.200
<i>Dépenses :</i>		
Budget déposé	161.940	
Amendements	+ 121	
Lois spéciales	+ 110	
		162.171
<i>Feuilleton d'ajustement :</i>		
Augmentation	+21.240	
Diminution	- 706	
		20.534
Total des crédits de l'exercice		182.705
Crédits pour exercices antérieurs		2.447
Total des dépenses		185.152
Solde des résultats probables		-14.952

Le progrès du rendement en matière de précompte professionnel reflète l'expansion de la masse salariale. Celui des versements anticipés

est dû au développement économique mais également à la tendance que manifestent les non-salariés à s'acquitter de leurs impôts par ce mode de paiement. Le progrès du rendement de l'impôt des personnes physiques résulte notamment de l'avancement, par rapport à 1964, des travaux d'enrôlement. Enfin, la plus-value qu'accuse le précompte mobilier traduit surtout le fait que, depuis l'entrée en vigueur du nouveau système fiscal issu de la réforme du 20 novembre 1962, les revenus des fonds publics sont assujettis au précompte mobilier au même taux que les autres titres à revenu fixe.

En ce qui concerne les dépenses ordinaires, le budget voté initialement (162,2 milliards) a été majoré par un feuilletton d'ajustement d'un montant de 20,5 milliards, auquel il convient d'ajouter 2,5 milliards de crédits supplémentaires pour exercices antérieurs. Le budget des dépenses ordinaires de 1965 s'établit ainsi à 182,7 milliards pour l'exercice courant et à 185,2 milliards si l'on tient compte des crédits pour les exercices antérieurs.

Les recettes ordinaires probables étant évaluées à 170,2 milliards, le budget de 1965 se soldera donc par un déficit de 15 milliards ou de 12,5 milliards si l'on considère l'exercice courant uniquement. En fait, cependant étant donné que des annulations de crédits seront enregistrées en fin d'exercice, le déficit de l'exercice courant pourrait être en définitive de l'ordre de 10 milliards.

Les causes principales de l'accroissement des dépenses de 23 milliards mentionné plus haut sont les suivantes :

- 4,6 milliards de dépenses pour l'Education nationale et la Culture, principalement des dépenses de rémunération du personnel enseignant (4,1 milliards) ;
- 3,7 milliards pour le Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones, dont 2,2 milliards de subventions à la Société Nationale des Chemins de fer belges et 1,1 milliard de dépenses de personnel ;
- 2 milliards au titre de la Prévoyance sociale, dont 1,2 milliard de subsides à l'Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité ;
- 2 milliards pour les charges de la Dette publique ;
- 1,9 milliard pour la Défense nationale, essentiellement des dépenses de rémunération (1 milliard), de matériel (0,5 milliard) et l'assistance technique au Congo, au Rwanda et au Burundi (0,3 milliard) ;
- 1,6 milliard pour les pensions, en raison notamment du mécanisme de l'indexation et de majoration de taux ;
- 1,5 milliard en faveur de l'Agriculture, dont 1 milliard au Fonds agricole ;

— 1,4 milliard pour le budget des Affaires économiques et de l'Energie, principalement des subventions à l'industrie charbonnière (1,1 milliard).

Au budget extraordinaire, les crédits d'engagement votés (16,2 milliards) ont été augmentés de 2,6 milliards par la voie du feuilleton, de sorte que leur total atteint 18,8 milliards, chiffre auquel il convient d'ajouter les crédits reportés de 1964 (4 milliards), ce qui donne un total de 22,8 milliards de crédits disponibles en 1965. Les augmentations les plus importantes des crédits d'engagement proposées par la voie du feuilleton concernent le département des Travaux publics (+ 1,9 milliard) et celui des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones (+ 0,5 milliard). Les suppléments sollicités au titre des Travaux publics résultent, à concurrence de 1,1 milliard, de la politique de développement régional (septième darse du port d'Anvers et installation de la « Badische Anilin- und Sodafabrik »); quant au demi-milliard sollicité au titre des Communications, il est destiné au Fonds de renouvellement de la Société Nationale des Chemins de fer belges.

De leur côté, les crédits de paiement votés (20,2 milliards) ont été augmentés de 7,2 mil-

liards par la voie du feuilleton, ce qui porte le total des crédits à 27,4 milliards; compte tenu des reports de 1964, on arrive à un chiffre de crédits disponibles pour 1965 de 33,6 milliards. Les majorations les plus importantes sollicitées par le moyen du feuilleton concernent les Travaux publics (+ 2,5 milliards), la Dette publique (+ 2 milliards) et les Communications (+ 1,7 milliard). En travaux publics, l'augmentation des crédits est destinée principalement aux voies hydrauliques et aux ports (+ 2 milliards). Les crédits inscrits à la Dette publique (2 milliards) représentent les charges d'amortissement et de remboursement de la dette publique congolaise garantie en devises (application de la convention belgo-congolaise du 6 février 1965). La majoration des crédits au budget des Communications résulte pour l'essentiel des interventions de l'Etat en faveur de la Société Nationale des Chemins de fer belges.

La partie des crédits tant d'engagement que de paiement non utilisée à la fin de l'année 1965 est reportée à l'exercice suivant en vue d'assurer, dès les premiers mois de 1966, la continuité dans l'exécution des entreprises en cours.

III. Le budget de l'exercice 1966

A. BUDGET ORDINAIRE.

Malgré les compressions de dépenses et le renforcement de la fiscalité auxquels il a été fait allusion dans la première partie de cet

Tableau VI.

Budget ordinaire (millions de francs)

	1964 (réalisations)	1965 (résultats probables)	1966 (prévisions)
Dépenses	155.141 ¹	182.705 ²	200.304
Recettes	158.073	170.200	197.119
Solde ...	+ 2.932	-12.505	- 3.185

¹ Engagements.

² Non compris les crédits supplémentaires pour exercices antérieurs.

article, le budget ordinaire de l'exercice 1966 présente un solde déficitaire de 3,2 milliards.

1. Dépenses ordinaires.

Les dépenses ordinaires pour 1966 s'élèveront, ainsi qu'il a déjà été dit, à 200,3 milliards et seront donc supérieures de 17,6 milliards aux dépenses ordinaires prévues de l'exercice en cours. La répartition de ces dépenses par département et suivant la présentation nouvelle des budgets est effectuée au tableau VII. Dans les lignes qui suivent, on passera successivement en revue les principales rubriques de ce tableau.

Tableau VII.

Dépenses ordinaires

(millions de francs)

	1964 (engagements)	1965 (crédits ajustés) 1	1966 (crédits sollicités)	Différence entre 1966 et 1965
1. Budgets financiers ² :				
Dettes publiques	28.220	32.522	34.608	+ 2.086
Pensions	21.455	24.215	24.777	+ 562
Dotations	496	528	560	+ 32
Total 1 ...	50.171	57.265	59.945	+ 2.680
2. Autres dépenses :				
A. Répartition suivant la présentation nouvelle des budgets :				
Salaires et charges sociales	32.910	37.627	39.823	+ 2.196
Biens non durables et services	10.134	12.087	13.054	+ 967
Matériel militaire et entretien des routes	1.215	1.116	1.077	- 39
Intérêts et pertes	2.608	4.176	3.139	- 1.037
Transferts de revenus	52.491	64.128	69.981	+ 5.853
Transferts de capitaux	2.851	3.116	3.299	+ 183
Biens meubles patrimoniaux	929	1.119	1.306	+ 187
Divers	1.832	2.071	8.680	+ 6.609
Total A ...	104.970	125.440	140.359	+14.919
B. Répartition par département :				
Premier Ministre	294	405	364	- 41
Fonction publique	91	122	3.270	+ 3.148
Justice	3.082	3.571	3.753	+ 182
Intérieur	10.354	11.342	12.364	+ 1.022
Affaires étrangères et Commerce extérieur	2.115	2.307	2.252	- 55
Assistance technique	1.410	1.639	1.816	+ 177
Défense nationale	15.440	16.954	17.300	+ 346
Gendarmerie	1.995	2.224	2.396	+ 172
Agriculture	1.733	3.378	3.297	- 81
Affaires économiques	3.227	4.265	4.828	+ 563
Classes moyennes	371	452	477	+ 25
Communications	4.680	7.144	6.475	- 669
P.T.T.	4.844	5.962	6.369	+ 407
Travaux publics	2.930	3.443	3.610	+ 167
Emploi et Travail	1.558	2.314	2.316	+ 2
Prévoyance sociale	9.470	12.493	14.379	+ 1.886
Education nationale	28.688	32.312	35.534	+ 3.222
Culture	2.156	2.482	2.764	+ 282
Santé publique	2.927	4.042	4.759	+ 717
Famille	1.812	2.255	2.092	- 163
Finances	5.793	6.334	9.944	+ 3.610
Total B ...	104.970	125.440	140.359	+14.919
Total général (1 + A ou B) ...	155.141	182.705	200.304	+17.599

1 Non compris les crédits supplémentaires pour exercices antérieurs.

2 Les crédits afférents au budget des Non-Valeurs et Remboursements sont incorporés dans les budgets des départements, principalement Finances, Communications et Postes, Télégraphes et Téléphones.

Dettes publiques.

Les crédits postulés au budget de la Dette publique pour l'exercice 1966 au titre de dépenses ordinaires s'élèvent à 34,6 milliards, soit une augmentation de 2,1 milliards comparativement aux crédits ajustés de 1965. Cette augmentation se subdivise comme suit :

	<i>(milliards de francs)</i>
1. Intérêts :	
a) <i>de la dette consolidée :</i>	
— charges nouvelles des émissions effectuées jusqu'à la fin de mai 1965	+ 0,9
— charges pour émissions nouvelles jusqu'à la fin de 1966	+ 0,8
— diminution du chef de remboursements de capitaux empruntés	- 0,5
b) <i>de la dette flottante :</i>	
— certificats de trésorerie à moyen terme	- 0,3
— certificats de trésorerie à court terme	+ 0,2
2. Amortissements de la dette consolidée :	
— charges des émissions effectuées du 1 ^{er} janvier au 31 mai 1965	+ 1,0
— première charge d'amortissement de l'emprunt 1964 à 5 ou 10 ans, 2 ^e s. .	+ 0,6
— augmentation des dotations d'amortissements de certains emprunts	+ 0,1
— suppression ou diminution des charges d'amortissement de certains emprunts	- 0,8
3. Fonds belgo-congolais d'amortissement et de gestion	+ 0,1
Total ...	+ 2,1

Cet accroissement résulte donc essentiellement de l'augmentation de la dette consolidée laquelle entraîne une majoration des intérêts et des charges d'amortissement. A cet égard, la répartition des crédits inscrits au budget de la Dette publique ⁽¹⁾ entre les amortissements, les intérêts et les autres charges, est la suivante :

	<i>1965 ajusté</i>	<i>1966</i>
	<i>(milliards de francs)</i>	
Amortissements	13,2	14,5
Intérêts	18,7	19,4
Autres charges	<u>0,6</u>	<u>0,7</u>
Total ...	32,5	34,6

(1) Il s'agit du budget ordinaire uniquement; le budget extraordinaire comprend, en outre, pour les exercices 1965 et 1966, respectivement 2 milliards et 0,4 milliard de crédits destinés à l'amortissement de la dette congolaise garantie en monnaies étrangères, prise en charge par la Belgique en application de la convention belgo-congolaise du 6 février 1965.

Pensions.

Les crédits figurant au budget des Pensions pour l'exercice 1966 s'élèvent à 24,8 milliards, soit une augmentation de 0,6 milliard par rapport aux crédits ajustés pour l'exercice 1965.

Tableau VIII.

Budget des Pensions

(millions de francs)

	<i>1964 (engagements)</i>	<i>1965 (crédits ajustés) 1</i>	<i>1966 (crédits sollicités)</i>
Pensions civiles, ecclésiastiques et militaires	6.679	7.685	8.072
Pensions de guerre	4.392	4.741	5.133
Pensions de vieillesse ...	10.087	11.260	11.013
Pensions provisoires et divers	297	529	559
Total ...	21.455	24.215	24.777

1 Non compris les crédits supplémentaires pour exercices antérieurs.

L'augmentation des crédits (+ 0,4 milliard) prévus pour le paiement des pensions civiles au personnel de l'Etat, au personnel enseignant subventionné et aux ministres des cultes, et des pensions militaires, découle, d'une part, de l'accroissement du nombre des pensions et, d'autre part, de l'augmentation du montant moyen de celles-ci due au relèvement du niveau des rémunérations de la fonction publique. En ce qui concerne les dépenses pour les pensions de guerre, elles augmentent pareillement de 0,4 milliard, alors qu'on aurait pu s'attendre normalement à une réduction. Ceci résulte de l'application des dispositions de la loi du 7 juillet 1964 accordant, à partir du 1^{er} janvier 1966, de nouveaux avantages, notamment : majorations de 12 à 15 p.c. des pensions de veuves et d'orphelins, de 15 à 25 p.c. des rentes de chevrons de front et de 25 à 50 p.c. des rentes de captivité. Au surplus, un crédit provisionnel de 250 millions est inscrit en vue de matérialiser l'effort spécial en faveur des victimes de la guerre, prévu dans la Déclaration gouvernementale.

Dépenses de fonctionnement.

1. Salaires et charges sociales.

Les crédits demandés sous la rubrique « Salaires et charges sociales » sont évalués à 39,8 milliards pour 1966, contre 37,6 mil-

liards pour 1965 ajusté, soit une augmentation de 2,2 milliards. Cette augmentation est principalement due au fait que le budget de l'exercice 1966, contrairement à celui de 1965, supporte la charge entière de :

1° l'instauration du régime d'assurance obligatoire pour soins de santé du personnel du secteur public (appliqué à partir du 1^{er} avril 1965);

2° la hausse de l'indice (112,5 p.c. à partir du 1^{er} août 1965);

3° l'incidence totale en 1966 des recrutements effectués au cours de l'année 1965.

En outre, il y a lieu de tenir compte également de l'accroissement normal des dépenses découlant des augmentations de traitement et des promotions de grade.

2. Achat de biens non durables et de services.

Pour 1966, ces dépenses sont estimées à 13,1 milliards, contre 12,1 milliards pour 1965 ajusté, soit une augmentation de 1 milliard. Quoique les crédits de cette rubrique aient été limités au strict nécessaire, on ne pouvait perdre de vue, lors du calcul de ceux-ci, que l'incidence financière de diverses mesures n'a grevé que partiellement le budget de 1965, tandis que pour 1966, il y a lieu de tenir compte d'une charge complète. C'est le cas, notamment, de l'application de la loi supprimant l'exonération en matière de taxes assimilées au timbre sur les fournitures aux services publics, de l'exécution de la nouvelle réglementation portant adaptation des frais de voyage et de séjour et des tarifs en matière de frais de déplacement.

3. Matériel militaire et grosses dépenses d'entretien.

Cette rubrique comprend exclusivement l'achat de matériel et d'équipement spécifiquement militaire, ainsi que les grosses dépenses d'entretien des routes et des voies d'eau.

Les crédits affectés à ces dépenses ont été maintenus pour 1966 à peu près au même niveau des crédits ajustés pour 1965.

4. Achat de biens meubles patrimoniaux.

Pour 1966, les dépenses afférentes à cette rubrique ont été estimées à 1,3 milliard, contre 1,1 milliard pour 1965 ajusté, soit une augmentation de 0,2 milliard. Afin de permettre aux services publics de fonctionner de la manière la plus efficiente, il est nécessaire de poursuivre l'exécution du programme de modernisation et d'automatisation actuellement en cours.

Interventions en faveur de tiers.

Depuis plusieurs années, des notes explicatives au sujet de ces interventions de l'Etat figuraient régulièrement dans l'Exposé général. Il est apparu toutefois que ces explications constituaient souvent des redites de celles qui figuraient déjà dans d'autres parties de l'Exposé général. Pour cette raison, les interventions susmentionnées ne font plus l'objet de commentaire particulier. En conséquence, seuls les tableaux fournissant le montant des crédits affectés aux différentes interventions de l'Etat sont reproduits ci-dessous.

Tableau IX.

Principales interventions de caractère économique

(millions de francs)

	1964 (engagements)	1965 (crédits ajustés) 1	1966 (crédits sollicités)
Société Nationale des Chemins de fer belges ...	4.154	6.148	5.283
Industrie charbonnière	189	1.214	1.770
Taux d'intérêt réduit, etc.	989	1.090	1.230
Fonds agricole	175	1.199	1.100
Primes production laitière	410	570	472
Institut pour l'Encouragement de la Recherche scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture (I.R.S.I.A.)	185	185	233
Charges d'emprunts, financement travaux com- munes	348	506	831
Centre d'Etude pour l'Energie Nucléaire	323	320	345
Sociétés intercommunales de transports en com- mun urbains à Bruxelles et à Anvers	—	250	250
Interventions dans la dette (R.T.T., Vicinaux, S.N.D.E.)	217	227	242

1 Y compris les crédits supplémentaires pour exercices antérieurs.

Tableau X.

Principales interventions de caractère social ¹

(millions de francs)

	1964 (engagements)	1965 (crédits ajustés) ²	1966 (crédits sollicités)
A. Sécurité sociale, assistance et avantages sociaux divers :			
1. Assurance maladie-invalidité :			
a) obligatoire	6.453	8.583	10.683
b) libre	809	1.090	1.029
2. Allocations familiales :			
a) salariés	452	625	182
b) indépendants	405	670	545
3. Allocations aux estropiés et mutilés	879	951	1.321
4. Fonds spécial d'assistance	839	1.116	1.261
5. Œuvre nationale des victimes de la guerre	625	732	707
B. Politique de l'emploi :			
Office National de l'Emploi	1.300	1.925	1.670
C. Politique du logement :			
1. Primes De Taeye	575	900	520
2. Autres transferts au Fonds National du Logement	1.127	1.214	1.296
D. Politique de santé :			
1. Gestion des hôpitaux et recherche médicale	464	505	746
2. Œuvre Nationale de l'Enfance	560	616	647

¹ Les dépenses au titre des pensions de prévoyance sociale ne sont pas reprises dans ce tableau, parce qu'elles sont déjà incluses dans le tableau VIII.

² Y compris les crédits supplémentaires pour exercices antérieurs.

Tableau XI.

**Interventions en faveur
des provinces et des communes**

(millions de francs)

	1964 (engagements)	1965 (crédits ajustés) ¹	1966 (crédits sollicités)
Total des interventions .	9.788	10.775	11.647
dont :			
Fonds des Communes	(8.960)	(9.450)	(9.900)
Fonds des Provinces .	(801)	(950)	(1.120)

¹ Y compris les crédits supplémentaires pour exercices antérieurs.

Tableau XII.

Principales interventions en faveur d'organismes internationaux

(millions de francs)

	1964 (engagements)	1965 (crédits ajustés) ¹	1966 (crédits sollicités)
Euratom	433	441	483
Fonds européen d'orientation et de garantie agricole	—	150	275
Programmes spatiaux E.L.D.O.-E.S.R.O. ²	160	144	240
Communauté Economique Européenne	124	150	163
Organisation des Nations Unies ³	113	113	135

¹ Y compris les crédits supplémentaires pour exercices antérieurs.

² European Launching Development Organisation et European Space Research Organisation.

³ Y compris le Fonds spécial de développement et l'assistance technique.

2. Budget des Voies et Moyens.

Les recettes ordinaires de 1966 sont estimées à un total de 197,1 milliards, dont 186,4 milliards de recettes fiscales et 10,7 milliards de recettes non fiscales.

Le produit des contributions directes pour l'exercice 1966 est évalué à 73,9 milliards, soit un accroissement de 6,2 milliards par rapport aux recettes probables de 1965, en ce compris un relèvement des taux d'impôts pour les revenus supérieurs à 1 million et une

Tableau XIII.

Budget des Voies et Moyens

(millions de francs)

	1964 (résultats)	1965 (recettes probables)	1966 (prévisions)	Différence entre 1966 et 1965
1. Recettes fiscales :				
A. Contributions directes :				
Impôt versé par voie de précomptes :				
— précompte immobilier	956	1.025	1.015	— 10
— précompte mobilier	5.396	6.315	6.700	+ 385
— précompte professionnel	26.614	30.660	33.455	+ 2.795
Impôt sur le revenu global versé par anticipation par les non-salariés	13.418	15.250	16.500	+ 1.250
Impôt sur le revenu global perçu par rôles à charge :				
— des personnes physiques	2.749	6.370	7.550	+ 1.180
— des sociétés	1.375	1.820	1.640	— 180
— des non-résidents	14	20	20	—
Taxe de circulation	3.572	3.925	4.200	+ 275
Taxe sur les jeux et paris	314	380	400	+ 20
Taxe sur les appareils automatiques de divertis- sement	95	250	280	+ 30
Impôts sur les revenus perçus sous le régime des lois coordonnées relatives à ces impôts (ancien régime fiscal) :				
— contribution foncière	—	—	—	—
— taxe mobilière	274	—	—	—
— taxe professionnelle	2.247	300	—	— 300
— impôt complémentaire personnel	1.167	125	—	— 125
— contribution nationale de crise	35	—	—	—
Exercices clos	1.983	1.000	1.850	+ 850
Divers	250	250	265	+ 15
Total des contributions directes ...	60.458	67.690	73.875	+ 6.185
B. Douanes et accises :				
Droits de douane	8.345	8.000	8.000	—
Accises et taxe de consommation	19.553	20.770	25.432	+ 4.662
Divers	281	260	292	+ 32
Total des douanes et accises ...	28.179	29.030	33.724	+ 4.694
C. Enregistrement :				
Droits d'enregistrement	6.004	5.800	6.410	+ 610
Droits de succession	2.568	2.767	3.060	+ 293
Timbre et taxes assimilées	50.847	54.100	68.650	+14.550
Divers	622	661	676	+ 15
Total de l'enregistrement ...	60.041	63.328	78.796	+15.468
Total des recettes fiscales ...	148.678	160.048	186.395	+26.347
2. Recettes non fiscales :				
Taxes, péages, redevances	5.839	6.244	6.887	+ 643
Revenus	1.652	1.830	1.821	— 9
Remboursements	1.195	1.339	1.431	+ 92
Produits divers	640	657	535	— 122
Recettes résultant de la guerre	69	82	50	— 32
Total des recettes non fiscales ...	9.395	10.152	10.724	+ 572
Total des recettes ordinaires ...	158.073	170.200	197.119	+26.919

moins-value d'un demi-milliard à provenir de l'adaptation des barèmes de l'impôt des personnes physiques en relation avec la hausse du coût de la vie.

Les recettes attendues du précompte immobilier atteignent pratiquement le même montant que les recettes probables de 1965, l'extension annuelle de la base de cet impôt, c'est-à-dire le revenu cadastral, étant compensée par les réductions pour charge de famille. Le rendement du précompte mobilier est estimé à 6,7 milliards. L'augmentation par rapport aux recettes probables de 1965 se justifie notamment par le développement des revenus d'emprunts du secteur public. Le précompte professionnel donnerait une recette

de 33,5 milliards, soit un accroissement de 2,8 milliards par rapport aux recettes probables de 1965 dû au développement présumé de la masse salariale. Les versements anticipés par les non-salariés sont évalués à 16,5 milliards, soit 1,2 milliard de plus que le rendement probable de 1965. Le haut degré d'activité et la préférence grandissante des contribuables pour cette modalité de paiement de l'impôt justifient cette estimation. Le rendement de l'impôt des personnes physiques perçu par rôle est estimé à 7,6 milliards, contre 6,4 milliards en 1965. Cette plus-value est attendue d'un nouveau progrès des enrôlements, des rappels de droits à rattacher à l'exercice 1966 ainsi que de dégrèvements moindres. La recette de

Tableau XIV.

**Résumé des modifications apportées à la fiscalité
dans le cadre de la politique d'assainissement budgétaire**
(millions de francs)

	Incidence budgétaire
A. Contributions directes :	
1. Indexation des barèmes de l'impôt des personnes physiques jusqu'à 150.000 francs, relèvement des minima exonérés et des abattements sur les revenus des pensionnés	— 500
2. Relèvement des taux pour les revenus supérieurs à 1 million	+ 120
Total pour les contributions directes ...	— 380
B. Accises :	
Majoration du droit d'accise sur : essence (0,90 franc le litre), gas-oil pour moteurs (sauf agriculture) (0,75 franc le litre), fuel léger (0,35 franc le litre), kérozène (0,35 franc le litre), autre gas-oil (0,05 franc le litre), gaz liquéfiés (0,50 franc le litre)	+ 3.580
Relèvement du droit d'accise sur les eaux et limonades et de la taxe de consommation sur les alcools	+ 444
Total pour les accises ...	+ 4.024
C. Taxes (Enregistrement) :	
Augmentation de la taxe de transmission de 6 à 7 p.c., de la taxe de luxe de 13 à 17 p.c., de 16 à 20 p.c.; pour les voitures de 16 à 18 p.c., pour les camions de 13 à 15 p.c.	+ 9.350
Taxation des ventes d'immeubles sur plan	+ 100
Total pour les taxes ...	+ 9.450
D. Autres droits perçus par l'Enregistrement :	
Relèvement du droit d'enregistrement, par tranches, sur les ventes d'immeubles d'une valeur dépassant 1 million; suppression du remboursement du droit d'enregistrement en cas de revente en l'espace de 3 mois ou de 2 ans; relèvement de 2,5 à 5 p.c. du taux sur les achats d'immeubles par les marchands de biens	+ 410
Relèvement d'environ 10 p.c. des droits de succession en ligne collatérale ou entre étrangers	+ 210
Majoration de 100.000 à 200.000 francs des abattements en ligne directe et entre époux	— 150
Total pour les autres droits perçus par l'Enregistrement ...	+ 470
Total général ...	+ 13.564
E. Modifications des tarifs postaux	+ 184

l'impôt des sociétés perçu par rôle est évaluée à un montant inférieur aux recettes probables de 1965. Le rendement de cet impôt est influencé par la progression des versements anticipés effectués par les sociétés. Le montant relativement élevé des recettes à réaliser sur exercices clos est imputable à une augmentation assez sensible des restes à recouvrer. Pour la taxe de circulation, la taxe sur les jeux et paris et la taxe sur les appareils automatiques de divertissement, les estimations tiennent compte d'un accroissement annuel normal.

Le rendement des droits d'entrée pour 1966 est estimé au niveau des recettes probables pour 1965, soit 8 milliards. Cette estimation se justifie par un nouvel abattement du tarif intérieur dans le cadre de la Communauté Economique Européenne à partir du 1^{er} janvier 1966, compensé en partie par une augmentation du tarif extérieur. La plus grande partie (4 milliards) de l'accroissement des recettes d'accise résulte du relèvement des taux pour les produits pétroliers (3,6 milliards) ainsi que pour les alcools, eaux minérales et limonades (0,4 milliard).

Pour le timbre et les taxes assimilées au timbre, les recettes de 1966 sont estimées à 68,6 milliards, soit un accroissement de 14,5 milliards par rapport aux recettes probables de l'exercice 1965; 9,4 milliards doivent provenir des relèvements de taux, 2,9 milliards, du progrès de la masse imposable et 2,2 milliards, de la suppression déjà mentionnée de l'exonération en faveur des pouvoirs publics en matière de taxes et de l'instauration du permis de conduire. Les autres droits perçus par l'Enregistrement sont évalués à 10,1 milliards, soit 0,9 milliard de plus que les recettes probables de 1965. Cette plus-value résulte, à raison de 0,4 milliard, de l'évolution attendue de la masse imposable et, à raison de 0,5 milliard, de l'aménagement des taux.

Le produit total des recettes non fiscales pour l'exercice 1966 est estimé à 10,7 milliards, soit 0,6 milliard de plus que les recettes probables de l'exercice 1965. Cette plus-value résulte, à concurrence de 0,4 milliard, de l'évolution normale des recettes existantes. Le relèvement de certains tarifs postaux doit rapporter un supplément de 0,2 milliard.

Le tableau XIV donne la synthèse des modifications apportées aux taux de l'impôt et des tarifs ainsi qu'une évaluation des recettes nouvelles attendues de ces mesures.

B. BUDGET EXTRAORDINAIRE.

Les recettes extraordinaires de l'exercice 1966 sont estimées à 328 millions, contre 571 millions de recettes probables pour 1965.

En ce qui concerne les dépenses, les tableaux II et III illustrent le programme d'investissements et d'autres dépenses extraordinaires que le Gouvernement entend réaliser en 1966; il représente au total plus de 50 milliards en engagements et 34,5 milliards en prévisions de décaissements. Une partie de ce programme, en augmentation considérable par rapport aux années précédentes, n'a aucune influence sur le budget extraordinaire de 1966; il s'agit principalement des dépenses prises en charge par l'Intercommunale E3 et des travaux communaux financés par le Crédit Communal de Belgique, avec l'engagement pour l'Etat d'intervenir dans les charges des emprunts contractés auprès de cette institution. D'un autre côté, le Gouvernement disposera, pour réaliser son programme, non seulement des crédits sollicités au budget extraordinaire de 1966, mais également de ceux qui sont restés inutilisés à la fin de 1965 et dont une partie est reportée à l'exercice 1966 en vertu de l'autorisation demandée dans les projets de budget des différents départements.

C'est dans ce cadre qu'il faut juger l'importance des nouvelles autorisations soumises au vote des Assemblées. Examinés globalement, les crédits d'engagement et de paiement sollicités pour 1966 s'élèvent respectivement à 26,7 et 27,4 milliards. Pour 1965, compte tenu des ajustements introduits par le feuillet de crédits supplémentaires, ces montants sont respectivement de 18,8 et 27,4 milliards. Il est évident que ces données globales n'ont de signification que si l'on tient compte, d'une part, des crédits reportés de 1964, qui augmentent ces montants respectivement de 4 et 6,2 milliards et, d'autre part, des crédits reportés à l'exercice 1966. Pour ces différentes raisons, ce sont les programmes pour 1966 qui déterminent les moyens qui pourront être mis en œuvre et pas seulement les nouveaux crédits sollicités.

En matière de dépenses extraordinaires de biens et de services, les crédits d'engagement pour le programme de défense de 1966 ont plus que doublé, tandis que les crédits de paiement sont inférieurs à ceux de 1965. La

Tableau XV.

Répartition des dépenses extraordinaires

(millions de francs)

	Crédits d'engagement			Crédits de paiement		
	1965 (ajusté) 1	1966	Différence	1965 (ajusté) 1	1966	Différence
1. <i>Dépenses extraordinaires de biens et de services</i>	4.546	10.842	+ 6.296	5.718	5.376	- 342
dont :						
Défense nationale	(4.033)	(10.046)	(+ 6.013)	(5.286)	(4.956)	(- 330)
Travaux publics	(493)	(773)	(+ 280)	(410)	(396)	(- 14)
2. <i>Transferts de revenus extraordinaires</i>	30	25	- 5	1.442	246	- 1.196
dont :						
Communications et P.T.T.	—	—	—	(1.364)	(170)	(- 1.194)
3. <i>Transferts de capitaux</i>	1.967	2.444	+ 477	6.345	6.602	+ 257
dont :						
Agriculture	(292)	(531)	(+ 239)	(150)	(223)	(+ 73)
Communications et P.T.T.	(50)	(60)	(+ 10)	(371)	(720)	(+ 349)
Travaux publics	(1.250)	(1.270)	(+ 20)	(3.585)	(3.849)	(+ 264)
Santé publique et Famille	(374)	(583)	(+ 209)	(852)	(802)	(- 50)
4. <i>Investissements directs civils</i>	6.981	7.745	+ 764	7.094	7.606	+ 512
dont :						
Gendarmerie	(71)	(205)	(+ 134)	(90)	(230)	(+ 140)
Agriculture	(88)	(169)	(+ 81)	(125)	(162)	(+ 37)
Travaux publics	(6.249)	(6.661)	(+ 412)	(6.702)	(6.770)	(+ 68)
Education nationale et Culture .	(278)	(310)	(+ 32)	(37)	(224)	(+ 187)
5. <i>Octroi de crédits et participations</i> .	4.812	5.181	+ 369	4.532	6.626	+ 2.094
dont :						
Affaires économiques et Energie .	—	—	—	(129)	(654)	(+ 525)
Communications et P.T.T.	(4.625)	(4.776)	(+ 151)	(3.490)	(4.754)	(+ 1.264)
Travaux publics	(50)	(296)	(+ 246)	(30)	(131)	(+ 101)
6. <i>Divers</i>	450	500	+ 50	2.233	963	- 1.270
dont :						
Dette publique	—	—	—	(2.028)	(415)	(- 1.613)
Travaux publics	(450)	(500)	(+ 50)	(190)	(484)	(+ 294)
Total général ...	18.787	26.738	+ 7.951	27.364	27.419	+ 55

1 Non compris les crédits reportés de l'année budgétaire précédente; ces crédits augmentent le total général des crédits d'engagement de 3.977 millions et celui des crédits de paiement, de 6.237 millions.

mise en œuvre d'un important programme d'équipement militaire dont la réalisation s'étendra sur plusieurs années, explique cette situation.

En ce qui concerne les transferts de revenus extraordinaires, les crédits pour 1965 seraient du même ordre de grandeur que ceux qui ont été sollicités pour 1966, s'il n'avait pas été nécessaire de demander pour 1965 un crédit de 1,1 milliard au titre d'avances à la Société Nationale des Chemins de fer belges pour lui assurer une trésorerie suffisante et contribuer à la résorption de son déficit cumulé d'exploitation à la fin de 1964.

Les crédits sollicités pour 1966 en vue d'alimenter les transferts de capitaux sont supérieurs à ceux de 1965 d'environ 0,5 milliard en engagements et de quelque 250 mil-

lions en paiements. Ces différences proviennent principalement :

en engagements : de l'Agriculture (rémémbrément des biens ruraux, voirie et hydraulique agricole) et de la Santé publique (établissements de soins);

en paiements : des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones (constitution d'un fonds destiné au développement de la marine marchande et de la pêche maritime); des Travaux publics (constructions scolaires, subventions aux administrations publiques locales pour travaux).

Pour le chapitre des investissements directs civils, les crédits d'engagement pour 1966 seront de 7,7 milliards, contre 7 milliards en 1965. Dans cette augmentation, les Travaux publics interviennent pour 412 millions

(acquisition de biens immeubles, construction et aménagement de bâtiments de l'Etat, construction de la Cité administrative des Communautés Européennes). Pour la Gendarmerie, l'augmentation des crédits d'engagement se rapporte à l'acquisition de charroi, de munitions, de mobilier et d'équipement.

Pour ce même chapitre des investissements directs, le total des crédits d'ordonnancement de 1966 est de 7,6 milliards pour 7,1 milliards en 1965, soit une augmentation de 0,5 milliard, dont 140 millions pour la Gendarmerie (acquisition de charroi, véhicules, mobilier et matériel divers correspondant aux programmes d'engagement des années précédentes) et 187 millions pour l'Education nationale et la Culture (Centre national des Sports, établissements scientifiques, équipement, écoles dans la République fédérale d'Allemagne et bourses d'études).

En ce qui concerne le chapitre « Octroi de crédits et participations », les augmentations les plus importantes en engagements figurent dans le budget des Travaux publics et concernent, pour l'essentiel, des dépenses de construction, de transformation et d'aménagement des bâtiments des Postes, et dans le budget des Communications et des Postes,

Télégraphes et Téléphones où elles concernent principalement les travaux de développement et de modernisation des transports en commun dans les grandes agglomérations. En crédits de paiement, l'augmentation de 2,1 milliards provient, pour l'essentiel, du budget des Affaires économiques (Distrigaz et Fonds spécial de promotion économique régionale) et du budget des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones (interventions diverses en faveur de la Société Nationale des Chemins de fer belges et travaux de modernisation des transports en commun dans les grandes agglomérations).

Enfin, pour ce qui concerne le chapitre « Divers », on notera que les engagements sont à peu près du même ordre de grandeur en 1966 qu'en 1965. Les crédits d'ordonnancement sont inférieurs de 1,3 milliard, par suite de la diminution de 1,6 milliard des crédits extraordinaires de la Dette publique destinés à satisfaire aux obligations contractées en vertu de la convention belgo-congolaise du 6 février 1965, approuvée par la loi du 23 avril 1965. Il s'agit en l'occurrence des amortissements et remboursements de la Dette congolaise garantie en devises reprise par la Belgique.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* de novembre 1965. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

Nouvelles tendances dans la politique belge du crédit. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XX, nos 38 et 39, 9 et 16 octobre 1965, pp. 329-332 et 337-339.*)

2. INSTITUTIONS MONETAIRES

LINDEMANS I., Concentraties in de bankwereld ! en de holdings ? (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, LVI, n° 10, octobre 1965, pp. 982-988.*)

Vers un foyer intellectuel commun aux intermédiaires financiers. (*Centre d'Etudes bancaires et financières, Bruxelles, 1965, 172 p.*)

3. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

SCHRANS G., L'offre publique d'achat d'actions au porteur (take over bid). (*Revue de la Banque, Bruxelles, XIX, n° 6, 1965, pp. 495-528.*)

VANDER POORTEN J., Les circuits financiers sont-ils gelés ? (*Industrie, Bruxelles, XIX, n° 10, octobre 1965, pp. 609-612.*)

4. FINANCES PUBLIQUES

Etude comparative des dépenses et des recettes des pouvoirs publics des pays du Benelux, 1961-1965. (*Union Economique Benelux, Bruxelles, 1965, 90 p.*)

DELVAUX V., Van staatsfinanciën naar overheidsfinanciën. (*Tijdschrift voor Economie, Louvain, X, n° 2, 1965, pp. 251-276.*)

Les finances de l'Etat en 1963 et 1964. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 9, septembre 1965, pp. 5-132.*)

Loi du 14 avril 1965 modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, le Code des droits de timbre et le Code des taxes assimilées au timbre. (*Annales du Notariat et de l'Enregistrement, Bruxelles, LXVI, n° 10, octobre 1965, pp. 241-268.*)

WALCKIERS P., L'évolution de la dette publique belge face à la théorie économique 1948-1964. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXI, n° 6, septembre 1965, pp. 527-557.*)

5. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

DEHAENE J.-L., La structure des dépenses ménagères chez les ouvriers et les employés. (*Les Dossiers de l'Action sociale catholique, Bruxelles, XLII, n° 7, 15 septembre 1965, pp. 481-502.*)

LAMFALUSSY A., Une note sur l'étude des décisions d'investissement. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXI, n° 6, septembre 1965, pp. 463-466.*)

Les bénéfices des sociétés anonymes. (*Bulletin économique de la Banque de la Société Générale de Belgique, Bruxelles, IV, n° 42, octobre 1965, pp. 6-10.*)

L'évolution des marges bénéficiaires et le resserrement du calcul économique. (*Service mensuel de Conjoncture de Louvain, Louvain, XIX, septembre 1965, pp. 17-21.*)

NEIRYNCK M., Het sparen in België vóór 1865. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, LVI, n° 10, octobre 1965, pp. 953-969.*)

UYTERHOEVEN H., Buitenlandse vestigingen. (*E.R.V.-Mededelingen, Bruxelles, XII, n° 3, septembre 1965, pp. 9-19.*)

6. DEMOGRAPHIE

BAUDART E., Une question vitale : émigrer... (*Revue pratique des Questions commerciales et économiques, Liège, n° 3, septembre 1965, pp. 28-39.*)

DELODE J., Les déplacements de population à l'intérieur du pays. (*Revue du Conseil Economique Wallon, Liège, nos 74-75, mai-août 1965, pp. 15-23.*)

KOEUNE J.C., La politique migratoire en Belgique. Examen des résultats. (*La Revue nouvelle, Bruxelles, XLII, n° 10, 15 octobre 1965, pp. 268-279.*)

SANTOLONI M., L'adaptation des Italiens immigrés après-guerre en Belgique. (*Revue du Conseil Economique Wallon, Liège, n°s 74-75, mai-août 1965, pp. 24-39.*)

WUNSCH G., Les méthodes d'analyse de la nuptialité : leur application au cas de la Belgique. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXI, n° 6, septembre 1965, pp. 467-484.*)

7. PRIX ET SALAIRES

COLLE A., Naar een inkomenspolitiek in België? (*De Christelijke Werkgever, Bruxelles, XXI, n°s 9-10, septembre-octobre 1965, pp. 457-459.*)

9. SECURITE SOCIALE

BOES W. & CAPON A., Differentiële druk van het stelsel van sociale zekerheid op de Belgische ondernemingen. (*Tijdschrift voor Economie, Louvain, X, n° 2, 1965, pp. 169-222.*)

GAIGNAUX F., Problèmes d'harmonisation du droit de la sécurité sociale. (*Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, VII, n° 8, août 1965, pp. 935-970.*)

Les propositions de la F.I.B. en vue de résorber le déficit de l'assurance maladie-invalidité. (*Fédération des Industries Belges, Bruxelles, 1965, 8 p.*)

10. SITUATION ECONOMIQUE — POLITIQUE ECONOMIQUE

BURTON J., Relance économique de la région hutoise. (*Huy, 1965, 70 p.*)

DUPRIEZ L.H., Le diagnostic de la conjoncture économique de la Belgique. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXI, n° 7, 4 novembre 1965, pp. 591-610.*)

La conjoncture belge à la rentrée d'automne. (*Bulletin économique de la Banque de la Société Générale de Belgique, Bruxelles, IV, n° 42, octobre 1965, pp. 1-5.*)

La situation économique de la Belgique. 3^e trimestre 1965. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XX, n° 41, 30 octobre 1965, pp. 353-361.*)

L'économie belge en 250 séries. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 28, 1965, supplément n° IX, 27 p.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

BAUDHUIN F., Initiatives et réalisations de l'industrie belge; une synthèse. (*Bruxelles, Agence économique et financière, supplément, 3 novembre 1965, p. 59.*)

BODDEZ G., Situation et perspectives économiques de l'agriculture belge. (*Annales de Gembloux, Gembloux, LXXI, n° 1, 1^{er} trimestre 1965, pp. 1-16.*)

BRASSEUR G. & SCIEUR M., Economie forestière de la province de Luxembourg. (*Annales de Gembloux, Gembloux, LXXI, n° 1, 1^{er} trimestre 1965, pp. 29-54.*)

DE TAVERNIER A., Inkomenspolitiek en landbouw. (*De Christelijke Werkgever, Bruxelles, XXI, n°s 9-10, septembre-octobre 1965, pp. 450-453.*)

EVALENKO R., Problèmes européens de politique énergétique. (*Editions UGA, Heule, 1965, 86 p.*)

JASPART L., L'économie agricole dans la province de Luxembourg. (*Annales de Gembloux, Gembloux, LXXI, n° 1, 1^{er} trimestre 1965, pp. 17-27.*)

JONNART R., L'économie du pays de Herve. (*Annales de Gembloux, Gembloux, LXXI, n° 1, 1^{er} trimestre 1965, pp. 85-103.*)

NOLS E., La reconversion des régions minières de Wallonie. (*Revue du Conseil Economique Wallon, Liège, n°s 74-75, mai-août 1965, pp. 1-14.*)

PETIT K.L. & JACOBS A., Les perspectives actuelles de l'électrification rurale. (*Electricité, Bruxelles, n° 124, septembre 1965, pp. 23-34.*)

RIGOT J., Economie agricole du Hainaut. (*Annales de Gembloux, Gembloux, LXXI, n° 1, 1^{er} trimestre 1965, pp. 55-83.*)

12. TRANSPORTS

Antwerpen, wereldhaven. (*Anvers, 1965, s.p.*)

14. COMMERCE EXTERIEUR — BALANCE DES PAIEMENTS

RUEFF J., Le lancinant problème des balances de paiements. (*Payot, Paris, 1965, 223 p.*)

16. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

Ce qu'est le Fonds. (*Fonds Monétaire International, Washington, 1965, IV + 35 p.*)

ERREZERO, Commenti e considerazioni in margine al Rapporto Ossola. (*Bancaria, Rome, XXI, n° 8, août 1965, pp. 928-938.*)

GISCARD d'ESTAING V., Statements Made on International Monetary Problems. (*L'Economie, Paris, 1965, 34 p.*)

HIRSCH F., Britain's Debts and World Liquidity. (*The Banker, Londres, CXV, n° 476, octobre 1965, pp. 649-658.*)

STRAUSS S.D., The Silver Dilemma. (*Optima, Johannesburg, XV, n° 3, septembre 1965, pp. 120-127.*)

The Third Reserve Currency. (*The Economist, Londres, n° 6372, 9 octobre 1965, pp. 184-185.*)

TRAVERS H., Les paiements internationaux. Données sur les réserves monétaires et les balances des paiements. (*L'Observateur de l'O.C.D.E., Paris, n° 18, octobre 1965, pp. 12-18.*)

VAN ASSCHE F., De internationale monetaire problematiek. (*Tijd, Anvers, XL, n°s 41 et 42, 8 et 15 octobre 1965, pp. 7-10 et 7-8.*)

16. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

- ALBERT M., La Banque Européenne d'Investissement. Evolution et continuité. (*Revue du Marché Commun*, Paris, n° 84, octobre 1965, pp. 441-450.)
- ALEXANDER W., L'application de l'article 85, paragraphe 3, C.E.E. par voie de décisions individuelles et de règlements. Une appréciation des mécanismes d'exemption. (*Revue trimestrielle de Droit européen*, Paris, I, n° 3, juillet-septembre 1965, pp. 323-335.)
- ALLUSSON R., La négociation des conventions collectives dans les pays de la Communauté Economique Européenne. (*Droit social*, Paris, n° 9-10, septembre-octobre 1965, pp. 492-502.)
- DUPUIS M., La consolidation des bilans dans le Marché commun; la technique; les avantages économiques. (*Entreprise Moderne d'Editon*, Paris, 1965, 163 p.)
- DUQUENNE X., Du progrès technique au sens de l'article 85 du Traité de Rome. (*Recherches économiques de Louvain*, Louvain, XXXI, n° 6, septembre 1965, pp. 503-525.)
- EECKMAN P., L'application de l'article 85 du Traité de Rome aux ententes étrangères à la C.E.E. mais causant des restrictions à la concurrence à l'intérieur du Marché commun. (*Revue critique de Droit international privé*, Paris, LIV, n° 3, juillet-septembre 1965, pp. 499-528.)
- JENSEN F.B. & WALTER I., The Common Market; Economic Integration in Europe (*J.B. Lippincott, Philadelphie*, 1965, VII+278 p.)
- KOPPENSTEINER H.-G., Das Subventionsverbot im Vertrag über die Europäische Gemeinschaft für Kohle und Stahl. (*Nomos Verlagsgesellschaft, Baden-Baden*, 1965, 192 p.)
- La programmation européenne. (*Université Libre de Bruxelles, Institut de Sociologie, Bruxelles*, 1965, 401 p.)
- MESPOULHES J., L'harmonisation des taxes sur le chiffre d'affaires et les droits d'accise dans le Marché commun. (*Revue du Marché commun*, Paris, n° 84, octobre 1965, pp. 432-440.)
- NEUMAN H., Le financement du risque d'entreprise dans la perspective de l'intégration européenne. (Exposé fait à la Bourse de Bruxelles, le 24 septembre 1965.) (*Bruxelles*, 1965, 26 p.)
- RAGAZZI G., Dinamica dei costi del lavoro e dei redditi salariali nei paesi della C.E.E., 1953-1964. (*Rivista Internazionale di Scienze Economiche e Commerciali*, Padoue, XII, n° 9, septembre 1965, pp. 901-919.)
- ROCHEREAU H., Le deuxième Fonds européen de développement. (*Revue du Marché commun*, Paris, n° 84, octobre 1965, pp. 424-431.)
- TROCLET L.-I., Les aspects sociaux de la fusion des exécutifs et des communautés. (*Cahiers de Droit européen*, Bruxelles, n° 3, 1965, pp. 215-224.)
- von der GROEBEN H., La politique de concurrence, partie intégrante de la politique économique dans le Marché commun. (*Revue trimestrielle de Droit européen*, Paris, I, n° 3, juillet-septembre 1965, pp. 399-413.)
- WERNER P., La position du Luxembourg dans la Communauté Européenne. (*Bulletin de Documentation, Luxembourg*, XXI, n° 13, 2 octobre 1965, pp. 3-6.)
-

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique comprend les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal Officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — *Economie générale*
2. — *Monnaie, crédit et banque*
3. — *Finances publiques*
4. — *Agriculture*
5. — *Industrie*
6. — *Travail*
7. — *Commerce intérieur*
8. — *Commerce extérieur*
9. — *Transports*
10. — *Prix et salaires*
11. — *Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers*
12. — *Communauté Economique Européenne*

1. — ECONOMIE GENERALE

Loi du 21 mai 1965

portant approbation de l'Accord sur les privilèges et immunités de l'Agence internationale de l'Energie atomique, approuvé par le Conseil des gouverneurs, à Vienne, le 1^{er} juillet 1959 (Moniteur du 17 novembre 1965, p. 12213).

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Relèvement du plafond des engagements
(Moniteur du 26 novembre 1965, p. 12478).

Par arrêté royal du 5 novembre 1965, le montant du plafond des engagements de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel est porté, par libération d'une quatrième tranche d'un milliard de francs, à quinze milliards de francs.

Arrêté ministériel du 28 octobre 1965

fixant la quotité de leurs emprunts de 1966 que la Société Nationale du Logement, la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne et le Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique devront consacrer à la lutte contre les logements insalubres (Moniteur du 24 novembre 1965, p. 12399).

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 14 avril 1965

portant approbation de la Convention entre la Belgique et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur les revenus, du protocole final et des lettres annexes, signés à Bruxelles, le 10 mars 1964. Errata (Moniteur du 4 novembre 1965, p. 11918).

Arrêté royal du 23 octobre 1965

relatif au droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 24 novembre 1965, p. 12397).

Arrêté royal du 10 novembre 1965

relatif au renouvellement des obligations de la dette à 2,5 p.c. (Moniteur du 19 novembre 1965, p. 12310).

Arrêté ministériel du 12 novembre 1965

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 19 novembre 1965, p. 12311).

Arrêté royal du 12 novembre 1965

relatif à l'émission de l'emprunt 1965-1972-1980 du Fonds des Routes (Moniteur du 17 novembre 1965, p. 12223).

Article 1^{er}. — Le Fonds des Routes est autorisé à émettre, aux conditions déterminées ci-après, un emprunt intérieur, dénommé « Emprunt 1965-1972-1980 », dont le capital nominal est limité à 5 milliards de francs.

Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur (...) portant intérêt aux taux indiqués ci-après :

6,25 p.c. l'an à partir du 29 novembre 1965 jusqu'au 28 mai 1972;

6,50 p.c. l'an à partir du 29 mai 1972 jusqu'au 28 mai 1980.

Les intérêts sont payables le 29 mai des années 1966 à 1980.

.....

Art. 4. —

Les obligations non amorties avant le 29 mai 1980 sont remboursables à cette date à 102 p.c. de leur valeur nominale.

.....

Art. 9. — Le Fonds des Routes se réserve la faculté de rembourser anticipativement, au pair, le 29 mai 1972 ou à toute échéance d'intérêt suivante et moyennant un préavis de deux mois à publier au *Moniteur belge*, tout ou partie des obligations restant à amortir.

.....

Art. 11. — Le paiement des coupons et le remboursement des obligations sont garantis par l'Etat.

.....

Art. 16. — Le prix d'émission, fixé à 997,50 francs net pour 1.000 francs de capital nominal, est payable intégralement en espèces au moment du dépôt des souscriptions.

Art. 17. — Il est alloué aux banques et aux agents de change établis en Belgique, une commission de placement de 1,25 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention.

La demi-commission peut être allouée aux établissements financiers sur les souscriptions recueillies par leur intermédiaire.

.....

Arrêté royal du 16 novembre 1965

relatif à l'Association Internationale de Développement (Moniteur du 23 novembre 1965, p. 12372).

Article 1^{er}. — Le Ministre des Finances est autorisé à effectuer les opérations financières pour lesquelles l'intervention du gouvernement belge est requise, en vertu de l'Accord créant l'Association Internationale de Développement.

Il pourra notamment verser à l'Association Internationale de Développement :

1^o le montant de la souscription initiale et des contributions additionnelles de l'Etat belge, payable à l'Association, conformément aux articles 2 et 3 de l'Accord relatif à l'Association;

2^o toutes sommes éventuellement dues à l'Association pour compenser la réduction en valeur-or desdites souscription initiale et contributions additionnelles, conformément à l'article 4, section 2, de l'Accord susmentionné.

Art. 2. — Le Ministre des Finances est autorisé à créer et à remettre à l'Association des bons ou obli-

gations du Trésor non négociables, sans intérêt, et payables à vue, conformément à l'article 2, section 2 (e), de l'Accord relatif à l'Association et du paragraphe (e) de la Résolution n^o 48 du Conseil des Gouverneurs de l'Association, en date du 29 juin 1964.

.....

Arrêté royal des 22 et 26 novembre 1965

modifiant le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur des 25 et 30 novembre 1965, pp. 12445 et 12540).

6. — TRAVAIL

Arrêté ministériel du 8 octobre 1965

modifiant l'arrêté ministériel du 28 juin 1965 dérogeant temporairement, en faveur de certains travailleurs de nationalité étrangère occupés dans l'industrie des mines du bassin houiller de Charleroi, au délai fixé par l'article 101, § 1^{er}, de l'arrêté ministériel du 4 juin 1964 relatif au chômage (Moniteur du 5 novembre 1965, p. 11966).

Arrêté royal du 23 octobre 1965

modifiant l'arrêté royal du 5 janvier 1957 fixant la dénomination, la compétence et la composition des commissions paritaires instituées en exécution de l'arrêté-loi du 9 juin 1945 fixant le statut des commissions

paritaires (Moniteur du 17 novembre 1965, p. 12228).

Arrêté ministériel du 5 novembre 1965

dérogeant temporairement, en faveur de certains travailleurs occupés dans l'industrie des mines du bassin houiller du Limbourg, au délai fixé par l'article 101, § 1^{er}, de l'arrêté ministériel du 4 juin 1964 relatif au chômage (Moniteur du 20 novembre 1965, p. 12341).

Arrêté royal du 5 novembre 1965

modifiant les articles 122, 123, 124, 125, 151 et 188 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Moniteur du 27 novembre 1965, p. 12511).

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté royal du 23 octobre 1965

relatif au droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 24 novembre 1965, p. 12397).

Arrêté ministériel du 3 novembre 1965

relatif aux contingents tarifaires (Moniteur du 10 novembre 1965, p. 12107).

Arrêté ministériel du 12 novembre 1965

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 19 novembre 1965, p. 12311).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté royal du 23 octobre 1965

rendant obligatoire la convention du 15 septembre 1965 de la Commission paritaire nationale de la fourrure et de la peau en poil fixant les salaires minimums des ouvriers et ouvrières des entreprises de la fabrication artisanale et de la fabrication industrielle de fourrure (Moniteur du 10 novembre 1965, p. 12109).

Arrêté royal du 23 octobre 1965

rendant obligatoire la convention du 17 février 1965 de la Commission paritaire nationale de l'industrie du bois, fixant les salaires minimums et les conditions de travail applicables dans les entreprises pour l'imprégnation du bois pour compte de tiers (Moniteur du 13 novembre 1965, p. 12170).

Arrêté royal du 23 octobre 1965

rendant obligatoire la convention du 6 juillet 1965 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire fixant les salaires

minimums des ouvriers et ouvrières occupés dans les brasseries (Moniteur du 18 novembre 1965, p. 12275).

Arrêté royal du 5 novembre 1965

rendant obligatoire la convention du 1^{er} juillet 1965 de la Commission paritaire nationale de la construction complétant l'article 7 de la décision du 10 avril 1964 de la même commission, relative aux conditions de travail applicables dans les entreprises qui relèvent de cette commission, rendue obligatoire par arrêté royal du 28 septembre 1964 (Moniteur du 24 novembre 1965, p. 12409).

Arrêté royal du 5 novembre 1965

rendant obligatoire la convention du 17 août 1965 de la Commission paritaire régionale de l'industrie des briques de la province de Limbourg fixant les conditions de travail (Moniteur du 24 novembre 1965, p. 12411).

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Convention

entre le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, au sujet de l'attribution des prestations de naissance prévues par la législation sur les allocations familiales, signée à Luxembourg, le 10 septembre 1963 (Moniteur du 19 novembre 1965, p. 12309).

Arrêté ministériel du 27 octobre 1965

modifiant l'arrêté ministériel du 12 décembre 1963 déterminant, par commune, le revenu cadastral moyen des terres pour l'application de l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938, relatif aux allocations familiales pour travailleurs indépendants (Moniteur du 24 novembre 1965, p. 12400).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Décision de la Commission du 19 octobre 1965 (65/502/C.E.E.)

portant octroi au Royaume de Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg d'un contin-

gent tarifaire pour les oranges amères ou bigarades (Journal officiel du 16 novembre 1965, p. 2971-65).

**Décision de la Commission du 27 octobre 1965
(65/488/C.E.E.)**

portant augmentation des volumes des contingents tarifaires au bénéfice du Royaume de Belgique et du Grand-Duché de Luxembourg pour le ferrosilicium et le ferrochrome (Journal officiel du 10 novembre 1965, p. 2934-65).

**Décision de la Commission du 27 octobre 1965
(65/495/C.E.E.)**

portant prorogation de huit décisions prises en application de la décision du Conseil du 4 avril 1962, autorisant certains Etats membres à percevoir des taxes compensatoires sur les importations de certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles, en provenance d'autres Etats

membres (Journal officiel du 15 novembre 1965, 2953-65).

**Décision de la Commission
du 5 novembre 1965**

portant fixation des prix franco frontière pour les échanges avec les pays tiers dans le secteur du lait et des produits laitiers (Journal officiel du 15 novembre 1965, p. 2958-65).

**Règlement n° 155/65/C.E.E.
de la Commission du 10 novembre 1965**

instituant une taxe compensatoire à l'importation de raisins de table de plein air en provenance de Bulgarie (Journal officiel du 10 novembre 1965, p. 2937-65).

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Source	1947	1961	1962	1963	1964
		(milliers, à fin d'année)				
Population totale	I.N.S.	8.512	9.190	9.251	9.328	9.428
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	5.876	5.906	5.948	
dont : Hommes	»	2.902	2.903	2.923	2.950	
Femmes	»	2.948	2.973	2.983	2.998	
Population active ¹ :	Ministère de l'Emploi et du Travail	3.481	3.525	3.568	3.589	3.622
dont : Agriculture	»	423	249	240	230	216
Industries extractives	»	191	115	105	102	102
Industries manufacturières	»	1.311	1.235	1.259	1.267	1.289
Bâtiments et construction	»	197	249	264	276	282
Transports	»	243	243	240	245	250
Commerce, banques, assurances, et services	»	1.024	1.339	1.383	1.404	1.427
Chômeurs complets	»	92	95	77	65	56

¹ Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
1. Rémunération des salariés ¹ :										
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la sécurité sociale	115,1	124,2	135,7	137,2	136,8	144,8	152,7	166,1	182,0	210,8
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	8,7	9,5	10,1	10,7	10,6	11,8	12,6	14,2	15,2	16,4
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	18,5	20,3	23,4	24,0	23,6	26,2	28,9	31,5	36,2	44,4
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	48,1	50,3	53,2	58,2	60,0	63,5	64,6	69,2	77,0	81,8
e) Corrections et compléments	9,3	11,6	13,0	13,3	13,6	15,5	15,2	20,5	23,1	20,2
Total ...	199,7	215,9	235,4	243,4	244,6	261,8	274,0	301,5	333,5	373,6
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	20,4	19,6	23,0	21,5	22,5	23,4	27,0	25,3	27,7	30,2
b) Professions libérales ¹	9,5	9,9	10,1	11,2	11,7	12,5	13,3	13,9	15,1	16,4
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	69,5	71,6	71,1	71,2	73,0	76,0	79,3	82,8	87,2	94,0
d) Revenu des sociétés de personnes ²	6,0	6,4	6,2	5,6	6,0	6,5	7,1	7,2	7,2	7,6
e) Ajustement statistique	- 0,1	0,6	1,0	1,2	1,0	1,3	0,4	0,9	0,6	- 0,8
Total ...	105,3	108,1	111,4	110,7	114,2	119,7	127,1	130,1	137,8	147,4
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :										
a) Intérêts	12,6	13,5	14,5	15,9	17,3	19,2	21,0	23,5	25,8	28,0
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	33,5	33,7	34,1	34,1	34,3	34,2	34,1	33,4	33,1	33,1
c) Dividendes, tantièmes, dons	10,8	12,5	13,4	12,3	11,4	13,1	14,6	16,1	14,6	14,7
Total ...	56,9	59,7	62,0	62,3	63,0	66,5	69,7	73,0	73,5	75,8
4. Bénéfices non distribués de sociétés ² ...	12,4	13,3	10,2	7,2	10,6	11,7	13,2	11,7	12,1	14,5
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique	6,7	8,3	8,7	7,8	7,6	9,2	10,0	11,5	11,3	13,4
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	4,9	5,3	6,3	5,4	5,0	5,8	5,8	5,4	4,8	6,0
7. Intérêt de la dette publique	-10,9	-11,7	-12,6	-12,9	-14,0	-16,4	-18,6	-19,1	-21,2	-22,8
Revenu national net au coût des facteurs ...	375,0	398,9	421,4	423,9	431,0	458,3	481,2	514,1	551,8	607,9
8. Amortissements	42,8	47,1	50,1	50,5	53,2	56,1	58,4	61,6	68,2	74,2
Revenu national brut au coût des facteurs ...	417,8	446,0	471,5	474,4	484,2	514,4	539,6	575,7	620,0	682,1
9. Impôts indirects	46,2	50,8	54,2	55,2	60,2	65,4	73,2	78,7	84,5	93,7
10. Subsidés	- 4,1	- 6,5	- 6,5	- 6,9	- 6,6	- 7,2	- 6,7	- 7,2	- 6,6	- 7,6
Produit national brut aux prix du marché ...	459,9	490,3	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	647,2	697,9	768,2

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I . 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHÉ

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

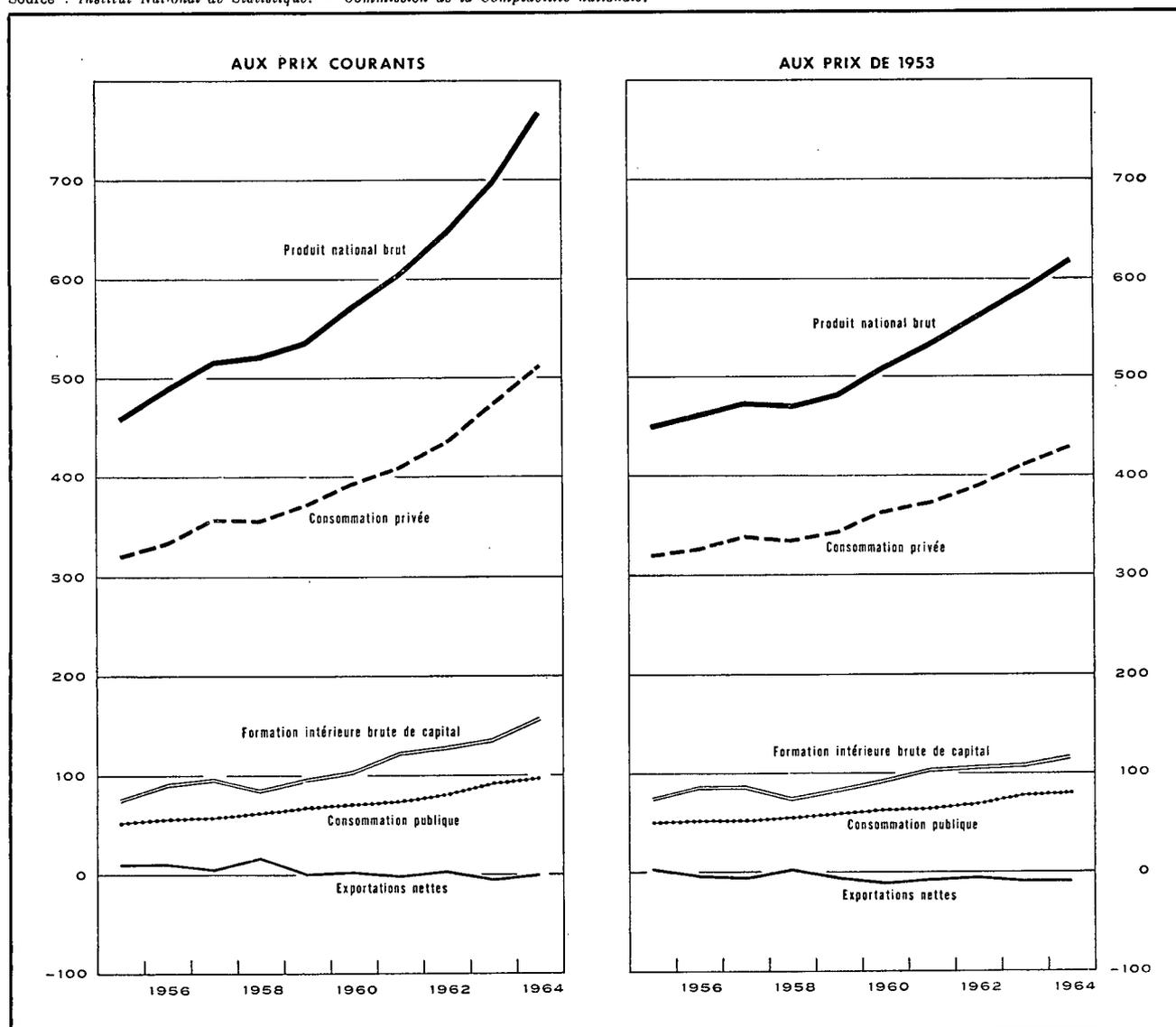
	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1968	1964
1. Agriculture, sylviculture et pêche	32,7	31,9	35,6	34,2	35,3	36,6	40,4	39,0	41,6	44,4
2. Industries extractives	17,8	18,6	21,2	18,2	14,3	14,0	14,0	14,0	15,4	17,1
3. Industries manufacturières :										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	32,5	33,8	35,3	37,0	37,8	39,3	40,7	42,6	44,1	48,1
b) Textiles	13,4	14,8	15,7	12,9	14,0	15,5	16,3	16,8	19,0	20,0
c) Vêtements et chaussures	6,2	6,5	7,2	6,8	7,1	7,6	8,2	9,2	10,5	11,3
d) Bois et meubles	4,8	5,0	5,3	5,6	5,5	6,7	6,8	7,8	8,9	8,8
e) Papier, impression, édition	6,6	6,9	7,4	7,5	7,8	8,5	9,1	9,5	10,4	11,4
f) Industries chimiques et activités connexes	12,0	13,2	13,5	13,1	13,7	14,5	14,9	15,6	17,0	17,3
g) Terre cuite, céramiques, verre et ciment	7,4	8,0	8,3	8,2	9,2	10,3	10,8	11,9	12,2	14,5
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	13,7	15,5	15,8	13,3	14,6	18,6	17,1	16,9	17,0	18,7
i) Fabrications métalliques et constructions navales	29,1	31,5	35,2	33,7	33,2	36,9	43,0	49,1	57,6	62,9
j) Industries non dénommées ailleurs	9,0	9,8	10,3	10,2	10,7	12,3	12,9	14,0	15,7	17,5
Total des industries manufacturières (rub. 3)	134,7	145,0	154,0	148,3	153,6	170,2	179,8	193,4	212,4	230,5
4. Construction	25,0	27,7	31,2	30,7	30,7	33,2	36,9	42,1	47,0	58,9
5. Electricité, gaz et eau	8,9	9,5	10,0	10,6	10,7	11,1	11,5	12,6	13,5	15,1
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation										
a) Commerce	67,4	71,6	76,1	77,0	83,5	87,8	95,3	103,9	114,8	123,0
b) Services financiers et assurances ...	11,5	12,0	13,0	13,4	15,0	16,0	17,2	19,1	21,4	23,7
c) Immeubles d'habitation	36,9	37,6	38,5	39,1	39,9	40,5	41,1	41,2	41,7	42,9
Total de la rubrique 6 ...	115,8	121,2	127,6	129,5	138,4	144,3	153,6	164,2	177,9	189,6
7. Transports et communications	30,1	32,6	34,2	34,5	35,9	38,9	38,8	41,9	45,5	50,9
8. Services	89,5	93,7	100,7	108,0	112,8	119,8	124,6	132,9	144,3	159,3
9. Corrections	—	2,4	-3,3	1,1	1,2	-2,3	1,2	2,7	-3,5	-1,2
Produit intérieur brut aux prix du marché ...	454,5	482,6	511,2	515,1	532,9	565,8	600,8	642,8	694,1	764,6
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	5,4	7,7	8,0	7,6	4,9	6,8	5,3	4,4	3,8	3,6
Produit national brut aux prix du marché ...	459,9	490,3	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	647,2	697,9	768,2

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	93,6	98,8	102,2	103,3	105,8	108,2	112,5	119,6	125,7	133,1
b) Boissons et tabac	23,6	24,0	26,1	27,2	28,3	29,1	30,3	31,2	32,9	36,4
c) Vêtements et autres effets personnels	31,9	33,3	36,2	34,2	35,9	38,4	40,6	44,4	50,0	53,9
d) Loyers, taxes, eau	43,4	44,5	45,9	46,8	47,5	48,2	49,1	49,8	51,0	52,9
e) Chauffage et éclairage	17,3	19,0	20,4	18,9	18,8	19,7	20,4	24,2	27,9	25,2
f) Articles ménagers durables	23,0	25,1	27,9	27,6	28,5	32,3	34,9	36,9	41,4	47,3
g) Entretien de la maison	14,5	15,3	16,3	16,8	17,4	18,3	19,1	20,6	21,7	23,5
h) Soins personnels et hygiène	16,8	17,4	18,4	20,5	21,9	23,5	24,9	27,3	29,4	32,4
i) Transports et communications	22,6	24,7	26,9	27,6	28,9	33,0	34,0	36,1	39,4	44,5
j) Loisirs	24,2	25,2	27,4	30,5	30,2	30,6	32,3	33,9	36,7	42,1
k) Autres dépenses et ajustement statistique	10,5	7,1	10,8	3,6	10,3	12,3	12,1	10,7	18,1	21,2
<i>Total ...</i>	<i>321,4</i>	<i>334,4</i>	<i>358,5</i>	<i>357,0</i>	<i>373,5</i>	<i>393,6</i>	<i>410,2</i>	<i>434,7</i>	<i>474,2</i>	<i>512,5</i>
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	36,2	37,6	40,1	44,0	46,3	49,8	51,3	55,2	61,8	66,7
b) Biens et services	13,5	14,4	14,3	15,2	17,4	18,2	17,7	21,1	24,8	25,5
c) Loyer net imputé ou payé	1,6	1,8	2,0	2,2	2,2	2,3	2,6	2,9	3,3	3,7
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	0,7	0,7	0,8	0,8	1,0	1,0	1,1	1,2	1,3	1,5
<i>Total ...</i>	<i>52,0</i>	<i>54,5</i>	<i>57,2</i>	<i>62,2</i>	<i>66,9</i>	<i>71,3</i>	<i>72,7</i>	<i>80,4</i>	<i>91,2</i>	<i>97,4</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	4,3	4,2	4,3	4,0	4,2	3,5	4,0	3,9	4,2	4,9
b) Industries extractives	2,2	3,0	3,0	2,7	1,9	1,5	2,0	1,5	1,9	1,9
c) Industries manufacturières	16,7	21,3	20,0	18,3	18,7	26,4	32,2	34,6	38,4	38,2
d) Construction	1,8	2,1	2,3	1,9	2,3	2,6	3,3	6,2	5,3	5,8
e) Electricité, gaz et eau	4,0	4,6	5,0	4,9	6,0	4,8	4,6	6,6	6,0	8,2
f) Commerce, banque, assurances	8,6	9,6	10,0	9,0	10,1	11,1	12,2	13,0	14,2	15,0
g) Immeubles d'habitation	19,5	21,6	24,4	22,5	24,7	29,3	32,2	29,4	29,2	40,6
h) Transports et communications	9,8	10,5	10,7	12,0	11,2	12,2	12,2	12,8	13,5	14,1
i) Pouvoirs publics et enseignements ...	8,4	9,1	8,4	8,5	12,1	12,3	13,9	16,0	19,3	21,6
j) Autres services	2,2	2,4	2,5	2,5	2,7	2,9	3,2	3,4	3,6	3,8
k) Variations de stocks	-0,4	4,0	6,6	0,8	4,0	-0,2	4,2	2,4	0,9	3,3
l) Ajustement statistique	0,3	-0,6	0,2	-0,8	-0,7	-0,1	-0,4	-1,1	0,4	1,0
<i>Total ...</i>	<i>77,4</i>	<i>91,8</i>	<i>97,4</i>	<i>86,3</i>	<i>97,2</i>	<i>106,3</i>	<i>123,6</i>	<i>128,7</i>	<i>136,9</i>	<i>158,4</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	155,3	179,7	184,6	177,3	176,3	200,1	216,7	233,9	254,9	296,6
b) Importations totales	146,2	170,1	178,5	160,1	176,1	198,7	217,1	230,5	259,3	296,7
c) Exportations nettes	+9,1	+9,6	+6,1	+17,2	+0,2	+1,4	-0,4	+3,4	-4,4	-0,1
Produit national brut aux prix du marché ...	459,9	490,3	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	647,2	697,9	768,2

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1953, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	106	108	108	111	110	115	118	121	125	129
b) Boissons	103	103	111	109	114	117	122	123	130	139
c) Tabac	105	107	115	118	119	124	127	134	134	142
d) Vêtements et autres effets personnels	111	112	120	112	117	125	130	141	155	162
e) Loyers, taxes, eau	104	105	106	107	107	108	109	110	110	112
f) Chauffage et éclairage	111	118	117	108	110	117	125	147	163	150
g) Articles ménagers durables	116	122	131	128	134	156	165	172	189	211
h) Entretien de la maison	108	111	115	115	116	120	123	126	127	131
i) Soins personnels et hygiène ...	107	109	110	121	125	132	137	148	155	162
j) Transports	118	126	133	135	139	154	158	167	180	198
k) Communications P.T.T.	111	117	122	129	130	136	144	153	165	180
l) Loisirs	105	106	111	117	114	114	119	122	128	136
<i>Total ...</i>	<i>109</i>	<i>112</i>	<i>116</i>	<i>115</i>	<i>117</i>	<i>125</i>	<i>127</i>	<i>133</i>	<i>140</i>	<i>146</i>
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	112	114	116	124	129	136	139	149	164	171
b) Biens et services	74	76	72	78	87	92	90	104	120	118
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	102	107	117	126	128	134	145	163	182	199
<i>Total ...</i>	<i>99</i>	<i>101</i>	<i>101</i>	<i>109</i>	<i>114</i>	<i>121</i>	<i>123</i>	<i>134</i>	<i>150</i>	<i>154</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche	113	104	106	96	98	80	89	83	84	96
b) Industries extractives	91	117	110	98	68	56	74	50	62	60
c) Industries manufacturières	118	144	127	117	118	167	202	210	223	212
d) Construction	112	126	130	105	132	145	184	340	281	295
e) Electricité, gaz et eau	118	128	132	125	156	126	117	162	138	180
f) Commerce, banques, assurances	104	111	109	97	110	120	131	135	141	143
g) Immeubles d'habitation	111	118	124	110	120	140	149	130	123	161
h) Transports et communications	121	125	122	135	127	137	135	140	144	142
i) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	113	121	111	120	150	137	142	158	194	221
j) Enseignement	163	158	123	92	201	244	303	338	358	324
k) Autres services	104	111	109	107	118	124	140	141	143	144
<i>Total ...</i>	<i>112</i>	<i>128</i>	<i>128</i>	<i>111</i>	<i>125</i>	<i>136</i>	<i>154</i>	<i>157</i>	<i>158</i>	<i>173</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	127	137	139	140	149	164	180	197	211	238
b) Importations totales	125	141	144	139	155	174	187	202	219	247
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1953)	108,9	111,8	114,6	113,8	116,5	123,1	129,2	135,6	142,1	149,2

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947. — Bulletin de l'I.R.E.S.P. — Annuaire démographique (O.N.U.) — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).*

Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S., juillet-août 1965, p. 1385. — Cahiers Economiques de Bruxelles, « L'économie belge en 240 séries », (D.U.L.B.E.A.). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — International Financial Statistics (F.M.I.). — Statistiques générales (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Account Statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1950-1960.*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Source : Ministère du Travail.

Base 1958 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques				Textiles (sans confection)	Construction
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques	Construction de matériel de transport		
1959	96,4	89,3	97,2	99,6	92,4	97,7	94,6	88,3	98,7	97,8
1960	97,6	76,9	100,7	103,4	98,8	108,8	100,3	89,5	99,5	99,7
1961	99,6	67,6	104,0	107,1	106,5	118,5	113,7	89,2	99,1	100,7
1962	101,9	62,0	105,7	105,8	109,3	126,8	114,8	99,2	97,8	106,9
1963	104,0	60,1	107,8	105,7	119,5	131,5	113,1	100,6	99,1	108,9
1964	108,2	61,2	111,0	107,4	122,0	134,4	123,1	104,5	98,7	117,5
1963 2 ^e trimestre ..	105,3	59,9	107,7	105,6	118,5	131,0	110,7	101,7	98,6	116,9
3 ^e trimestre ..	106,2	60,2	108,4	105,5	120,8	132,8	111,9	102,8	98,6	118,8
4 ^e trimestre ..	106,4	60,3	109,3	106,2	124,4	134,8	115,9	100,8	100,1	116,0
1964 1 ^{er} trimestre ..	106,6	60,6	109,6	106,1	122,2	132,6	117,5	101,3	100,4	114,3
2 ^e trimestre ..	108,0	61,1	110,3	106,1	120,8	132,6	121,8	102,6	99,1	119,5
3 ^e trimestre ..	109,1	61,1	111,7	103,1	122,4	135,1	124,6	107,0	98,3	119,8
4 ^e trimestre ..	109,0	61,8	112,2	109,7	122,6	137,4	128,2	107,1	97,1	116,6
1963 Décembre	105,6	60,3	108,9	105,8	124,8	134,2	116,1	100,0	100,1	112,9
1964 Janvier	105,6	59,4	109,4	105,9	122,5	132,8	116,3	99,6	100,1	110,2
Février	106,7	61,5	109,4	105,8	121,9	132,9	116,4	101,9	100,6	115,5
Mars	107,4	61,0	110,0	106,5	122,2	132,0	119,9	102,5	100,4	117,1
Avril	108,1	60,6	110,5	106,5	121,6	133,6	121,4	102,8	99,8	119,1
Mai	107,8	61,1	110,2	106,5	120,7	132,6	121,9	102,5	98,8	119,7
Juin	108,1	61,5	110,3	105,2	120,1	131,7	122,2	102,5	98,8	119,7
Juillet	108,4	61,1	110,8	107,0	121,4	133,9	122,2	104,7	98,0	119,2
Août	109,2	61,1	111,9	108,7	122,9	133,7	125,0	108,2	98,5	119,4
Septembre	109,8	61,2	112,4	108,7	122,9	137,6	126,7	108,1	98,4	120,9
Octobre	109,9	61,8	112,8	109,7	124,1	137,8	126,8	108,1	97,6	119,4
Novembre	109,1	61,9	112,3	109,9	122,8	137,1	128,7	107,7	97,1	116,9
Décembre	107,9	61,8	111,5	109,6	121,0	137,4	129,1	105,5	96,6	113,4

II - 2. — CHOMAGE

Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période 1	Chômeurs contrôlés (milliers) 2			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois 3		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics 2	Demandes d'emploi 4 5	Offres d'emploi 4	
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs complets	Chômeurs partiels et accidentels			reçues pendant le mois	en suspens à fin de mois
1958	302	180,9	109,7	71,2	4.556	20,0	7,0	10,5	73,1	16,2	5,6
1959	302	199,2	125,0	74,2	5.014	20,7	8,2	17,3	82,8	19,3	5,3
1960	304	158,1	110,1	48,0	4.005	20,9	6,8	9,8	61,2	18,9	7,5
1961	308	126,3	87,9	38,4	3.241	21,2	7,7	7,1	31,4	20,1	12,5
1962 6	* 252	85,5	47,1	38,4	1.791	16,0	6,7	6,6	18,1	18,3	14,6
1963	250	83,1	32,9	50,2	1.731	15,7	10,0	6,0	13,1	15,3	16,5
1964	250	52,8	26,1	26,7	1.100	15,3	6,2	6,3	10,2	13,3	12,5
1965	253	69,0	32,2	36,8	1.454	15,8	6,8	6,0	16,1	13,0	7,8
1964 2 ^e trimestre	62	35,9	23,3	12,6	742	14,9	5,7	7,1	7,3	14,8	14,7
3 ^e trimestre	63	31,6	20,2	11,4	663	15,0	5,3	7,1	7,0	11,6	12,7
4 ^e trimestre	61	60,9	28,0	32,9	1.238	14,8	5,2	6,3	13,5	11,4	8,6
1965 1 ^{er} trimestre	65	111,4	38,3	73,1	2.414	16,4	8,0	4,2	19,0	14,6	7,8
2 ^e trimestre	62	45,4	29,3	16,1	938	15,3	5,0	6,9	12,7	14,6	8,8
3 ^e trimestre	63	39,4	27,1	12,3	828	15,8	4,2	7,0	13,3	11,7	8,2
4 ^e trimestre	63	78,0	33,9	44,1	1.638	15,5	6,9	6,2	19,3	11,1	6,7
1964 Décembre	18	102,3	33,9	68,4	1.842	13,7	5,3	5,3	18,8	9,9	6,6
1965 Janvier	25	130,8	39,6	91,2	3.270	18,6	9,8	3,7	20,6	13,4	6,2
Février	20	123,8	39,3	84,5	2.475	15,6	8,6	4,0	20,0	12,4	6,8
Mars	20	74,8	35,6	39,2	1.495	14,9	4,8	4,9	16,3	17,9	10,3
Avril	19	49,5	31,0	18,5	940	14,3	5,1	6,5	14,0	16,5	8,9
Mai	24	45,4	29,5	15,9	1.090	17,2	5,8	7,0	12,6	13,1	8,4
Juin	19	41,3	27,2	14,1	784	14,3	4,2	7,2	11,4	14,3	9,0
Juillet	19	40,1	27,8	12,3	762	16,3	3,6	6,5	13,8	8,6	7,8
Août	24	39,3	26,4	12,9	944	17,2	4,7	7,1	12,6	12,1	8,3
Septembre	20	38,9	27,1	11,8	779	15,8	4,3	7,2	13,5	14,5	8,4
Octobre	24	41,6	29,5	12,1	998	16,4	6,0	7,1	15,2	14,2	7,9
Novembre	19	96,4	34,0	62,4	1.831	14,7	6,7	6,3	18,3	9,5	6,4
Décembre	20	104,3	39,1	65,2	2.085	15,4	7,4	5,1	24,2	9,6	5,7

1 Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

2 Moyenne journalière par mois de chômage.

3 Durée moyenne du chômage = $\frac{\text{Nombre de journées perdues par mois}}{\text{Nombre de chômeurs inscrits dans les bureaux de pointage communaux, par mois}}$

4 Demandes et offres d'emploi se rapportant uniquement aux ouvriers et ouvrières.

5 Chômeurs complets normalement aptes.

6 Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent pas compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 20-12-61.

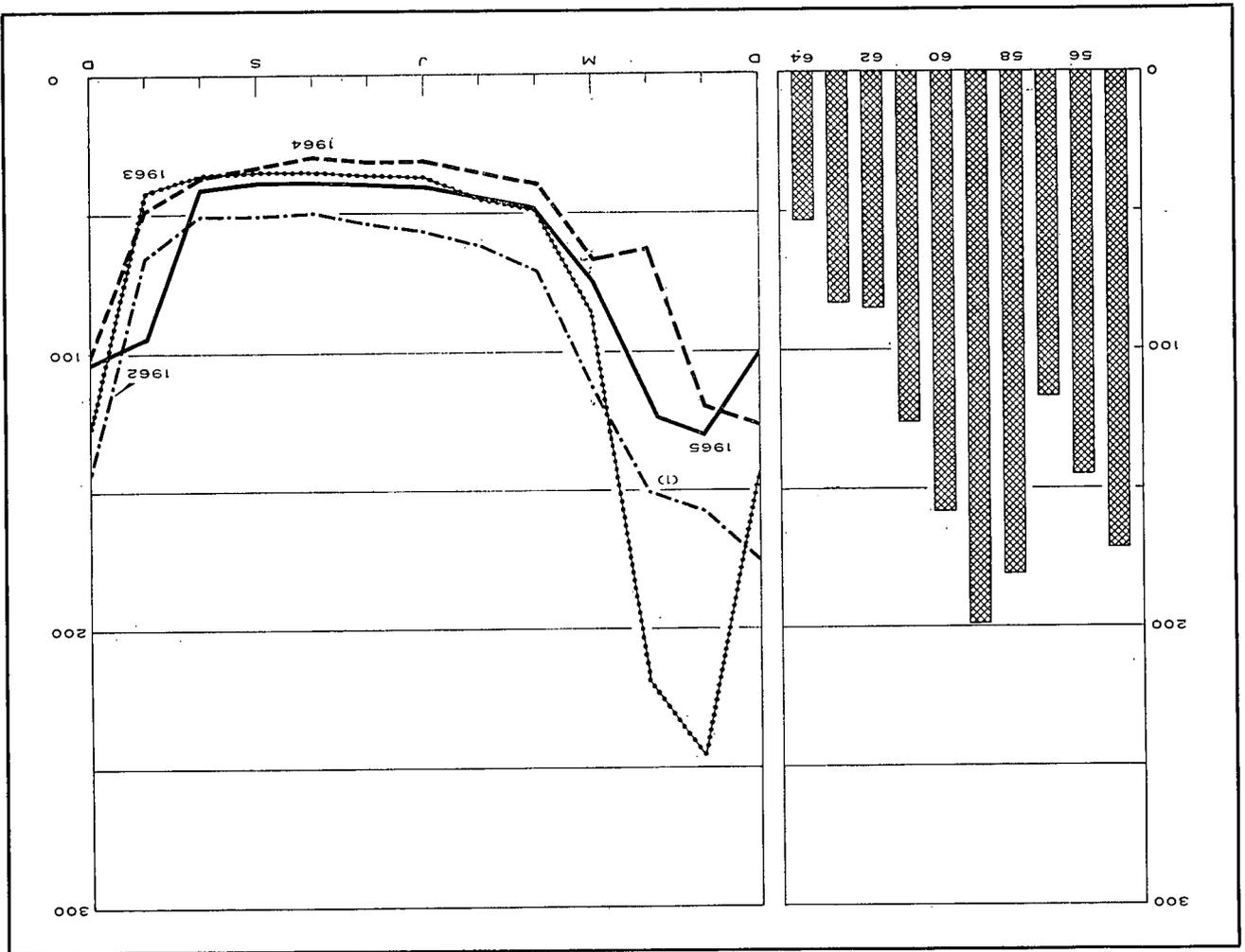
* Depuis 1962, la semaine n'est plus comptée que pour 5 jours dans le total du nombre de jours ouvrables; auparavant elle était de 6 jours.

II - 3. — CHOMAGE

Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés
Chômeurs complets + chômeurs partiels

(milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
1956	145	247	122	95
1957	117	144	96	88
1958	181	204	166	149
1959	199	292	182	150
1960	158	221	149	123
1961	126	177	111	90
1962	85	141	64	52
1963	83	176	44	35
1964	53	82	36	32
1965	69	111	45	39

Année	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
1956	145	117	144	96	88	138	149	204	171	187	187	187
1957	117	144	96	88	138	149	204	171	187	187	187	187
1958	181	204	166	149	150	171	187	187	187	187	187	187
1959	199	292	182	150	171	187	187	187	187	187	187	187
1960	158	221	149	123	149	123	149	123	149	123	149	123
1961	126	177	111	90	124	124	124	124	124	124	124	124
1962	85	141	64	52	90	90	90	90	90	90	90	90
1963	83	176	44	35	72	72	72	72	72	72	72	72
1964	53	82	36	32	61	61	61	61	61	61	61	61
1965	69	111	45	39	78	78	78	78	78	78	78	78

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E.M. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue des statistiques du Travail (B.I.T.). — Depuis le 1er janvier 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communautaire en application de l'article ministériel du 20-12-61.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Source : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficies cultivées).

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
Superficie cultivée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	280	296	270	273	256	252	246	262	267
dont : froment	208	219	200	203	206	209	200	216	227
seigle	66	69	62	63	44	39	41	42	36
Céréales non panifiables	238	240	255	252	263	260	255	239	253
Plantes industrielles	92	94	88	96	92	93	94	106	95
Plantes racines et tuberculifères	145	141	134	131	120	116	114	103	98
Légumes cultivés pour la graine	13	12	12	11	11	10	10	11	10
Prés et prairies	814	811	816	819	821	829	825	815	810
Divers	134	125	137	129	136	128	134	135	125
Total ...	1.716	1.719	1.712	1.711	1.699	1.688	1.678	1.671	1.658
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	751	779	789	773	722	835	759	900	857
Autres céréales	969	992	1.034	1.056	1.011	1.088	1.038	1.041	938
Betteraves sucrières	2.486	2.832	1.474	3.063	2.703	2.019	2.135	3.114	
Lin (graines et paille)	182	170	124	214	196	231	240	283	192
Chicorée à café	51	56	43	55	60	37	47	67	
Pommes de terre	2.043	1.914	1.357	1.894	1.789	1.872	1.530	1.755	1.434
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	182	178	170	159	148	141	132	120	108
Total des bovidés	2.485	2.596	2.649	2.696	2.728	2.832	2.805	2.663	2.731
dont : vaches laitières	977	996	1.015	1.024	1.025	1.051	1.044	999	1.010
Porcs	1.366	1.423	1.450	1.749	1.772	2.053	1.795	1.833	1.847
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	1.277	1.319	1.303	1.420	1.538	1.630	1.644	1.712	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	391	412	424	441	429	462	505	429	

¹ Recensements au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Aiglefin	519	445	374	232	262	285	300	221	281
Cabillaud	764	662	834	653	689	698	868	728	630
Plie	379	427	451	381	390	291	346	424	322
Sole	299	289	315	257	350	314	347	631	201
Raie	314	356	337	342	323	328	310	293	319
Hareng	716	254	201	260	528	409	273	153	134
Crevettes	266	84	64	89	39	80	48	76	75

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistique agricoles (F.A.O.).

IV. — INDUSTRIE

IV - 1. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE (1)

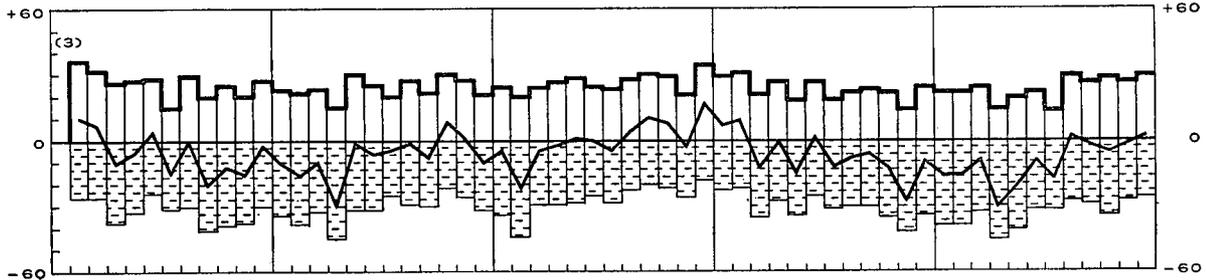
Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir — Métaux non ferreux



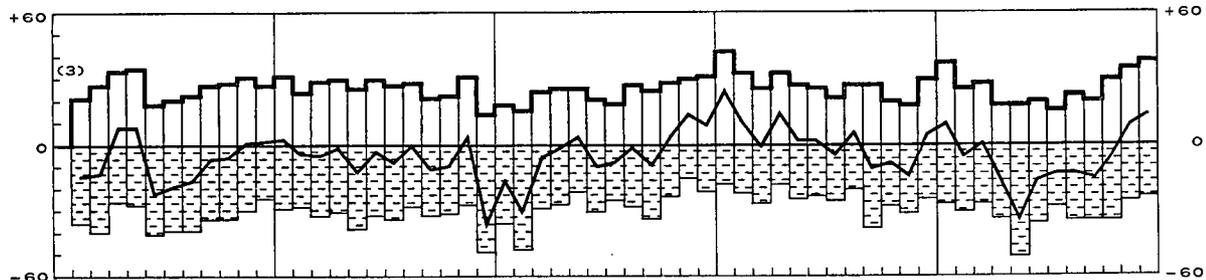
Pourcentage des réponses "en hausse" pour les questions A et B
 Pourcentage des réponses "supérieur à la normale" pour les questions C et D
 Pourcentage des réponses "en baisse" pour les questions A et B
 Pourcentage des réponses "inférieur à la normale" pour les questions C et D

{ Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "en hausse" et en "baisse" pour les questions A et B
 { Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "supérieur" et "inférieur" à la normale pour les questions C et D

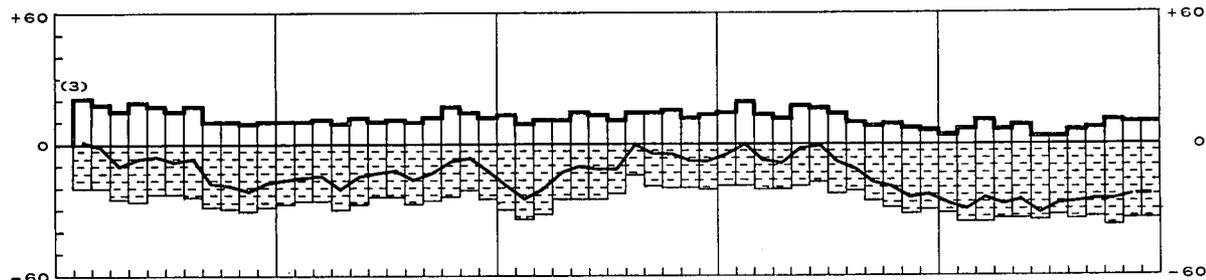
A. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (2)



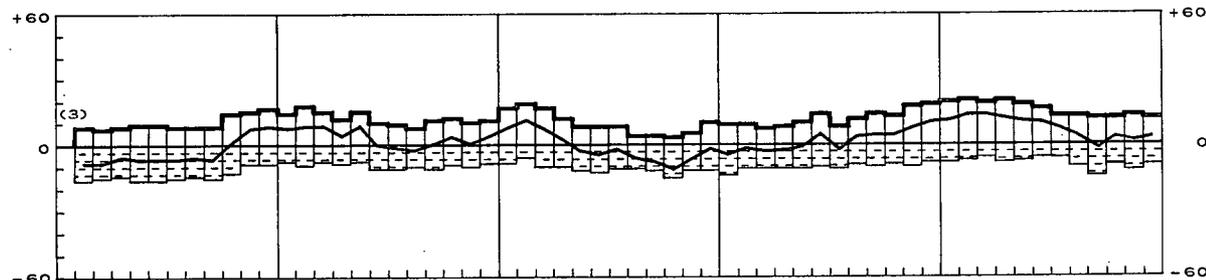
B. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (2)



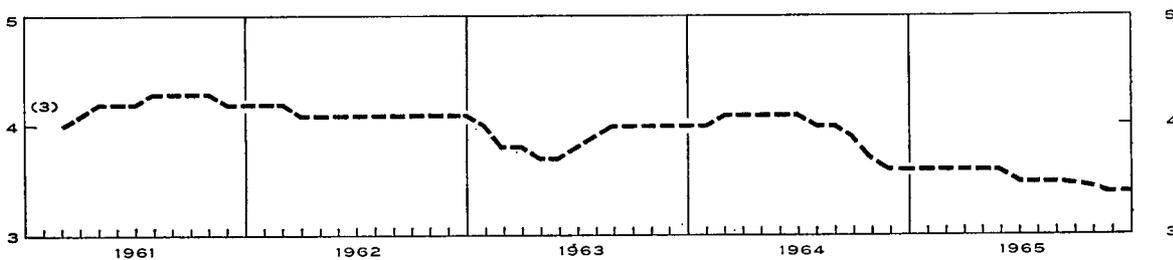
C. - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



D. - APPRECIATION DU STOCK DES PRODUITS FINIS



E. - DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (en mois)



1 Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à D la variation par rapport au mois précédent.
 2 Mouvements saisonniers éliminés.
 3 Grèves dans les industries de la sidérurgie et des fabrications métalliques.

IV - 1a. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1958 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.		Source : I.R.E.S.P. 1		Source : Agéfi 1
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général
1960	112	116	111	115	115
1961	119	124	116	121	122
1962	125	132	122	128	130
1963	135	142	131	138	138
1964	145	153	p 140	p 148	147
1965					p 149
1964 2 ^o trimestre	145	153	p 145	p 153	148
1964 3 ^o trimestre	139	147	p 131	p 139	143
1964 4 ^o trimestre	154	163	p 145	p 154	153
1965 1 ^{er} trimestre	p 146	p 155	p 142	p 151	146
1965 2 ^o trimestre	p 148	p 157	p 149	p 158	152
1965 3 ^o trimestre	p 138	p 148	p 131	p 140	147
1965 4 ^o trimestre					p 153
1964 Décembre	150	159	p 145	p 154	151
1965 Janvier	140	149	p 137	p 145	142
1965 Février	141	150	p 145	p 154	142
1965 Mars	p 156	p 166	p 144	p 153	155
1965 Avril	p 152	p 161	p 149	p 158	152
1965 Mai	p 145	p 154	p 151	p 160	152
1965 Juin	p 147	p 157	p 148	p 157	152
1965 Juillet	p 121	p 131	p 116	p 124	140
1965 Août	p 139	p 148	p 130	p 138	148
1965 Septembre	p 155	p 166	p 147	p 157	152
1965 Octobre	p 158	p 170			p 156
1965 Novembre					p 148
1965 Décembre					154 ²

* Non compris la construction.

1 Indices sur base originale 1958 convertis en indices base 1958 = 100.

2 Préviation.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1958 = 100

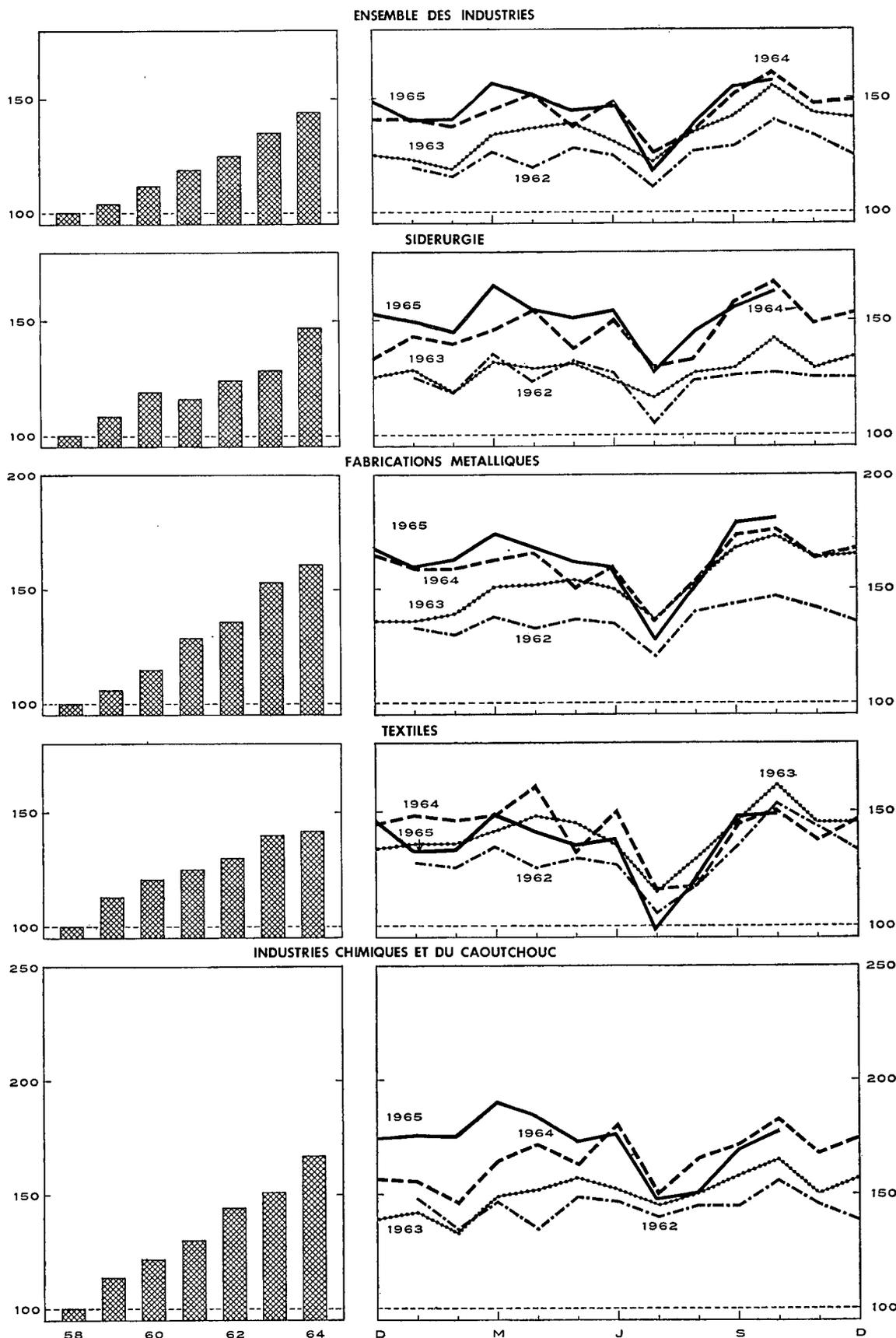
Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries manufacturières													
		Industries extractives	dont :												
			Indice général	Industries prod. minérales non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles			Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Raffineries de pétrole et dérivés du charbon		
									Total	Fila-tures	Tissage			Bonneterie	
Total	dont :			Total	dont : Trans-forma-tion des matières plasti-ques (1962 = 100)										
1959	104	87	107	112	108	108	107	97	113	117	112	110	114		103
1960	112	86	116	122	119	126	115	108	121	126	120	118	122		109
1961	119	85	124	126	116	132	129	112	125	128	124	124	130		114
1962	125	86	132	134	124	130	136	115	130	130	130	132	144	100	113
1963	135	88	142	131	128	145	153	119	140	137	139	157	151	124	136
1964	145	92	153	151	147	162	161	127	142	135	146	153	166	148	135
1964 1 ^{er} trimestre	141	94	148	131	143	160	160	107	148	143	152	156	156	131	128
1964 2 ^o trimestre	145	95	153	157	148	163	159	121	148	142	152	156	171	154	129
1964 3 ^o trimestre	139	83	147	159	140	155	156	126	127	118	131	144	162	138	133
1964 4 ^o trimestre	154	93	163	157	157	172	169	152	145	139	149	157	175	167	151
1965 1 ^{er} trimestre	p 146	87	p 155	130	153	171	166	112	139	135	140	150	181	162	141
1965 2 ^o trimestre	p 148	88	p 157	160	153	175	p 161	p 122	138	131	139	156	179	184	142
1965 3 ^o trimestre	p 138	77	148	154	143	169	153	129	124	120	122	140	157	167	136
1964 Octobre	162	96	172	169	167	178	175	166	151	140	154	176	182	174	150
1964 Novembre	149	92	158	154	149	163	166	153	138	130	142	150	168	164	148
1964 Décembre	150	90	159	146	153	175	167	138	147	146	152	145	175	162	154
1965 Janvier	140	86	149	126	150	168	159	109	133	130	135	140	176	148	138
1965 Février	141	83	150	120	146	162	164	107	134	131	134	145	175	161	135
1965 Mars	p 156	93	p 166	144	164	133	175	119	150	145	151	166	191	176	148
1965 Avril	p 152	90	p 161	159	155	175	168	120	141	133	144	160	182	179	144
1965 Mai	p 145	85	p 154	163	151	171	159	116	135	129	136	148	175	177	143
1965 Juin	p 147	89	p 157	158	154	180	p 157	p 131	139	131	137	159	179	197	138
1965 Juillet	p 121	62	p 131	148	127	149	p 129	p 124	100	96	111	87	149	139	135
1965 Août	p 139	79	p 148	155	145	175	p 151	p 133	123	121	112	157	152	160	138
1965 Septembre	p 155	88	166	158	156	183	180	131	148	142	144	177	170	201	136
1965 Octobre	p 158	86	170	162	163	179	182	159	149	143	147	175	178		147

* Non compris la construction.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1958 = 100



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Direction générale des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Industrie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (3), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille cru ¹	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(milliers de tonnes)				(kg)	(millions kWh)	(milliers ton.)	(millions de m ³)	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1957	2.424	1.413	126	2.738	838	1.051	445	97	180
1958	2.255	6.928	221	2.319	841	1.043	542	100	182
1959	1.896	7.496	233	2.410	907	1.097	546	103	188
1960	1.872	6.565	159	2.472	1.019	1.174	579	109	200
1961	1.794	4.394	122	2.477	1.090	1.247	660	102	196
1962	1.769	1.351	182	2.582	1.149	1.368	705	104	214
1963	1.785	454	474	2.664	1.163	1.483	1.013	102	224
1964	1.775	1.489	407	2.504	1.154	1.623	1.112	106	240
1965	p 1.648	p 2.404			p 1.220				
1964 2 ^e trimestre	1.817	1.220	347	2.465	1.158	1.527	981	108	221
3 ^e trimestre	1.571	1.379	418	2.346	1.122	1.510	1.116	106	205
4 ^e trimestre	1.839	1.489	419	2.669	1.156	1.808	1.330	114	273
1965 1 ^{er} trimestre	1.739	1.827	340	2.320	1.175	1.778	1.185	111	295
2 ^e trimestre	1.696	1.974	388	2.399	1.205	1.625	1.349	109	233
3 ^e trimestre	p 1.458	p 2.044	453	p 2.281	p 1.206	1.529	1.280		
4 ^e trimestre	p 1.696	p 2.404			p 1.263				
1964 Décembre	1.882	1.489	519	2.819	1.181	1.874	1.368	114	302
1965 Janvier	1.732	1.495	398	2.410	1.148	1.822	1.012	112	305
Février	1.667	1.630	252	2.157	1.179	1.697	1.198	105	290
Mars	1.819	1.827	363	2.392	1.198	1.814	1.345	115	289
Avril	1.750	1.905	376	2.438	1.205	1.666	1.329	112	252
Mai	1.630	1.896	370	2.397	1.202	1.623	1.362	111	232
Juin	1.708	1.974	403	2.363	1.207	1.586	1.356	106	216
Juillet	1.224	1.991	399	2.038	1.175	1.403	1.355		
Août	1.503	1.985	433	2.307	p 1.202	1.527	1.311		
Septembre	p 1.646	p 2.044	525	p 2.497	p 1.242	1.657	1.175		
Octobre	p 1.640	p 2.148			p 1.256	1.779	1.406		
Novembre	p 1.700	p 2.242			p 1.267	p 1.838			
Décembre	p 1.747	p 2.404			p 1.267				

¹ Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,8 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	
1957	523	371	3,87	2,27	6,14	6,63
1958	501	350	3,44	1,99	5,43	6,62
1959	536	386	3,98	2,55	6,53	6,69
1960	599	407	4,40	2,93	7,33	7,26
1961	584	405	5,43	3,76	9,19	8,09
1962	613	451	5,35	3,74	9,09	8,94
1963	627	476	5,90	4,03	9,93	10,25
1964	728	536	p 6,30	p 4,92	p 11,22	p 11,44
1965	p 763					
1964 2 ^e trimestre	727	544	6,52	4,74	11,26	11,70
3 ^e trimestre	699	487	5,92	4,54	10,46	p 10,44
4 ^e trimestre	780	575	p 6,25	p 5,57	p 11,82	p 12,79
1965 1 ^{er} trimestre	752	582	p 6,49	p 5,86	p 12,35	p 11,70
2 ^e trimestre	762	574	p 6,88	p 5,58	p 12,46	p 12,62
3 ^e trimestre	736	508	p 5,76	p 5,12	p 10,88	p 11,12
4 ^e trimestre	p 803					
1964 Décembre	749	580	p 6,47	p 5,74	p 12,21	p 14,24
1965 Janvier	736	563	p 5,88	p 4,84	p 10,72	p 10,94
Février	726	546	p 6,62	p 6,24	p 12,86	p 11,27
Mars	794	638	p 6,97	p 6,51	p 13,48	p 12,88
Avril	766	587	p 7,11	p 5,60	p 12,71	p 11,51
Mai	760	553	p 6,97	p 5,81	p 12,78	p 13,23
Juin	760	583	p 6,55	p 5,34	p 11,89	p 13,13
Juillet	651	448	p 5,22	p 4,35	p 9,57	p 10,12
Août	745	479	p 5,91	p 4,62	p 10,53	p 9,72
Septembre	813	597	p 6,15	p 6,40	p 12,55	p 13,50
Octobre	p 833	596				
Novembre	775 ¹					
Décembre	800 ¹					

¹ Estimations sur base chiffres Aysfi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles			Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre
1955											36.615	23.564	9.468	1.220	31.698	3.588	8.561	2.569	3.731	5.422
1956	33.742	22.793	9.266	1.226	32.604	3.921	10.997	3.123	4.482	5.982
1957	34.904	24.063	9.407	1.318	31.724	3.618	9.255	3.009	3.772	6.090
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	30.605	2.636	6.059	2.619	2.843	4.809
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	35.333	3.036	8.661	3.135	4.951	5.209
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.800	3.151	11.805	3.567	6.360	5.530
1961	44.552	31.603	10.436	1.406	38.010	3.498	12.785	3.958	7.071	6.170
1962	38.530	27.818	9.888	1.617	32.178	4.957	16.545	2.960	5.399	5.169
1963	p 36.619				23.311	1		1		5.382
1964	p 44.948				31.323	1		1		6.545

¹ En 1963 et 1964, le nombre d'autorisations pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève respectivement à 9.856 et à 11.063.

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation ¹		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation ²	
	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés
1964 1 ^{er} trimestre	4.081	1.934	851	421
2 ^e trimestre	4.219	3.441	1.055	667
3 ^e trimestre	3.338	2.996	884	628
4 ^e trimestre	3.345	2.070	897	466
1965 1 ^{er} trimestre	3.289	1.836	740	538
2 ^e trimestre	3.393	2.704	949	522
3 ^e trimestre	3.238	3.048	969	835
1964 Septembre	3.107	2.726	840	565
Octobre	3.179	2.675	925	583
Novembre	2.674	2.253	810	524
Décembre	4.183	1.281	957	290
1965 Janvier	2.869	1.459	644	511
Février	2.954	1.385	682	470
Mars	4.043	2.664	893	634
Avril	3.496	2.766	907	520
Mai	3.143	2.591	967	335
Juin	3.539	2.756	972	712
Juillet	3.872	2.898	1.047	678
Août	2.930	3.295	881	862
Septembre	3.411	2.952	980	965

¹ Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

² Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustés pour variations saisonnières)

Base 1960 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale 1		
	1963	1964	% variat. *	1963	1964	% variat. *	1963	1964	% variat. *
1 ^{er} trimestre	114	126	+ 10,5	115	129	+ 12,2	111	122	+ 9,9
2 ^o trimestre	119	127	+ 6,7	121	126	+ 4,1	115	124	+ 7,8
3 ^o trimestre	120	126	+ 5,0	122	130	+ 6,6	116	125	+ 7,8
4 ^o trimestre	123	129	+ 4,9	127	132	+ 3,9	119	128	+ 7,6
	1964	1965		1964	1965		1964	1965	
1 ^{er} trimestre	126	131	+ 4,0	129	132	+ 2,3	122	132	+ 8,2
2 ^o trimestre	127	132	+ 3,9	126	131	+ 4,0	124	132	+ 6,5
3 ^o trimestre	126	131	+ 4,0	130	129	- 0,8	125	131	+ 4,8
4 ^o trimestre	129			132			128		
	France			Italie			Pays-Bas 2		
	1963	1964	% variat. *	1963	1964	% variat. *	1963	1964	% variat. *
1 ^{er} trimestre	110	127	+ 15,5	127	137	+ 7,9	107	120	+ 12,1
2 ^o trimestre	119	128	+ 7,6	132	134	+ 1,5	116	124	+ 6,9
3 ^o trimestre	119	122	+ 2,5	134	131	- 2,2	110	116	+ 5,5
4 ^o trimestre	123	127	+ 3,3	136	133	- 2,2	124	135	+ 8,9
	1964	1965		1964	1965		1964	1965	
1 ^{er} trimestre	127	125	- 1,6	137	134	- 2,2	120	128	+ 6,7
2 ^o trimestre	128	128	...	134	138	+ 3,0	124	133	+ 7,3
3 ^o trimestre	122	126	+ 3,3	131	141	+ 7,6	116	124	+ 6,9
4 ^o trimestre	127			133			135		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 A l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest.

2 Non ajustés pour variations saisonnières.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique*. — *Revue du Travail*. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimétal*. — *Bulletin statistique mensuel de Fédéchar*. — *Bulletin mensuel du M.A.E.* (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Energie*. — *Figas*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière*. — *La Construction*. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

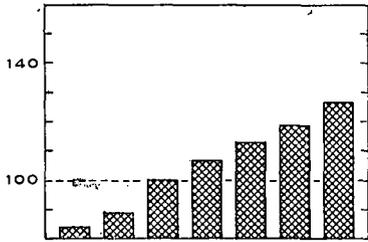
IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

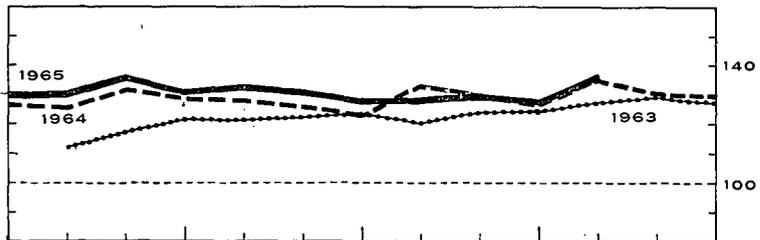
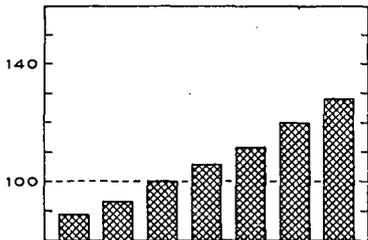
Base 1960 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)

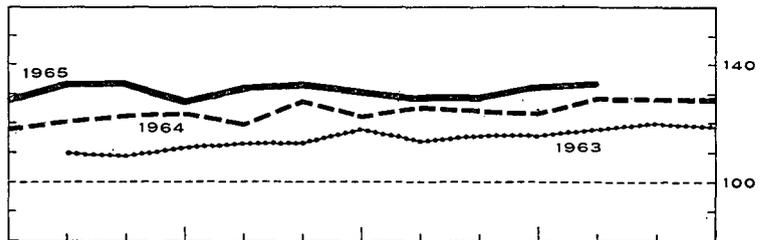
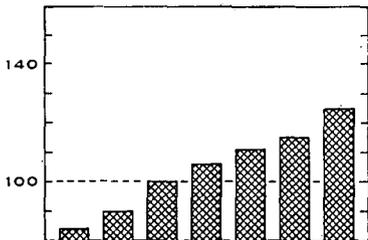
ENSEMBLE DES PAYS DE LA C.E.E.



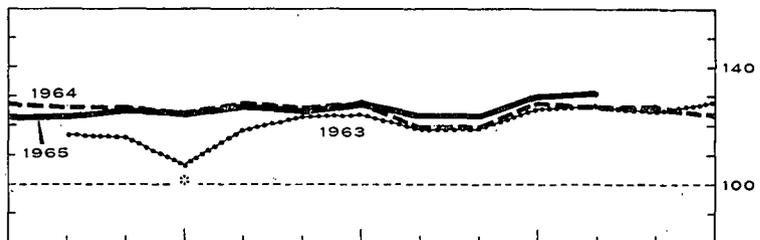
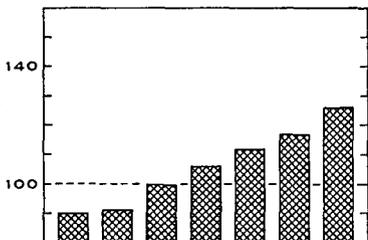
BELGIQUE



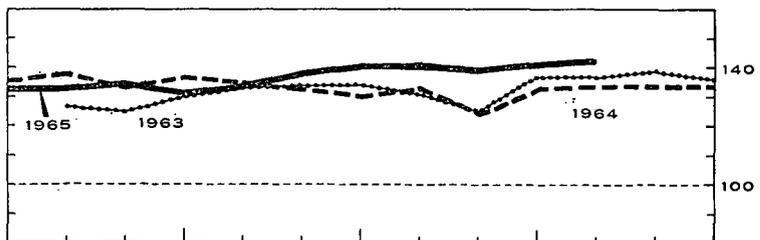
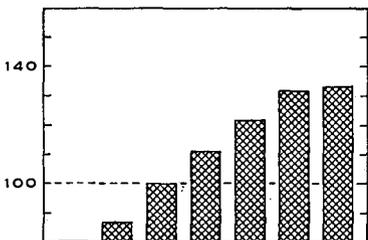
ALLEMAGNE OCCIDENTALE (à l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest)



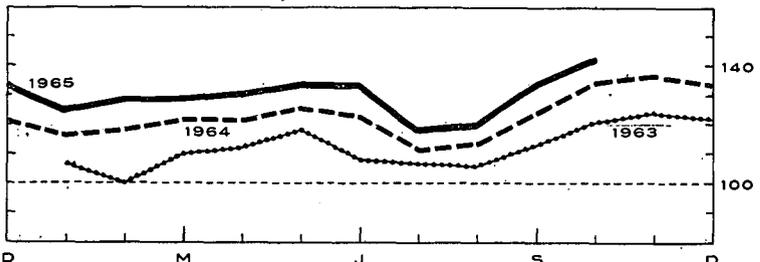
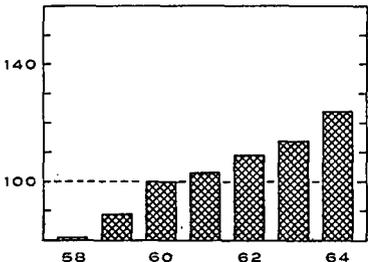
FRANCE



ITALIE



PAYS - BAS (indices non ajustés)



V. — SERVICES
1. — TRANSPORTS

a. — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2 (milliers)	SABENA	
	Trafic voyageurs Nombre de voyageurs- km (millions)	Trafic marchandises (wagons complets)			S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2 (milliers)		Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de tonnes-km productives 1 (millions)	Tonnage total (milliers de tonnes)	dont :			(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
	combustibles et huiles minérales			Minerais				
1958	755	486	4.818	1.876	959	618	99,7	12,2
1959	710	505	4.874	1.866	1.043	364	88,7	11,3
1960	715	525	5.070	1.935	1.155	294	108,7	13,8
1961	724	538	5.115	1.937	1.177	225	98,2	12,9
1962	746	539	5.189	1.998	1.209	212	115,4	13,7
1963	751	569	5.444	2.212	1.151	171	112,2	13,8
1964	753	577	5.549	2.030	1.291	154	135,5	16,5
1964 1 ^{er} trimestre	770	585	5.566	2.152	1.234	151	87,0	12,1
2 ^e trimestre	755	556	5.472	1.992	1.264	162	136,3	16,3
3 ^e trimestre	728	541	5.199	1.876	1.269	144	205,1	22,6
4 ^e trimestre	761	626	5.961	2.102	1.395	159	113,8	15,2
1965 1 ^{er} trimestre	p 736	571	5.351	1.875	1.289	118	87,9	13,2
2 ^e trimestre	p 762	554	5.300	1.872	1.234	127	162,1	19,4
3 ^e trimestre	p 739	539	5.062	1.770	1.261	117		
1964 Novembre	743	617	5.869	2.087	1.373	156	89,8	12,5
Décembre	761	608	5.779	2.084	1.317	149	101,8	14,6
1965 Janvier	p 732	581	5.379	2.014	1.269	111	92,1	13,2
Février	p 709	538	5.058	1.745	1.218	116	75,6	12,2
Mars	p 767	594	5.615	1.867	1.380	126	96,0	14,2
Avril	p 770	543	5.231	1.848	1.189	142	130,0	16,8
Mai	p 763	548	5.243	1.864	1.225	116	156,9	18,8
Juin	p 753	570	5.427	1.905	1.288	123	199,4	22,5
Juillet	p 712	517	4.709	1.630	1.144	118	233,7	25,8
Août	p 748	526	5.044	1.791	1.284	106	221,9	24,8
Septembre	p 756	573	5.435	1.889	1.355	127	218,9	25,0
Octobre	p 763	591	5.651	1.920	1.361	130	159,3	20,5
Novembre		578	5.502			119	92,2	14,4

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

2 Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1b. — Navigation maritime

Sources : Administration du port d'Anvers, [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge) (1)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge) (4)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	
		Entrées (2)	Sorties (3)		Entrées (5)	Sorties (6)
1958	3.545	1.723	1.210	163	169	82
1959	3.622	1.668	1.266	145	152	83
1960	3.774	1.816	1.288	150	166	75
1961	3.846	1.936	1.284	139	167	61
1962	4.167	2.159	1.300	137	143	70
1963	4.356	2.602	1.282	151	162	67
1964	4.558	3.036	1.408	165	178	78
1964 1 ^{er} trimestre	4.558	2.968	1.573	185	178	75
2 ^e trimestre	4.570	2.887	1.431	165	190	109
3 ^e trimestre	4.449	3.046	1.246	162	178	59
4 ^e trimestre	4.654	3.242	1.382	150	165	68
1965 1 ^{er} trimestre	4.312	2.999	1.547	182	146	143
2 ^e trimestre	4.706	3.438	1.382	155	150	100
3 ^e trimestre	4.681			146		
1964 Novembre	4.705	3.220	1.388	155	120	98
Décembre	4.599	3.320	1.365	138	162	40
1965 Janvier	3.969	2.855	1.514	219	162	176
Février	4.146	2.885	1.668	165	135	81
Mars	4.821	3.257	1.460	161	142	173
Avril	4.700	3.733	1.379	155	134	133
Mai	4.843	3.201	1.393	160	120	44
Juin	4.575	3.379	1.434	151	196	123
Juillet	4.930	3.354	1.413	159	187	72
Août	4.657	3.554	1.749	140	160	79
Septembre	4.455			139		
Octobre	4.883			183		
Novembre	4.620			126		

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 1c. — Navigation
intérieure

Source : I.N.S.

Ensemble des trafics 1	
(milliers de tonnes métriques) (1)	(millions de tonnes km.) (2)
4.269	361
4.534	402
5.097	436
5.426	456
5.553	452
5.400	433
6.276	509
5.681	459
6.704	541
6.349	516
6.370	519
6.028	
6.591	
6.248	487
5.825	494
5.595	
5.667	
6.821	
6.576	
6.637	
6.560	

V - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne oc.	U.S.A.
1957	1.186	898	71	33	81	25	18
1958	1.341	877	84	37	102	69	51
1959	1.249	979	55	30	82	27	20
1960	1.307	982	69	33	99	33	25
1961	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1962	1.437	1.083	82	37	98	41	23
1963	1.498	1.110	89	38	105	48	27
1964	1.587	1.157	102	42	113	53	29
1963 4 ^e trimestre	446	255	35	23	20	26	20
1964 1 ^{er} trimestre	458	267	37	22	29	26	14
2 ^e trimestre	1.398	982	82	41	121	49	34
3 ^e trimestre	4.009	3.103	254	80	274	112	48
4 ^e trimestre	444	251	34	23	19	25	21
1965 1 ^{er} trimestre	370	208	29	19	15	23	17
2 ^e trimestre	1.566	1.098	103	44	135	56	35
1964 Juin	2.079	1.537	93	50	186	64	44
Juillet	5.374	4.504	190	80	322	87	55
Août	5.324	3.996	428	121	368	186	47
Septembre	1.329	808	143	39	133	63	43
Octobre	510	269	39	25	27	34	32
Novembre	415	233	34	22	15	24	18
Décembre	407	250	30	22	15	18	13
1965 Janvier	367	208	29	19	14	23	17
Février	338	190	26	18	13	20	15
Mars	405	226	31	21	17	27	18
Avril	1.479	1.070	125	33	98	43	25
Mai	922	565	75	34	79	45	34
Juin	2.296	1.659	109	64	227	81	45

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples 1					Coopératives	Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement 2		Grossistes	Entreprises à succursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières 6 (Calculs B.N.B.)					
	Indice général	Alimentation	Habillement	Ameublement	Ménage 3		Indice général	Hommes 4			Sous-vêtements et accessoires 5	Alimentation générale	Alimentation	Grands magasins	Coopératives	Grossistes en alimentation générale
1958	139	140	138	129	149	131	132	105	139	131	128	121	129			
1959	144	145	149	126	150	132	136	104	145	138	131	120	132			
1960	156	159	159	141	162	138	144	106	155	144	143	125	142			
1961	161	160	164	145	165	144	168	116	163	152	145	130	147			
1962	170	172	172	154	171	152	166	142	173	172	151	135	154			
1963	180	177	185	164	179	161	186	143	179	193	156	140	156			
1964	196	188	200	183	200	168	210	151	196	220	163	140	163			
1964 1 ^{er} trimestre	174	190	165	184	187	165	197	171	181	210	162	140	160			
2 ^e trimestre	188	178	207	180	188	166	249	128	194	213	161	141	163			
3 ^e trimestre	181	169	180	177	198	158	170	145	198	209	159	137	159			
4 ^e trimestre	240	216	247	191	227	183	224	159	211	249	170	143	168			
1965 1 ^{er} trimestre *	186	199	171	198	197	176	—	—	196	233	166	143	167			
2 ^e trimestre	207	201	222	194	203	179	—	—	211	245	170	146	169			
3 ^e trimestre	206	203	199	196	221	171	—	—	214	244	174	143	165			
1964 Octobre	217	202	250	199	214	176	273	140	203	237	172	141	164			
Novembre	224	196	212	171	189	165	200	135	197	223	164	141	168			
Décembre	278	249	278	203	279	208	199	203	233	287	172	146	173			
1965 Janvier *	190	197	182	214	196	180	—	—	187	231	172	141	156			
Février	174	194	146	185	198	170	—	—	184	224	167	146	166			
Mars	194	207	186	196	196	178	—	—	216	244	159	142	179			
Avril	214	216	222	201	200	180	—	—	208	246	176	151	170			
Mai	208	197	224	205	212	178	—	—	204	246	169	140	164			
Juin	200	190	220	176	198	178	—	—	221	242	165	146	173			
Juillet	223	209	228	212	242	171	—	—	206	249	178	145	158			
Août	190	190	170	176	204	166	—	—	206	233	168	138	156			
Septembre	206	209	198	201	218	176	—	—	231	249	176	146	180			
Octobre	227	226	240	209	230	185	—	—	215	255	173	143	165			

* A partir de 1965 nouvelle série, indices sur base originale 1964 = 100 convertis en base 1953 = 100.

1 Y compris les ventes en supermarché à partir de 1965. — 2 Un certain nombre de firmes supplémentaires ayant été incorporées à l'échantillon, les indices, à partir de 1962, ne sont plus entièrement comparables à ceux des années précédentes. — 3 Articles de ménage et appareils ménagers. — 4 Comprend principalement des vêtements de dessus. — 5 Sous-vêtements : hommes et/ou femmes. — 6 Chiffres révisés à la suite de l'application d'une nouvelle méthode l'élimination des variations saisonnières.

Y - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1963 1 ^{er} semestre	1.361	641	166	554	12,74	3,60	4,19	4,95	5,70	2,03	1,73	1,94
2 ^e semestre	1.404	699	171	534	13,67	4,05	4,51	5,11	6,28	2,16	1,93	2,19
1964 1 ^{er} semestre	1.395	727 ¹	154 ¹	514	14,27	4,75 ¹	4,11 ¹	5,41	6,43	2,62 ¹	1,67 ¹	2,14
2 ^e semestre	1.406	738	139	529	14,80	5,48	3,86	5,46	6,11	2,53	1,40	2,18
1965 1 ^{er} semestre	1.456	789	140	527	15,24	5,76	3,95	5,52	6,61	2,85	1,54	2,22

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1963 1 ^{er} semestre	57	32	1	24	100,1	35,7	8,3	56,1
2 ^e semestre	53	31	2	20	93,5	35,2	7,9	50,4
1964 1 ^{er} semestre	60	37	2	21	124,6	64,5	8,5	51,6
2 ^e semestre	73	28	2	43	95,8	36,4	10,3	49,1
1965 1 ^{er} semestre	50	29	2	19	99,7	37,3	12,1	50,3

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

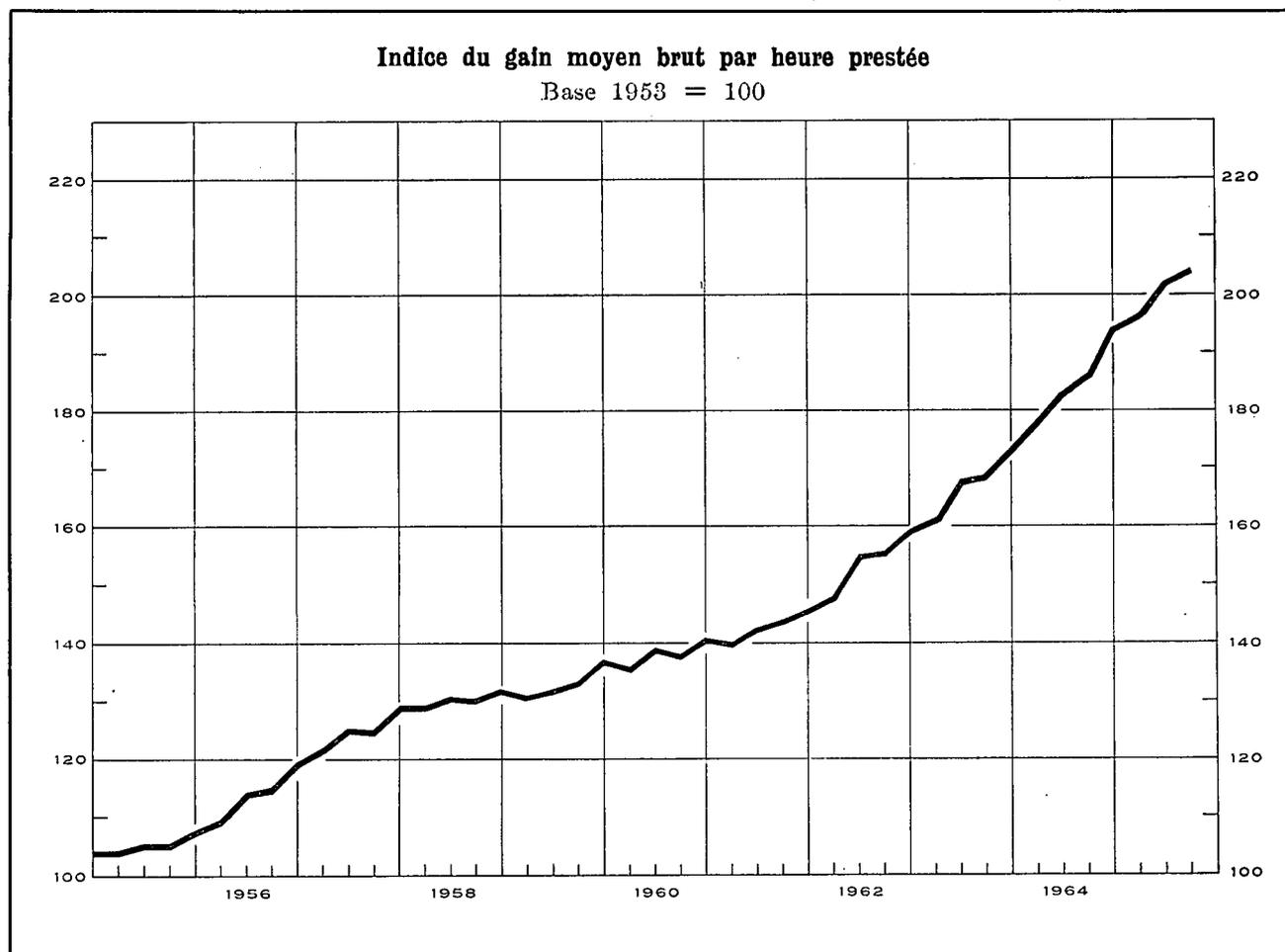
	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtement	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neufs	usagés						
Nombre de contrats (milliers)												
1963 1 ^{er} semestre	732	4,1	1,2	1,8	35,3	16,4	14,0	347,8	19,7	8,2	277,7	5,9
2 ^e semestre	846	4,2	1,2	1,7	34,6	16,9	14,8	401,1	16,2	9,3	342,9	3,4
1964 1 ^{er} semestre	813	4,5	1,3	2,0	39,9	16,7	12,3	366,0	15,5	7,7	342,2	5,2
2 ^e semestre	895	4,1	1,0	2,0	37,0	15,2	11,7	388,4	14,4	8,5	409,2	3,5
1965 1 ^{er} semestre	827	4,5	1,1	2,3	46,4	18,0	9,3	380,1	19,1	7,2	334,8	4,4
Crédit accordé (millions de francs)												
1963 1 ^{er} semestre	5.696	636	81	82	1.820	442	108	308	42	473	1.656	48
2 ^e semestre	6.280	712	84	103	1.873	462	105	326	40	538	1.994	44
1964 1 ^{er} semestre	6.428	844	106	110	2.107	450	89	277	42	597	1.773	33
2 ^e semestre	6.107	598	76	130	1.932	409	75	346	66	569	1.873	33
1965 1 ^{er} semestre	6.607	649	74	138	2.388	511	65	295	74	619	1.752	44
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1963 1 ^{er} semestre	100,0	11,2	1,4	1,4	32,0	7,8	1,9	5,4	0,7	8,3	29,1	0,8
2 ^e semestre	100,0	11,3	1,3	1,6	29,8	7,4	1,7	5,2	0,6	8,6	31,8	0,7
1964 1 ^{er} semestre	100,0	13,1	1,6	1,7	32,8	7,0	1,4	4,3	0,7	9,3	27,6	0,5
2 ^e semestre	100,0	9,8	1,3	2,1	31,6	6,7	1,2	5,7	1,1	9,3	30,7	0,5
1965 1 ^{er} semestre	100,0	9,8	1,1	2,1	36,1	7,7	1,0	4,5	1,1	9,4	26,5	0,7

¹ Jusqu'au second semestre 1963, le chiffre des crédits accordés par les banques comprenait également un certain nombre de contrats présentés chez elles à l'escompte par leurs clients (vendeurs). A partir du 1^{er} semestre 1964, ces contrats ont dû être déclarés par leurs vendeurs eux-mêmes, ce qui explique une augmentation des chiffres concernant les vendeurs et une diminution équivalente des chiffres concernant les banques.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).* — *Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.).* — *Chronique des transports (bimensuel).* — *Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.).* — *Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).*

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 413). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen par heure prestée (1)	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non qualifié (3)		
1956	115	114	114	118	114
1957	125	125	125	129	125
1958	131	129	129	125	132
1959	133	131	132	121	135
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1962	154	149	151	146	160
1963	167	161	163	158	176
1963 ⁴	167	160	162		
1964	185	176	180	181	200
1964 Juin	183	174	178		197
Sept.	186	178	182		201
Déc.	194	182	186		209
1965 Mars ... p	197	187	192		215
Juin ... p	202	189	195		222
Sept. ... p	204	192	197		223

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers (charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

5	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas	France	Italie
1956	32,68	89,7	97,6	72,5	n.d.	82,4
1957	35,67	92,2	93,7	70,4	n.d.	78,7
1958	37,04	95,1	95,0	70,2	101,4	80,4
1959	38,30	98,9	95,0	70,4	89,8	79,7
1960	39,71	105,2	98,4	73,8	92,8	81,5
1961	41,76	115,1	100,6	82,4	96,3	82,0
1962	44,72	119,6	98,9	84,7	98,8	89,3
1963	49,20	116,3	93,3	82,9	97,5	102,0
1964	55,69	p115,2	88,8	p84,0	p 92,5	p 99,4
1961 Août-Octobre	42,32	116,3	101,3	83,6	97,7	81,7
1962 Février-Avril	43,72	120,0	100,3	84,6	99,9	88,4
Août-Octobre	45,73	119,2	97,5	84,7	99,3	90,1
1963 Février-Avril	48,09	115,4	94,6	83,3	98,6	95,7
Août-Octobre	50,30	117,1	92,1	82,6	98,2	102,0
1964 Février-Avril	54,—	116,2	90,1	85,1	94,6	100,7
Août-Octobre	57,37	p114,2	87,6	p83,1	p 91,9	p 98,3

¹ Non compris les ouvriers du transport.

² Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction, et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XV^e Rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)

³ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre, et non pas le coût par unité produite.

⁴ Les indices du gain moyen par heure prestée et du salaire horaire type sont obtenus en pondérant les indices relatifs aux différents secteurs économiques par les rémunérations salariales globales payées dans ces secteurs. Les rémunérations salariales globales retenues sont celles de l'année 1953 pour les périodes figurant au-dessus de la ligne (1963 et années antérieures); ce sont celles de l'année 1963 pour les périodes figurant au-dessous de la ligne (1963 et périodes suivantes).

⁵ Les chiffres annuels sont des moyennes des taux horaires de février-avril et de août-octobre.

⁶ La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE

(hommes + femmes — en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1959 octobre	1960 octobre	1961 octobre	1962 octobre	1963 octobre	1964 octobre	1965 avril
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction de charbon (fond et surf.) ¹	39,89	40,09	41,29	45,70	48,39	52,62	54,68
Carrières ¹	31,83	34,61	34,79	37,58	39,84	44,59	47,27
Total des industries extractives ¹	39,36	39,72	40,81	45,10	47,76	51,83	54,00
<i>Industries manufacturières :</i>							
Denrées alimentaires (sauf boissons) ...	25,24	25,98	27,67	29,41	32,75	37,09	38,16
Boissons	29,05	29,21	30,27	32,30	34,80	39,59	41,54
Tabac	21,54	22,27	22,94	26,12	29,50	33,50	36,31
Industries textiles	23,96	25,04	26,94	27,55	31,16	34,61	35,63
Chaussures, habillement	19,20	20,09	21,23	23,16	25,39	28,98	30,89
Bois (sauf meubles)	25,07	26,67	28,25	30,47	32,82	37,01	38,65
Industrie du meuble	26,08	27,59	30,05	31,38	35,27	40,65	40,94
Papier, articles en papier	26,99	28,98	30,85	33,39	35,87	39,61	41,51
Impressions et reliures	32,58	32,85	34,97	37,02	39,47	43,96	47,01
Cuir (sauf chaussures, habillement)	23,25	24,34	25,80	27,82	30,90	33,97	35,67
Industrie du caoutchouc	30,19	30,85	31,65	34,16	36,93	40,29	43,05
Industries chimiques	30,92	31,64	32,84	35,08	38,49	44,43	47,49
Industrie du pétrole	46,70	48,29	51,02	53,33	57,25	62,88	70,10
Produits minéraux non métalliques	29,23	30,37	32,05	34,43	37,31	42,55	45,13
Industries métallurgiques de base	39,19	41,11	42,13	45,11	47,96	52,08	53,60
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport	30,12	31,08	32,72	35,92	38,85	43,37	45,18
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	32,46	33,66	34,92	37,70	40,42	45,23	46,80
Industrie électrotechnique	28,89	29,60	30,18	33,57	35,48	39,97	43,39
Construction de matériel de transport ...	36,61	37,36	37,58	42,06	45,07	48,55	50,64
Industrie du diamant	24,90	25,42	25,99	26,72	31,50	33,24	34,03
Total des industries manufacturières	28,56	29,59	31,01	33,26	36,20	40,74	42,72
dont : hommes	32,20	33,30	34,63	37,13	40,10	44,53	46,71
femmes	19,13	20,00	21,10	22,78	25,45	29,16	31,03
Construction ¹	30,72	32,76	33,17	36,21	38,66	43,75	45,91
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes)	30,24	31,36	32,40	35,00	37,82	42,20	44,23
dont : hommes	32,98	34,16	35,14	37,99	40,81	45,11	47,29

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Rapports annuels de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail*. — *Industria*, revue de la F.I.B. — *Le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne, Etude et Documents nouvelle série, no 52, 1959 (B.I.T.)*. — *Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.)*.

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX
1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Coton 15/16 middling (New-York- Spot)	Caoutchouc à Londres « Spot » prix n° 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton		\$ par long ton	\$ par Barrel
1958	256	48,2	89	36,2	23	197	735	37,8	2,90
1959	251	36,8	91	34,6	29	238	785	40,3	2,78
1960	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1962	267	34,0	94	35,4	23	234	897	29,4	2,89
1963	269	34,3	107	35,4	21	234	910	27,0	2,89
1964	238	47,1	105	34,3	20	351	1.236	34,7	2,89
1965	p 206	p 45,2		p 32,2	p 21	p 468	p 1.412		
1964 2 ^e trimestre	255	47,8	106	35,4	20	302	1.093	33,3	2,89
3 ^e trimestre	208	46,4	101	33,5	20	364	1.316	36,7	2,89
4 ^e trimestre	216	47,0	96	32,6	21	486	1.463	39,3	2,89
1965 1 ^{er} trimestre	210	46,2	90	32,6	21	412	1.262	38,0	2,89
2 ^e trimestre	200	45,6	89	32,7	22	487	1.487	37,2	2,89
3 ^e trimestre	206	45,2	92	31,8	20	444	1.484	33,6	2,89
4 ^e trimestre	p 210	p 43,6		p 31,6	p 20	p 529	p 1.415		
1964 Décembre	215	45,7	92	32,6	21	459	1.317	40,0	2,89
1965 Janvier	212	45,7	90	32,5	21	362	1.255	39,0	2,89
Février	211	46,4	91	32,6	21	426	1.231	38,0	2,89
Mars	207	46,4	88	32,7	21	448	1.301	37,0	2,89
Avril	204	45,7	89	32,7	22	488	1.431	38,0	2,89
Mai	200	45,5	89	32,7	22	499	1.530	38,5	2,89
Juin	196	45,7	88	32,8	22	474	1.499	35,0	2,89
Juillet	200	45,5	92	32,6	20	411	1.440	35,0	2,89
Août	207	45,4	92	32,0	20	439	1.485	34,8	2,89
Septembre	210	44,7	93	31,8	p 21	481	1.527	31,0	2,89
Octobre	210	p 43,4	97	31,8	p 20	508	1.456	32,0	2,89
Novembre	211	p 43,6	99	31,6	p 20	532	1.387		
Décembre	p 210	p 43,9		p 31,5	p 21	p 550	p 1.402		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indice Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) 1 2
			général	industriel	alimentaire	
1958	84	96	98	100	96	87
1959	84	93	100	103	94	93
1960	85	90	99	104	90	96
1961	84	90	99	103	90	102
1962	84	89	98	101	90	85
1963	94	90	100	103	95	104
1964	96	90	104	107	96	107
1965	92	93	103	108	91	
1964 2 ^e trimestre	96	91	103	106	97	105
3 ^e trimestre	94	89	103	107	93	102
4 ^e trimestre	96	89	105	110	94	113
1965 1 ^{er} trimestre	93	90	103	108	92	114
2 ^e trimestre	92	93	103	109	91	121
3 ^e trimestre	90	94	102	108	90	125
4 ^e trimestre	91	96	103	109	91	
1964 Décembre	95	90	104	109	94	109
1965 Janvier	92	90	102	107	92	111
Février	93	90	103	108	92	112
Mars	93	90	103	108	93	119
Avril	93	91	104	110	92	117
Mai	93	93	103	109	91	125
Juin	91	94	103	109	91	120
Juillet	89	94	101	107	90	125
Août	90	95	102	108	90	123
Septembre	91	93	102	108	91	128
Octobre	91	94	103	108	91	123
Novembre	90	95	103	109	91	
Décembre	92	98	104	110	92	

1 Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

2 La composition de la statistique ayant été élargie, les chiffres à partir de 1960 ne sont plus tout à fait comparables à ceux des périodes précédentes.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100 (*)

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits		Produits agricoles			Produits industriels						Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indigènes	importés	indice général	animaux	végétaux	indice général	minéraux	métaux et prod. métal.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1957	106,3	107,4	102,3	98,7	103,1	94,5	108,2	112,1	114,4	98,2	108,9	111,9	105,6	109,4	109,2
1958	101,8	105,5	93,9	96,0	92,8	98,9	103,2	105,8	109,6	87,5	107,9	115,0	96,3	102,4	108,4
1959	101,4	104,7	95,3	95,0	95,9	94,1	103,0	103,7	109,8	84,9	107,6	115,4	96,4	102,4	107,8
1960	102,6	105,0	96,5	92,2	98,2	86,8	105,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	101,5	104,0	108,9
1961	102,4	105,4	94,8	94,3	110,2	81,5	104,5	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	99,9	103,0	108,5
1962	103,2	108,6	92,7	100,8	106,9	95,2	103,8	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	97,4	103,1	108,6
1963	105,8	111,0	94,6	107,0	117,9	97,5	105,4	99,7	109,4	95,5	105,1	130,0	98,8	104,6	110,7
1964	110,7	116,4	100,2	109,9	126,7	96,0	110,9	104,6	116,2	98,8	108,4	140,5	104,7	110,5	115,6
1965	111,9	117,2	101,7	113,2	131,2	98,5	111,5	106,6	118,0	93,1	109,3	143,9	104,1	110,9	117,2
1964 2 ^e trimestre .	110,5	116,7	99,1	110,8	125,4	98,4	110,4	103,7	115,4	98,6	108,7	139,9	103,9	109,9	115,3
3 ^e trimestre .	111,1	116,5	101,0	108,5	126,3	93,8	111,8	105,3	117,7	99,2	107,6	143,2	105,6	111,5	116,3
4 ^e trimestre .	111,9	117,1	102,1	111,1	129,1	96,4	112,1	106,5	118,7	96,6	109,2	143,0	105,7	112,1	116,7
1965 1 ^{er} trimestre .	111,7	116,5	102,4	112,2	128,4	98,6	111,6	107,6	118,3	93,2	110,4	142,9	105,1	110,7	116,9
2 ^e trimestre .	111,8	117,5	101,2	114,0	132,0	99,3	111,2	105,7	118,0	92,9	109,7	143,1	103,9	110,4	117,0
3 ^e trimestre .	111,1	116,5	100,7	110,1	129,0	94,7	111,3	106,0	118,0	93,1	108,0	144,4	103,4	110,8	117,1
4 ^e trimestre .	112,9	118,3	102,4	116,7	135,3	101,4	112,0	106,9	117,7	93,4	109,1	145,2	104,1	111,6	117,8
1964 Juillet	110,7	116,4	100,1	108,2	125,8	93,7	111,3	105,2	117,4	98,9	106,2	143,2	105,2	111,1	115,8
Août	111,3	116,6	101,2	108,6	126,6	93,9	111,9	105,4	117,4	100,6	106,3	143,2	106,4	111,3	116,2
Septembre	111,4	116,4	101,7	108,6	126,4	94,0	112,1	105,3	118,2	98,2	110,4	143,2	105,3	112,1	116,9
Octobre	112,0	116,9	102,7	110,1	127,5	95,9	112,4	105,9	118,9	97,7	110,3	143,3	105,8	112,5	117,1
Novembre	111,9	117,0	102,0	111,3	129,1	96,7	112,1	106,8	119,0	96,4	108,6	142,9	105,7	112,3	116,5
Décembre	111,9	117,3	101,7	111,9	130,7	96,5	111,8	106,9	118,1	95,7	108,8	142,9	105,7	111,5	116,4
1965 Janvier	112,1	117,0	102,7	113,8	129,9	100,4	111,7	107,5	118,0	94,3	109,5	142,9	105,3	110,8	116,7
Février	111,5	116,1	102,6	110,9	126,3	98,0	111,7	107,9	118,7	92,9	110,7	142,9	105,1	110,8	116,9
Mars	111,5	116,5	102,0	111,8	129,0	97,5	111,5	107,5	118,3	92,3	110,9	142,9	104,8	110,4	117,0
Avril	111,9	117,4	101,8	114,1	131,8	99,5	111,4	106,2	118,1	92,9	110,9	142,4	104,2	110,5	117,1
Mai	112,0	117,7	101,6	115,0	133,1	100,2	111,2	105,6	118,3	92,8	109,8	142,4	103,9	110,5	116,9
Juin	111,5	117,5	100,3	113,0	131,1	98,2	111,0	105,2	117,7	92,9	108,5	144,4	103,5	110,1	117,0
Juillet	111,0	116,6	100,5	110,0	128,1	95,2	111,1	105,4	118,0	93,2	107,7	144,4	103,7	110,6	116,8
Août	111,0	116,3	100,6	109,4	129,1	93,5	111,3	106,0	118,2	92,9	108,1	144,4	103,2	110,9	117,2
Septembre	111,3	116,6	101,0	110,8	129,8	95,3	111,4	106,7	117,9	93,1	108,2	144,4	103,3	110,9	117,4
Octobre	112,1	117,3	101,7	112,6	130,3	98,1	111,9	107,1	118,0	93,5	108,7	145,2	104,1	111,4	117,7
Novembre	113,1	118,7	102,3	118,1	137,4	102,2	111,8	106,7	117,5	93,2	109,2	145,2	103,6	111,5	117,8
Décembre	113,6	119,0	103,1	119,4	138,1	103,9	112,2	106,8	117,7	93,5	109,4	145,2	104,5	111,8	118,0

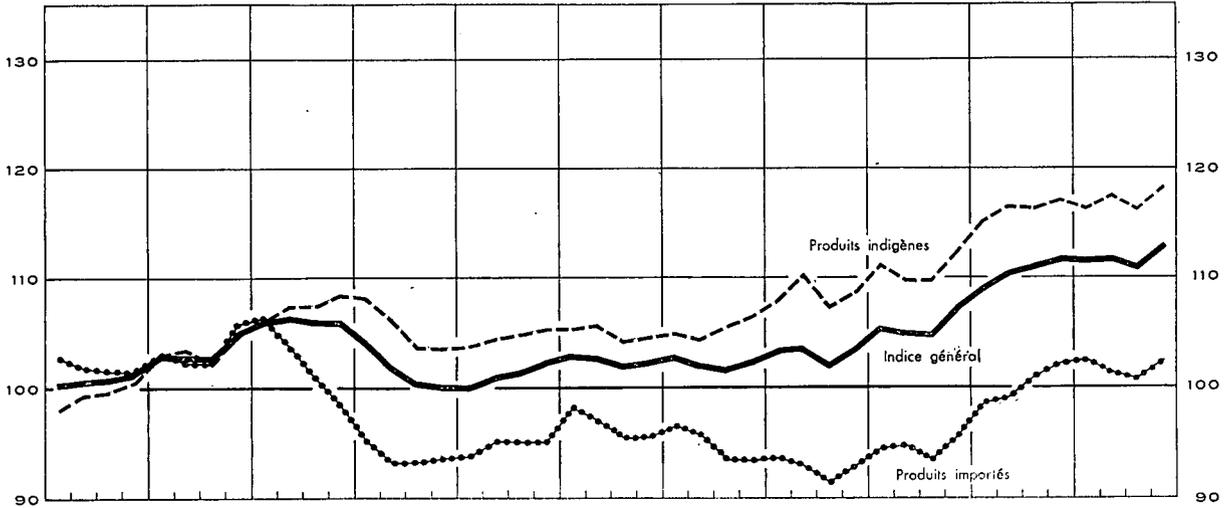
* Indices base originale 1936-38 = 100 convertis en indices 1953 = 100.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

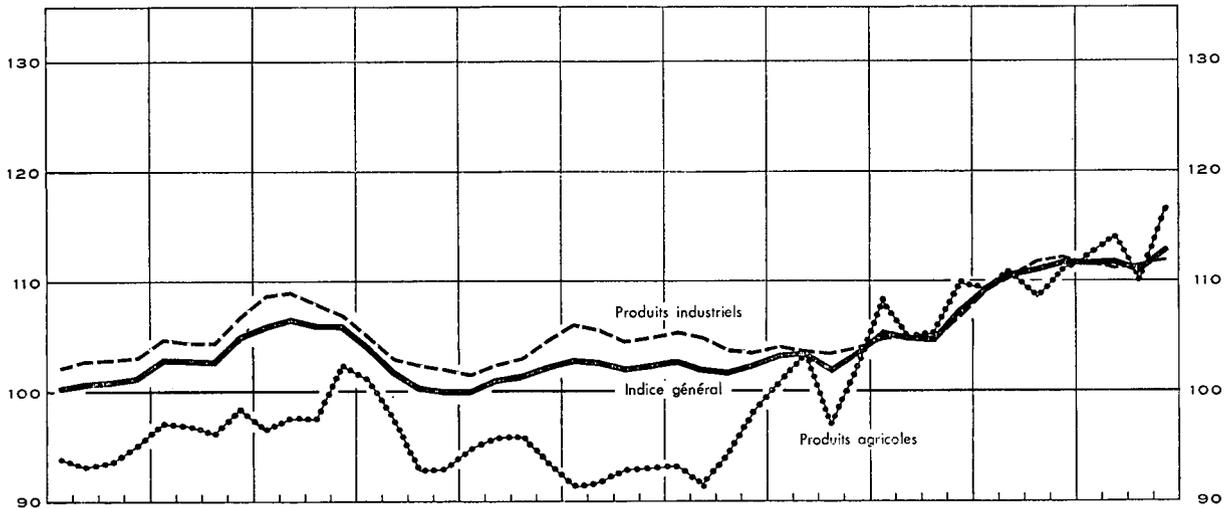
Base 1953 = 100

Source : M.A.E.

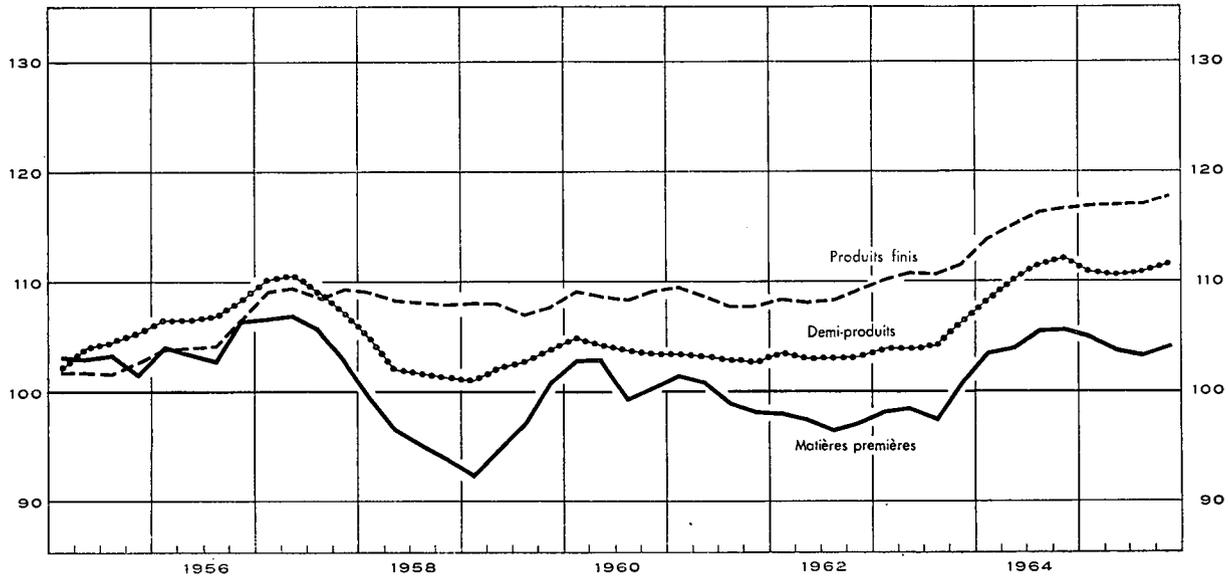
PRODUITS INDIGENES ET PRODUITS IMPORTES



PRODUITS AGRICOLES ET PRODUITS INDUSTRIELS



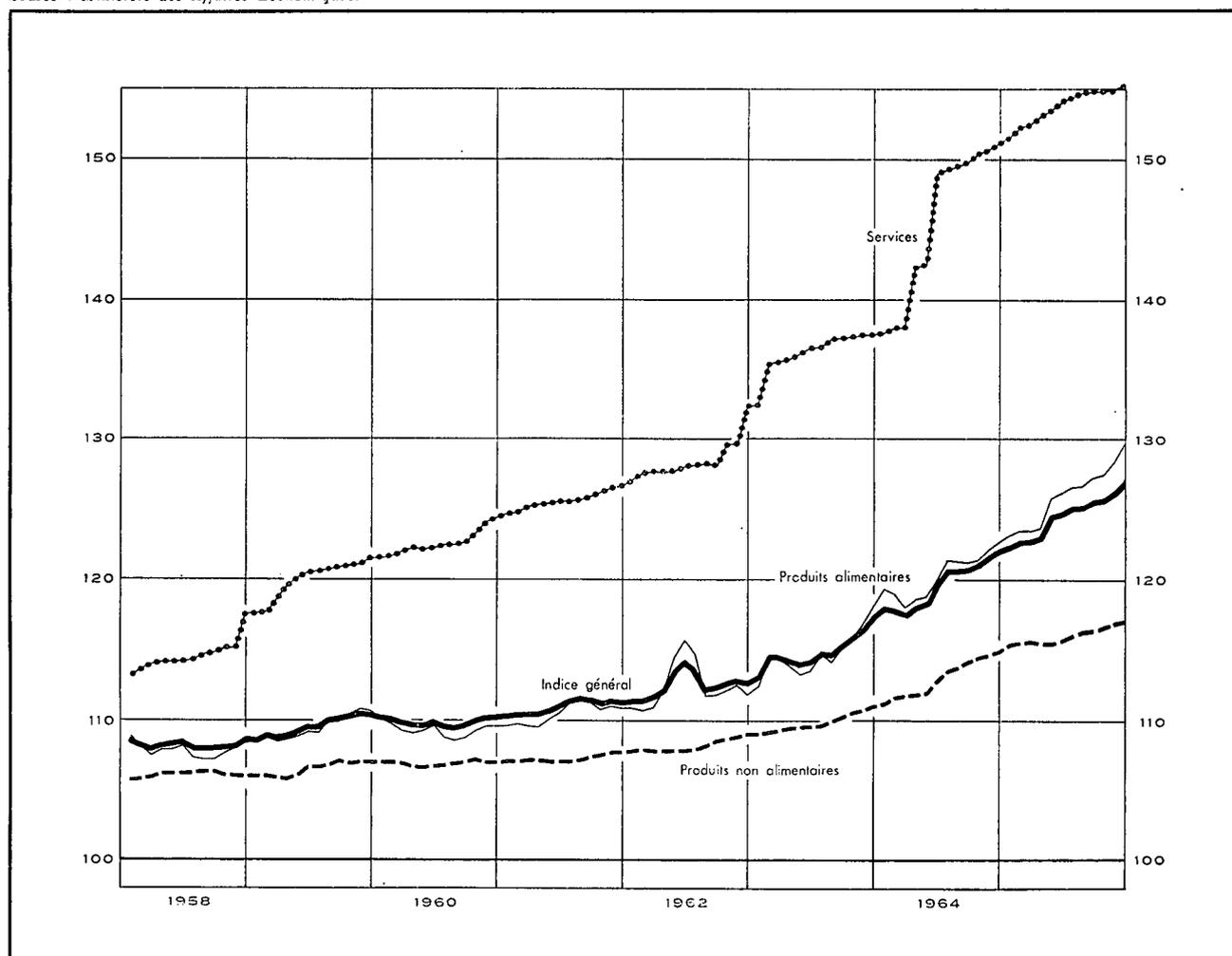
PRIX A TROIS STADES DE FABRICATION



VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 65 produits	Produits alimentaires 35 produits	Produits non alimentaires 25 produits	Services 5 produits				
1956	103,65	104,2	101,5	105,5				
1957	106,93	107,0	104,5	111,7				
1958	108,31	107,9	106,2	114,6				
1959	109,64	109,5	106,6	120,0				
1960	109,97	109,3	107,0	122,6				
1961	111,06	110,5	107,4	125,7				
1962	112,62	112,5	108,3	128,5				
1963	115,04	114,7	109,9	136,3				
1964	119,84	120,3	113,1	145,7				
1965	124,71	126,0	116,2	153,8				
	1964	1965	1964	1965	1964	1965	1964	1965
1 ^{er} trimestre	117,90	122,74	118,8	123,4	111,6	115,6	137,9	152,1
2 ^e trimestre	118,86	124,18	119,1	125,3	112,2	115,7	144,6	153,6
3 ^e trimestre	120,87	125,43	121,3	126,9	113,8	116,4	149,5	154,6
4 ^e trimestre	121,72	126,49	122,1	128,5	114,8	117,0	150,8	155,0
Janvier	118,11	122,51	119,4	123,2	111,3	115,5	137,6	151,6
Février	117,98	122,80	119,0	123,5	111,7	115,6	138,0	152,3
Mars	117,61	122,91	118,0	123,5	111,8	115,7	138,0	152,5
Avril	118,21	123,11	118,6	123,7	111,9	115,6	142,2	153,1
Mai	118,50	124,58	118,8	125,9	112,0	115,6	142,5	153,5
Juin	119,88	124,85	119,8	126,3	112,8	115,8	149,0	154,1
Juillet	120,84	125,28	121,4	126,7	113,5	116,2	149,3	154,4
Août	120,84	125,31	121,3	126,8	113,8	116,4	149,5	154,7
Septembre	120,93	125,70	121,2	127,3	114,2	116,5	149,8	154,7
Octobre	121,24	125,85	121,4	127,5	114,5	116,8	150,4	154,8
Novembre	121,76	126,44	122,2	128,4	114,8	117,0	150,7	155,0
Décembre	122,16	127,18	122,7	129,7	115,0	117,2	151,2	155,3

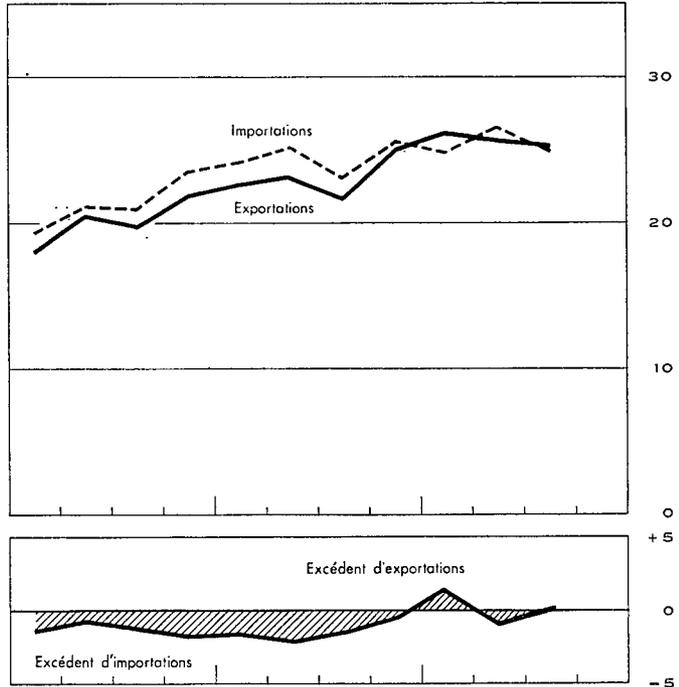
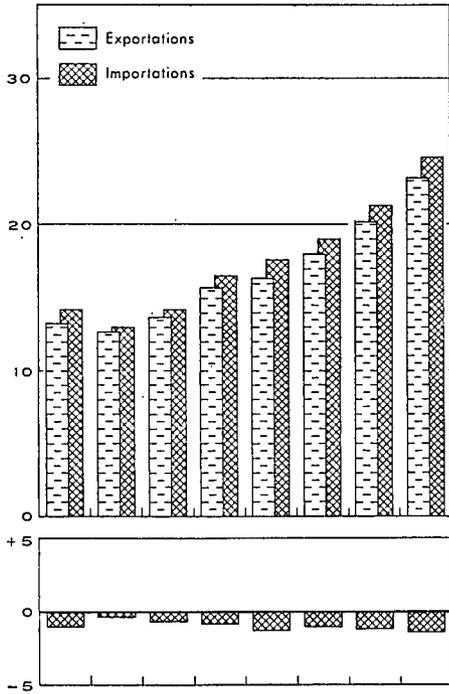
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Revue du Travail.* — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).* — *L'industrie textile belge*, revue de Febeltex. — *Der Volkswirt.* — *Wirtschaft und Statistik.* — *Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.).* — *Monthly Digest of Statistics.* — *Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E.* — *Bulletins statistiques : Statistiques générales (O.C.D.E.).* — *Données statistiques (Conseil de l'Europe).* — *Journaux financiers : Agéfi, Het financieel Dagblad, The Financial Times, L'Information.*

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

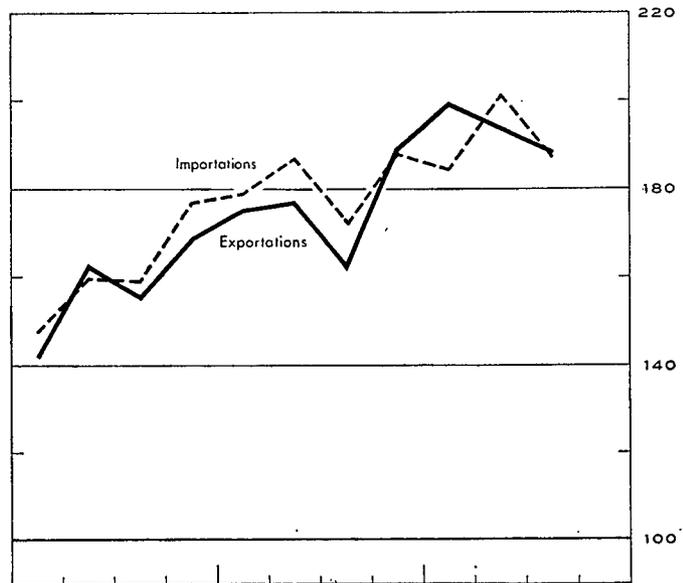
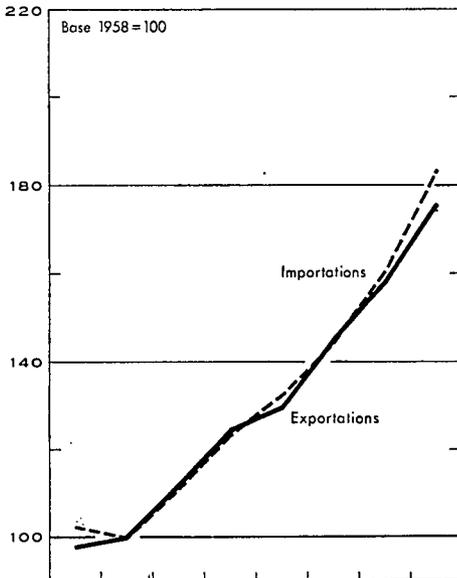
Source : I.N.S.

Milliards de francs



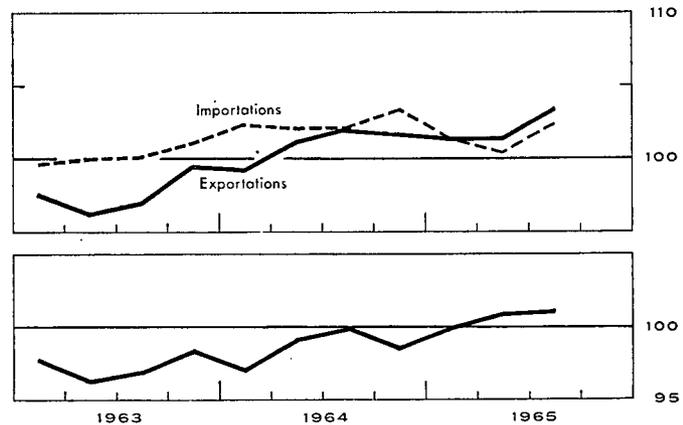
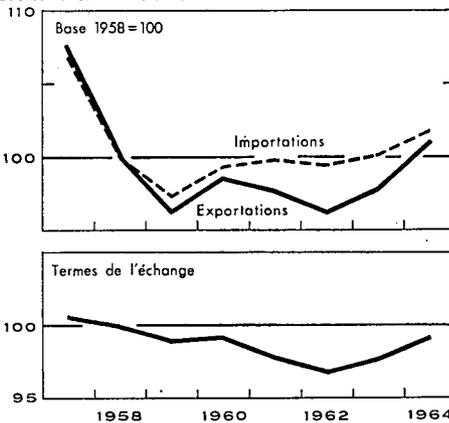
Source I.N.S. - Calculs B.N.B.

INDICES DU VOLUME



Source I.N.S. - Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1958 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange 1
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1957	14,3	13,3	- 1,0	93	102,5	97,8	106,9	107,6	100,7
1958	13,0	12,7	- 0,3	97	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1959	14,3	13,7	- 0,6	96	111,4	111,6	97,4	96,4	99,0
1960	16,5	15,7	- 0,8	95	123,8	125,0	99,4	98,7	99,3
1961	17,6	16,4	- 1,2	93	132,3	130,0	99,9	97,8	97,9
1962	19,0	18,0	- 1,0	95	144,6	145,1	99,5	96,4	96,9
1963	21,3	20,2	- 1,1	95	160,5	157,9	100,1	97,9	97,8
1964	24,7	23,3	- 1,4	94	182,8	175,7	101,9	101,1	99,2
1964 1 ^{er} trimestre	24,3	22,8	- 1,5	94	179,0	175,6	102,4	99,4	97,1
2 ^e trimestre	25,3	23,3	- 2,0	92	187,1	177,2	102,1	101,3	99,2
3 ^e trimestre	23,3	21,8	- 1,5	93	173,2	163,1	102,1	102,1	100,0
4 ^e trimestre	25,8	25,4	- 0,5	98	188,3	189,0	103,4	101,8	98,5
1965 1 ^{er} trimestre	24,7	26,2	+ 1,5	106	184,4	199,6	101,4	101,4	100,0
2 ^e trimestre	26,6	25,7	- 0,9	97	201,6	194,1	100,4	101,5	101,1
3 ^e trimestre	25,4	25,5	+ 0,1	100	187,7	188,7	102,4	103,5	101,1
1964 Janvier-novembre	24,5	23,1	- 1,4	94					
1965 Janvier-novembre	26,0	26,2	+ 0,2	101					
1964 Novembre	24,6	24,6	-	100					
Décembre	26,8	25,1	- 1,7	94					
1965 Janvier	22,8	24,1	+ 1,3	106					
Février	23,8	26,0	+ 2,2	109					
Mars	27,3	28,5	+ 1,2	104					
Avril	27,8	25,5	- 2,3	92					
Mai	25,7	24,2	- 1,5	94					
Juin	25,9	27,6	+ 1,7	107					
Juillet	25,2	25,6	+ 0,4	102					
Août	22,7	21,6	- 1,1	95					
Septembre	27,6	29,3	+ 1,7	106					
Octobre	<i>p</i> 27,7	27,6	<i>p</i> - 0,1	<i>p</i> 100					
Novembre	28,5	28,7	+ 0,2	101					

1 Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. — 1^o En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, les chiffres des trimestres et les chiffres des *x* premiers mois ne correspondent pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

2^o En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
1956	3,0	2,3	1,2	2,1	1,0	0,5	0,4	0,3	0,6	0,3	1,5	13,2
1957	3,1	2,5	1,0	2,2	1,0	0,5	0,4	0,3	0,5	0,3	1,5	13,3
1958	2,8	2,6	0,9	1,8	1,0	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4	1,6	12,7
1959	2,8	2,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,5	0,4	0,7	0,4	1,6	13,7
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1963	3,21	5,03	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,43	20,16
Nouvelle série												
1963	3,21	4,80	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,66	20,16
1964	3,75	5,85	1,84	3,56	1,65	0,27	0,65	0,57	1,17	0,84	3,14	23,29
1964 1 ^{er} trimestre	3,67	5,80	1,68	3,63	1,52	0,32	0,69	0,59	1,10	0,74	3,06	22,80
2 ^e trimestre	3,85	5,83	1,80	3,66	1,73	0,28	0,62	0,57	1,14	0,67	3,18	23,33
3 ^e trimestre	3,67	5,40	1,84	3,19	1,61	0,22	0,59	0,54	1,05	0,76	2,89	21,76
4 ^e trimestre	3,83	6,36	2,04	3,74	1,75	0,24	0,69	0,58	1,37	1,20	3,47	25,27
1965 1 ^{er} trimestre	4,21	7,02	2,17	3,79	1,97	0,18	0,58	0,55	1,14	1,17	3,43	26,21
2 ^e trimestre	4,08	7,08	2,05	3,55	1,90	0,18	0,68	0,51	1,23	0,99	3,50	25,75
3 ^e trimestre	4,06	6,41	2,32	3,60	2,02	0,18	0,77	0,58	1,10	1,06	3,40	25,50
1965 Février	4,20	6,39	2,10	3,58	1,80	0,17	0,70	0,52	2,02	1,10	3,39	25,97
Mars	4,18	8,13	2,31	4,11	2,12	0,16	0,71	0,53	1,34	1,18	3,76	28,53
Avril	4,42	7,01	2,02	3,42	1,80	0,17	0,60	0,53	0,86	1,13	3,51	25,47
Mai	3,76	6,58	1,80	3,41	1,83	0,16	0,71	0,43	1,48	0,77	3,27	24,20
Juin	4,07	7,65	2,33	3,81	2,07	0,20	0,71	0,57	1,34	1,09	3,73	27,57
Juillet	3,91	7,15	2,30	3,48	1,88	0,18	0,66	0,51	1,19	1,01	3,38	25,65
Août	3,86	4,86	2,04	2,85	1,91	0,16	0,92	0,53	0,66	0,87	2,95	21,61
Septembre	4,42	7,20	2,62	4,49	2,28	0,19	0,73	0,70	1,46	1,29	3,93	29,31
Octobre	4,09	7,49	2,30	4,13	2,13	0,16	0,63	0,63	1,05	1,29	3,70	27,60

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

Pour une analyse du commerce extérieur de 1948 à 1957 : voir le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXIV^e année, vol. II, no 1, juillet 1959. — Pour l'analyse de l'année 1959 : XXXV^e année, vol. II, no 1, juillet 1960; de l'année 1960 : XXXVI^e année, vol. II, no 1, août 1961; de l'année 1961 : XXXVII^e année, vol. II, no 1, juillet 1962; de l'année 1962 : XXXVIII^e année, vol. II, no 1 - 2, juillet-août 1963; de l'année 1963 : XXXIX^e année, vol. II, no 3, septembre 1964; de l'année 1964 : XL^e année, vol. II no 1-2, juillet-août 1965.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés													Biens de consommation					Biens d'équipement 13	Divers 14	Total général				
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production				Total	non durables				durables 12			
													combustibles		produits chimiques 9	produits métalliques 10		autres produits 10					alimentaires		autres 11
													liquides 8	autres									produits animaux	produits végétaux	
1954	7.197	1.957	1.212	1.033	293	194	118	103	74			541	439	250		988	2.263	349	643		1.271	1.164	...	10.624	
1955	8.238	2.540	1.211	912	417	240	116	127	74			649	474	306		1.172	2.367	369	637		1.361	1.245	...	11.850	
1956	9.434	3.065	1.277	1.089	507	196	124	132	78			809	612	367		1.178	2.554	385	735		1.434	1.646	1	13.635	
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88			1.022	717	401		1.257	2.844	404	767		1.673	1.643	1	14.302	
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.682	1	13.037	
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.689	1	14.341	
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	...	16.488	
1960 *	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.631	1.850	...	16.488
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	285	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.223	1	17.579
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.568	3	18.981
1963	14.395	4.700	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	4.019	462	920	360	2.277	2.833	3	21.300
1963	14.400	4.705	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	3.937	462	920	360	2.195	2.884	79	21.300
1964	16.163	5.145	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.077	442	931	4.972	696	1.050	402	2.824	3.459	83	24.677
1963 4 ^e trimestre	15.979	5.158	1.798	1.763	1.052	369	231	304	127	329	87	994	375	1.097	993	386	916	4.383	568	975	376	2.464	3.171	72	23.605
1964 1 ^{er} trimestre	16.066	4.930	2.005	1.822	1.110	270	275	266	125	330	96	956	543	988	1.059	415	876	4.847	610	1.079	405	2.753	3.283	68	24.264
2 ^e trimestre	16.386	5.411	2.172	1.399	1.150	407	227	302	139	391	92	821	421	976	1.080	457	941	5.113	649	1.197	385	2.882	3.672	114	25.285
3 ^e trimestre	15.411	4.890	1.794	1.441	1.060	520	191	300	131	352	77	1.048	302	959	1.008	420	918	4.646	649	886	373	2.738	3.177	90	23.324
4 ^e trimestre	16.788	5.348	1.862	1.700	1.184	391	240	304	165	368	87	1.144	355	1.016	1.159	476	989	5.283	876	1.037	447	2.923	3.703	59	25.833
1965 1 ^{er} trimestre	15.978	5.041	1.790	1.738	1.149	251	239	293	124	337	105	1.041	416	861	1.132	464	997	5.410	815	973	472	3.150	3.290	65	24.743
2 ^e trimestre	17.133	6.051	1.746	1.529	942	373	249	285	149	410	102	1.217	320	919	1.241	502	1.098	5.784	772	1.189	465	3.358	3.652	34	26.603
3 ^e trimestre	16.422	5.321	1.606	1.752	1.117	447	217	291	158	392	88	1.128	306	972	1.141	472	1.014	5.577	769	1.151	498	3.159	3.208	214	25.421

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement ».

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.

Rubrique modifiée, en 1963, par l'incorporation de produits repris précédemment dans le poste « Biens de consommation durables ».

2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

5 Nouvelle rubrique à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

8 Rubrique scindée, à partir de 1960, : voir note 7.

9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de consommation durables ».

12 Rubrique modifiée.

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

c) en 1964, par exclusion de produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques » et au poste « Divers ».

13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

14 Rubrique constituée, en ordre principal, depuis 1963, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1963	1964				1965		
										4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits.																	
Biens de production	105,9	109,4	100,0	98,6	100,8	100,2	98,7	98,9	100,4	100,2	101,1	101,2	100,5	101,7	99,2	97,6	100,5
Biens de consommation	101,7	103,4	100,0	96,9	96,9	99,0	98,9	100,0	102,3	100,7	101,9	102,3	102,4	105,3	104,4	104,9	105,3
Biens d'équipement	92,8	100,7	100,0	92,1	97,5	101,1	106,5	108,4	110,8	108,6	111,7	108,5	111,9	111,5	109,0	110,2	109,0
Ensemble ...	103,1	106,9	100,0	97,4	99,4	99,9	99,5	100,1	101,9	101,1	102,4	102,1	102,1	103,4	101,4	100,4	102,4
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits.																	
Sidérurgie	106,0	113,5	100,0	93,2	103,0	98,5	93,7	91,3	92,6	91,0	90,3	92,0	93,9	94,1	92,8	93,1	93,0
Fabrications métalliques	93,5	103,3	100,0	95,2	93,0	94,8	95,3	100,0	102,6	102,5	100,3	104,2	103,6	103,1	101,3	102,4	106,9
Métaux non ferreux	144,8	118,6	100,0	111,4	116,6	110,7	109,4	111,2	123,3	113,0	116,9	119,9	126,7	132,1	135,5	135,9	139,5
Textiles	107,6	110,7	100,0	94,7	100,0	101,2	100,7	103,7	109,1	107,0	109,0	108,4	110,9	108,6	107,6	104,5	109,5
Produits chimiques	107,8	102,8	100,0	98,6	98,2	98,7	94,7	92,4	94,2	93,3	94,8	93,9	93,1	95,4	96,9	96,6	96,3
Industrie houillère	88,2	102,7	100,0	81,8	74,6	70,3	71,9	81,9	96,8	83,8	96,9	104,7	93,3	91,7	77,3	75,2	78,5
Industrie pétrolière	84,2	103,8	100,0	93,9	85,2	85,2	83,2	80,8	78,5	80,5	82,2	78,2	78,1	76,1	78,0	79,4	77,2
Verres et glaces	97,1	98,9	100,0	100,1	99,5	101,1	99,8	96,6	99,1	99,3	98,3	100,0	98,8	98,7	98,7	97,6	97,3
Produits agricoles	106,2	101,3	100,0	99,3	98,2	100,3	105,0	114,3	109,3	115,9	99,7	113,0	109,7	110,3	107,6	111,7	116,7
Ciments	99,4	99,0	100,0	97,6	94,6	99,0	98,3	98,6	100,2	102,1	99,7	98,1	104,0	99,5	103,7	100,6	101,1
Carrières	94,3	101,6	100,0	96,1	101,6	98,2	96,8	95,4	96,1	94,5	97,6	94,9	95,7	95,0	98,2	98,2	98,0
Céramiques	96,7	100,6	100,0	97,8	88,3	91,1	95,7	100,7	109,4	100,9	105,4	105,7	112,1	112,3	110,2	109,0	112,1
Bois et meubles	102,5	105,4	100,0	96,5	98,3	99,3	97,0	99,0	104,7	99,0	102,3	103,7	102,6	106,8	106,9	106,2	108,6
Peaux, cuirs et chaussures	96,7	103,7	100,0	109,0	110,6	110,3	108,8	102,7	107,6	103,4	110,0	107,2	108,9	110,3	114,2	117,0	116,9
Papier et livre	100,0	99,1	100,0	92,6	94,5	92,4	95,3	92,7	95,4	93,9	95,3	94,5	96,4	95,0	99,1	97,2	98,9
Tabacs manufacturés	99,7	101,5	100,0	95,3	95,7	100,5	111,7	105,7	100,7	102,8	97,9	104,4	103,9	97,6	101,0	115,9	115,9
Caoutchouc	108,9	104,6	100,0	97,4	92,6	88,4	86,2	83,0	84,1	84,7	82,8	83,7	82,1	85,1	83,3	85,3	85,4
Industries alimentaires	102,5	109,6	100,0	91,1	91,1	91,1	89,6	94,2	97,7	97,7	100,3	99,5	100,7	95,0	98,8	96,8	97,0
Divers	85,4	103,9	100,0	99,1	95,3	90,1	87,8	88,9	93,0	91,5	88,6	94,2	97,6	92,3	89,7	92,7	81,1
Ensemble ...	103,3	107,6	100,0	96,4	98,7	97,8	96,4	97,9	101,1	99,6	99,4	101,3	102,1	101,8	101,4	101,5	103,5
INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE ¹																	
Ensemble ...	100,2	100,7	100,0	99,0	99,3	97,9	96,9	97,8	99,2	98,5	97,1	99,2	100,0	98,5	100,0	101,1	101,1

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir 2^e du N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965				1966			
										4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits.																	
Biens de production	103,9	104,4	100,0	111,3	124,4	130,9	145,6	159,7	175,8	175,6	173,6	176,9	167,5	179,5	175,3	194,4	179,5
Biens de consommation	91,9	99,9	100,0	110,9	121,5	128,1	131,8	152,4	187,9	169,6	185,5	194,9	177,1	195,7	201,4	213,8	203,7
Biens d'équipement	100,8	97,0	100,0	112,5	122,9	147,7	161,4	179,3	213,7	199,9	200,1	231,5	199,4	225,4	208,4	223,1	206,4
Ensemble ...	101,1	102,5	100,0	111,4	123,8	132,3	144,6	160,5	182,8	177,1	179,0	187,1	173,2	188,3	184,4	201,6	187,7
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits.																	
Sidérurgie	101,7	99,5	100,0	110,8	127,4	117,5	127,3	130,9	151,6	133,0	152,8	155,6	146,0	152,2	169,2	163,9	163,4
Fabrications métalliques	92,5	92,2	100,0	109,1	130,5	141,2	164,6	175,0	208,2	183,2	208,8	210,7	189,9	226,6	257,5	253,6	217,6
Métaux non ferreux	97,4	90,6	100,0	111,3	124,3	131,9	135,2	150,7	162,5	164,6	156,6	163,7	158,1	168,2	174,2	164,4	181,8
Textiles	108,6	110,0	100,0	119,6	129,5	139,0	158,5	170,0	177,6	186,1	181,7	183,9	156,7	187,8	192,2	185,8	179,0
Produits chimiques	85,4	94,6	100,0	115,6	115,3	123,4	130,3	151,0	166,4	161,1	153,3	174,0	165,2	174,6	192,7	186,2	198,3
Industrie houillère	153,3	137,7	100,0	78,8	82,3	90,7	88,1	85,6	78,2	98,4	94,8	76,9	67,1	74,2	66,1	67,5	64,9
Industrie pétrolière	93,6	81,9	100,0	100,1	103,8	97,2	107,1	154,3	156,0	154,7	158,5	150,4	142,1	170,7	140,4	160,7	188,1
Verres et glaces	102,5	91,2	100,0	130,2	143,7	145,1	168,8	169,5	188,1	180,5	196,3	187,3	178,7	193,4	181,9	169,1	193,6
Produits agricoles	79,3	71,7	100,0	96,9	100,1	110,5	138,0	158,3	157,2	195,3	165,0	127,0	142,8	231,6	234,5	189,1	186,4
Ciments	135,2	142,6	100,0	114,5	108,2	111,3	109,2	99,3	115,8	110,0	98,5	125,1	107,1	132,3	124,5	140,6	146,8
Carrières	108,8	108,3	100,0	111,4	117,6	131,6	154,0	173,9	204,9	200,5	181,3	219,8	208,9	214,1	200,6	213,3	224,4
Céramiques	130,7	110,6	100,0	120,7	172,7	229,3	196,3	206,7	250,5	249,6	230,3	240,4	247,4	285,2	244,7	269,3	259,5
Bois et meubles	118,1	113,4	100,0	129,4	162,3	205,5	287,1	349,4	399,0	411,4	401,1	417,2	370,4	405,0	413,0	462,4	419,7
Peaux, cuirs et chaussures	110,7	98,5	100,0	120,9	124,4	160,1	175,8	195,5	209,2	222,1	217,0	193,9	200,8	218,4	208,8	192,7	210,2
Papier et livre	87,5	98,4	100,0	114,0	133,4	140,2	161,8	181,7	205,9	203,6	195,3	210,0	188,2	228,2	223,4	232,9	217,2
Tabacs manufacturés	58,2	82,7	100,0	126,2	147,9	178,8	167,2	216,0	278,0	269,0	249,5	256,8	266,5	339,1	290,6	299,1	320,0
Caoutchouc	108,0	99,8	100,0	117,0	124,8	148,1	165,6	187,0	222,0	194,6	221,6	216,7	205,3	260,3	275,1	269,3	250,9
Industries alimentaires	96,9	92,4	100,0	112,8	130,5	154,1	185,8	209,9	234,0	218,9	211,2	232,4	207,0	289,2	251,8	280,6	271,4
Divers	127,7	99,0	100,0	117,4	138,5	147,9	153,7	155,1	159,9	169,1	187,0	157,7	146,6	152,3	188,8	163,4	166,6
Ensemble ...	100,4	97,8	100,0	111,6	125,0	130,0	145,1	157,9	175,7	168,8	175,6	177,2	163,1	189,0	199,6	194,1	188,7

* Voir 2^e du N.B. au tableau VIII-1.

VIII · 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale ¹			France ¹			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1956	2,03	1,34	- 0,69	1,62	1,41	- 0,21	1,78	2,89	+ 1,11
1957	2,23	1,36	- 0,87	1,70	1,46	- 0,24	2,02	3,02	+ 1,00
1958	2,24	1,46	- 0,78	1,51	1,34	- 0,17	2,05	2,63	+ 0,58
1959	2,34	1,82	- 0,52	1,80	1,25	- 0,55	2,26	2,92	+ 0,66
1960	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1962	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1963	4,10	3,73	- 0,37	3,20	2,94	- 0,26	3,14	4,55	+ 1,41
1964	4,89	4,83	- 0,06	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67
1964 1 ^{er} trimestre	4,70	4,19	- 0,51	3,92	3,53	- 0,39	3,61	5,24	+ 1,63
2 ^e trimestre	5,05	4,68	- 0,37	3,83	3,65	- 0,18	3,57	5,42	+ 1,85
3 ^e trimestre	4,64	4,75	+ 0,11	3,14	3,12	- 0,02	3,44	4,96	+ 1,52
4 ^e trimestre	5,17	5,69	+ 0,52	3,72	3,80	+ 0,08	4,05	5,75	+ 1,70
1965 1 ^{er} trimestre	4,98	5,62	+ 0,64	3,94	3,74	- 0,20	3,95	5,82	+ 1,87
2 ^e trimestre	5,33	5,86	+ 0,53	4,20	3,86	- 0,34	3,87	5,80	+ 1,93
3 ^e trimestre	4,94	5,78	+ 0,84	3,79	3,45	- 0,34	3,77	5,32	+ 1,55
1964 Novembre	4,92	5,39	+ 0,47	3,49	3,65	+ 0,16	3,96	5,51	+ 1,55
Décembre	5,44	5,92	+ 0,48	3,84	3,90	+ 0,06	3,86	5,74	+ 1,88
1965 Janvier	4,53	5,01	+ 0,48	3,62	3,42	- 0,20	3,52	5,06	+ 1,54
Février	4,64	5,38	+ 0,74	3,97	3,70	- 0,27	3,90	5,56	+ 1,66
Mars	5,64	6,46	+ 0,82	4,21	4,11	- 0,10	4,43	6,84	+ 2,41
Avril	5,63	5,68	+ 0,15	4,58	3,72	- 0,86	3,92	5,58	+ 1,66
Mai	5,09	5,11	+ 0,02	4,02	3,89	- 0,13	3,79	5,79	+ 2,00
Juin	5,18	6,77	+ 1,59	3,98	3,97	- 0,01	3,86	6,04	+ 2,18
Juillet	4,94	6,37	+ 1,43	3,77	3,66	- 0,21	3,33	5,34	+ 2,01
Août	4,44	4,09	- 0,35	3,04	2,85	- 0,19	3,51	4,40	+ 0,89
Septembre	5,33	6,89	+ 1,56	4,50	3,96	- 0,54	4,37	6,28	+ 1,91
Octobre	p 5,74	5,87	p+ 0,13	p 4,50	4,15	p- 0,35	p 4,32	6,11	p+ 1,79
Novembre	p	6,42			4,58			6,59	
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métrop. européennes O.C.D.E. ²		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1956	0,20	0,26	+ 0,06	5,63	5,90	+ 0,27	7,75	8,26	+ 0,51
1957	0,27	0,28	+ 0,01	6,22	6,12	- 0,10	8,47	8,42	- 0,05
1958	0,28	0,29	+ 0,01	6,08	5,72	- 0,36	8,03	7,92	- 0,11
1959	0,34	0,36	+ 0,02	6,74	6,35	- 0,39	8,94	8,71	- 0,23
1960	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1962	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1963	0,74	1,04	+ 0,30	11,18	12,26	+ 1,08	14,33	15,51	+ 1,18
1964	0,94	0,88	- 0,06	13,15	14,58	+ 1,43	16,64	17,96	+ 1,32
1964 1 ^{er} trimestre	0,90	1,00	+ 0,10	13,13	13,96	+ 0,83	16,51	17,36	+ 0,85
2 ^e trimestre	1,02	0,86	- 0,16	13,46	14,61	+ 1,15	17,06	18,06	+ 1,00
3 ^e trimestre	0,96	0,80	- 0,16	12,18	13,63	+ 1,45	15,47	16,62	+ 1,15
4 ^e trimestre	0,87	0,88	+ 0,01	13,81	16,12	+ 2,31	17,53	19,81	+ 2,28
1965 1 ^{er} trimestre	0,95	0,91	- 0,04	13,82	16,09	+ 2,27	17,42	20,15	+ 2,73
2 ^e trimestre	0,97	0,88	- 0,09	14,37	16,40	+ 2,03	17,87	20,05	+ 2,18
3 ^e trimestre	1,16	0,86	- 0,30	13,66	15,41	+ 1,75	17,12	19,21	+ 2,09
1964 Novembre	0,74	0,86	+ 0,12	13,11	15,41	+ 2,30	16,74	19,20	+ 2,46
Décembre	0,90	0,91	+ 0,01	14,04	16,47	+ 2,43	17,91	20,05	+ 2,14
1965 Janvier	0,73	0,92	+ 0,19	12,40	14,41	+ 2,01	15,80	18,74	+ 2,94
Février	0,94	0,82	- 0,12	13,45	15,46	+ 2,01	16,95	19,17	+ 2,22
Mars	1,18	0,99	- 0,19	15,46	18,40	+ 2,94	19,33	22,55	+ 3,22
Avril	1,07	0,94	- 0,13	15,10	15,92	+ 0,82	18,59	19,60	+ 1,01
Mai	0,95	0,86	- 0,09	13,85	15,65	+ 1,80	17,30	18,97	+ 1,67
Juin	0,90	0,85	- 0,05	13,92	17,63	+ 3,71	17,42	21,56	+ 4,14
Juillet	1,37	0,97	- 0,40	13,41	16,24	+ 2,83	16,99	19,83	+ 2,84
Août	1,06	0,71	- 0,35	12,05	12,05	...	14,79	15,39	+ 0,60
Septembre	1,03	0,87	- 0,16	15,23	18,00	+ 2,77	19,09	22,47	+ 3,38
Octobre	p 1,07	0,90	p- 0,17	p 15,63	17,03	p+ 1,40	p 19,73	20,94	p+ 1,21
Novembre	p	1,05			18,64			22,74	

¹ La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1^{er} semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2^e semestre 1959.

² Y compris l'Espagne à partir de 1960.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1956	1,70	1,26	- 0,44	1,10	0,84	- 0,26	1,14	0,94	- 0,20
1957	1,77	1,09	- 0,68	1,17	0,74	- 0,43	1,18	0,87	- 0,31
1958	1,29	1,17	- 0,12	0,96	0,72	- 0,24	0,97	0,80	- 0,17
1959	1,35	1,81	+ 0,46	1,19	0,81	- 0,38	1,11	0,68	- 0,43
1960	1,63	1,49	- 0,14	1,21	0,87	- 0,34	0,95	0,83	- 0,12
1961	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,95	0,81	- 0,14
1962	1,88	1,72	- 0,16	1,53	0,90	- 0,63	1,14	0,74	- 0,40
1963	1,97	1,71	- 0,26	1,76	1,16	- 0,60	1,29	0,81	- 0,48
1964	2,19	1,88	- 0,31	1,89	1,15	- 0,74	1,47	0,88	- 0,59
1964 1 ^{er} trimestre	2,17	1,88	- 0,29	1,80	1,24	- 0,56	1,41	0,99	- 0,42
2 ^e trimestre	2,18	1,97	- 0,21	2,03	1,17	- 0,86	1,69	0,85	- 0,84
3 ^e trimestre	2,06	1,87	- 0,19	1,82	0,95	- 0,87	1,44	0,77	- 0,67
4 ^e trimestre	2,33	1,79	- 0,54	1,91	1,25	- 0,66	1,35	0,89	- 0,46
1965 1 ^{er} trimestre	1,77	1,98	+ 0,21	2,00	1,32	- 0,68	1,50	1,15	- 0,35
2 ^e trimestre	2,46	2,12	- 0,34	1,88	1,12	- 0,76	1,71	0,95	- 0,76
3 ^e trimestre	2,27	2,37	+ 0,10	1,81	1,25	- 0,56	1,54	0,96	- 0,58
1964 Novembre	2,16	1,81	- 0,35	1,87	1,27	- 0,60	1,48	0,89	- 0,59
Décembre	2,68	1,54	- 1,14	1,89	1,19	- 0,70	1,46	0,89	- 0,57
1965 Janvier	1,83	1,45	- 0,38	1,82	1,38	- 0,44	1,21	0,96	- 0,25
Février	1,10	2,46	+ 1,36	2,01	1,25	- 0,76	1,76	1,38	- 0,38
Mars	2,38	2,03	- 0,35	2,17	1,31	- 0,86	1,45	1,13	- 0,32
Avril	2,86	2,21	- 0,65	1,89	1,09	- 0,80	1,66	1,02	- 0,64
Mai	2,20	1,97	- 0,23	1,84	1,04	- 0,80	1,86	0,82	- 1,04
Juin	2,30	2,17	- 0,13	1,88	1,22	- 0,66	1,61	1,03	- 0,58
Juillet	2,20	2,09	- 0,11	2,09	1,26	- 0,83	1,69	0,94	- 0,75
Août	2,08	2,39	+ 0,31	1,29	1,02	- 0,27	1,44	1,00	- 0,44
Septembre	2,46	2,63	+ 0,17	1,95	1,46	- 0,49	1,47	0,95	- 0,52
Octobre	p 2,26	2,62	p+ 0,36	p 2,26	1,26	p- 1,00		0,96	
Novembre		2,04			1,37				

Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine 1			Congo et Rwanda-Burundi			Europe orientale		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1956	0,70	0,55	- 0,15	1,01	0,59	- 0,42	0,43	0,45	+ 0,02
1957	0,65	0,80	+ 0,15	0,79	0,58	- 0,21	0,44	0,40	- 0,04
1958	0,63	0,77	+ 0,14	0,69	0,49	- 0,20	0,39	0,37	- 0,02
1959	0,64	0,72	+ 0,08	0,81	0,38	- 0,43	0,46	0,37	- 0,09
1960	0,75	0,68	- 0,07	1,11	0,26	- 0,85	0,50	0,57	+ 0,07
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,56	0,55	- 0,01
1962	0,85	0,58	- 0,27	0,76	0,21	- 0,55	0,61	0,50	- 0,11
1963	0,92	0,46	- 0,46	0,71	0,21	- 0,50	0,67	0,46	- 0,21
1964	0,96	0,61	- 0,35	0,86	0,28	- 0,58	0,74	0,51	- 0,23
1964 1 ^{er} trimestre	0,92	0,56	- 0,36	0,79	0,27	- 0,52	0,62	0,52	- 0,10
2 ^e trimestre	1,13	0,57	- 0,48	0,91	0,26	- 0,65	0,70	0,54	- 0,16
3 ^e trimestre	0,85	0,64	- 0,21	0,90	0,28	- 0,62	0,82	0,46	- 0,36
4 ^e trimestre	0,94	0,66	- 0,28	0,84	0,33	- 0,51	0,81	0,50	- 0,31
1965 1 ^{er} trimestre	0,94	0,68	- 0,26	0,69	0,29	- 0,40	0,63	0,66	+ 0,03
2 ^e trimestre	0,96	0,52	- 0,44	0,99	0,30	- 0,69	0,70	0,54	- 0,16
3 ^e trimestre	0,99	0,64	- 0,35	0,89	0,29	- 0,60	0,77	0,60	- 0,17
1964 Octobre	1,01	0,75	- 0,26	0,82	0,36	- 0,46	0,73	0,48	- 0,25
Novembre	0,83	0,57	- 0,26	0,71	0,28	- 0,43	0,78	0,45	- 0,33
Décembre	0,99	0,68	- 0,31	0,77	0,34	- 0,43	0,89	0,53	- 0,36
1965 Janvier	0,99	0,78	- 0,21	0,48	0,34	- 0,14	0,63	0,66	+ 0,03
Février	0,86	0,70	- 0,16	0,82	0,27	- 0,55	0,64	0,63	- 0,01
Mars	0,97	0,55	- 0,42	0,76	0,27	- 0,49	0,62	0,69	+ 0,07
Avril	0,98	0,61	- 0,37	1,22	0,28	- 0,94	0,61	0,49	- 0,12
Mai	0,92	0,37	- 0,55	0,80	0,23	- 0,57	0,61	0,50	- 0,11
Juin	0,97	0,58	- 0,39	0,94	0,35	- 0,59	0,85	0,63	- 0,22
Juillet	1,06	0,56	- 0,50	0,80	0,32	- 0,48	0,77	0,66	- 0,11
Août	0,82	0,60	- 0,22	0,87	0,20	- 0,67	0,76	0,57	- 0,19
Septembre	1,05	0,76	- 0,29	0,99	0,35	- 0,64	0,75	0,55	- 0,20
Octobre		0,71			0,28			0,64	

1 Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — cfr. N.B. du tableau VIII - 2.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS

IX - 1. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE *

Chiffres annuels — Ancienne série

(milliards de francs)

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
A. Transactions sur biens et services.										
1. Opérations sur marchandises ¹ :										
1.1. Exportations - Importations (f.o.b.) ²	+ 11,1	- 1,7	- 5,9	+ 1,5	+ 1,0	- 6,4	+ 0,9	- 4,2	- 1,9	- 5,7
1.2. Travail à façon	+ 3,1	+ 2,1	+ 1,6	+ 2,0	+ 2,6	+ 2,6	+ 2,4	+ 1,8	+ 2,6	+ 3,4
1.3. Opérations d'arbitrage	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,4	+ 1,9	+ 2,6	+ 1,2	+ 0,6	+ 0,6	+ 2,3
2. Or non monétaire	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,8	- 1,1	...	- 0,6	- 0,6	- 1,1
3. Transports ²	- 4,6	- 2,3	- 2,7	+ 1,1	+ 0,8	+ 3,0	+ 2,8	+ 2,5	+ 1,2	- 0,6
4. Primes et indemnités d'assurances	- 0,2	...	- 0,1	- 0,7	- 0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 0,7
5. Déplacements à l'étranger ^{1 3}	- 1,5	- 0,8	- 0,2	+ 0,3	+ 1,0	+ 1,1	+ 3,3	- 1,4	- 1,4	- 1,1
6. Revenus d'investissements	+ 0,8	+ 1,1	+ 1,1	+ 2,1	+ 3,5	+ 3,3	+ 2,5	+ 1,1	+ 2,3	+ 2,4
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,6	- 0,4	- 1,1	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	- 0,6	- 2,2	- 2,4	- 2,7
8. Autres	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,8	+ 2,4	+ 3,6	+ 3,9	+ 5,7	+ 4,3	+ 5,4	+ 5,6
Total des transactions sur biens et services ...	+ 10,9	...	- 3,8	+ 9,8	+ 12,0	+ 8,5	+ 17,5	+ 1,2	+ 4,9	+ 1,8
B. Transferts.										
9. Transferts privés	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 3,2	+ 3,1	+ 3,5
10. Transferts de l'Etat ...	+ 0,4	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,8	- 2,5	- 0,8
Total des transferts ...	+ 0,6	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 2,4	+ 0,6	+ 2,7
C. Mouvements des capitaux.										
11. Etat				+ 2,3	- 3,8	+ 0,8 ⁵	+ 1,2	- 3,0	+ 3,2	- 5,8
12. Autres pouvoirs publics				+ 0,2	+ 0,2	- 0,2	...	- 0,8	+ 1,7	+ 0,1
13. Organismes paraétatiques d'exploitation	- 3,7	+ 1,4	+ 2,6	...	...	...	+ 1,8	- 0,1	- 0,1	+ 1,9
14. Organismes paraétatiques de crédit .....				...	...	+ 0,8	- 0,6	- 0,5	+ 0,1	+ 0,2
15. Autres :										
15.1 Court terme recensé	- 1,3	+ 0,4	+ 0,5	- 0,5	+ 1,0	- 0,9	- 0,1	- 1,2	+ 0,2	- 1,3
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières ⁴ :										
a) belges et luxemb.	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 0,5	+ 1,5
b) étrangères	-	-	-	-	-	-	-	-	- 4,5	- 4,7
15.3 Autres ^{1 3 4}	- 1,5	- 2,4	- 3,9	- 7,2	- 9,0	- 6,6 ⁵	- 4,9	- 0,3	+ 1,3	+ 5,5
Total du mouvement des capitaux ...	- 6,5	- 0,6	- 0,8	- 5,2	- 11,6	- 6,1	- 2,6	- 5,9	+ 2,4	- 2,6
D. Opérations non déterminées ¹	-	-	-	- 1,3	- 1,8	- 2,2	- 0,7	- 1,9	- 2,1	- 1,9
E. Erreurs et omissions	- 1,6	+ 0,1	...	...	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,6
Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 3,4	+ 0,1	- 3,6	+ 4,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 15,9	- 4,1	+ 6,2	+ 0,6

* Les balances des années 1952 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes.

¹ Les opérations non déterminées paraissent comprendre surtout des opérations sur marchandises (rubrique 1), des déplacements à l'étranger (rubrique 5) et des mouvements de capitaux (rubrique 15.3) sans qu'il soit possible de les ventiler entre ces différentes rubriques pour toutes les années couvertes par le présent tableau. Une telle ventilation est possible cependant pour 1961 et elle a été effectuée au tableau IX-2. Elle n'a, par contre, pas été effectuée dans le présent tableau, car si elle l'avait été, les chiffres de 1961 n'auraient plus été comparables à ceux des années antérieures.

² La rubrique 1.1 « Exportations et importations f.o.b. » comprend, en principe, les dépenses de transports autres que celles afférentes à l'importation des marchandises.

³ Il n'est pas toujours aisé de faire le départ entre les déplacements à l'étranger et les mouvements de capitaux qui doivent être recensés sous la rubrique 15.8 « Autres ». Il semble qu'en 1955, 1956 et 1957, le solde de la première de ces rubriques a été en réalité moins favorable et le solde de la seconde plus favorable qu'il ne ressort du présent tableau, tandis qu'en 1958 l'inverse paraît avoir été le cas. On ne dispose cependant pas d'éléments suffisamment précis pour pouvoir rectifier les chiffres.

⁴ Pour les années 1960 et 1961, des transactions sur valeurs mobilières (rubrique 15.2) ont pu être isolées des autres mouvements de capitaux du secteur privé (rubrique 15.3); pour la période 1952-1959, cette répartition n'a pu être effectuée, faute d'informations.

⁵ Les entrées de capitaux incluses dans la rubrique 11 « Etat » et les sorties de capitaux recensées dans la rubrique 15.3 « Autres » comprennent la partie de l'emprunt de \$ 80 millions de l'Etat belge sur le marché américain qui a été souscrite par des résidents belgo-luxembourgeois; le montant de ces souscriptions n'est cependant pas connu.

**IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres semestriels et annuels — Nouvelle série *

(milliards de francs)

	1961	1962	1963	1964			1965	
	Année	Année	Année	1er semestre	2e semestre	Année	1er semestre	
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	- 6,1	- 6,4	- 9,0	- 6,8	- 1,9	- 8,7	+ 2,0	
1.12 Travail à façon	+ 2,7	+ 3,8	+ 3,3	+ 2,2	+ 3,0	+ 5,2	+ 3,5	
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 2,3	+ 3,1	+ 2,4	+ 2,8	+ 2,6	+ 5,4	+ 1,9	
1.2 Or non monétaire	- 0,9	- 0,5	- 0,7	- 0,5	- 0,3	- 0,8	- 1,0	
1.3 Frets et assurances pour le transport des marchandises ²								
1.4 Autres frais de transport	- 0,4	+ 0,7	- 0,3	- 0,1	- 0,3	- 0,4	...	
1.5 Déplacements à l'étranger ⁴	- 2,4	- 2,2	- 3,2	- 1,7	- 1,7	- 3,4	+ 0,4	+ 1,5
1.6 Revenus d'investissements	+ 1,3	+ 0,1	- 1,0	- 1,2	+ 0,3	- 0,9	- 0,6	
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 0,1	- 0,2	- 1,0	- 1,1	- 1,2	- 2,3	- 0,2	
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers ⁴	+ 3,3	+ 3,7	+ 4,0	+ 1,9	+ 2,1	+ 4,0	+ 1,5	
1.82 Autres	+ 1,8	+ 1,5	+ 0,1	+ 0,4	- 0,2	+ 0,2	+ 0,4	
Total 1 ...	+ 1,5	+ 3,4	- 4,6	- 3,6	+ 2,9	- 0,7	+ 6,4	
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés ⁴	+ 3,0	+ 2,6	+ 2,5	+ 1,3	+ 1,7	+ 3,0	+ 1,5	
2.2 Transferts de l'Etat	- 2,3	- 1,8	- 3,1	- 1,3	- 1,1	- 2,4	- 1,0	
Total 2 ...	+ 0,7	+ 0,8	- 0,6	...	+ 0,6	+ 0,6	+ 0,5	
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat	- 5,3	- 2,2	+ 2,4	+ 0,8	- 0,4	+ 0,4	- 4,9	
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,2	+ 1,1	+ 0,9	
Total 3 ...	- 5,2	- 1,8	+ 2,5	+ 1,7	- 0,2	+ 1,5	- 4,0	
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation .	+ 1,9	- 0,1	- 0,1	+ 0,4	- 0,1	+ 0,3	+ 0,9	
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	+ 0,2	- 0,7	+ 0,7	+ 2,2	- 0,2	+ 2,0	...	
4.3 Secteur privé :								
4.31 Transactions identifiées en valeurs mobilières ⁴ :								
a) belges et luxembourg.	+ 1,5	+ 0,8	+ 0,8	- 0,2	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,5	
b) étrangères	- 4,7	- 3,0	- 5,1	- 1,3	+ 0,3	- 1,0	- 0,5	
4.32 Autres (y compris investissements directs)	+ 5,2	+ 3,4	+ 5,8	+ 1,2	+ 6,2	+ 7,4	+ 2,7	
Total 4 ...	+ 4,1	+ 0,4	+ 2,1	+ 2,3	+ 6,5	+ 8,8	+ 3,6	
5. Erreurs et omissions	+ 0,6	+ 1,4	+ 0,6	+ 0,8	- 0,3	+ 0,5	- 1,1	
Total 1 à 5 ...	+ 1,7	+ 4,2	...	+ 1,2	+ 9,5	+ 10,7	+ 5,4	
6. Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	- 1,1	- 0,2	- 0,1	- 0,3	+ 0,2	- 0,1	- 0,4	
7. Total (1 à 6) correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 0,6	+ 4,0	- 0,1	+ 0,9	+ 9,7	+ 10,6	+ 5,0	
Banque Nationale	+ 12,2	- 1,7	+ 11,2	+ 1,0	+ 11,6	+ 12,6	+ 5,6	
Autres	- 11,6	+ 5,7	- 11,3	- 0,1	- 1,9	- 2,0	- 0,6	

* Diverses modifications, apportées pour suivre les prescriptions du « Balance of Payments Manual » du Fonds Monétaire International ont eu pour effet de rompre la continuité des séries statistiques disponibles en matière de balance des paiements.

La nouvelle série diffère essentiellement de la série 1955-1961 du tableau IX-1 sur les points suivants :

- les importations comprennent désormais la valeur de certaines marchandises qui étaient antérieurement considérées comme étant travaillées à façon et les exportations, cette même valeur majorée du coût du transport depuis le pays d'origine jusqu'en U.E.B.L. et du coût de la transformation;
- les frais de transport et d'assurances sont actuellement ventilés suivant le nouveau schéma prévu par la 3e édition du « Balance of Payments Manual »;
- la méthode employée antérieurement pour obtenir une évaluation f.o.b. des importations a été abandonnée. Il en résulte qu'une partie des dépenses de transport et d'assurances affectées aux importations est actuellement comprise dans celles-ci;
- les transactions qui étaient rangées antérieurement sous la rubrique « Opérations non déterminées » ont pu actuellement être ventilées en « Opérations sur marchandises » (rubrique 1.1) « Déplacements à l'étranger » (rubrique 1.5) et « Autres mouvements nets des capitaux des entreprises et particuliers » (rubrique 4.32).

— les dépenses courantes d'institutions européennes dont le siège est en U.E.B.L. ont été transférées de la rubrique 1.8 « Autres services » à la rubrique 1.7 « Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ».

Une description plus complète des écarts entre la nouvelle et les anciennes séries est donnée dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de mai 1963, pp. 432 à 435.

¹ Pour une partie des importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de ces importations.

² Cette rubrique ne comprend, en dépenses, qu'une partie des frets et assurances pour le transport des importations. L'autre partie n'a pu être dissociée des importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Pour 1961, sont seuls disponibles des chiffres couvrant à la fois les rubriques 1.3 « Frets et assurances pour le transport de marchandises » et 1.4 « Autres frais de transport ». Au surplus, ces chiffres ne sont pas entièrement comparables aux chiffres combinés des rubriques 1.3 et 1.4 pour les années suivantes. Ils ne comprennent ni les recettes ni les dépenses d'assurance pour le transport de marchandises qui, depuis 1962, sont incluses dans la rubrique 1.3, ni les achats et ventes des provisions de bord et les recettes et dépenses pour le transport de personnes, qui depuis 1962 sont inclus dans la rubrique 1.4.

⁴ Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

**IX - 3. — BALANCE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	1963			1964				1965		
	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre p
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Opérations sur marchandises :										
Exportations	50,3	50,2	54,4	55,1	56,8	55,3	63,3	61,5	63,2	59,0
Importations ¹	51,5	52,8	58,1	58,0	60,7	58,0	62,5	59,8	62,9	62,3
Solde ...	- 1,2	- 2,6	- 3,7	- 2,9	- 3,9	- 2,7	+ 0,8	+ 1,7	+ 0,3	- 3,3
Autres opérations sur marchandises	+ 1,4	+ 1,5	+ 1,6	+ 2,3	+ 2,7	+ 2,5	+ 3,1	+ 2,7	+ 2,7	+ 2,2
1.2 Or non monétaire	- 0,1	- 0,2	- 0,4	- 0,4	- 0,1	- 0,1	- 0,2	- 0,6	- 0,4	- 0,7
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ² ...	...	- 0,2	- 0,1	+ 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,1	...	...	- 0,3
1.4 Revenus d'investissements	- 0,7	...	- 0,1	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	+ 0,2	- 0,1	- 0,5	+ 0,3
1.5 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ...	- 0,4	- 0,2	- 0,3	- 0,8	- 0,3	- 0,8	- 0,4	- 0,5	+ 0,3	+ 0,4
1.6 Autres ³	+ 0,6	- 0,5	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,6	- 0,7	+ 1,4	+ 0,8	...	- 0,5
Total 1 ...	- 0,4	- 2,2	- 2,6	- 1,4	- 2,2	- 1,9	+ 4,8	+ 4,0	+ 2,4	- 1,9
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés ³	+ 0,8	+ 0,5	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,9	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,9
2.2 Transferts de l'Etat	- 0,4	- 0,5	- 1,1	- 0,4	- 0,9	- 0,5	- 0,6	- 0,3	- 0,7	- 0,5
Total 2 ...	+ 0,4	...	- 0,5	+ 0,1	- 0,1	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,4
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat	+ 1,3	- 1,0	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,5	- 1,4	+ 1,0	- 3,6	- 1,3	...
3.2 Autres pouvoirs publics .....	...	...	+ 0,1	+ 1,9	- 1,0	+ 0,3	- 0,1	+ 0,1	+ 0,8	- 0,6
Total 3 ...	+ 1,3	- 1,0	+ 0,4	+ 2,2	- 0,5	- 1,1	+ 0,9	- 3,5	- 0,5	- 0,6
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :										
4.1 Organismes publics d'exploitation et intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	+ 0,1	+ 0,1	...	+ 2,3	+ 0,3	- 0,4	+ 0,1	...	+ 0,9	+ 0,9
4.2 Secteur privé										
4.21 Transactions identifiées en valeurs mobilières ³ :										
a) belges et luxembourg.	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	- 0,3	+ 0,1	+ 0,3	...	+ 0,2	+ 0,3	- 0,3
b) étrangères	- 0,9	- 1,3	- 1,1	- 1,5	+ 0,2	+ 0,3	...	+ 0,2	- 0,7	- 0,7
4.22 Autres (y compris investissements directs)	+ 0,8	+ 2,3	+ 1,1	- 0,8	+ 2,0	+ 3,4	+ 2,8	+ 0,8	+ 1,9	+ 1,6
Total 4 ...	+ 0,2	+ 1,3	+ 0,2	- 0,3	+ 2,6	+ 3,6	+ 2,9	+ 1,2	+ 2,4	+ 1,5
5. Erreurs et omissions .....	...	- 1,0	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,1	+ 0,1	- 0,4	- 0,5	- 0,6	+ 0,2
Total 1 à 5 ...	+ 1,5	- 2,9	- 2,3	+ 1,3	- 0,1	+ 1,0	+ 8,5	+ 1,6	+ 3,8	- 0,4
6. Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -) .....	...	+ 0,7	+ 0,5	- 1,4	+ 1,1	+ 0,8	- 0,6	- 2,3	+ 1,9	- 2,2
7. Total (1 à 6) correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	+ 1,5	- 2,2	- 1,8	- 0,1	+ 1,0	+ 1,8	+ 7,9	- 0,7	+ 5,7	- 2,6
Banque Nationale	+ 3,3	+ 0,8	+ 2,7	- 0,4	+ 1,4	+ 2,0	+ 9,6	- 1,5	+ 7,1	- 0,4
Autres	- 1,8	- 3,0	- 4,5	+ 0,3	- 0,4	- 0,2	- 1,7	+ 0,8	- 1,4	- 2,2

¹ Pour une partie des importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de ces importations.

² Cette rubrique ne comprend, en dépenses, qu'une partie des frets et assurances pour le transport des importations. L'autre partie n'a pu être dissociée des importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les dépenses de la rubrique 1.1 « Opérations sur marchandises : Importations » (cf. note ¹).

³ Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletins d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XI^e année, vol. I, no 6, page 717 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1964 », XI^e année, vol. I, no 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires ». *Annuaire statistique de la Belgique*. — *L'économie belge en 1964* (M.A.E.). — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *Cahiers économiques de Bruzelles* (D.U.L.B.E.A.). — *Bulletin statistique* (O.C.D.E.). — *International Financial Statistics* (F.M.I.).

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Moyennes journalières	1 \$	1 fr.	1 Livre	1 florin	1 fr.	1	100	1 Cour.	1 Cour.	1 Cour.	1 \$ canadien		100	100	100
	U.S.A.	français	sterling	P.-B.	suissse	Deutsche Mark	liras italien.	suéd.	norv.	dan.	câble	courrier	escudos	schillings autrich.	pesetas
1961	49,86	10,16	139,72	13,19 ¹ 13,85 ²	11,54	11,95 ¹ 12,51 ²	8,03	9,65	6,98	7,22	50,469 ³ 48,153 ⁴	50,468 ³ 48,149 ⁴	174,21	192,32	—
1962	49,76	10,15	139,71	13,81	11,51	12,45	8,02	9,65	6,97	7,21	46,553	46,552	174,19	192,77	—
1963	49,86	10,18	139,62	13,85	11,54	12,51	8,02	9,61	6,97	7,22	46,227	46,226	174,05	193,09	—
1964	49,75	10,15	138,89	13,79	11,52	12,52	7,97	9,66	6,95	7,19	46,119	46,118	173,16	192,60	—
1965	49,64	10,13	138,78	13,79	11,47	12,43	7,94	9,62	6,94	7,18	46,042	46,041	173,07	192,21	82,88 ⁷
1964 4 ^e trimestre	49,63	10,13	138,28	13,80	11,50	12,48	7,94	9,63	6,93	7,17	46,181	46,179	172,41	192,13	—
1965 1 ^{er} trimestre	49,63	10,13	138,60	13,80	11,46	12,48	7,94	9,66	6,94	7,18	46,086	46,084	172,87	192,09	—
2 ^e trimestre	49,63	10,13	138,71	13,78	11,43	12,45	7,94	9,63	6,94	7,17	45,935	45,934	172,97	192,18	—
3 ^e trimestre	49,64	10,13	138,62	13,79	11,49	12,38	7,95	9,61	6,94	7,16	45,980	45,979	172,85	192,35	82,86 ⁶
4 ^e trimestre	49,65	10,13	139,17	13,78	11,50	12,41	7,95	9,60	6,95	7,20	46,171	46,170	173,58	192,20	82,89
1964 Décembre	49,64	10,13	138,50	13,82	11,50	12,48	7,94	9,65	6,94	7,18	46,189	46,187	172,77	192,20	—
1965 Janvier	49,63	10,13	138,51	13,81	11,49	12,47	7,94	9,66	6,94	7,18	46,214	46,211	172,77	192,09	—
Février	49,63	10,13	138,71	13,81	11,47	12,48	7,94	9,66	6,94	7,18	46,135	46,132	172,99	192,05	—
Mars	49,64	10,13	138,59	13,79	11,43	12,48	7,94	9,66	6,94	7,18	45,910	45,910	172,84	192,14	—
Avril	49,63	10,13	138,74	13,79	11,43	12,48	7,94	9,65	6,94	7,18	45,982	45,981	173,01	192,13	—
Mai	49,63	10,12	138,81	13,78	11,42	12,46	7,94	9,63	6,94	7,18	45,971	45,968	173,10	192,14	—
Juin	49,63	10,13	138,58	13,77	11,45	12,41	7,94	9,61	6,94	7,16	45,853	45,852	172,81	192,27	—
Juillet	49,64	10,13	138,53	13,78	11,48	12,39	7,95	9,61	6,94	7,16	45,808	45,806	172,75	192,35	82,85 ⁵
Août	49,63	10,13	138,51	13,79	11,50	12,37	7,94	9,60	6,94	7,15	46,013	46,012	172,73	192,34	82,85
Septembre	49,65	10,13	138,83	13,79	11,50	12,38	7,95	9,61	6,95	7,18	46,120	46,119	173,07	192,37	82,88
Octobre	49,67	10,13	139,23	13,80	11,50	12,40	7,95	9,60	6,95	7,20	46,199	46,198	173,60	192,32	82,92
Novembre	49,63	10,13	139,16	13,78	11,49	12,41	7,94	9,60	6,95	7,20	46,166	46,165	173,59	192,14	82,87
Décembre	49,65	10,13	139,12	13,76	11,50	12,41	7,95	9,60	6,95	7,21	46,147	46,146	173,54	192,13	82,89

¹ Moyenne du 1^{er} janvier au 3 mars 1961. — ² Moyenne du 6 mars au 31 décembre 1961. — ³ Moyenne du 1^{er} janvier au 20 juin 1961. — ⁴ Moyenne du 21 juin au 31 décembre 1961. — ⁵ Moyenne du 12 juillet au 31 juillet 1965. — ⁶ Moyenne du 12 juillet au 30 septembre 1965. — ⁷ Moyenne du 12 juillet au 31 décembre 1965.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles le 31 décembre 1965

Pays	Parité (ou taux moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis 1		Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
					acheteur 4	vendeur 5	
					en francs belges			pour :
			vendeur (+)	acheteur (-)			
Autriche	26,—	sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4080	195,2519	100 sch.
Belgique	50,—	FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	6,90714	C. dan.	+ 0,729	- 0,719	7,1325	7,3459	1 C. dan.
France	4,93706	FF	+ 0,748	- 0,751	9,9769	10,2806	1 FF
Allemagne	4,—	DM	+ 0,750	- 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce	30,—	Dr.	+ 0,333	- 0,333	—	—	—
Islande	43,—	C. isl.	+ 0,140	- 0,116	—	—	—
Italie	625,—	Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62	Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286	C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1050	1 C. nor
Portugal	28,75	Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	60,—	Pesetas	+ 0,750	- 0,750	82,0926	84,5927	100 Pesetas
Suède	5,17321	C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5203	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282	F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7287	1 F.S.
Turquie	9,—	L.t.	+ 0,889	—	—	—	—
Royaume-Uni	2,80	£ ²	+ 0,714 ³	- 0,714 ³	137,9575	142,0575	1 £

¹ Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

² Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

³ Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuation de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

⁴ (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

⁵ (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

Références bibliographiques : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

XI. — FINANCES PUBLIQUES

1. — SITUATION DE TRESORERIE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Exécution du budget ordinaire			Exécution du budget extraordinaire			Solde budgétaire global (7) = (8) + (6)	Financement du solde budgétaire				
	Dépenses 4 (1)	Recettes (2)	Solde (8) = (2) - (1)	Dépenses (4)	Recettes (5)	Solde (6) = (5) - (4)		Emprunts consolidés intérieurs (8)	Dette flottante intérieure (9)	Emprunts consolidés et dette flottante extérieurs (10)	Fonds de tiers (11)	Encaisse et autres opérations de trésorerie ³ (12)
1959	108,4	100,2	- 8,2	18,1	0,2	-17,9	-26,1	+20,3	+ 0,2	+ 5,2	- 1,0	+ 1,4
1960	111,2	108,1	- 3,1	23,7	0,3	-23,4	-26,5	+27,1	- 9,4	+10,6	- 0,2	- 1,6
1961	126,0	120,4	- 5,6	14,6	0,4	-14,2	-19,8	+13,0	+ 5,5	+ 3,4	- 2,5	+ 0,4
1962	130,1	131,2	+ 1,1	17,8	0,5	-17,3	-16,2	+20,1	+ 6,0	- 9,3	- 0,5	- 0,1
1963	143,0	139,5	- 3,5	22,0	0,4	-21,6	-25,1	+17,4	+ 2,6	+10,4	- 3,8	- 1,5 ²
1964	155,2	157,8	+ 2,6	24,2	0,3	-23,9	-21,3	+24,0	- 4,8	+ 2,9	+ 0,3	- 1,1 ²
1964 3 prem. mois .	40,6	38,4	- 2,2	5,7	0,1	- 5,6	- 7,8	+11,8	- 4,3	+ 1,3	+ 0,4	- 1,4 ²
6 prem. mois .	81,7	75,1	- 6,6	11,5	0,2	-11,3	-17,9	+18,8	- 6,4	+ 2,3	+ 1,8	+ 1,4 ²
9 prem. mois .	116,6	118,4	+ 1,8	18,1	0,2	-17,9	-16,1	+18,8	- 8,5	+ 3,3	+ 1,0	+ 1,5 ²
1965 3 prem. mois .	46,8	40,5	- 6,3	5,4	...	- 5,4	-11,7	+ 9,6	+ 4,1	- 0,3	+ 0,1	- 1,8 ²
6 prem. mois .	87,6	78,8	- 8,8	12,5	...	-12,5	-21,3	+14,3	+ 9,8	- 1,1	+ 2,2	- 3,9 ²
9 prem. mois .	128,3	126,5	- 1,8	18,4	...	-18,4	-20,2	+14,3	+11,2	- 1,8	+ 1,3	- 4,8 ²
1964 Juin	15,2	13,1	- 2,1	2,4	...	- 2,4	- 4,5	+ 6,9	- 1,8	...	+ 1,5	- 2,1 ²
Juillet	14,1	21,9	+ 7,8	2,5	...	- 2,5	+ 5,3	...	- 3,9	- 0,2	- 1,8	+ 0,6 ²
Août	9,6	10,0	+ 0,4	2,1	...	- 2,1	- 1,7	...	+ 1,0	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,1 ²
Septembre ...	11,2	11,4	+ 0,2	2,0	...	- 2,0	- 1,8	...	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,8	- 0,6 ²
Octobre	12,2	11,8	- 0,4	1,4	...	- 1,4	- 1,8	+ 5,2	- 3,5	...	- 1,9	+ 2,0 ²
Novembre	10,5	11,6	+ 1,1	1,6	...	- 1,6	- 0,5	...	+ 1,2	- 0,3	+ 0,3	- 0,7 ²
Décembre	15,9	16,0	+ 0,1	3,1	0,1	- 3,0	- 2,9	...	+ 6,0	- 0,1	+ 0,9	- 3,9 ²
1965 Janvier	14,9	16,3	+ 1,4	1,5	...	- 1,5	- 0,1	+ 2,2	- 0,7	...	- 0,7	- 0,7 ²
Février	15,2	11,4	- 3,8	2,4	...	- 2,4	- 6,2	+ 7,4	- 0,3	...	- 0,2	- 0,7 ²
Mars	16,7	12,8	- 3,9	1,5	...	- 1,5	- 5,4	...	+ 5,1	- 0,3	+ 1,0	- 0,4 ²
Avril	13,7	12,5	- 1,2	2,2	...	- 2,2	- 3,4	...	+ 7,0	- 0,2	- 1,7	- 1,7 ²
Mai	12,5	12,0	- 0,5	2,1	...	- 2,1	- 2,6	+ 4,7	- 3,6	- 0,3	+ 1,6	+ 0,2 ²
Juin	14,6	13,8	- 0,8	2,8	...	- 2,8	- 3,6	...	+ 2,3	- 0,3	+ 2,2	- 0,6 ²
Juillet	15,7	23,5	+ 7,8	1,8	...	- 1,8	+ 6,0	...	- 3,2	- 0,6	- 2,7	+ 0,5 ²
Août	11,4	11,3	- 0,1	2,1	...	- 2,1	- 2,2	...	+ 2,2	- 0,1	+ 1,0	- 0,9 ²
Septembre ...	13,6	13,0	- 0,6	2,1	...	- 2,1	- 2,7	...	+ 2,3	...	+ 0,8	- 0,4 ²

¹ Les chiffres de ce tableau ne correspondent pas aux chiffres comptabilisés dans la situation de trésorerie officielle qui est communiquée au Parlement. En effet, toutes les opérations en comptabilité ne donnent pas lieu simultanément à des mouvements de fonds. Par exemple, l'imputation budgétaire d'un virement au budget pour ordre ne provoque au moment de l'opération aucun décaissement. Les chiffres fournis dans le présent tableau représentent les dépenses et les recettes effectivement faites. Les chiffres comptables concernant l'exécution des budgets sont publiés chaque mois au *Moniteur belge* sous forme d'un tableau intitulé « Aperçu de l'exécution des budgets », émanant de l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

² Y compris les avances à des collectivités.

³ Augmentation : - ; diminution : +.

⁴ A partir de l'année 1963, y compris les dépenses de la Caisse Autonome de Dommages de guerre financées par le budget ordinaire.

XI - 2. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.
B : différence par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total		
	A	B	A	B	A	B	A	B	
1953	32,7	- 1,5	13,2	+ 0,3	24,0	- 0,1	69,9	- 1,3	
1954	30,3	- 3,4	13,4	+ 0,4	24,7	- 0,6	68,4	- 3,6	
1955	32,2	- 1,6	15,7	+ 0,6	28,0	+ 2,6	75,9	+ 1,6	
1956	35,0	+ 2,8	16,6	+ 1,0	31,4	+ 1,7	83,0	+ 5,5	
1957	38,5	+ 3,9	17,6	+ 1,0	33,2	+ 1,8	89,3	+ 6,7	
1958	36,1	- 1,8	18,1	- 0,3	32,9	- 2,0	87,1	- 4,1	
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4	
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1	
1961	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2	
1962	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5	
1963	54,2	+ 1,0	25,9	- 0,1	52,5	+ 1,0	132,6	+ 1,9	
1964 12 premiers mois	52,0	+ 3,7	27,7	+ 0,5	60,0	+ 4,5	139,7	+ 8,7	
1965 12 premiers mois .. p	59,0	+ 5,9	29,7	+ 0,4	65,5	+ 1,5	154,2	+ 7,8	
Exercice 1964	1964 Novembre	3,9	+ 0,3	2,3	- 0,1	5,0	+ 0,3	11,2	+ 0,5
	Décembre	4,5	+ 0,3	2,6	+ 0,3	5,5	+ 0,4	12,6	+ 1,0
	1965 Janvier	6,2	+ 0,8	0,5	- 0,1	...	...	6,7	+ 0,7
	Février	1,4	+ 0,1	...	...	...	...	1,4	+ 0,1
Exercice 1965	Mars	0,9	+ 0,1	...	...	...	...	0,9	+ 0,1
	1965 Janvier	3,2	+ 0,1	1,8	- 0,2	4,7	...	9,7	- 0,1
	Février	2,4	+ 0,2	2,0	- 0,3	5,0	+ 0,1	9,4	...
	Mars	2,9	+ 0,4	2,5	...	5,6	- 0,3	11,0	+ 0,1
	Avril	3,8	+ 0,4	2,6	+ 0,1	5,5	...	11,9	+ 0,5
	Mai	3,6	+ 0,2	2,5	...	5,2	- 0,1	11,3	+ 0,1
	Juin	5,4	+ 0,8	2,5	...	5,4	+ 0,1	13,3	+ 0,9
	Juillet	15,2	+ 0,7	2,5	...	5,0	- 0,2	22,7	+ 0,5
	Août	4,0	+ 0,5	2,3	- 0,2	4,6	- 0,3	10,9	...
	Septembre	4,1	+ 0,5	2,7	+ 0,2	5,7	+ 0,2	12,5	+ 0,9
	Octobre	5,2	+ 0,6	2,4	- 0,1	5,7	+ 0,2	13,3	+ 0,7
	Novembre	4,5	+ 0,6	2,8	+ 0,3	6,0	+ 0,7	13,3	+ 1,6
Décembre ... p	4,7	+ 0,9	3,1	+ 0,6	7,1	+ 1,1	14,9	+ 2,6	

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

XI - 3. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1964 ²		Exercice 1964 : novembre 1964		Exercice 1965 : novembre 1965	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ³	60,5	55,8	3,9	3,6	4,5	3,9
précompte immobilier	1,0	0,9	0,1	0,1	0,1	0,1
précompte mobilier	5,4	4,9	0,4	0,4	0,5	0,5
précompte professionnel	26,6	22,7	2,1	1,6	2,2	2,1
versements anticipés	13,4	11,5	0,1	...	...	...
impôts des personnes physiques (rôles)	2,7	4,0	0,6	1,0	1,2	0,8
impôts des sociétés (rôles)	1,4	3,5	0,4	0,5	0,5	0,3
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	3,6	3,5	...	...	...	...
contribution foncière .....	...	...	...	...	...	...
taxe mobilière	0,3	...	...	...	...	...
taxe professionnelle	2,3	1,8	0,1	...	...	0,1
impôt complémentaire personnel	1,2	0,8	0,1	...	...	...
contribution nationale de crise .....	...	...	...	...	...	...
divers ³	2,6	2,2	...	...	...	...
II. Douanes et accises	28,2	27,7	2,3	2,4	2,8	2,5
dont : douanes	8,3	7,1	0,6	0,6	0,7	0,7
accises	18,7	20,4	1,5	1,8	1,9	1,8
taxes spéciales de consommat.	0,9	...	0,1	...	0,1	...
III. Enregistrement	60,0	55,5	5,0	4,7	6,0	5,3
dont : enregistrement	6,0	4,7	0,5	0,4	0,6	0,5
successions	2,6	2,6	0,2	0,2	0,2	0,2
timbres et taxes assimilées ...	50,9	47,6	4,2	3,9	5,1	4,5
Total ...	148,7	139,0	11,2	10,7	13,3	11,7
Différence par rapport aux éval. budgét.		+ 9,7		+ 0,5		+ 1,6

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire.

² L'exercice 1964, commencé le 1^{er} janvier 1964 a été clôturé le 31 mars 1965.

³ Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N. B. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

— Les statistiques concernant la situation de la Dette publique sont rangées au chapitre XVI.
Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 4. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles ³	Contributions directes ²	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1957	3,2	1,4	2,8	7,4	0,41
1958	3,1	1,5	2,7	7,3	0,35
1959	3,2	1,7	3,0	7,9	0,40
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962	4,2	2,1	4,0	10,3	0,66
1963	4,4	2,1	4,4	10,9	0,93
1964	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1965 p	5,6	2,5	5,5	13,6	
1963 9 premiers mois	4,7	2,1	4,2	11,0	1,18
1964 3 premiers mois	5,2	2,3	4,9	12,4	0,71
6 premiers mois	4,7	2,3	5,0	12,0	0,49
9 premiers mois	5,4	2,3	4,9	12,6	1,39
1965 3 premiers mois	5,7	2,2	5,1	13,0	0,86
6 premiers mois	5,0	2,4	5,2	12,6	0,62
9 premiers mois	5,9	2,4	5,2	13,5	1,60
1964 Décembre	4,5	2,6	5,5	12,6	0,25
1965 Janvier	9,4	2,3	4,7	16,4	2,26
Février	3,8	2,0	5,0	10,8	0,15
Mars	3,8	2,5	5,6	11,9	0,17
Avril	3,8	2,6	5,5	11,9	0,39
Mai	3,6	2,5	5,2	11,3	0,11
Juin	5,4	2,5	5,4	13,3	0,61
Juillet	15,2	2,5	5,0	22,7	10,64
Août	4,0	2,3	4,6	10,9	0,04
Septembre	4,1	2,7	5,7	12,5	0,02
Octobre	5,2	2,4	5,7	13,3	0,02
Novembre	4,5	2,8	6,0	13,3	0,03
Décembre p	4,7	3,1	7,1	14,9	

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

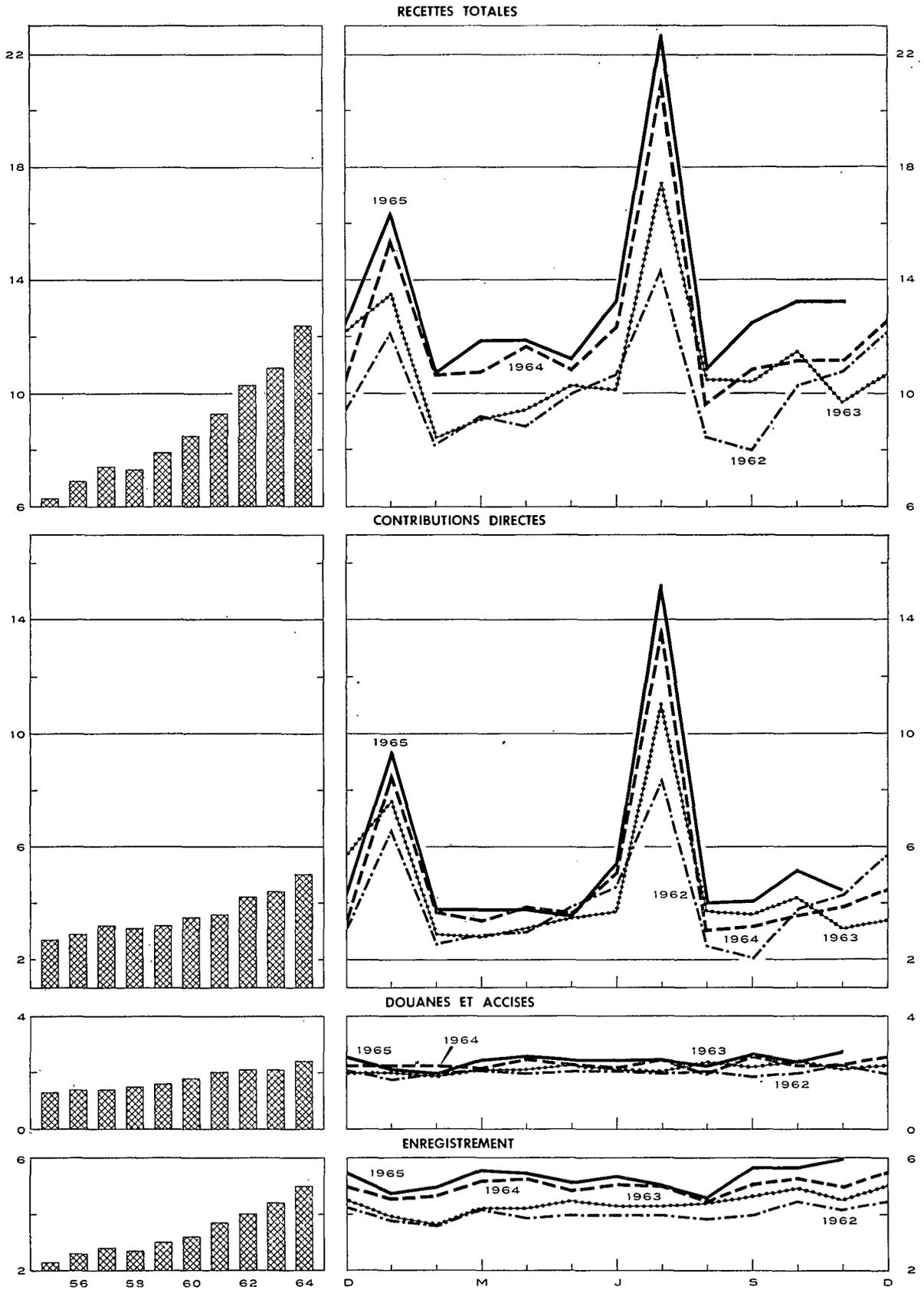
² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

³ Il s'agit uniquement des chiffres annuels et trimestriels.

Références bibliographiques : Bulletin de Documentation (Ministère des Finances). — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Moniteur belge (voir note 1 du tableau XI - 1). — Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XXXIXe année, vol. II, no 6, novembre 1964 : « Les budgets de 1964 et 1965 ».

XI - 4. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)



XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1961 ¹

Source : Banque Nationale de Belgique.

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)		
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements			
		Entreprises et particuliers	Parastatiques d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale		Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires				
															(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
données non disponibles																
... nihil ou inférieur à 50 millions																
— opération non effectuée																
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	29,5	—	2,5	—	2,8	8,8	43,7	
			Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	30,0	—	0,1	—	0,1	—	—	30,2
			Obligations	8,1	—	—	—	—	—	—	1,0	13,3	—	—	—	22,6
			Autres emprunts à moyen et long terme	10,4	0,1	—	—	—	—	—	—	76,2	26,4	75,4	—	188,4
			Divers	4,7	1,0	1,5	0,2	11,8	—	—	—	1,8	2,9	0,5	—	24,4
	(Actions et parts)	(162,1)	(0,1)	(...)	—	(0,1)	—	(0,5)	(—)	(0,7)	(2,2)	(—)	(...)	(165,8)		
	Total ...	23,2	1,1	1,5	0,2	11,8	0,2	59,5	—	81,6	42,6	78,8	8,8	309,3		
	Parastatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	1,7	—	0,1	—	—	0,5	—	2,3	
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	0,3	—	—	—	—	0,1	—	0,5	
Obligations accessibles à tout placeur		14,5	0,2	—	—	—	2,3	1,5	0,6	3,1	4,9	0,5	—	27,7		
Obligations non accessibles à tout placeur		—	0,3	—	0,1	—	2,9	1,0	—	1,3	3,5	—	— 0,2	8,8		
Autres emprunts à moyen et long terme	—	—	—	0,1	—	1,2	—	—	—	0,2	6,9	0,1	8,6			
Divers	4,9	—	4,4	0,2	—	1,7	—	—	—	—	0,1	0,1	11,4			
(Actions et parts)	(0,7)	—	(13,8)	(4,2)	(...)	—	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(0,8)	(19,5)			
Total ...	19,4	0,6	4,4	0,4	...	8,4	4,3	0,6	4,5	8,7	8,1	...	59,4			
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	2,1	—	—	0,6	—	31,1	—	—	—	—	0,4	6,5	40,8		
	Certificats à court terme	—	0,3	—	2,7	—	19,9	51,5	1,1	4,3	0,6	12,2	— 0,1	92,5		
	Obligations accessibles à tout placeur	105,5	2,2	—	1,4	1,1	9,0	30,3	3,8	28,5	35,2	6,4	1,4	224,8		
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	0,5	16,7	36,8	—	2,5	2,7	0,5	0,9	60,6		
	Divers	—	0,8	—	—	0,7	9,5	—	—	0,1	0,2	0,1	—	11,4		
Total ...	107,6	3,3	—	4,8	2,3	55,1	149,7	4,9	35,4	38,6	19,7	8,7	430,1			
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	3,4	—	—	—	—	—	—	3,4		
	Obligations accessibles à tout placeur	15,3	0,3	—	0,1	0,1	0,5	0,5	1,2	1,1	5,9	1,1	— 0,1	26,1		
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	2,7	7,4	—	—	10,1		
	Autres emprunts à moyen et long terme	—	4,4	—	—	—	—	—	—	0,5	—	39,9	—	44,8		
Divers	1,6	0,4	3,7	—	0,1	—	—	—	—	—	—	3,7	9,4			
Total ...	16,9	5,1	3,7	0,1	0,2	0,5	3,9	1,2	4,3	13,3	41,0	3,6	93,8			
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	15,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15,1		
	Obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	0,1	0,1	0,9	—	0,1	5,0	—	0,9	7,1		
	Divers	2,6	—	2,8	—	1,6	—	—	—	—	0,3	—	1,9	9,3		
Total ...	17,7	...	2,8	...	1,7	0,1	0,9	...	0,1	5,3	...	2,8	31,4			
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Acceptations et effets commerciaux	—	—	—	—	—	—	—	5,4	—	0,5	—	0,7	7,6		
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	—	—	2,0	—	0,3	—	—	2,2		
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Obligations	9,6	—	0,3	—	—	—	—	96,2	—	—	—	—	96,2		
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	12,2	—	—	—	—	8,0	—	—	—	—	20,2		
	Divers	—	1,1	7,9	—	—	—	—	—	—	—	—	0,4	9,4		
	(Actions et parts)	—	(0,1)	(0,4)	—	—	—	(—)	(0,9)	(—)	(...)	(1,3)	(—)	(...)		
Total ...	9,6	1,1	20,4	...	...	—	113,1	0,9	1,2	3,9	1,6	0,2	152,0	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Intermédiaires financiers														
Organismes monétaires (7)	Monnaie	216,5	2,7	3,4	10,3	1,1	—	—	1,6	1,5	0,5	—	237,5	
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	1,4	2,6	0,6	—	—	—	4,6	
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	35,3	—	—	—	—	—	35,3	
	Dépôts en devises des résidents	8,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8,0	
	Dépôts sur livrets des résidents	16,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16,3	
	Dépôts à terme des résidents	27,2	—	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	27,3	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	10,6	3,2	—	—	—	13,8	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	8,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8,6	
	Divers	0,1	—	0,2	—	—	—	—	—	—	—	8,5	8,8	
	(Actions et parts)	(6,1)	—	(0,2)	—	—	—	(0,5)	—	—	(0,1)	—	(6,9)	
Total ...	276,7	2,7	3,6	10,3	1,1	35,3	12,0	5,8	2,1	1,6	0,5	8,5	360,2	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Certificats à court terme	—	—	—	—	—	11,0	—	—	—	—	—	11,0	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	0,1	2,9	
Total ...	—	—	2,8	—	—	—	11,0	—	—	—	0,1	13,9		
Caisses d'épargne sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	2,8	—	—	—	0,7	—	—	—	0,1	0,2	—	3,8	
	Dépôts sur livrets	113,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	113,4	
	Dépôts à terme	0,6	0,6	—	—	2,8	—	—	—	0,1	—	0,5	4,6	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	9,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,0	
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5	
	Divers	4,3	—	—	—	—	0,2	—	0,1	—	—	1,9	6,5	
	(Actions et parts)	(1,2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,2)	
	Total ...	130,5	0,6	—	—	3,5	0,2	—	0,2	0,2	0,2	2,4	137,8	
Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	13,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13,7	
	Réserves mathématiques	128,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	128,4	
	Divers	0,2	—	0,1	—	0,1	—	—	—	—	—	0,5	0,9	
	Total ...	142,3	—	0,1	—	0,1	—	—	—	—	—	0,5	143,0	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	1,0	—	—	0,5	—	—	—	—	—	—	—	1,5	
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	0,4	—	0,5	—	—	0,2	1,4	
	Dépôts sur livrets	3,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3,8	
	Dépôts à terme	1,5	0,4	—	2,5	—	—	—	—	—	—	—	4,3	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	0,5	—	0,1	—	0,6	
	Obligations accessibles à tout placeur	62,6	0,1	—	0,1	1,5	2,0	6,7	0,5	8,9	13,9	0,3	96,7	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	0,5	0,7	0,5	—	7,6	9,8	—	20,7	
	Divers	2,5	—	10,2	0,2	—	—	—	—	0,3	—	—	16,5	
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(0,7)	(0,7)	(...)	(...)	(0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(1,7)	
	Total ...	71,4	0,5	10,2	3,2	2,0	3,1	7,3	0,9	17,6	23,7	0,4	5,3	145,6
Secteurs indétér- minés et à jus- tements (12)		— 4,2	2,2	1,4	— 1,5	0,7	4,2	9,9	0,5	0,8	— 0,9	— 0,5	—	12,6
	Total des créances	811,1	17,2	50,9	17,5	23,4	106,9	371,8	14,8	147,8	137,0	149,8	40,9	1.889,1

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forages.

1 Pour les années 1957 à 1959, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1960, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 3, mars 1964.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1962

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger (6)	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements (12)		
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)		Organismes monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
															(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
		données non disponibles													
		... nihil ou inférieur à 50 millions													
		— opération non effectuée													
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	...	35,5	—	3,0	—	2,8	8,4	49,8
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	...	35,6	—	0,1	—	0,1	...	35,8
			Obligations ...	9,4	0,2	...	0,9	13,8	24,3
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	12,1	0,1	—	—	...	—	...	85,7	29,0	82,3	...	209,2
			Divers ...	3,8	1,1	1,6	0,1	12,9	—	...	2,2	3,0	0,6	...	25,3
	(Actions et parts) ...	(175,5)	(0,1)	(—)	—	(0,1)	—	(0,6)	(—)	(0,9)	(2,3)	(—)	(...)	(179,5)	
	Total ...	25,3	1,3	1,6	0,1	12,9	0,2	71,1	—	91,9	45,8	85,8	8,4	344,4	
	Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	...	—	0,5	0,5
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,3	—	—	—	...	1,6	—	0,2	—	0,2	...	2,2	
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	0,3	0,2	—	0,1	...	0,6	
Obligations accessibles à tout placeur ...		15,0	0,2	—	—	4,3	2,0	0,6	3,3	4,8	0,4	0,1	30,8		
Obligations non accessibles à tout placeur ...		...	0,3	—	0,1	0,7	1,2	...	0,6	4,5	...	— 0,1	7,2
Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	—	—	0,1	0,9	—	...	—	0,2	7,8	...	9,0		
Divers ...	4,9	...	4,8	0,2	2,0	—	...	—	...	0,1	1,1	13,0			
(Actions et parts) ...	(0,8)	—	(14,2)	(4,6)	(...)	—	(...)	(—)	(0,1)	(...)	(0,1)	(0,9)	(20,7)		
Total ...	20,2	0,5	4,8	0,4	...	8,1	5,0	0,6	4,6	9,5	8,5	1,1	63,3		
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	3,0	...	—	1,3	...	34,6	...	0,1	...	0,3	6,1	45,5		
	Certificats à court terme ...	...	0,7	—	1,2	...	18,9	22,3	2,2	6,2	11,0	0,1	62,6	
	Obligations accessibles à tout placeur ...	107,6	2,3	—	1,5	1,1	11,3	36,5	5,3	33,3	34,4	8,3	243,2		
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	...	—	...	0,1	13,0	58,5	...	2,3	2,7	2,1	81,0
	Divers ...	...	0,7	—	...	0,7	8,9	...	...	0,1	0,2	0,1	10,7
Total ...	110,6	3,7	—	4,0	1,9	52,1	151,9	7,5	42,0	37,0	22,4	9,9	443,0		
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	...	—	...	...	4,5	—	...	...	...	...	4,5
	Obligations accessibles à tout placeur ...	15,4	0,6	...	0,2	...	0,5	0,4	0,7	1,3	6,5	1,0	26,6		
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	...	...	...	7,7	3,0	...	10,6
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	4,5	...	...	...	...	...	...	0,5	...	44,4	49,5
Divers ...	1,8	0,4	2,5	...	...	...	...	—	...	0,1	0,3	3,4	8,6
Total ...	17,2	5,5	2,5	0,2	...	0,5	4,9	0,7	9,5	9,6	45,7	3,5	99,8		
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	14,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14,6		
	Obligations accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	0,1	...	...	0,3
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	0,1	1,1	...	1,3	6,1	...	1,0	9,8
	Divers ...	3,0	...	2,7	...	1,7	...	...	...	0,5	...	1,9	9,8
	Total ...	17,6	...	2,7	...	1,8	0,4	1,1	...	1,3	6,7	...	2,9	34,5	
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	...	—	...	...	0,1	...	...	...	...	...	0,1
	Acceptations et effets commerciaux ...	—	...	—	...	...	6,6	—	0,7	...	1,4	0,3	9,0
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	...	...	...	...	4,3	—	0,3	...	...	...	4,6
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	—	...	...	...	...	97,0	—	...	...	...	...	97,0
	Obligations ...	9,6	...	0,2	...	...	1,3	0,9	0,3	3,7	0,2	— 0,3	15,8
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	...	13,5	—	—	6,7	—	—	—	—	—	20,2		
	Divers ...	—	1,4	7,9	...	...	...	...	...	...	0,3	...	9,7
(Actions et parts) ...	—	(0,2)	(0,4)	...	...	(—)	(0,9)	(—)	(...)	(1,4)	(—)	(...)	2,9
Total ...	9,6	1,4	21,6	...	...	—	116,0	0,9	1,3	3,7	1,9	...	156,4

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													
Organismes monétaires (7)	Monnaie	231,8	2,7	3,5	11,1	1,2	—	—	1,9	1,5	0,8	...	254,5	
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	1,2	0,1	0,2	...	...	...	1,5
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	35,4	—	—	—	—	...	35,4	
	Dépôts en devises des résidents	7,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	9,4	
	Dépôts sur livrets des résidents	19,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	19,9	
	Dépôts à terme des résidents	28,5	—	—	...	—	—	—	—	0,1	—	...	28,6	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	10,7	...	—	—	...	10,7	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,1	—	...	—	—	—	—	—	—	—	...	11,1	
	Divers	0,1	...	0,2	...	...	—	—	—	—	—	9,7	10,0
	(Actions et parts)	(7,2)	—	(0,2)	—	—	—	—	—	(0,1)	—	—	(8,0)	
Total ...	298,9	2,7	3,7	11,1	1,2	35,4	11,9	0,1	2,1	1,6	0,8	9,7	379,2	
Fonds des Rentiers (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	...
	Certificats à court terme	—	—	—	...	—	6,4	—	—	—	—	...	6,4	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	0,6	—	—	...	...	...	0,6
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	...	...	...	2,8
Total ...	—	...	2,8	...	...	...	7,0	—	...	...	...	...	9,8
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	3,5	...	...	...	0,6	...	—	...	0,2	0,6	...	4,9
	Dépôts sur livrets	126,7	...	—	—	—	...	—	...	...	...	...	126,7
	Dépôts à terme	0,6	0,8	...	...	3,0	...	—	...	0,1	...	1,0	5,5
	Obligations (y compris les bons de caisse)	10,7	—	...	—	—	—	—	—	—	—	...	10,7	
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	0,5	
	Divers	4,6	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	2,1	6,9
	(Actions et parts)	(1,2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,2)	
Total ...	146,6	0,8	...	...	3,6	...	0,1	...	0,1	0,3	0,6	3,1	155,2
Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	15,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15,7	
	Réserves mathématiques	136,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	136,9	
	Divers	0,2	...	...	...	0,1	...	...	...	0,1	...	1,1	1,5
Total ...	152,8	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,1	...	1,1	154,1
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	1,2	...	...	0,3	...	...	—	...	...	...	...	1,5
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	0,4	0,1	...	0,2	...	0,1	1,0
	Dépôts sur livrets	4,9	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	4,9
	Dépôts à terme	1,2	0,3	...	2,5	...	...	—	...	...	...	...	4,0
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,2
	Obligations accessibles à tout placeur	68,8	0,2	...	0,1	1,1	1,4	8,9	0,3	7,2	17,8	0,2	106,0	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,7	0,7	0,7	...	3,0	15,6	...	22,4
	Divers	3,4	...	10,4	0,1	...	2,3	0,2	—	0,3	...	...	20,8
(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,0)	(0,7)	(...)	(...)	(0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(1,9)		
Total ...	79,5	0,5	10,4	3,0	1,8	4,8	10,3	0,3	11,3	33,4	0,5	6,0	161,8	
Secteurs indéterminés et autres éléments (12)		— 4,0	2,6	1,1	— 1,1	1,3	4,0	13,3	0,6	1,9	0,7	— 0,1	—	20,3
	Total des créances	874,3	19,0	51,2	17,7	24,6	105,5	392,6	10,7	166,0	148,4	166,1	45,7	2.021,8

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1962 ¹

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE													Total des dettes (13) = (1) à (12)		
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements (12)			
		Entreprises et particuliers (1)	Parastatistiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds de Rentes (8)	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)					
													données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée				
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	+ 0,1	—	—	—	—	...	+ 6,1	—	+ 0,5	—	...	- 0,5	+ 6,1	
			Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	...	+ 5,5	—	—	—	+ 5,5
			Obligations	+ 1,3	—	—	+ 0,1	+ 0,5	+ 1,7
			Autres emprunts à moyen et long terme	+ 1,7	—	—	+ 9,5	+ 2,6	+ 7,0	...	+ 20,8
			Divers	- 0,9	+ 0,1	+ 1,1	+ 5,6	...	—	—	+ 0,4	+ 0,1	+ 6,5
	(Actions et parts)	(+ 6,1)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,8)	(+ 0,1)	(—)	(+ 0,2)	(+ 0,1)	(—)	(...)	(...)	(+ 7,3)		
	Total ...	+ 2,1	+ 0,2	+ 1,1	+ 5,6	+ 11,6	—	+ 10,3	+ 3,3	+ 7,0	- 0,5	...	+ 40,7		
	Parastatistiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	- 0,1	—	+ 0,5	+ 0,4	
		Acceptations, effets commerciaux et promesses	+ 0,2	—	—	- 0,1	—	+ 0,1	—	- 0,3	
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	+ 0,1	—	+ 0,1	
Obligations accessibles à tout placeur		+ 0,5	- 0,3	+ 0,5	...	+ 0,2	- 0,1	- 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,8		
Obligations non accessibles à tout placeur		+ 0,1	+ 0,2	...	- 0,2	+ 0,5	...	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,7		
Autres emprunts à moyen et long terme	...	...	...	...	...	- 0,3	...	—	...	...	+ 0,8	- 0,1	- 0,1	+ 0,3
Divers	+ 0,1	...	+ 0,3	...	...	+ 0,2	...	—	...	...	...	+ 0,8	- 0,1	+ 0,3
(Actions et parts)	(+ 0,1)	...	(+ 0,4)	(+ 0,4)	(...)	(...)	(...)	(—)	(+ 0,1)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(...)	+ 1,6			
Total ...	+ 0,8	- 0,1	+ 0,3	...	...	- 0,3	+ 0,7	...	+ 0,6	+ 0,4	+ 0,4	+ 1,1	...	+ 3,9	
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	+ 0,9	...	—	+ 0,7	...	...	+ 3,5	...	+ 0,1	...	- 0,1	- 0,4	+ 4,7	
	Certificats à court terme	...	+ 0,3	—	- 1,6	...	+ 0,2	- 9,3	+ 1,1	+ 1,9	- 0,5	- 3,8	+ 0,2	- 11,4			
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 2,1	+ 0,1	—	+ 0,1	...	+ 1,1	+ 6,0	+ 1,5	+ 4,8	- 0,9	+ 1,9	+ 0,2	+ 16,9			
	Obligations non accessibles à tout placeur	...	...	—	...	...	- 0,4	- 2,5	+ 2,0	...	- 0,2	+ 2,2	+ 1,3	+ 2,1
	Divers	...	- 0,1	—	...	...	- 0,8	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,7
Total ...	+ 3,0	+ 0,3	—	- 0,8	- 0,4	- 2,1	+ 2,4	+ 2,6	+ 6,6	- 1,6	+ 0,3	+ 1,3	...	+ 11,7			
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	...	—	...	...	...	+ 1,1	...	...	...	...	...	+ 1,1
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 0,1	+ 0,2	...	...	- 0,1	...	- 0,1	- 0,5	+ 0,2	+ 0,6	- 0,1	+ 0,2	+ 0,5	
	Obligations non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,6	- 0,1	...	...	+ 0,5
	Autres emprunts à moyen et long terme	...	+ 0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 4,5	...	+ 4,7
Divers	+ 0,3	...	- 1,2	...	- 0,1	...	...	—	...	...	+ 0,1	+ 0,3	- 0,2	- 0,8
Total ...	+ 0,4	+ 0,4	- 1,2	...	- 0,2	...	+ 1,0	- 0,5	+ 0,8	+ 0,6	+ 4,7	...	...	+ 6,0	
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	- 0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 0,5			
	Obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	+ 0,3	...	...	...	+ 0,1	...	...	+ 0,3
	Obligations non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	+ 0,1	...	...	+ 0,4	+ 1,3	...	+ 0,1	+ 2,1
	Divers	+ 0,3	...	- 0,1	...	—	—	...	...	...	+ 0,2	...	...	+ 0,4
	Total ...	- 0,2	...	- 0,1	...	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,1	...	+ 0,4	+ 1,6	...	+ 0,1	+ 2,3			
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	...	—	...	...	—	...	...	...	...	...	...	...
	Acceptations et effets commerciaux	—	...	—	...	...	—	...	+ 1,2	—	+ 0,2	...	+ 0,4	+ 1,4	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	...	—	...	...	—	...	+ 2,3	—	...	...	...	+ 2,3
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)	—	...	—	...	...	—	...	+ 0,8	—	...	...	...	+ 0,8
	Obligations	...	...	...	...	...	—	...	- 0,3	...	- 0,1	- 0,2	+ 0,2	- 0,5
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	...	—	...	—	—	—	- 1,2	—	—	—	+ 1,2	...			
	Divers	...	+ 0,3	...	...	...	...	...	—	...	...	—	...	+ 0,3
(Actions et parts)	(+ 5,5)	(+ 0,1)	(...)	...	...	(—)	(...)	(—)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(+ 5,7)		
Total ...	...	+ 0,3	...	...	...	—	+ 2,8	...	+ 0,1	- 0,2	+ 0,3	+ 1,0	...	+ 4,3

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers													
		Organismes monétaires (7)													
		Fonds des Rentés (8)													
		Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)													
		Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension (10)													
		Organismes publics de crédit non monétaires (11)													
		Secteurs indéterminés et ajustements (12)													
		(1) à (12)													
	Monnaie	+15,3	...	+ 0,2	+ 0,8	+ 0,1	-----	—	...	+ 0,3	...	+ 0,3	...	+ 17,1	
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	-----	- 0,2	- 2,5	- 0,3	...	...	...	- 3,1
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+ 0,1	—	—	—	—	—	...	+ 0,1	
	Dépôts en devises des résidents	- 0,5	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	- 0,5	
	Dépôts sur livrets des résidents	+ 3,6	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	+ 3,6	
	Dépôts à terme des résidents	+ 1,3	-----	-----	...	-----	-----	-----	-----	-----	...	-----	-----	+ 1,3	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	-----	+ 0,2	- 3,2	—	—	...	...	- 3,0
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 2,4	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	+ 2,4	
	Divers .....	...	...	...	...	...	-----	...	...	...	...	...	+ 1,2	+ 1,2
	(Actions et parts)	(+ 1,1)	-----	(...)	-----	-----	-----	(...)	-----	-----	(...)	-----	-----	(+ 1,1)	
	Total ...	+22,1	...	+ 0,2	+ 0,8	+ 0,1	+ 0,1	...	- 5,7	...	...	+ 0,3	+ 1,2	+ 19,1
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	-----	...	—	...	...	...	...	...
	Certificats à court terme .....	—	—	—	...	...	-----	- 4,5	—	—	...	—	...	- 4,5
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	-----	+ 0,6	—	...	...	...	...	+ 0,6
	Divers .....	—	—	—	—	—	-----	...	—	...	...	...	- 0,1	- 0,1
	Total ...	—	...	—	...	...	...	- 3,9	—	...	...	...	- 0,1	- 4,0
	Dépôts à vue	+ 0,7	...	...	...	- 0,1	-----	...	—	...	...	+ 0,3	...	+ 1,0
	Dépôts sur livrets	+13,2	...	—	-----	-----	-----	...	—	...	...	...	...	+ 13,2
	Dépôts à terme	+ 0,1	+ 0,2	...	...	+ 0,2	-----	...	—	...	...	...	+ 0,5	+ 1,0
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 1,7	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	...	+ 1,7	
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	+ 0,1	—	—	—	—	-----	—	—	—	—	—	...	+ 0,1	
	Divers	+ 0,3	...	...	...	...	-----	...	...	...	...	...	+ 0,2	+ 0,5
	(Actions et parts)	(+ 0,1)	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	(+ 0,1)	
	Total ...	+16,1	+ 0,2	...	...	+ 0,1	-----	...	...	...	...	+ 0,3	+ 0,7	+ 17,4
	Réserves de sécurité sociale	+ 2,0	—	—	—	—	-----	—	—	—	—	—	—	+ 2,0	
	Réserves mathématiques	+ 8,5	—	—	—	—	-----	—	—	—	—	—	—	+ 8,5	
	Divers	+ 0,1	...	- 0,1	...	...	-----	...	...	...	+ 0,1	...	+ 0,5	+ 0,6
	Total ...	+10,6	...	- 0,1	...	...	...	...	...	...	+ 0,1	...	+ 0,5	+ 11,1
	Dépôts à vue	+ 0,1	...	...	- 0,1	...	-----	...	—	...	...	...	...	...
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	-----	+ 0,1	- 0,4	- 0,1	...	...	...	- 0,4
	Dépôts sur livrets	+ 1,1	...	—	...	...	-----	...	—	...	...	...	...	+ 1,1
	Dépôts à terme	- 0,3	- 0,1	...	- 0,1	...	-----	...	—	...	...	...	...	- 0,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	-----	-----	-----	-----	+ 0,3	—	+ 0,1	...	+ 0,1	...	+ 0,5
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 6,2	+ 0,1	...	...	- 0,4	- 0,5	+ 2,2	- 0,2	- 0,1	+ 2,1	...	...	+ 9,3
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	+ 0,2	...	+ 0,2	...	- 1,6	+ 2,9	...	...	+ 1,7
	Divers	+ 0,9	...	+ 0,2	- 0,1	...	-----	...	—	...	...	...	+ 0,7	+ 1,8
	(Actions et parts)	(...)	(...)	(+ 0,2)	(...)	(...)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,2)	
	Total ...	+ 8,0	...	+ 0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,5	+ 2,8	- 0,6	- 1,6	+ 5,0	+ 0,1	+ 0,7	+ 13,7	
		+ 0,2	+ 0,4	- 0,2	+ 0,4	+ 0,6	+ 1,1	+ 3,3	+ 0,1	+ 1,0	+ 1,6	+ 0,5	—	+ 8,9	
	Total des créances	+63,1	+ 1,7	- 0,9	+ 0,2	+ 1,2	+ 4,2	+20,8	- 4,1	+18,2	+10,8	+13,9	+ 6,0	+135,1	

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1958, 1959 et 1960, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIIe année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XXXIXe année, vol. I, no 3, mars 1964.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1961

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

----- données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	23,2	1,1	1,5	0,2	11,8	37,8	0,2	59,5	—	81,6	42,6	78,8	262,5	8,8	309,3
2. Paraétatiques d'exploitation	19,4	0,6	4,4	0,4	...	24,8	8,4	4,3	0,6	4,5	8,7	8,1	26,2	...	59,4
3. Etat (Trésor)	107,6	3,3	—	4,8	2,3	118,0	55,1	149,7	4,9	35,4	38,6	19,7	248,3	8,7	430,1
4. Secteur public non compris ailleurs	16,9	5,1	3,7	0,1	0,2	26,0	0,5	3,9	1,2	4,3	13,3	41,0	63,7	3,6	93,8
5. Sécurité sociale	17,7	...	2,8	...	1,7	22,2	0,1	0,9	...	0,1	5,3	...	6,3	2,8	31,4
6. Total des secteurs nationaux non financiers	184,8	10,1	12,4	5,5	16,0	228,8	64,3	218,3	6,7	125,9	108,5	147,6	607,0	23,9	924,0
7. Etranger	9,6	1,1	20,4	...	...	31,1	—	113,1	0,9	1,2	3,9	1,6	120,7	0,2	152,0
8. Organismes monétaires	276,7	2,7	3,6	10,3	1,1	294,4	35,3	12,0	5,8	2,1	1,6	0,5	22,0	8,5	360,2
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	11,0	—	...	...	...	11,0	0,1	13,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	130,5	0,6	...	...	3,5	134,6	-----	0,2	...	0,2	0,2	0,2	0,8	2,4	137,8
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	142,3	...	0,1	...	0,1	142,5	...	...	...	...	...	...	...	0,5	143,0
12. Organismes publics de crédit non monétaires	71,4	0,5	10,2	3,2	2,0	87,3	3,1	7,3	0,9	17,6	23,7	0,4	49,9	5,3	145,6
13. Total des intermédiaires financiers	620,9	3,8	16,7	13,5	6,7	661,6	38,4	30,5	- 6,7	19,9	25,5	1,1	83,7	16,8	800,5
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	- 4,2	2,2	1,4	- 1,5	0,7	- 1,4	4,2	9,9	0,5	0,8	- 0,9	- 0,5	9,8	—	12,6
15. Total des créances	811,1	17,2	50,9	17,5	23,4	920,1	106,9	371,8	14,8	147,8	137,0	149,8	821,2	40,9	1.889,1
16. Solde des créances et des dettes .	+ 501,8	- 42,2	- 379,2	- 76,3	- 8,0	- 3,9	- 45,1	+ 11,6	+ 0,9	+ 10,0	- 6,0	+ 4,2	+ 20,7	+ 23,3	—

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1962

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

— données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	25,3	1,3	1,6	0,1	12,9	41,2	0,2	71,1	—	91,9	45,8	85,8	294,6	8,4	344,4
2. Paraétatiques d'exploitation	20,2	0,5	4,8	0,4	...	25,9	8,1	5,0	0,6	4,6	9,5	8,5	28,2	1,1	63,3
3. Etat (Trésor)	110,6	3,7	—	4,0	1,9	120,2	52,1	151,9	7,5	42,0	37,0	22,4	260,8	9,9	443,0
4. Secteur public non compris ailleurs	17,2	5,5	2,5	0,2	...	25,4	0,5	4,9	0,7	9,5	9,6	45,7	70,4	3,5	99,8
5. Sécurité sociale	17,6	...	2,7	...	1,8	22,1	0,4	1,1	...	1,3	6,7	...	9,1	2,9	34,5
6. Total des secteurs nationaux non financiers	190,9	11,0	11,6	4,7	16,6	234,8	61,3	234,0	8,8	149,3	108,6	162,4	663,1	25,8	985,0
7. Etranger	9,6	1,4	21,6	...	...	32,6	—	116,0	0,9	1,3	3,7	1,9	123,8	...	156,4
8. Organismes monétaires	298,9	2,7	3,7	11,1	1,2	317,6	35,4	11,9	0,1	2,1	1,6	0,8	16,5	9,7	379,2
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	7,0	—	...	...	...	7,0	...	9,8
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	146,6	0,8	...	...	3,6	151,0	...	0,1	...	0,1	0,3	0,6	1,1	3,1	155,2
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	152,8	...	...	...	0,1	152,9	...	...	...	...	0,1	...	0,1	1,1	154,1
12. Organismes publics de crédit non monétaires	79,5	0,5	10,4	3,0	1,8	95,2	4,8	10,3	0,3	11,3	33,4	0,5	55,8	6,0	161,8
13. Total des intermédiaires financiers	677,8	4,0	16,9	14,1	6,7	719,5	40,2	29,3	0,4	13,5	35,4	1,9	80,5	19,9	860,1
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	— 4,0	2,6	1,1	— 1,1	1,3	— 0,1	4,0	13,3	0,6	1,9	0,7	— 0,1	16,4	—	20,3
15. Total des créances	874,3	19,0	51,2	17,7	24,6	986,8	105,5	392,6	10,7	166,0	148,4	166,1	883,8	45,7	2.021,8
16. Solde des créances et des dettes .	+ 529,9	— 44,3	— 391,8	— 82,1	— 9,9	+ 1,8	— 50,9	+ 13,4	+ 0,9	+ 10,8	— 5,7	+ 4,3	+ 23,7	+ 25,4	—

XII - 4. — MOUVEMENT DES CREANCES ET DES DETTES EN 1962

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

----- données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capi- talisation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	+ 2,1	+ 0,2	...	...	+ 1,1	+ 3,4	+ 5,6	+ 11,6	—	+ 10,3	+ 3,3	+ 7,0	+ 32,2	— 0,5	+ 40,7
2. Paraétatiques d'exploitation	+ 0,8	— 0,1	+ 0,3	...	...	+ 1,0	— 0,3	+ 0,7	...	+ 0,6	+ 0,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 1,1	+ 3,9
3. Etat (Trésor)	+ 3,0	+ 0,3	—	— 0,8	— 0,4	+ 2,1	— 2,1	+ 2,4	+ 2,6	+ 6,6	— 1,6	+ 0,3	+ 10,3	+ 1,3	+ 11,7
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 0,4	+ 0,4	— 1,2	...	— 0,2	— 0,6	...	+ 1,0	— 0,5	+ 0,8	+ 0,6	+ 4,7	+ 6,6	...	+ 6,0
5. Sécurité sociale	— 0,2	...	— 0,1	...	+ 0,1	— 0,2	+ 0,3	+ 0,1	...	+ 0,4	+ 1,6	...	+ 2,1	+ 0,1	+ 2,3
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 6,1	+ 0,8	— 1,0	— 0,8	+ 0,6	+ 5,7	+ 3,5	+ 15,8	+ 2,1	+ 18,7	+ 4,3	+ 12,4	+ 53,3	+ 2,0	+ 64,6
7. Etranger .....	...	+ 0,3	...	...	...	+ 0,3	—	+ 2,8	...	+ 0,1	— 0,2	+ 0,3	+ 3,0	+ 1,0	+ 4,3
8. Organismes monétaires	+ 22,1	...	+ 0,2	+ 0,8	+ 0,1	+ 23,2	+ 0,1	...	— 5,7	...	...	+ 0,3	— 5,4	+ 1,2	+ 19,1
9. Fonds des Rentes .....	—	...	—	...	...	...	...	— 3,9	—	...	...	...	— 3,9	— 0,1	— 4,0
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 16,1	+ 0,2	...	...	+ 0,1	+ 16,4	...	...	...	...	...	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,7	+ 17,4
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	+ 10,6	...	— 0,1	...	...	+ 10,5	...	...	...	...	+ 0,1	...	+ 0,1	+ 0,5	+ 11,1
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 8,0	...	+ 0,2	— 0,2	— 0,2	+ 7,8	— 0,5	+ 2,8	— 0,6	— 1,6	+ 5,0	+ 0,1	+ 5,7	+ 0,7	+ 13,7
13. Total des intermédiaires financiers	+ 56,8	+ 0,2	+ 0,3	+ 0,6	...	+ 57,9	— 0,4	— 1,1	— 6,3	— 1,6	+ 5,1	+ 0,7	— 3,2	+ 3,0	+ 57,3
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	+ 0,2	+ 0,4	— 0,2	+ 0,4	+ 0,6	+ 1,4	+ 1,1	+ 3,3	+ 0,1	+ 1,0	+ 1,6	+ 0,5	+ 6,5	—	+ 8,9
15. Total des créances	+ 63,1	+ 1,7	— 0,9	+ 0,2	+ 1,2	+ 65,3	+ 4,2	+ 20,8	— 4,1	+ 18,2	+ 10,8	+ 13,9	+ 59,6	+ 6,0	+ 135,1
16. Solde des créances et des dettes .	+ 22,4	— 2,2	— 12,6	— 5,8	— 1,1	+ 0,7	— 0,1	+ 1,7	— 0,1	+ 0,8	— 0,3	+ 0,2	+ 2,3	— 2,9	—

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics				Crédits d'escompte, d'avances et d'accep- tations aux entreprises et particuliers		Emprunts obliga- taires des banques de dépôts	Créances et engage- ments sur et envers des inter- médiaires financiers non monétaires	Divers 3	
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat	Créances nettes sur le Fonds des Rentes	Créances sur les autres pouvoirs publics 2	Total	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des orga- nismes monétaires (12)				
		Dépôts en francs belges 1	Dépôts en devises													(10) = (7) à (9)
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)			
1960 Mars	212,5	36,1	4,8	0,5	253,9	72,8	133,6	2,0	4,3	139,9	48,5	60,1	- 6,9	5,6	- 6,0	
Juin	219,9	33,5	5,8	0,3	259,5	74,5	136,2	2,1	4,5	142,8	49,2	61,0	- 7,0	5,6	- 5,6	
Septembre	214,2	33,7	8,0	0,3	256,2 ⁴	67,2	142,7	3,9	3,7	150,3	48,8	60,0	- 7,2	5,3	- 8,2	
Décembre	220,4	34,7	7,2	0,2	262,5 ⁴	74,8	135,9	5,8	4,7	146,4	53,0	65,4	- 7,6	4,9	- 9,0	
1961 Mars	222,6	37,5	7,9	0,1	268,1 ⁴	73,3	143,6	4,0	4,2	151,8	51,4	64,5	- 7,9	5,4	- 5,9	
Juin	226,8	38,0	7,9	0,1	272,8 ⁴	68,2	149,3	4,1	4,7	158,1	54,1	67,3	- 8,2	6,1	- 5,5	
Septembre	228,6	41,1	8,4	...	278,1 ⁴	70,9	154,3	3,4	4,2	161,9	54,6	69,7	- 8,4	6,3	- 7,2	
Décembre	237,4	43,6	8,0	...	289,0	77,8	147,4	5,2	6,1	158,7	61,2	75,2	- 8,6	6,8	- 6,9	
1962 Mars	236,3	47,5	8,2	0,1	292,1	84,6	147,3	3,2	5,6	156,1	61,7	73,9	- 9,1	7,0	- 8,2	
Juin	245,0	47,9	7,9	...	300,8	82,4	151,9	4,4	5,5	161,8	63,5	77,8	- 9,8	8,9	- 6,0	
Septembre	246,7	50,4	8,0	...	305,1	80,9	154,8	5,8	6,6	167,2	66,8	78,6	-10,4	9,0	- 8,4	
Décembre	254,5	48,5	7,4	...	310,4	80,5	149,0	7,0	7,7	163,7	72,9	86,7	-11,1	10,1	- 5,7	
1963 Mars	262,6	50,7	7,4	0,1	320,8	83,8	159,8	7,2	6,0	173,0	74,5	88,6	-11,1	10,3	- 9,7	
Juin	273,2	51,3	8,3	...	332,8	84,4	164,5	7,5	6,4	178,4	78,7	92,5	-11,2	10,2	- 7,7	
<i>Nouvelle série 5</i>																
Juin	272,3	51,3	8,2	...	331,8	83,2	167,3	7,5	5,0	179,8	77,7	89,4	-11,2	10,2	- 7,9	
Septembre	267,8	53,1	8,4	...	329,3	80,7	166,3	6,9	5,1	178,3	81,0	92,7	-11,3	10,1	- 9,5	
Décembre	279,0	55,0	9,1	...	343,1	79,2	171,2	7,4	5,8	184,4	89,9	100,9	-11,4	11,0	-10,0	
1964 Mars	274,3	58,3	10,1	...	342,7	78,3	174,1	7,0	4,8	185,9	89,4	105,1	-11,2	10,5	-10,2	
Juin	287,1	58,3	8,1	...	353,5	79,4	177,9	8,8	5,2	191,9	93,2	108,5	-11,3	10,5	-10,2	
Septembre	285,1	64,1	5,0	...	354,2	81,0	176,0	7,8	5,0	188,8	95,5	109,8	-11,3	11,3	-11,1	
Décembre	298,7	65,1	5,1	...	368,9	88,0	180,1	7,8	6,3	194,2	99,3	112,7	-11,4	10,8	-12,0	
1965 Mars	294,2	70,6	4,5	...	369,3	87,0	179,6	6,8	7,3	193,7	99,6	113,0	-11,4	12,3	-11,9	
Juin	310,6	71,1	5,1	...	386,8	92,4	186,0	7,1	7,7	200,8	103,4	117,6	-11,3	11,6	-10,1	
Septembre	307,9	74,8	3,9	...	386,6	90,4	189,9	4,2	7,1	201,2	107,9	120,9	-11,3	11,3	-12,9	

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.

2 Y compris les créances sur les fonds de pension.

3 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre. Elle comprend, en outre, jusqu'au 30 juin 1963 (ancienne série), le solde des opérations autres qu'à court terme de la C.N.C.P.

4 En principe les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,2 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,7 milliard en septembre, mais ces montants y ont été ensuite partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,3 milliard en novembre-décembre 1960, et de montants supplémentaires de 0,2 milliard en janvier-février 1961, 0,1 milliard en septembre 1961 et 0,2 milliard en octobre 1961.

5 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne séries, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

N. B. — Pour le mode d'établissement de ce tableau, voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, vol. II, n° 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, n° 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1958 — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	58,5	56,6	53,7	58,3	62,4	64,9	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ⁴	77,7	
2. F.M.I. — Participation	4,4	4,4	4,4	7,4	8,0	7,2	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	2,4	0,9	2,7	1,2	2,4	0,3	2,3	0,8	3,8	3,0	3,1	3,8	4,1	3,0	4,7	4,4	4,3	1,8	6,2	2,8	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	3,5	3,1	2,4	0,7	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ³	12,6	15,5	19,9	19,3	20,4	18,2	13,4	14,3	12,8	17,8	19,5	19,6	21,5	20,9	19,8	22,0	27,0	25,9	21,9	23,2	
b) en francs belges ³ .....	...	...	0,2	...	0,1	...	...	0,1	...	...	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	81,5	80,6	83,4	87,0	93,8	91,1	90,4	89,4	92,0	96,4	99,5	100,5	103,0	102,6	104,0	106,0	115,7	114,0	121,2	120,9	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	0,6	0,7	0,6	0,6	0,5	0,6	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,3	0,2	1,5	0,3	...	0,1	...	0,2	...	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	6,0	8,4	7,2	9,7	6,5	6,4	8,1	9,9	5,2	8,8	9,9	8,2	9,3	9,6	9,8	10,0	9,8	9,9	9,9	9,9	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	2,3	2,2	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,4	2,4	2,4	2,5	2,4	2,5	
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	1,0	...	...	...	0,2	...	...	...	2,7	0,1	...	0,5	1,7	...	0,9	0,6	0,1	...	0,2	...
b) effets commerciaux	3,4	2,8	2,1	1,7	2,5	2,0	1,7	1,7	3,6	2,4	2,5	1,5	3,5	3,0	3,2	2,8	2,6	2,4	2,1	2,1	
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	1,0	...	0,6	0,6	1,1	2,5	1,5	0,4	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	0,3	...	...	0,8	...	...	1,8	...	2,0	0,5	0,2
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	22,0	25,6	26,6	28,6	28,6	27,0	23,6	22,6	19,9	28,2	33,4	34,4	36,4	35,4	36,6	33,7	40,2	38,3	39,8	37,0	
TOTAL DE L'ACTIF ...	150,9	154,4	156,4	164,0	168,6	163,6	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,2	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	

¹ Bons spéciaux du trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

⁴ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																					
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,8	0,6	0,5	0,8	0,9	0,4	0,6	0,5	0,8	0,6	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,6	0,7	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	1,0	0,8	0,7	1,0	1,1	0,6	0,8	0,7	1,0	1,0	0,8	1,0	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,7	0,8	0,9	
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets ²	2,4	2,2	2,1	2,1	2,4	2,3	2,4	2,3	2,6	2,5	2,5	2,6	2,8	3,2	3,0	2,9	3,0	3,1	3,3	3,3	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	
— autres	1,0	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,1	
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Monnaie fiduciaire ³	121,7	120,4	122,6	123,8	126,7	125,5	129,7	131,0	135,9	138,0	143,8	144,1	147,7	145,4	150,9	152,1	157,3	155,1	162,5	162,7	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,7	0,5	0,4	0,4	0,6	0,4	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5	0,4	0,4	0,6	0,5	0,3	0,4	
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) détenues par le Trésor	0,2	0,2	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	1,6	1,9	6,4	3,2	3,2	2,1	1,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	23,9	26,9	28,3	29,8	30,6	29,0	25,3	24,3	21,1	30,5	34,9	36,1	38,2	37,3	38,9	40,9	42,4	41,3	42,6	40,1	
TOTAL DU PASSIF ...	150,9	154,4	156,4	164,0	168,6	163,6	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,2	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	

1 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

2 Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

3 Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

4 Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-4-64	31-5-64	30-6-64	31-7-64	31-8-64	30-9-64	31-10-64	30-11-64	31-12-64	31-1-65	28-2-65	31-3-65	30-4-65	31-5-65	30-6-65	31-7-65	31-8-65	30-9-65	31-10-65	30-11-65
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	69,4	69,6	69,6	69,7	69,7	69,7	70,2	71,7	72,5	73,1	73,6	74,2	74,5	76,6	78,1 ³	78,2 ³	78,6 ³	77,7	77,9	77,9
2. F.M.I. — Participation	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	9,0	9,0	9,1	10,0	10,0	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	3,1	2,2	4,7	4,8	2,5	4,4	4,3	1,4	4,3	1,4	...	1,8	1,5	3,4	6,2	5,5	2,5	2,8	5,3	3,3
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	20,0	20,9	19,8	20,1	21,1	22,0	23,3	25,9	27,0	26,9	26,7	25,9	26,8	23,9	21,9	22,3	22,8	23,2	22,6	22,6
b) en francs belges	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,6	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	102,4	102,6	104,0	104,5	103,2	106,0	107,7	108,9	115,7	113,6	112,5	114,0	115,0	119,0	121,2	123,2	121,1	120,9	123,0	121,0
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1
c) sur les banques de dépôts	1,2	...	0,1	...	0,4	...	...	...	0,2	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus	9,0	9,9	9,8	8,9	10,0	10,0	9,7	9,9	9,8	7,2	9,7	9,9	9,9	9,9	9,9	9,3	9,8	9,9	7,3	10,0
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,4	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations .....	...	...	0,9	0,8	0,7	0,6	0,3	0,1	0,1	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	0,5	...
b) effets commerciaux	2,7	2,8	3,2	6,3	4,6	2,8	2,3	2,1	2,6	2,9	2,8	2,4	2,3	2,2	2,1	2,4	2,1	2,1	2,0	1,9
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	0,1	...
d) obligations :																				
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	0,8	2,4	2,5	1,9	3,4	1,5	1,3	0,4	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	0,5	1,8	2,5	2,5	...	0,8	1,7	2,0	2,5	0,5	0,5	...	0,2	0,2	0,3	...
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	35,7	37,0	36,6	35,5	38,3	38,7	38,0	38,8	40,2	38,8	39,2	38,3	39,1	37,5	39,8	37,8	39,2	37,0	36,8	37,1
TOTAL DE L'ACTIF ...	188,9	191,6	194,1	194,9	198,1	198,4	198,8	199,7	206,1	201,1	203,3	204,1	206,2	206,5	211,0	210,1	209,7	207,5	207,5	207,3

¹ Bons spéciaux du trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	80-4-64	81-5-64	30-6-64	31-7-64	31-8-64	30-9-64	31-10-64	30-11-64	31-12-64	31-1-65	28-2-65	31-3-65	30-4-65	31-5-65	30-6-65	31-7-65	31-8-65	30-9-65	31-10-65	30-11-65
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,5	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	1,0	0,9
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																				
1. Pièces et billets ²	2,6	2,7	3,0	2,8	2,8	2,9	2,7	3,0	3,0	2,9	2,8	3,1	2,8	3,3	3,3	3,2	3,1	3,3	3,0	3,4
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire	—	—	—	—	1,1	1,2	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,7	0,1	0,1	2,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																				
1. Monnaie fiduciaire ³	147,5	148,7	150,9	153,0	152,3	152,1	153,1	152,8	157,3	153,9	154,9	155,1	158,5	160,2	162,5	164,6	162,3	162,7	164,0	162,7
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,6	0,5	0,4	0,5	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,4
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	37,7	39,1	38,9	37,8	40,7	40,9	40,6	41,5	42,4	41,5	42,9	41,3	42,4	40,4	42,6	41,1	42,9	40,1	39,2	39,8
TOTAL DU PASSIF ...	188,9	191,6	194,1	194,9	198,1	198,4	198,8	199,7	206,1	201,1	203,3	204,1	206,2	206,5	211,0	210,1	209,7	207,5	207,5	207,3

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C6a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 2	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,4	1,7	1,2	1,6	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	0,4	1,7	1,2	1,6	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets .....	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,2	0,8	0,4
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,4	0,4	...	...	...	0,2	0,1	...	0,4	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	34,4	33,3	33,4	34,2	34,0	34,9	36,6	36,8	37,5	40,0	41,2	40,7	39,6	43,5	42,1	44,3	42,9	48,4	41,9	44,7	43,9
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1	5,2	5,2	5,1	5,3	5,5	5,5	5,6	5,7	5,7	5,7	5,8	5,7	5,7	5,5	5,5	5,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	2,1	1,5	2,1	1,6	3,4	2,6	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,6	5,0
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	0,4	0,8	1,2	0,8	1,8	0,1	0,5	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,5	0,1	...	0,3	0,4	0,3	0,5	0,2
b) effets commerciaux	0,3	0,6	0,6	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,9	0,8	0,7	1,2	1,4	1,5	1,5	1,3	1,3	1,3	1,2	1,2	1,2
c) avances .....	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...
— autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	0,1	0,2	...	...	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres	2,8	3,7	3,6	4,4	5,0	4,8	4,6	4,7	4,7	5,0	5,2	4,5	3,1	3,1	3,6	4,2	3,4	2,4	3,0	3,8	3,1
TOTAL DE L'ACTIF ...	46,2	47,0	47,6	48,6	51,1	49,1	50,8	51,4	53,8	55,3	56,9	56,2	53,6	59,4	56,9	60,4	58,1	64,6	59,1	63,0	60,3

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (actifs à court terme et obligations), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (actifs à court terme), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Résecompte et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique « D. Autres ». En ce qui concerne la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés a été reprise, jusqu'au 30 juin 1963, ancienne série, sous la rubrique « D. Autres »; à partir du 30 juin 1963, nouvelle série, cette contrepartie est rangée sous la rubrique « C5a — Créances sur les paraétatiques de crédit à un an au plus ».

² Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 5	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	1,5	1,3	1,3	1,3	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	1,5	1,3	1,3	1,3	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ²	0,6	0,7	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,2	0,8	0,3
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	2,8	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,7	0,6	0,6	0,5	3,3	2,3	1,0	1,1	6,4	2,3	0,8	1,3
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ³	5,2	5,1	5,3	5,3	5,5	5,5	5,6	5,7	5,8	5,8	5,9	5,9	6,0	6,0	6,0	6,2	6,3	6,4	6,3	6,4	6,4
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et parti-																					
culiers ⁴	28,2	27,2	28,6	28,5	29,5	29,3	30,6	31,1	32,4	33,2	34,5	33,8	32,6	34,2	33,8	37,4	35,7	37,2	36,8	38,8	37,5
b) détenue par les pouvoirs publics	7,3	8,7	8,4	9,6	10,0	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et parti-																					
culiers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un																					
mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en																					
carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	1,9	1,9	1,1	1,8	1,1	0,7	0,3	0,1	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	...	0,1	...	0,3	...	...	0,1	...	0,1	0,1	0,3	0,3	...	...	...	...	1,0	0,4	0,7
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	0,3
TOTAL DU PASSIF ...	46,2	47,0	47,6	48,6	51,1	49,1	50,8	51,4	53,8	55,3	56,9	56,2	53,6	59,4	56,9	60,4	58,1	64,6	59,1	63,0	60,3

1 Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (passifs à vue et à un mois au plus), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescampte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

2 Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale.

3 Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

4 Y compris les comptes à vue des paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

5 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	0,9	1,2	1,3	1,3	1,5	1,3	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	0,4	0,5	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	p 0,7
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,5	0,6	0,5	0,7	0,6	2,2	2,2	2,1	0,8	1,1	2,1	3,2	2,8	2,7	2,5	2,9	3,6	4,8	5,6	4,3	4,2
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	11,8	12,2	14,0	14,2	15,2	16,0	15,7	16,3	19,5	19,3	23,9	24,1	25,4	23,4	28,5	29,3	28,4	29,0	39,7	35,2	34,7
b) en francs belges ²	2,4	2,2	2,4	2,3	1,9	2,2	2,5	2,2	2,2	3,3	3,4	4,5	4,9	4,5	5,1	5,6	5,3	5,5	6,2	6,3	6,2
7. Ajustement statistique	-0,9	-0,5	-0,2	-0,3	-0,4	+0,3	-0,4	+0,6	+0,1	+0,7	-0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	14,7	15,7	18,0	18,2	18,8	22,0	21,2	22,3	23,7	25,5	30,4	32,2	33,6	31,2	36,7	38,4	37,8	39,9	52,2	46,5	45,8
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	2,4	2,2	2,1	2,1	2,3	2,2	2,3	2,2	2,6	2,5	2,5	2,5	2,6	2,8	3,1	2,9	2,8	2,9	3,0	3,2	3,2
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—
— autres	1,0	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2
b) sur les organismes publics	2,8	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,8	0,5	0,5	0,4	3,3	2,3	1,0	1,1	6,4	2,3	0,9	1,3
c) sur les banques de dépôts	2,1	2,3	2,7	3,7	3,0	3,4	3,2	3,4	3,3	4,2	4,1	3,7	5,9	4,7	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,1	6,1
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	32,9	39,0	45,6	46,8	42,1	39,0	39,4	39,0	14,4	19,1	22,1	22,3	24,3	22,7	26,0	26,3	26,5	24,6	29,1	29,7	33,6
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	18,0	18,3	19,3	19,7	20,7	22,6	22,5	23,9	25,9	27,3	26,7	29,6	29,5	29,7	30,0	31,1	30,1	30,6	33,0	35,5	34,7
— autres	3,2	3,2	2,4	2,4	2,8	2,9	3,7	3,8	24,5	22,8	22,8	22,9	22,8	23,9	24,4	24,3	24,3	24,6	23,8	24,2	26,1
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	1,5	1,6	1,5	1,4	1,4	1,6	1,6	1,9	1,8	1,2	1,6	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,7
— autres	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	1,4	1,2	1,1	1,5	2,1	3,8	4,1	5,1	3,0	3,5	4,9	3,8	3,2	2,5	2,9	2,7	3,9	5,5	6,8	5,7	9,5
b) effets commerciaux	20,3	19,6	21,0	22,0	24,1	25,1	25,4	27,2	26,9	32,2	32,9	32,8	34,4	37,7	38,3	40,1	39,7	41,5	40,5	43,2	42,1
c) avances	26,2	26,4	28,1	28,1	30,0	30,0	31,1	31,8	35,6	35,1	37,5	37,3	39,7	42,4	43,5	44,8	46,8	47,8	48,3	50,4	52,7
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur	1,6	1,9	2,0	2,0	2,3	2,4	2,9	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	p 2,1
— autres	0,3	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,7	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	5,8	8,4	10,0	11,7	11,0	8,0	8,6	8,6	6,4	6,5	7,9	7,9	6,3	6,8	5,9	6,3	6,3	7,4	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	...	...	0,1
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	5,4	5,6	5,9	6,1	6,7	7,6	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9
— autres .....	...	...	0,3	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7
D. Autres	21,9	22,0	23,6	23,7	24,4	25,4	29,6	28,1	31,1	29,7	32,5	31,3	31,4	31,6	31,0	34,3	32,1	36,2	43,2	48,5	46,4
TOTAL DE L'ACTIF ...	162,4	172,9	187,2	194,3	199,9	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2

¹ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

² Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	9,2	12,4	22,4	23,0	21,3	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1
b) en francs belges ^{2 3}	11,2	10,8	10,5	10,9	11,5	10,9	11,1	11,2	12,4	12,3	13,5	16,1	17,6	16,9	16,7	17,5	15,9	18,1	21,1	21,0	20,3
4. Ajustement statistique	-1,1	-0,7	-0,5	-0,4	-0,6	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	19,3	22,5	32,4	33,5	32,2	26,3	26,6	28,3	32,5	34,6	42,2	45,2	50,0	51,3	57,2	59,2	59,0	64,0	76,0	72,1	73,4
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,3	0,2	0,2	1,5	0,3	...	0,1	...	0,2	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,3	0,3	...	...	...	0,2	0,1	...	0,4	...	...
c) envers les banques de dépôts	2,1	2,3	2,7	3,7	3,0	3,4	3,1	3,4	3,3	4,3	4,1	3,7	5,9	4,7	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,1	6,1
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers	57,4	60,7	61,4	60,9	65,1	66,1	68,3	67,5	69,3	72,9	76,0	75,8	73,6	78,5	77,3	79,8	79,0	86,3	86,4	90,3	90,1
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	19,1	21,7	22,3	25,2	27,3	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	15,7	15,8	15,7	15,9	16,3	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6
— dépôts en devises	7,2	7,9	7,9	8,4	8,0	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	7,6	7,9	8,2	8,4	8,6	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	0,9	2,2	0,7	0,8	0,5	1,3	0,7	...	0,2	0,2	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paratratiques de crédit	0,7	0,4	0,2	0,4	0,6	1,1	0,2	0,3	0,2	0,1	0,3	0,3	0,3	0,2	0,4	0,3	1,0	...	0,4	0,1	0,1
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	33,3	32,8	34,1	37,2	37,7	39,6	42,5	43,5	44,2	46,0	48,0	45,6	45,5	46,3	46,2	50,5	48,9	53,0	52,9	56,5	59,5
TOTAL DU PASSIF ...	162,4	172,9	187,2	194,3	199,9	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2

¹ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

² Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

³ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	58,5	56,6	53,7	58,3	62,4	64,9	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ^c	77,7
2. F.M.I. — Participation	4,4	4,4	4,4	7,4	8,0	7,2	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4
3. Obligations	1,0	1,3	1,4	1,4	1,6	1,4	1,3	1,2	1,2	1,2	1,2	0,5	0,6	0,7	0,7	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	3,3	3,2	4,4	3,5	3,5	2,9	4,7	3,1	4,8	4,2	5,3	6,4	6,6	7,0	5,7	7,6	8,0	9,2	7,6	10,6	7,5
5. Créances sur l'U.E.P. ²	3,5	3,1	2,4	0,7	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ³	24,4	27,7	33,9	33,5	35,6	34,2	29,1	30,6	32,3	37,1	43,4	43,6	45,0	44,9	49,4	49,1	50,4	56,0	65,6	57,1	57,9
b) en francs belges ³	2,4	2,2	2,6	2,3	2,0	2,2	2,5	2,3	2,2	3,3	4,9	6,0	6,4	6,0	6,6	7,1	6,8	7,0	7,7	7,8	7,7
7. Ajustement statistique	- 0,9	- 0,5	- 0,2	- 0,3	- 0,4	+ 0,3	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,7	- 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	96,6	98,0	102,6	106,8	113,1	113,5	111,8	111,9	115,9	122,0	130,0	131,8	134,1	134,4	139,5	142,4	143,8	155,7	166,4	167,8	p 167,2
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	3,0	2,9	2,7	2,7	2,8	2,8	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,3	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—
— autres	1,0	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2
b) sur les organismes publics	3,1	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,9	0,6	0,6	0,6	3,4	2,4	1,1	1,2	7,0	2,5	1,7	1,7
c) sur les banques de dépôts	2,1	2,3	2,8	3,7	3,3	3,4	3,2	3,4	4,9	4,5	4,7	4,3	7,4	5,0	5,3	4,8	5,2	5,2	7,2	6,1	6,1
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	73,3	80,7	86,2	90,7	82,6	80,3	84,1	85,7	57,1	67,9	73,2	72,9	72,1	75,5	77,7	80,4	80,2	82,8	80,9	84,3	p 87,4
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	25,4	25,6	26,7	27,1	28,1	30,1	30,0	31,3	33,5	35,1	34,5	37,5	37,5	37,7	38,0	39,3	38,2	38,7	41,0	43,4	p 42,4
— autres	37,2	37,2	36,4	36,4	36,8	36,9	37,7	37,8	58,5	56,8	56,8	56,9	56,8	57,9	58,4	58,3	58,3	58,6	57,8	58,2	p 60,1
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	2,1	1,5	2,1	1,6	3,4	2,6	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,6	5,0
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	1,8	1,9	1,8	1,7	1,8	2,0	2,0	2,3	2,1	1,6	1,9	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	p 1,1
— autres	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	p 1,0
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	2,8	2,0	2,3	2,3	4,1	3,9	4,6	5,3	5,8	3,8	5,0	3,9	3,8	4,7	3,0	3,6	4,8	6,0	7,1	6,4	9,7
b) effets commerciaux	24,0	23,0	23,7	24,2	27,1	27,7	27,8	29,6	31,4	35,4	36,1	36,5	37,3	42,7	42,8	44,6	43,8	45,4	44,1	46,5	45,4
c) avances	26,2	26,4	28,1	28,1	30,1	30,1	31,2	31,9	35,7	35,2	37,6	37,4	39,8	42,5	43,6	44,9	46,9	47,9	48,4	50,5	52,8
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur	1,6	1,9	2,0	2,0	2,3	2,4	2,9	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	p 2,1
— autres	0,3	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,2	1,3	2,0	2,5	2,5	2,5	2,5	p 2,5
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ⁴	5,8	8,4	10,0	11,7	11,0	8,0	8,6	8,6	7,0	7,5	7,9	7,9	6,9	7,4	7,0	8,8	7,8	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,7	0,3	...	...	...	0,8	0,1	0,2	2,0	0,2	2,0	0,5	0,3
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	5,4	5,6	5,9	6,1	6,7	7,6	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	p 10,9
— autres	0,2	0,2	0,5	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	p 0,8
D. Autres																					
	46,7	51,3	53,8	56,7	58,0	57,2	57,8	55,4	55,7	62,9	71,1	69,2	68,9	71,1	70,0	75,1	74,2	78,8	84,5	92,1	p 86,5
TOTAL DE L'ACTIF ...	359,5	374,3	391,2	406,9	419,6	414,5	419,2	424,3	434,6	457,4	481,3	480,6	487,3	508,5	511,5	526,7	530,0	560,8	572,5	586,7	587,0

Colonne du tableau XIII
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans lequel le la rubrique est comprise

1 Bons spéciaux du trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

2 Créances bilatérales sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

3 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

4 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D « Autres ».

5 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

6 Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65		
A. Engagements envers l'étranger :																						
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																						
a) en monnaies étrangères ²	9,2	12,4	22,4	23,0	21,3	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	
b) en francs belges ^{1 2}	13,5	12,7	12,3	13,0	14,4	13,3	13,7	13,7	15,1	15,7	16,7	19,3	20,9	20,6	20,4	21,1	19,4	21,6	24,3	24,2	23,5	
4. Ajustement statistique	-1,1	-0,7	-0,5	-0,4	-0,6	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	21,8	24,6	34,4	35,8	35,3	28,9	29,4	31,0	35,4	38,2	45,6	48,6	53,5	55,2	61,1	63,0	62,7	67,7	79,4	75,5	76,8	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets ³	3,0	2,9	2,7	2,7	2,9	2,8	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,3	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	
2. Autres :																						
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,4	0,3	0,3	1,6	0,3	...	0,1	...	0,2	...	...	...
b) envers les organismes publics	0,3	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,3	0,3	...	0,1	0,1	0,3	0,2	0,6	0,6	0,8	0,3	
c) envers les banques de dépôts :																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	
— autres	5,9	6,2	4,4	6,2	8,8	6,7	4,2	4,4	7,5	7,2	4,8	4,4	6,5	10,3	9,0	5,6	6,3	12,1	11,2	7,0	7,5	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Monnaie fiduciaire ⁴	126,9	125,5	127,9	129,1	132,2	131,0	135,3	136,7	141,7	143,8	149,7	149,7	150,1	153,7	151,4	157,1	158,4	163,7	161,4	168,9	169,1	(1)
2. Monnaie scripturale :																						
a) détenue par les entreprises et parti-																						
culiers ⁵	86,4	88,4	90,4	89,8	95,2	95,8	99,3	99,0	102,2	106,4	110,8	109,9	106,5	113,2	111,6	117,6	115,1	124,1	123,7	129,4	128,0	(1)
b) détenue par les pouvoirs publics	7,3	8,7	8,4	9,6	10,0	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	(1)
3. Liquidités quasi monétaires :																						
a) détenues par les entreprises et parti-																						
culiers :																						
— dépôts en francs belges à plus d'un																						
mois	19,1	21,7	22,3	25,2	27,3	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	(2)
— dépôts en francs belges reçus en																						
cartons ou livrets	15,6	15,8	15,7	15,9	16,3	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	(2)
— dépôts en devises	7,2	7,9	7,9	8,4	8,0	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	(3)
b) détenues par le Trésor	0,2	0,2	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(4)
4. Emprunts obligataires	7,6	7,9	8,2	8,4	8,6	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	(13)
5. Autres :																						
a) envers le Fonds des Rentes ⁶ .....	...	4,4	6,0	8,2	5,8	4,8	4,1	2,7	0,1	0,2	0,3	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(8)
b) envers les paracétatiques de crédit	0,7	0,4	0,2	0,5	0,6	1,4	0,2	0,3	0,3	0,1	0,4	0,4	0,6	0,5	0,4	0,3	1,0	...	1,4	0,5	0,8	(14)
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(7)
D. Autres	57,5	59,7	62,4	67,0	68,3	68,6	67,8	67,8	65,3	76,5	82,9	80,5	81,6	84,5	83,5	89,4	89,8	95,4	94,2	99,6	99,9	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	359,5	374,3	391,2	406,9	419,6	414,5	419,2	424,3	434,6	457,4	481,3	480,6	487,3	508,5	511,5	526,7	530,0	560,8	572,5	586,7	587,0	

Colonne du tableau XIII-1
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle
le la rubrique est comprise

(6)

(1)

(1)

(1)

(2)

(2)

(3)

(4)

(13)

(8)

(14)

(7)

(15)

1 Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

3 B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

4 Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

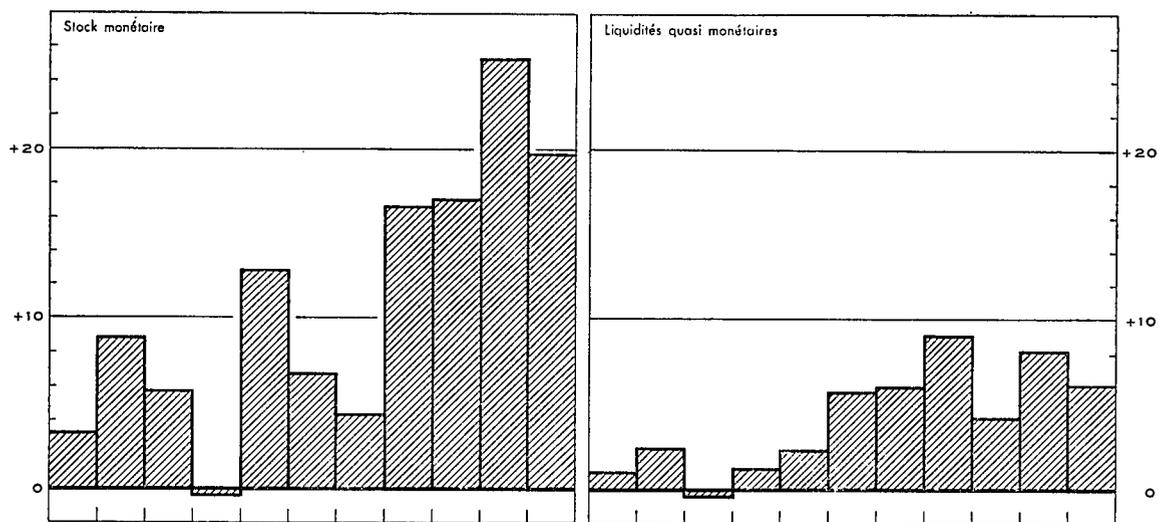
5 B.N.B. : y compris les comptes à vue des paracétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou D « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paracétatiques, sauf ceux de certains paracétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

6 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D « Autres ».

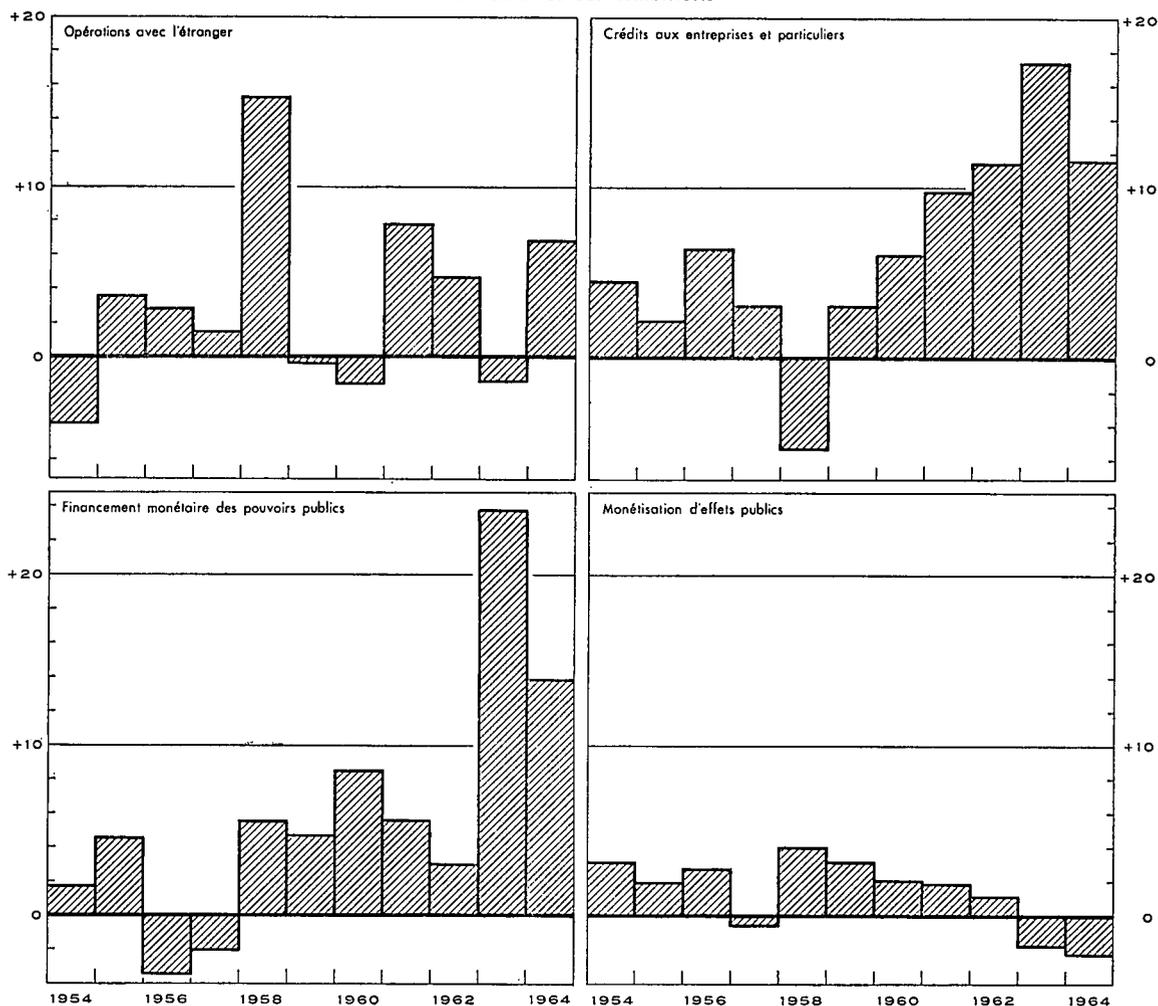
7 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONÉTAIRES (variations en milliards de francs)

A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B.- ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Crédits aux entreprises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -)		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat	Autres pouvoirs publics 2	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1960 1 ^{er} trimestre	- 3,9	+ 5,1	+ 1,2	+ 4,4	+ 0,7	- 0,9	- 0,3	- 5,4	+ 1,6	+ 1,0	+ 0,2	...	+ 0,6	- 0,7
2 ^e trimestre	+ 7,4	- 1,8	+ 5,6	- 0,7	+ 1,0	+ 0,1	- 0,3	+ 5,5	...	- 0,5	+ 0,2	- 0,2	+ 0,1	+ 0,4
3 ^e trimestre	- 5,2 ^a	+ 2,8 ^a	- 2,4 ^a	- 4,6	- 1,0	- 0,2	+ 0,6	+ 5,7	- 0,7	...	+ 1,0	- 0,2	- 0,4	- 2,6
4 ^e trimestre	+ 6,1 ^a	... ^a	+ 6,1 ^a	- 0,7	+ 5,3	+ 1,5	- 1,0	+ 0,7	+ 1,3	- 0,4	+ 0,5	- 0,3	- 0,4	- 0,4
Total ...	+ 4,4 ^a	+ 6,1 ^a	+ 10,5 ^a	- 1,6	+ 6,0	+ 0,5	- 1,0	+ 6,5	+ 2,2	+ 0,1	+ 1,9	- 0,7	- 0,1	- 3,3
1961 1 ^{er} trimestre	+ 2,1 ^a	+ 3,3 ^a	+ 5,4 ^a	- 1,4	- 0,8	- 0,5	- 0,8	+ 5,7	- 0,6	+ 1,1	- 0,6	- 0,3	+ 0,8	+ 2,8
2 ^e trimestre	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	- 0,6	+ 2,8	+ 0,5	- 0,1	- 0,1	+ 0,6	- 0,1	+ 0,3	- 0,3	+ 0,7	+ 0,8
3 ^e trimestre	+ 1,7 ^a	+ 3,6 ^a	+ 5,3 ^a	+ 5,3	+ 2,4	- 1,0	- 1,9	+ 2,4	- 0,5	+ 0,4	+ 0,1	- 0,3	+ 0,4	- 2,0
4 ^e trimestre	+ 8,8 ^a	+ 1,8 ^a	+ 10,6 ^a	+ 4,5	+ 5,5	- 0,1	+ 1,1	- 4,4	+ 2,5	+ 0,1	+ 0,6	- 0,2	+ 0,6	+ 0,4
Total ...	+ 16,7 ^a	+ 9,1 ^a	+ 25,8 ^a	+ 7,8	+ 9,9	- 1,1	- 1,7	+ 3,6	+ 2,0	+ 1,5	+ 0,4	- 1,1	+ 2,5	+ 2,0
1962 1 ^{er} trimestre	- 1,1	+ 4,2	+ 3,1	+ 5,0	- 1,3	- 1,4	+ 1,8	+ 1,6	- 0,2	+ 0,2	- 0,6	- 0,5	- 0,3	- 1,2
2 ^e trimestre	+ 8,7	...	+ 8,7	+ 0,3	+ 3,9	+ 1,3	- 2,2	+ 0,3	- 0,1	+ 0,6	+ 0,5	- 0,6	+ 2,3	+ 2,4
3 ^e trimestre	+ 1,6	+ 2,6	+ 4,2	+ 1,7	+ 0,8	- 1,7	+ 2,5	+ 2,7	+ 0,8	+ 0,4	- 0,1	- 0,6	- 0,2	- 2,1
4 ^e trimestre	+ 7,9	- 2,5	+ 5,4	- 2,3	+ 8,1	+ 1,6	- 2,0	- 3,8	+ 1,7	- 0,7	+ 0,9	- 0,7	+ 0,6	+ 2,0
Total ...	+ 17,1	+ 4,3	+ 21,4	+ 4,7	+ 11,5	- 0,2	+ 0,1	+ 0,8	+ 2,2	+ 0,5	+ 0,7	- 2,4	+ 2,4	+ 1,1
1963 1 ^{er} trimestre	+ 8,1	+ 2,2	+ 10,3	+ 3,3	+ 1,9	- 1,3	- 0,4	+ 11,6	- 1,3	- 0,2	+ 0,2	- 0,1	+ 0,5	- 3,9
2 ^e trimestre	+ 10,7	+ 1,4	+ 12,1	- 0,1	+ 3,9	...	+ 0,4	+ 6,4	+ 0,1	- 0,4	+ 0,9	- 0,1	...	+ 1,0
3 ^e trimestre	- 4,5	+ 1,9	- 2,6	- 2,0	+ 3,3	+ 0,7	...	- 1,6	+ 0,1	- 0,9	- 0,3	- 0,1	- 0,2	- 1,6
4 ^e trimestre	+ 11,1	+ 2,7	+ 13,8	- 2,6	+ 8,2	+ 0,5	+ 0,7	+ 7,3	+ 0,9	- 0,1	- 0,9	- 0,1	+ 0,3	- 0,4
Total ...	+ 25,4	+ 8,2	+ 33,6	- 1,4	+ 17,3	- 0,1	+ 0,7	+ 23,7	- 0,2	- 1,6	- 0,1	- 0,4	+ 0,6	- 4,9
1964 1 ^{er} trimestre	- 4,7	+ 4,3	- 0,4	- 1,8	+ 4,2	- 1,4	- 4,6	+ 3,2	- 0,1	- 0,2	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,2	- 0,3
2 ^e trimestre	+ 12,8	- 2,0	+ 10,8	+ 0,4	+ 3,4	+ 1,1	+ 0,4	+ 5,6	+ 0,6	- 0,3	- 0,4	- 0,1	...	+ 0,1
3 ^e trimestre	- 1,9	+ 2,7	+ 0,8	+ 1,9	+ 1,4	+ 0,8	+ 1,0	- 0,8	- 0,1	- 1,0	- 0,5	- 0,1	- 1,0	- 0,8
4 ^e trimestre	+ 13,5	+ 1,1	+ 14,6	+ 6,5	+ 2,8	- 0,6	+ 0,9	+ 4,2	+ 1,3	- 0,7	- 0,2	...	+ 1,3	- 0,9
Total ...	+ 19,7	+ 6,1	+ 25,8	+ 7,0	+ 11,8	- 0,1	- 2,3	+ 12,2	+ 1,7	- 2,2	- 1,0	+ 0,1	+ 0,5	- 1,9
1965 1 ^{er} trimestre	- 4,4	+ 4,8	+ 0,4	+ 4,7	+ 0,4	- 2,3	- 0,1	- 3,4	+ 1,0	+ 0,5	...	...	- 0,5	+ 0,1
2 ^e trimestre	+ 16,3	+ 1,2	+ 17,5	+ 3,9	+ 4,6	+ 1,9	- 0,7	+ 4,7	+ 1,2	- 0,4	- 0,4	+ 0,1	+ 0,8	+ 1,8
3 ^e trimestre	- 2,7	+ 2,5	- 0,2	+ 0,9	+ 3,2	- 2,2	+ 1,2	+ 2,7	- 1,1	- 1,0	- 1,4	...	...	- 2,5

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

— Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires. — 2 Y compris les fonds de pension. — 3 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges, qui étaient confondus jusque là dans les statistiques monétaires avec les comptes de résidents, ont été convertis en comptes étrangers « financiers »; ultérieurement, une partie de ces comptes a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires, une diminution purement comptable de 0,9 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard, respectivement au 4^e trimestre de 1960 et au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminution et augmentations comptables ont été éliminées des variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires telles qu'elles apparaissent aux colonnes (1) à (3) du présent tableau.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ²	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. ²	avoirs en C.C.P. ²	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-banquaires ²				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (3) : (10)	
1954 Juin	5,9	100,2	104,3	8,1	0,7	20,2	49,0	69,9	78,0	182,3	57,2
Décembre	5,9	102,7	106,7	7,4	0,5	20,6	48,4	69,5	76,9	183,6	58,1
1955 Juin	5,8	105,3	108,6	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	79,0	187,6	57,9
Décembre	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	57,5
1956 Juin	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ³	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3 ⁵	0,7	26,9	58,7 ⁴	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 ⁴	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Juin (est.) ⁶	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série ⁶</i>											
Juin	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	77,3	109,9	122,7	272,3	54,9
Décembre	6,3	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	79,8	113,2	125,3	279,0	55,1
1964 Juin	6,4	153,9	157,1	12,4	0,3	35,8	81,5	117,6	130,0	287,1	54,7
1964 Novembre	6,6	155,8	159,2	9,6	0,3	33,1	83,0	116,4	126,0	285,2	55,8
Décembre	6,8	160,3	163,8	10,8	0,6	35,9	87,6	124,1	134,9	298,7	54,8
1965 Janvier	6,9	156,8	160,3	9,2	0,4	36,7	83,8	120,9	130,1	290,4	55,2
Février	6,9	157,8	161,3	8,9	0,4	34,7	85,1	120,2	129,1	290,4	55,5
Mars	6,9	158,1	161,3	9,2	0,5	35,2	88,0	123,7	132,9	294,2	54,8
Avril	6,9	161,3	164,8	9,4	0,3	37,2	88,6	126,1	135,5	300,3	54,9
Mai	6,9	163,5	166,6	9,2	0,3	36,1	90,8	127,2	136,4	303,0	55,0
Juin	6,9	165,8	168,9	12,2	0,4	36,9	92,2	129,5	141,7	310,6	54,4
Juillet	6,9	167,7	171,0	8,5	0,3	37,9	88,6	126,8	135,3	306,3	55,8
Août	6,9	165,4	168,8	8,7	0,4	35,8	89,5	125,7	134,4	303,2	55,7
Septembre	6,9	166,0	169,1	10,8	0,4	35,7	91,9	128,0	138,8	307,9	54,9
Octobre	7,0	167,0	170,5	10,0	0,3	37,2	90,6	128,1	138,1	308,6	55,2
Novembre	7,0	166,1	169,2	9,6	0,4	37,5	93,7	131,6	141,2	310,4	54,5

¹ Y compris des organismes paraétatiques administratifs.

² Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

³ Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

⁴ En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

⁵ Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

⁶ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII année, vol. II, no 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (8) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger ³ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (10) = (6) - (7) - (8) - (9)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] ⁴	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁵
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1954 Année	50,9	- 2,6	48,3	- 1,8	- 0,3	- 2,1	+ 2,6	...	- 0,8	- 3,9	- 1,5	- 3,6
1955 Année	57,2	- 2,5	54,7	+ 6,3	+ 0,4	+ 6,7	+ 2,4	+ 0,2	+ 0,6	+ 3,5	- 2,3	+ 4,4
1956 Année	57,8	- 3,8	54,0	+ 0,6	- 1,3	- 0,7	- 3,8	+ 0,3	- 0,1	+ 2,9	+ 1,1	+ 0,4
1957 Année	58,4	- 2,3	56,1	+ 0,6	+ 1,2	+ 1,8	+ 0,7	- 0,2	- 0,2	+ 1,5	+ 0,3	+ 2,1
1958 Année	75,5	- 3,4	72,1	+ 17,1	- 0,8	+ 16,3	+ 1,4	...	- 0,4	+ 15,3	- 0,4	+ 15,9
1959 Année	72,3 ^{6,7}	- 1,6	70,7 ^{6,7}	- 6,1 ^{6,7}	+ 2,0	- 4,1 ^{6,7}	- 3,1	- 0,8 ⁷	+ 0,2	- 0,4	...	- 4,1
1960 Année	80,6	- 5,8 ⁸	74,8 ⁸	+ 8,3	- 4,2 ⁸	+ 4,1 ⁸	+ 3,5	+ 1,7	+ 0,5	- 1,6	+ 2,1	+ 6,2
1961 1 ^{er} trimestre	79,7	- 6,4 ⁸	73,3 ⁸	- 0,8	- 1,0 ⁸	- 1,8 ⁸	+ 0,4	- 0,3	- 0,5	- 1,4	+ 0,6	- 1,2
2 ^e trimestre	82,6	- 14,4	68,2	+ 2,9	- 8,6	- 5,7	- 5,9	+ 0,3	+ 0,5	- 0,6	- 0,7	- 6,4
3 ^e trimestre	86,0	- 15,1 ⁸	70,9 ⁸	+ 3,4	- 0,4 ⁸	+ 3,0 ⁸	- 1,3	...	- 1,0	+ 5,3	- 0,8	+ 2,2
4 ^e trimestre	92,7	- 14,9 ⁸	77,8 ⁸	+ 6,7	- 0,4 ⁸	+ 6,3 ⁸	+ 1,8	+ 0,1	- 0,1	+ 4,5	- 0,3	+ 6,0
				+ 12,2	- 10,4 ⁸	+ 1,8 ⁸	- 5,0	+ 0,1	- 1,1	+ 7,8	- 1,2	+ 0,6
1962 1 ^{er} trimestre	90,5	- 5,9	84,6	- 2,2	+ 8,8	+ 6,6	+ 2,7	+ 0,3	- 1,4	+ 5,0	...	+ 6,6
2 ^e trimestre	89,6	- 7,2	82,4	- 0,9	- 1,2	- 2,1	- 3,7	...	+ 1,3	+ 0,3	- 0,4	- 2,5
3 ^e trimestre	88,6	- 7,7	80,9	- 1,0	- 0,7	- 1,7	- 1,8	+ 0,1	- 1,7	+ 1,7	+ 0,9	- 0,8
4 ^e trimestre	91,0	- 10,5	80,5	+ 2,4	- 2,5	- 0,1	+ 0,6	...	+ 1,6	- 2,3	+ 0,8	+ 0,7
				- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 2,2	+ 0,4	- 0,2	+ 4,7	+ 1,3	+ 4,0
1963 1 ^{er} trimestre	95,4	- 11,6	83,8	+ 4,4	- 0,7	+ 3,7	+ 1,7	...	- 1,3	+ 3,3	- 1,3	+ 2,4
2 ^e trim. (est.)	98,6	- 14,2	84,4	+ 3,2	- 2,0	+ 1,2	+ 1,3	...	...	- 0,1	+ 0,3	+ 1,5
<i>Nouvelle série 9</i>												
2 ^e trimestre	98,6	- 15,4	83,2									
3 ^e trimestre	99,6	- 18,9	80,7	+ 1,0	- 3,2	- 2,2	- 0,9	...	+ 0,7	- 2,0	...	- 2,2
4 ^e trimestre	102,2	- 23,0	79,2	+ 2,6	- 4,4	- 1,8	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,5	- 2,6	...	- 1,8
				+ 11,2	- 10,3	+ 0,9	+ 2,3	+ 0,1	- 0,1	- 1,4	- 1,0	- 0,1
1964 1 ^{er} trimestre	101,8	- 23,5	78,3	- 0,4	- 0,5	- 0,9	+ 0,3	+ 2,0	- 1,4	- 1,8	+ 0,8	- 0,1
2 ^e trimestre	103,2	- 23,8	79,4	+ 1,4	- 0,3	+ 1,1	+ 0,6	- 1,0	+ 1,1	+ 0,4	- 0,1	+ 1,0
3 ^e trimestre	105,2	- 24,2	81,0	+ 2,0	- 0,4	+ 1,6	- 1,4	+ 0,3	+ 0,8	+ 1,9	+ 0,2	+ 1,8
4 ^e trimestre	114,8	- 26,8	88,0	+ 9,6	- 2,6	+ 7,0	+ 1,3	- 0,2	- 0,6	+ 6,5	+ 0,9	+ 7,9
				+ 12,6	- 3,8	+ 8,8	+ 0,8	+ 1,1	- 0,1	+ 7,0	+ 1,8	+ 10,6
1965 1 ^{er} trimestre	113,3	- 26,3	87,0	- 1,5	+ 0,4	- 1,1	- 3,6	+ 0,1	- 2,3	+ 4,7	+ 0,4	- 0,7
2 ^e trimestre	120,4	- 28,0	92,4	+ 7,1	- 1,7	+ 5,4	- 1,2	+ 0,8	+ 1,9	+ 3,9	+ 0,3	+ 5,7
3 ^e trimestre	120,0	p-29,6	p90,4	- 0,4	p- 1,5	p- 1,9	...	- 0,6	p- 2,2	p+ 0,9	p- 0,7	p- 2,6

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de juillet 1961, pages 20 à 27.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des parastatiques administratifs et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 7 ci-dessous).

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 3.

4 Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant a) des variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique, b) jusqu'au 31 décembre 1960, des variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises et c) des variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2^e trimestre de 1958, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

— moins, depuis le 3^e trimestre de 1963, variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableau IX - 1, total, et tableaux IX - 2 et 3, rubrique 7.

6 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser dans ses livres, comme avoir propre la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. Une partie de la créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures, en vertu de ces dispositions législatives, a pour origine non des opérations avec le Fonds, mais de simples reprises de créances à l'Etat belge. De telles reprises ont eu lieu à concurrence de 2,8 milliards au troisième trimestre de 1959 et à concurrence de 0,1 milliard au quatrième trimestre de la même année. L'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (4) et (6)] fait abstraction de ces montants.

7 A la suite de la Convention du 1^{er} juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiement. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influence sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (10). En effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (8).

8 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux ou financiers »; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,3 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard respectivement au 4^e trimestre de 1960, au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

9 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII année, vol. II, n° 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (1951-1958)

(millions de francs)

Rubriques	1951 31 décembre	1952 31 décembre	1953 31 décembre	1954 31 décembre	1955 31 décembre	1956 31 décembre	1957 31 décembre	1958 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	31.771	35.180	38.787	38.911	46.385	46.247	45.767	63.487
Avoirs sur l'étranger	178	1.431	903	3.338	259	995	1.923	1.415
Devises étrangères et or à recevoir	—	2.492	1.994	—	—	2.986	350	280
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P.	15.202	14.951	13.440	8.596	9.138	9.743	6.825	7.806
b) pays membres de l'U.E.P.	4.709	1.640	942	709	712	422	1.744	1.312
c) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	44
d) autres pays	868	646	304	580	821	772	879	774
Débiteurs pour change et or, à terme ...	2.170	1.476	20	1.448	1	89	1.464	72
Effets commerciaux sur la Belgique	8.890	9.152	8.319	9.511	8.399	11.395	14.384	4.103
Avances sur nantissement	345	394	721	291	210	453	2.726	510
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (A.R. 22-3-1952 et 26-7-1952)	—	166	227	—	—	—	—	—
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor	6.460	6.035	7.970	7.895	8.800	5.900	6.615	7.840
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	1.824	445	...	1.183	783	1.836	42	11
c) autres effets publics	69	225	70	44	118	89	1	...
Compte courant du Trésor public	—	—	—	—	—	—	1.325	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint	202	345	247	548	700	690	673	650
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...								
Compte A	1	2	2	2	—	—	—	—
Compte B	1.018	803	468	240	—	—	—	—
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.860	34.763	34.660	34.660	34.660	34.660	34.456	34.243
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	1.221	1.478	1.678	1.792	1.914	2.072	2.239	2.379
Valeurs à recevoir	365	167	130	151	171	395	210	175
Immeubles, matériel et mobilier	740	889	967	1.061	1.179	1.318	1.416	1.468
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	165	225	270	176	224	197	244	239
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813
PASSIF								
Billets en circulation	94.967	97.784	101.592	102.679	107.556	111.533	112.670	117.353
Comptes courants et divers :								
compte ordinaire ...	30	24	27	29	11	11	19	8
comptes Accord de Coopération Economique	1.044	1.341	193	88	57	28	20	—
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	—	—	—	—	—	—	209	632
Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics	310	405	364	269	277	320	524	313
Banques en Belgique	1.805	2.446	2.143	1.997	1.888	1.663	2.546	2.876
Banques à l'étranger : comptes ordin.	475	476	920	1.035	171	229	179	181
Particuliers	393	253	261	280	348	321	340	174
Valeurs à payer	831	447	465	362	390	450	654	474
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) pays membres de l'U.E.P.	644	1.471	352	71	277	752	268	231
b) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	137
c) autres pays	1.120	879	695	462	747	273	268	302
Total des engagements à vue ...	101.619	105.526	107.012	107.272	111.722	115.580	117.697	122.681
Provision spéciale :								
pour avances U.E.P. :								
a) comptes spéciaux (A.R. des 15-9-1951, 22-3-1952 et 26-7-1952)	1.079	3.872	2.817	—	—	—	—	—
b) Trésor public	4.057	—	—	—	—	—	—	—
c) convention du 14-9-1954 : S.N.C.I	—	—	—	—	—	275	475	500
Devises étrangères et or à livrer	2.478	1.483	32	1.498	71	1.551	1.850	370
Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	122	106	200	143	284	289	537	446
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Fonds de réserve :								
a) réserve statutaire	208	232	256	283	315	349	385	425
b) fonds de prévision	228	234	243	243	245	247	248	254
c) comptes d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	616	789	867	961	1.079	1.208	1.306	1.353
Bénéfice net à répartir	251	263	292	336	359	361	386	381
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (depuis 1959)

(millions de francs)

Rubriques	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre
ACTIF							
Encaisse en or	56.693	58.525	62.424	68.248	68.566	72.555	77.913
Monnaies étrangères	4.407	12.605	20.432	12.848	21.532	26.996	21.864
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	224	6.775	6.856	2.935	10.924	9.260	9.682
Avoirs à l'étranger, en francs belges	—	—	—	—	1.500	1.500	1.500
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)							
a) U.E.P.	5.536	3.509	413	251	118	62	7
b) A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—
c) F.M.I. — Participation	4.388	4.388	7.989	6.738	7.064	8.716	12.230
— Prêts	—	—	—	—	—	1.500	3.375
d) autres accords	—	—	—	—	—	—	6
Débiteurs pour change et or, à terme ...	1.205	11.821	18.494	12.341	21.093	26.397	21.376
Effets de commerce	7.560	6.773	5.086	10.083	9.290	7.001	12.295
Avances sur nantissement	102	51	74	3.022	1.655	625	34
Effets publics (Art. 20 des statuts. Con- ventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 1-2-1963)	8.215	6.040	6.515	5.140	9.275	9.825	9.025
Monnaies divisionnaires et d'appoint	645	617	490	326	247	397	455
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	2	1	2	1
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.030	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.469	2.519	2.568	2.627	2.703	2.793	2.953
Immeubles, matériel et mobilier	1.508	1.519	1.539	1.593	1.657	1.712	1.788
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804
Divers	515	698	544	1.778	1.186	1.215	1.509
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817
Compte d'ordre :							
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362
PASSIF							
Billets en circulation	118.325	124.091	129.078	138.481	150.508	160.286	170.269
Comptes courants :							
{ compte ordinaire ...	7	24	1	5	3	5	18
{ taxe exceptionnelle { de conjonct. (Loi { du 12-8-1957) ...	494	185	25	27	17	12	14
{ compte spécial liqui- { dation U.E.P. ...	1	—	—	—	—	—	—
Banques à l'étranger : comptes ordin.	252	308	445	387	309	329	394
Comptes courants divers	3.161	2.606	8.338	3.474	3.298	1.651	2.337
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)							
a) A.M.E.	344	249	200	185	126	161	262
b) autres accords	224	263	365	413	333	383	217
Total des engagements à vue ...	122.808	127.726	138.452	142.972	154.594	162.827	173.511
Banques belges, réserve monétaire	—	—	—	—	—	1.253	—
Monnaies étrangères et or à livrer	1.436	18.644	25.376	15.271	32.000	35.707	31.151
Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804
Divers	767	938	1.007	1.016	1.453	1.849	2.187
Capital	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.088	2.133	2.191	2.273	2.364	2.520	2.764
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817
Compte d'ordre :							
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1964 5 octobre	1965 4 octobre	1964 9 novembre	1965 8 novembre	1964 7 décembre	1965 6 décembre	1965 4 janvier	1966 10 janvier
ACTIF								
Encaisse en or	69.740	77.706	71.715	77.919	72.557	77.915	72.537	77.895
Monnaies étrangères	22.205	23.379	25.251	22.931	25.845	23.660	27.914	21.932
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	11.896	8.981	11.787	9.051	10.643	10.193	8.714	10.362
Avoirs à l'étranger, en francs belges	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P.	75	19	70	15	66	11	62	7
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
c) F.M.I. :								
— Participations	8.219	12.230	8.215	12.230	8.715	12.230	8.716	12.568
— Prêts ¹	—	3.375	—	3.375	1.500	3.375	1.500	3.375
d) autres accords .....	...	...	...	...	...	...	...	24
Débiteurs pour change et or, à terme ...	21.304	23.124	24.116	21.984	24.930	23.153	27.325	21.472
Effets de commerce	8.126	6.039	2.942	5.712	3.262	6.098	3.871	7.582
Avances sur nantissement	5.423	367	3.747	84	1.276	278	2.022	63
Effets publics (Art. 20 des statuts. Con- vention du 14-9-1948)	9.175	9.350	9.750	9.875	9.675	9.425	9.900	9.800
Monnaies divisionnaires et d'appoint	307	513	314	514	340	518	395	443
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	1	2	2	1	2	2	2	1
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.782	2.953	2.793	2.953	2.792	2.951	2.793	2.953
Immeubles, matériel et mobilier	1.657	1.711	1.657	1.711	1.657	1.711	1.657	1.711
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	1.505	1.693	1.506	1.700	1.515	1.710	1.534	1.781
Divers	1.517	2.211	1.695	2.069	1.739	2.041	2.219	2.609
	199.432	209.153	201.060	207.624	202.014	210.771	206.661	210.078
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15)	679	716	1.082	1.039	1.560	1.545	1.450	1.362
PASSIF								
Billets en circulation	156.711	167.355	155.179	166.060	156.397	166.863	160.209	167.726
Comptes courants :								
{ compte ordinaire ...	9	23	20	12	20	8	18	10
{ taxe exceptionnelle { de conjunct. (Loi { du 12-3-1957) ...	15	13	15	13	12	13	12	13
{ compte spécial liqui- { dation U.E.P. ...	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger : comptes ordin.	365	357	306	349	306	359	328	394
Comptes courants divers	1.088	1.395	1.383	2.147	1.023	1.930	1.119	1.353
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	97	223	110	227	122	223	153	259
b) autres accords	274	343	233	275	417	248	385	222
<i>Total des engagements à vue ...</i>	158.559	169.709	157.246	169.083	158.297	169.644	162.224	169.977
Banques belges, réserve monétaire	1.169	...	1.207	...	1.212	...	1.252	...
Monnaies étrangères et or à livrer	33.235	32.203	35.962	31.106	35.626	33.431	36.097	32.045
Caisse de Pensions du Personnel	1.505	1.693	1.506	1.700	1.515	1.710	1.534	1.781
Divers	2.170	2.595	2.345	2.782	2.570	3.033	2.760	3.322
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.394	2.553	2.394	2.553	2.394	2.553	2.394	2.553
	199.432	209.153	201.060	207.624	202.014	210.771	206.661	210.078
Compte d'ordre :								
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29-5- 1959, article 15)	679	716	1.082	1.039	1.560	1.545	1.450	1.362

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (Loi du 4-1-1963, Convention du 1-2-1963).

N. B. - Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année auquel il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 7. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes	Avoir global 1	Avoirs des particuliers 2	Crédit		Débit		Mouvement général	Pour- centages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes journalières) ³		(moyennes mensuelles ou mois)			
(fin de période)	(milliards de francs)								
1958	789	31,2	23,5	37,4	93,0	37,3	93,0	260,7	91
1959	819	33,1	25,1	39,4	97,9	39,1	97,9	274,3	91
1960	855	37,1	27,0	42,5	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1961	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,1	111,2	314,2	92
1962	907	43,4	31,7	49,7	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1963	933	47,9	34,8	54,8	130,5	54,6	130,5	370,4	92
1964	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1965	981	54,1	38,8	72,4	163,7	72,2	163,7	472,0	93
1964 2 ^e trimestre	939	50,1	36,9	62,3	146,0	61,5	146,0	415,8	93
3 ^e trimestre	949	52,2	37,0	64,6	150,5	65,4	150,5	431,0	93
4 ^e trimestre	956	50,7	37,2	66,5	153,1	63,5	153,1	436,2	93
1965 1 ^{er} trimestre	961	52,8	38,6	67,7	159,6	69,8	159,6	456,7	93
2 ^e trimestre	964	52,7	38,7	71,0	156,6	70,4	156,6	454,6	93
3 ^e trimestre	974	54,9	38,6	73,1	165,4	73,8	165,4	477,7	93
4 ^e trimestre	981	56,0	39,5	77,7	173,2	74,8	173,2	498,9	93
1964 Décembre	956	52,3	37,7	79,4	168,1	68,4	168,1	484,0	93
1965 Janvier	958	53,4	39,0	73,5	171,7	79,9	171,7	496,8	93
Février	960	51,3	38,5	62,0	150,0	62,5	150,0	424,5	93
Mars	961	53,8	38,2	67,5	157,2	66,9	157,2	448,8	93
Avril	962	51,9	38,0	66,6	155,0	67,5	155,0	444,1	93
Mai	963	52,4	39,1	74,9	159,2	76,0	159,2	469,3	93
Juin	964	53,7	38,9	71,3	155,7	67,6	155,7	450,3	92
Juillet	967	60,4	39,4	86,1	190,9	88,1	190,9	556,0	93
Août	969	52,4	38,4	65,6	153,8	67,9	153,8	441,1	93
Septembre	974	51,9	37,9	67,5	151,5	65,6	151,5	436,1	93
Octobre	978	53,9	38,6	72,6	164,2	70,8	164,2	471,8	92
Novembre	980	55,9	39,5	72,1	162,9	71,6	162,9	469,5	93
Décembre	981	58,1	40,4	88,2	192,6	82,0	192,6	555,4	93

¹ Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque fin juin 1961, compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 3 du chapitre XVI du présent bulletin).

³ Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable préc'dent.

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Actif

Rubriques	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1964 31 octobre	1965 31 octobre	1964 30 novembre	1965 30 novembre
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	—	—	—	1.252	1.207	—	1.212	—
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	7.533	6.523	7.851	9.683	3.460	3.821	3.813	4.480
Prêts au jour le jour	1.214	1.272	2.095	1.650	1.270	910	2.110	2.242
Banquiers	10.782	13.192	16.665	22.926	21.643	30.985	22.191	31.367
Maison-mère, succursales et filiales	4.287	4.717	6.286	6.379	6.658	5.256	6.081	4.119
Autres valeurs à recevoir à court terme	6.742	8.248	8.787	9.559	10.519	12.526	10.833	11.443
Portefeuille-effets	66.088	46.685	72.460	84.885	81.572	96.202	85.248	98.178
a) Effets publics ²	40.213	16.569	29.415	32.375	31.997	37.947	34.472	38.420
b) Effets commerciaux ³	25.875	30.116	43.045	52.510	49.575	58.255	50.776	59.758
Reporta et avances sur titres	1.237	1.317	1.230	1.149	1.253	1.286	1.224	1.377
Débiteurs par acceptations	14.318	17.927	18.784	21.292	20.267	25.162	20.259	25.680
Débiteurs divers	30.726	38.608	45.661	50.802	50.303	58.967	49.713	59.671
Portefeuille-titres	53.444	75.148	72.105	74.789	74.126	84.152	74.618	84.835
a) Valeurs de la réserve légale	429	468	541	605	595	697	600	705
b) Fonds publics belges ^{2 4}	50.094	71.460	67.875	69.307	69.471	78.738	69.407	78.956
c) Fonds publics étrangers ⁴	473	317	556	601	419	657	433	777
d) Actions de banques	1.261	1.282	1.545	1.868	1.610	2.056	1.856	2.056
e) Autres titres	1.187	1.621	1.588	2.408	2.031	2.004	2.322	2.341
Divers	1.552	2.339	2.576	3.040	3.011	3.830	2.876	3.852
Capital non versé	9	9	—	—	—	—	—	—
Total disponible et réalisable ...	197.932	215.985	254.500	287.406	275.289	323.097	280.178	327.244
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement ...	19	17	18	43	47	64	47	66
Immeubles	1.251	1.301	1.434	2.134	1.580	2.290	1.596	2.304
Participations dans les filiales immobilières	273	265	255	73	296	80	295	80
Créances sur les filiales immobilières	278	312	336	60	352	85	351	85
Matériel et mobilier	166	200	289	341	322	374	325	384
Total de l'immobilisé ...	1.987	2.095	2.332	2.651	2.597	2.893	2.614	2.919
Total de l'actif ...	199.919	218.080	256.832	290.057	277.886	325.990	282.792	330.163

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Depuis juin 1963, la rubrique « Effets publics » comprend les valeurs émises à un an au plus par l'Etat belge ou sous sa garantie. Elle comprend donc, outre les effets publics réescomptables à la B.N.B. ou mobilisables auprès de cette institution à concurrence de 95 %, les effets publics libellés en devises étrangères et les effets à un an au plus émis avec la garantie de l'Etat, actifs qui, jusqu'à présent, étaient repris parmi les fonds publics belges.

3 Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paraétatiques
(millions de francs)

1961 31 décembre	6.999	1963 31 décembre	8.678	1964 31 octobre	11.128	1965 31 octobre	13.112
1962 31 décembre	8.486	1964 31 décembre	10.978	1964 30 novembre	9.468	1965 30 novembre	12.890

⁴ La rubrique « Fonds publics belges » se voit, en outre, réduite à partir de juin 1963 de la fraction des titres de la dette congolaise qui, n'étant pas émis sous la garantie de l'Etat belge, sont désormais comptés parmi les Fonds publics étrangers.

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

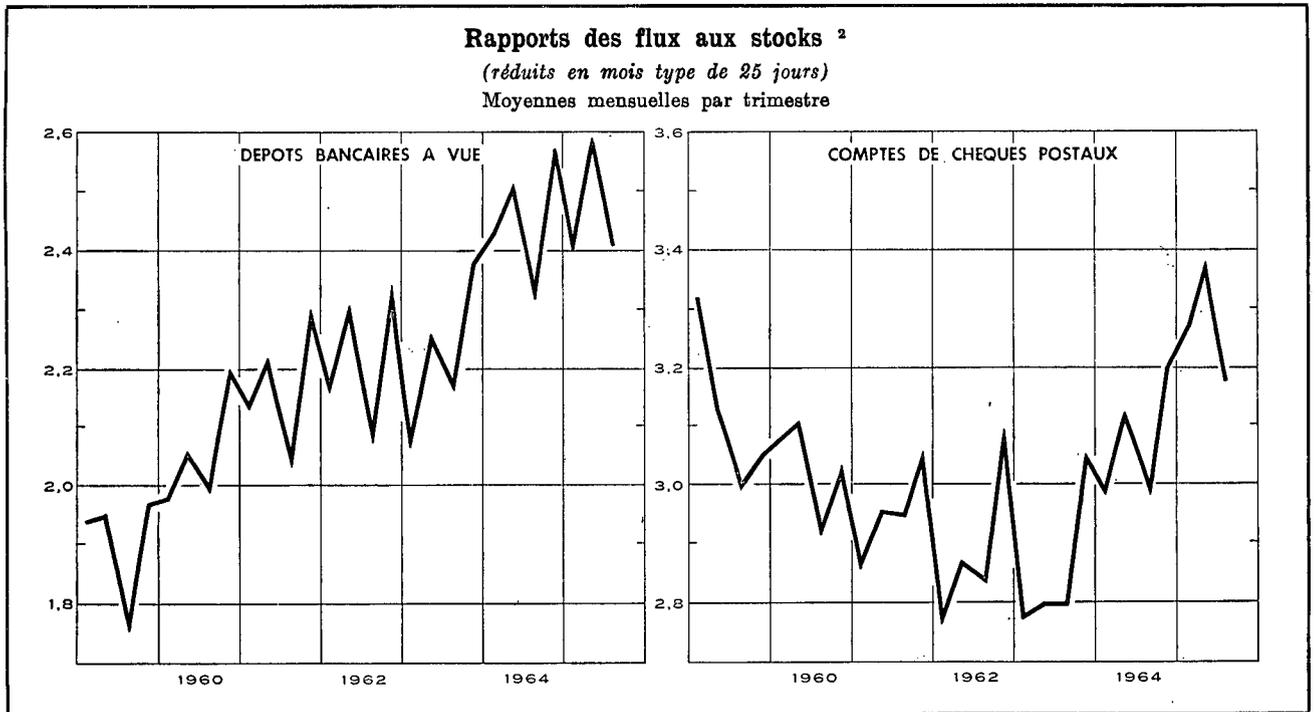
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1961	1962	1963	1964	1964	1965	1964	1965
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 octobre	31 octobre	30 novembre	30 novembre
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42).....	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers privilégiés ou garantis	398	1.747	804	698	354	495	397	453
Emprunts au jour le jour	2.110	871	1.406	2.420	2.002	2.728	1.517	2.113
a) Garantis par des sûretés réelles	1.986	815	1.232	1.214	1.606	2.504	1.245	1.998
b) Non garantis par des sûretés réelles	124	56	174	1.206	396	224	272	115
Banquiers	28.067	26.553	38.661	51.301	48.656	63.220	50.316	63.442
Maison-mère, succursales et filiales	3.911	4.300	7.884	7.065	7.333	5.400	7.387	5.510
Acceptations	14.319	17.928	18.784	21.292	20.267	25.161	20.260	25.680
Autres valeurs à payer à court terme	2.776	3.875	4.901	5.287	4.520	7.045	5.378	7.161
Créditeurs pour effets à l'encaissement	967	1.095	1.216	1.254	1.189	1.389	1.225	1.457
Dépôts et comptes courants	121.118	130.936	150.290	164.568	157.458	180.853	159.778	184.666
a) A vue	66.746	71.259	81.543	86.118	79.506	86.795	82.183	89.073
b) A un mois au plus	6.112	5.532	5.159	9.034	8.155	11.526	8.230	12.083
c) A plus d'un mois	27.902	29.392	30.007	29.915	31.456	37.652	30.754	38.340
d) A plus d'un an	1.529	2.201	1.138	731	837	1.044	813	1.047
e) A plus de deux ans	2.495	2.671	3.049	3.020	3.024	2.955	3.035	2.975
f) Carnets de dépôts	14.613	17.937	27.355	33.743	32.473	38.841	32.786	39.137
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1.721	1.994	2.039	2.007	2.007	2.040	1.977	2.011
Obligations et bons de caisse	8.619	11.060	11.433	11.380	11.354	11.340	11.344	11.342
Montants à libérer sur titres et participations	615	689	672	991	985	963	1.162	963
Divers	6.007	6.104	6.809	7.752	8.098	9.648	8.355	9.541
Total de l'exigible ...	188.907	205.208	242.860	274.008	262.216	308.242	267.119	312.328
C. Non exigible :								
Capital	6.520	7.636	8.221	9.814	9.427	11.061	9.476	11.148
Fonds indisponibles par prime d'émission	292	785	838	1.245	1.012	1.332	987	1.332
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	428	467	541	607	595	697	600	704
Réserve disponible	3.652	3.828	4.179	4.197	4.333	4.452	4.308	4.445
Provisions	120	156	193	186	303	206	302	206
Total du non exigible ...	11.012	12.872	13.972	16.049	15.670	17.748	15.673	17.835
Total du passif ...	199.919	218.080	256.832	290.057	277.886	325.990	282.792	330.163

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 9. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut	réduit en mois type de 25 jours	
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴
(milliards de francs)						
1957	89,8	76,5	166,3	2,10	2,08	3,24
1958	85,7	80,4	166,1	2,01	1,99	3,25
1959	90,3	83,4	173,7	1,93	1,91	3,13
1960	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1963	132,5	107,1	239,6	2,25	2,23	2,85
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1964 1 ^{er} trimestre	150,2	115,0	265,2	2,46	2,43	2,99
2 ^e trimestre	159,2	124,4	283,6	2,51	2,51	3,12
3 ^e trimestre	145,2	119,0	264,2	2,41	2,35	3,00
4 ^e trimestre	164,2	125,6	289,8	2,60	2,57	3,20
1965 1 ^{er} trimestre	157,3	133,9	291,2	2,44	2,41	3,27
2 ^e trimestre	173,4	138,2	311,6	2,52	2,56	3,38
3 ^e trimestre	161,6	130,4	292,0	2,46	2,39	3,18
1964 Novembre	164,7	122,1	286,8	2,42	2,63	3,17
Décembre	178,5	132,7	311,2	2,79	2,68	3,36
1965 Janvier	156,5	143,6	300,1	2,35	2,35	3,47
Février	156,6	136,5	293,1	2,35	2,45	3,34
Mars	158,8	121,6	280,4	2,61	2,42	3,00
Avril	167,9	132,3	300,2	2,53	2,53	3,29
Mai	174,2	147,3	321,5	2,47	2,57	3,60
Juin	177,9	135,1	313,0	2,57	2,57	3,25
Juillet	166,6	141,3	307,9	2,55	2,45	3,35
Août	158,3	126,9	285,2	2,36	2,36	3,14
Septembre	160,0	123,0	283,0	2,46	2,36	3,06
Octobre	164,7	134,5	299,2	2,49	2,40	3,26
Novembre	181,5	138,5	320,0	2,54	2,65	3,33

¹ Approximations données par le total des débits portés en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXVe année, vol. II, n° 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin d'Information et de Documentation* : (B.N.B.) : XL^e année, vol. I, n° 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires ». Voir aussi N.B. des tableaux 1 et 9 du chapitre XIII — *Rapport annuel de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats placés dans les banques	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées 1	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse 2
valeur nominale										
1955	4.533	—	—	—	—	—	2.039	1.000	4	920
1956	5.930	—	—	—	—	—	2.631	800	2	1.998
1957	4.077	1.242	—	—	—	486	2.457	585	1.237	200
1958	3.307	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959	4.572	623	2.700	1	—	4.608	72	—	...	...
1960	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961	6.892	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—	...	...
1962	7.759	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1963	8.383	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1964	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...
1963 Janvier	7.061	550	...	...	1.457	6.020	...	—	...	...
Février	6.941	1.159	900	...	154	6.054	...	—	...	...
Mars	8.212	1.663	100	...	706	6.471	...	—	979	...
Avril	8.387	1.330	...	70	973	7.702	...	—	...	...
Mai	8.604	1.319	...	390	1.408	8.650	...	—	...	...
Juin	9.008	1.058	500	...	489	7.949	...	—	...	...
Juillet	8.690	1.100	...	...	71	6.828	...	—	...	...
Août	8.396	1.315	...	...	126	6.569	...	—	228	...
Septembre ...	8.648	1.370	...	...	...	6.282	...	—	639	...
Octobre	8.543	1.629	...	...	...	6.459	572	—	...	...
Novembre ...	8.562	1.721	...	...	...	6.851	280	—	...	...
Décembre	8.383	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1964 Janvier	8.625	2.211	...	...	...	6.328	1.059	—	193	...
Février	8.535	2.534	...	...	...	5.938	...	—	1.997	...
Mars	8.252	2.705	500	...	...	5.932	1.300	—	1.047	...
Avril	8.066	2.508	...	...	...	6.578	...	—	818	...
Mai	7.831	2.308	1.850	...	...	6.353	...	—	2.387	...
Juin	7.581	2.546	2.000	...	...	6.325	...	—	2.554	...
Juillet	7.416	2.879	...	...	...	5.159	...	—	1.901	...
Août	7.344	3.954	2.125	...	...	6.697	...	—	3.478	...
Septembre ...	7.342	3.727	500	...	...	6.289	455	—	1.539	...
Octobre	7.470	3.925	525	...	...	6.610	743	—	1.287	...
Novembre ...	7.159	2.810	1.750	...	...	7.855	239	—	350	...
Décembre	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...

1 Y compris les opérations à réméré.

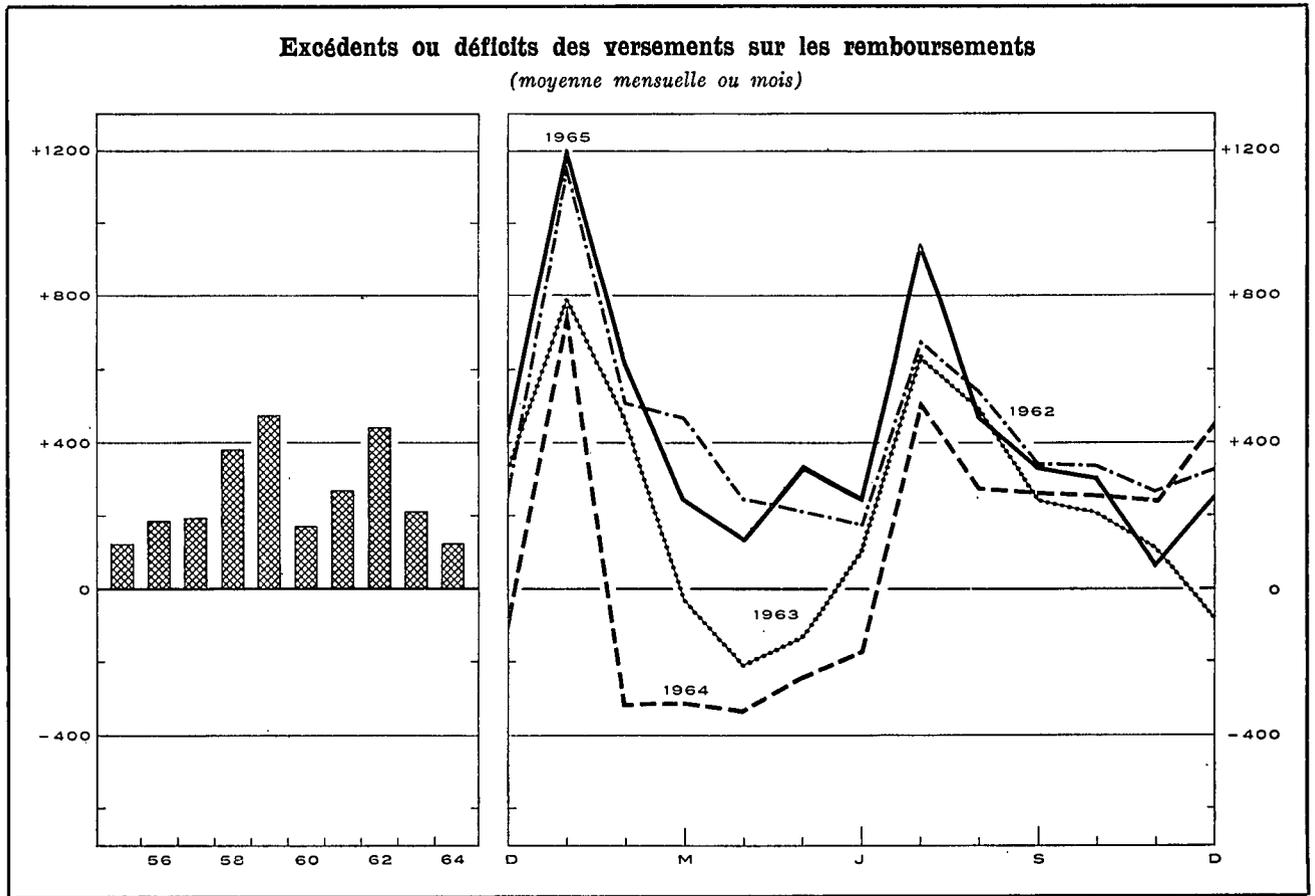
2 Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements		Remboursements		Excédents ou déficits		Soldes des dépôts à fin de période	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)				
1955	13.624	12.176	1.448	52.354 ¹				
1956	14.518	12.295	2.223	56.132 ¹				
1957	16.783	14.455	2.328	60.144 ¹				
1958	18.912	14.316	4.596	66.700 ¹				
1959	21.939	16.232	5.707	74.442 ¹				
1960	21.840	19.786	2.054	78.887 ¹				
1961	22.799	19.585	3.214	84.633 ¹				
1962	25.995	20.717	5.278	92.654 ¹				
1963	26.388	23.788	2.600	97.980 ¹				
1964	28.229	26.757	1.472	102.395 ¹				
1965	32.274	27.066	5.208	112.168 ¹				
	1964	1965	1964	1965	1964	1965	1964	1965
Janvier	2.802	3.195	2.034	1.983	768	1.212	98.748	103.607
Février	2.205	2.562	2.518	1.935	-313	627	98.435	104.234
Mars	2.121	2.558	2.430	2.303	-309	255	98.126	104.489
Avril	2.228	2.500	2.557	2.353	-329	147	97.797	104.636
Mai	2.111	2.691	2.353	2.348	-242	343	97.555	104.979
Juin	2.358	p 2.704	2.521	p 2.453	-163	p 251	97.392	p 105.230
Juillet	2.655	p 3.198	2.138	p 2.259	517	p 939	97.909	p 106.169
Août	2.190	p 2.520	1.897	p 2.049	293	p 471	98.202	p 106.641
Septembre	2.283	p 2.573	2.013	p 2.233	270	p 340	98.472	p 106.981
Octobre	2.396	p 2.708	2.127	p 2.407	269	p 301	98.741	p 107.282
Novembre	2.124	p 2.220	1.871	p 2.151	253	p 69	98.994	p 107.351
Décembre	2.756	p 2.845	2.298	p 2.592	458	p 253	102.395 ¹	p 112.168

¹ Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964
ACTIF						
Disponible ¹	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	1,9
Placements provisoires ² :						
Effets sur la Belgique	9,1	10,8	12,4	15,1	18,0	21,7
Avances à l'industrie	3,3	5,2	7,3	8,6	9,5	11,1
Crédit agricole	—	—	—	—	0,1	...
Crédit d'exportation	0,2	0,4	0,5	0,7	0,7	0,9
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires	1,7	2,4	2,5	3,0	2,7	3,7
Certificats de Trésorerie	4,3	2,0	4,3	6,2	5,4	4,1
Prêts au jour le jour	1,1	0,8	0,7	0,9	0,9	...
Moins : valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant ³	—	—	—	—	—	— 1,3
Total des placements provisoires ² ...	19,7	21,6	27,7	34,5	37,3	40,2
Placements définitifs ² :						
Rentes belges directes	19,7	20,0	20,2	23,4	23,4	21,9
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	16,5	17,8	16,6	14,8	17,5	18,6
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	1,8	1,7	1,7	1,6	1,5	1,5
Obligations de sociétés belges	1,2	1,0	1,0	0,9	0,8	0,8
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques, et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7
Prêts hypothécaires	3,3	3,8	4,3	4,8	5,3	5,9
Crédit agricole	3,5	3,6	3,6	3,8	4,0	4,4
Avances à la Société nationale du logement, aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	21,3	22,2	22,7	24,0	25,0	24,6
Total des placements définitifs ² ...	68,2	71,0	71,0	74,1	78,3	78,5
Intérêts courus et non échus sur placements	1,6	1,8	2,0	2,6	3,1	³
Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille	—	—	—	—	—	6,2
PASSIF						
<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ⁴ :						
Particuliers	74,3	78,7	84,5	92,5	97,8	102,2
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	3,8	3,7	3,7	4,9	5,1	5,1
Dépôts pour timbres-retraite	0,2	0,2	0,1	...	...	...
Total des dépôts sur livrets ⁴ ...	78,5	82,8	88,5	97,6	103,1	107,5
Dépôts en comptes courants ⁴	3,7	3,0	3,4	4,1	4,7	6,8
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions	7,3	7,9	8,7	9,4	10,6	11,6

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel le total des placements provisoires ainsi que la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant. Comme d'autre part, il n'existe pas de valeurs comptables budgétaires publiées pour la ventilation des placements provisoires, les différentes rubriques formant cette ventilation sont reprises à une valeur non budgétaire; un poste global d'ajustement intitulé « moins valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant » permet de retrouver le total des placements provisoires comptabilisé en valeur comptable budgétaire.

³ A partir de 1964 les « intérêts courus et non échus sur placements » sont englobés dans la rubrique « Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille » qui comprend également les valeurs venues à échéance qui sont encaissées, consolidées ou renouvelées au cours de l'exercice suivant.

⁴ Comprennent les intérêts capitalisés.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1959	1960	1961	1962	1963	1964
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	7,7	7,3	7,1	6,4	7,2	7,4
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	11,0	11,6	12,5	13,9	13,3	14,5
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	1,2	1,1	1,0	1,0	0,9	1,1
Obligations de sociétés belges	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8	0,7
Prêts hypothécaires	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
Avances aux caisses publiques de prêts	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	21,5	21,5	22,0	22,5	22,5	24,0
PASSIF						
Fonds des Rentes ²	13,8	13,1 ²	13,4	13,6	13,7	13,9
Réserves mathématiques ³	8,2	8,8	9,4	10,1	10,8	11,8
Total ...	22,0	21,9	22,8	23,7	24,5	25,7

¹ Depuis 1964 la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des Rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

³ Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie ²

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1959	1960	1961	1962	1963	1964
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	2,2	3,0	2,9	2,8	3,1	2,9
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	1,3	2,0	2,6	3,4	3,8	4,7
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société Nationale du Logement	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
Total ...	4,5	6,0	6,5	7,1	7,7	8,4
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions ²	3,2	4,6 ²	4,9	5,3	5,7	6,1
Fonds de réserve et de répartition	1,4	1,5	1,8	2,0	2,2	2,6
Total ...	4,6	6,1	6,7	7,3	7,9	8,7

¹ Depuis 1964 la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan des Caisses de Retraite concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1956	12,4	3,4	2,7	18,5	1,1	10,4	0,2	11,7	n.d.	0,2	0,1	0,1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1957	13,7	3,8	3,1	20,6	1,4	12,0	0,3	13,7	n.d.	0,2	0,1	0,2	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1958	15,7	4,4	3,9	24,0	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,7	0,3	0,1	0,5	0,5	7,4	17,5	44,4
1963 3 ^e trimest.	29,9	9,3	6,2	45,4	3,2	25,7	0,4	29,3	10,2	0,5	...	0,5	0,5	8,6	20,3	49,6
4 ^e trimest.	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	20,6	51,1
1964 1 ^{er} trimest.	32,0	10,3	6,2	48,5	4,0	27,2	0,4	31,6	10,8	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,1	52,7
<i>Nouvelle série 1</i>																
1 ^{er} trimest.	32,0	10,3	9,9	52,2	4,0	31,2	0,4	35,6	10,8	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,1	56,7
2 ^e trimest.	32,6	10,7	10,0	53,3	4,4	32,5	0,4	37,3	11,2	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,4	58,7
3 ^e trimest.	33,5	11,1	10,1	54,7	4,6	33,7	0,4	38,7	11,3	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,6	60,3
4 ^e trimest.	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,6	61,7
1965 1 ^{er} trimest.	36,6	12,1	10,5	59,2	5,2	36,0	0,5	41,7	12,3	0,5	...	0,5	0,5	9,3	23,1	64,8
2 ^e trimest.	37,3	12,6	10,6	60,5	5,5	37,8	0,3	43,6	12,3	0,5	...	0,5	0,5	9,5	23,3	66,9
3 ^e trimest.	38,8	12,9	10,9	62,6	5,8	39,3	0,6	45,7	12,3	0,6	...	0,5	0,5	9,7	23,6	69,3

1 L'écart que l'on constate pour le 1^{er} trimestre 1964 entre les deux séries résulte de la prise en considération dans la nouvelle série de sociétés récemment agréées.

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964
ACTIF						
Portefeuille :						
Crédits d'investissement à long et moyen terme :						
1 ^o garantis par l'Etat	8,6	9,8	10,5	10,9	11,7	12,0
2 ^o garantis par banques et sociétés financières ...	5,5	6,2	6,7	7,2	8,0	9,9
3 ^o autres que ceux visés sub 1 ^o et 2 ^o 1	7,8	10,5	13,1	15,7	19,6	24,1
Crédits de restauration (dommage de guerre et inondations) (arrêté-loi du 30 novembre 1944, lois des 1 ^{er} octobre 1947, 6 janvier 1950, 24 mars 1953 et 26 juin 1956)	2,0	1,8	1,7	1,6	1,5	1,3
Crédits commerciaux à moyen terme	0,8	0,8	1,3	1,0	1,5	1,4
Crédits de financement d'exportation à moyen terme	0,8	0,9	1,1	1,3	1,3	1,5
Crédits gérés pour compte de l'Etat 2	2,5	2,7	2,8	2,8	2,7	2,9
PASSIF						
Obligations	24,9	30,1	35,9	37,5	39,4	40,9
Bons de caisse	5,7	6,3	6,9	7,3	8,4	8,8
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,9	1,8	1,7	1,7	1,4	1,4
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	0,8	1,1	1,2	1,2	1,3	1,6

1 Cette rubrique comprend tous les autres crédits d'investissement; le risque de ces opérations est supporté par la S.N.C.I. qui se fait conférer, s'il y a lieu, des sûretés réelles et/ou personnelles.

2 Il s'agit de crédits financés par l'Aide « Marshall » et par le Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique.*

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	créditeurs	débiteurs					
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs		Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces	Total	Pour rem- boursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires						Total		
(1)	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
1955	1.701	4.315	2.261	6.576	363	5.794	6.157	2.120	26.192	1.563	1.700	388	14.061		
1956	2.120	3.562	2.330	5.892	343	5.759	6.102	1.910	28.531	1.699	1.411	701	15.934		
1957	1.910	2.603	2.389	4.992	547	4.984	5.531	1.371	29.631	835	1.588	810	16.609		
1958	1.371	3.594	2.196	5.790	547	4.803	5.350	1.811	32.802	2.133	1.587	638	19.044		
1959	1.811	5.640	2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016		
1960	2.499	5.410	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451		
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917		
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	52.178	7.337	1.350	2.288	24.877		
1963	3.880	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	58.516	6.827	1.589	3.214	26.304		
1964	4.416	8.768	2.138	1.397	12.303	269	12.100	12.369	66.677	4.992	1.752	2.725	31.794		
1963	Novembre	4.463	516	160	67	743	17	750	767	4.439	58.061	6.962	1.922	2.459	1.583
	Décembre	4.439	727	163	175	1.065	24	1.064	1.088	4.416	58.516	6.827	1.959	2.409	2.260
1964	Janvier	4.416	891	174	114	1.179	11	870	893	4.714	58.883	6.724	1.489	2.817	4.967
	Février	4.714	651	219	96	966	19	759	778	4.902	59.731	6.813	1.945	2.339	2.512
	Mars	4.902	538	159	148	845	26	1.047	1.073	4.674	60.404	6.616	1.657	2.386	2.214
	Avril	4.674	664	151	80	895	25	760	785	4.784	60.599	7.305	1.614	2.504	2.469
	Mai	4.784	578	130	97	805	19	955	974	4.615	61.294	7.603	2.187	1.999	1.687
	Juin	4.615	673	258	121	1.052	23	1.089	1.112	4.555	61.177	7.719	1.878	2.355	2.138
	Juillet	4.555	1.047	141	163	1.351	27	1.144	1.171	4.735	62.977	7.139	1.171	3.234	3.853
	Août	4.735	692	147	140	979	29	1.076	1.105	4.609	63.784	6.366	1.880	2.446	1.711
	Septembre	4.609	953	205	84	1.242	22	1.267	1.289	4.562	64.920	6.260	1.931	2.584	2.053
	Octobre	4.562	700	248	101	1.049	25	957	982	4.629	65.257	5.916	1.714	3.155	3.404
	Novembre	4.629	599	124	94	817	20	955	975	4.471	65.945	5.540	1.730	3.231	1.858
	Décembre	4.471	782	182	159	1.123	23	1.221	1.244	4.350	66.677	4.992	1.716	3.655	2.928
1965	Janvier	4.350	379	93	31	503	20	727	747	4.106	66.411	5.004	1.346	3.942	4.653
	Février	4.106	499	80	121	700	17	785	802	4.004	66.974	5.489	1.633	3.567	2.419
	Mars	4.004	611	199	162	972	45	894	939	4.037	67.737	5.430	1.525	4.083	2.732
	Avril	4.037	563	127	149	839	22	579	601	4.275	67.780	5.426	1.469	4.230	3.277
	Mai	4.275	569	88	165	822	60	733	793	4.304	68.396	5.229	2.011	3.500	2.245
	Juin	4.304	662	211	195	1.068	29	1.174	1.203	4.169	69.252	4.857	1.939	3.819	2.424
	Juillet	4.169	484	301	103	888	31	1.060	1.091	3.966	69.594	4.861	1.234	5.890	4.458
	Août	3.966	579	147	96	822	20	847	867	3.921	70.349	4.773	1.742	4.743	1.971
	Septembre	3.921	555	153	92	800	15	921	936	3.785	71.106	4.796	1.818	4.255	2.518
	Octobre	3.785	612	213	138	963	36	1.009	1.045	3.703	71.230	4.633	1.590	4.302	3.308
	Novembre	3.703	495	171	93	759	19	787	806	3.656	71.901	4.530	1.623	4.624	2.491

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	2,3	2,6	3,1	3,5	3,7	1,2	1,4	1,6	1,7	2,0
Prêts hypothécaires	9,0	10,5	11,4	12,1	14,2	2,3	2,7	3,2	3,6	4,2
Prêts sur police	1,1	1,2	1,3	1,4	1,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	4,8	5,3	5,7	5,9	6,2	3,2	3,4	3,6	3,7	3,8
Valeurs étrangères	1,3	1,9	1,5	1,9	1,9	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4
Titres garantis par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...
Titres des organismes para-										
stataux de crédit	4,2	4,2	4,6	5,0	5,1	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9
Titres des autres organismes										
parastataux	1,4	1,4	1,6	1,6	1,9	0,9	1,0	1,1	1,1	1,0
Titres des provinces et com-										
munes	1,4	1,7	1,8	1,9	1,8	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Obligations de sociétés belges	7,2	7,4	8,1	9,0	9,2	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6
Actions de sociétés belges ...	2,1	2,2	2,3	2,9	3,0	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8
Total des valeurs mobilières ...	22,5	24,2	25,7	28,3	29,1	6,7	7,2	7,7	7,9	8,0

PASSIF

Cautionnements déposés	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Réserves mathématiques ¹ ...	35,3	38,7	41,7	45,3	49,1	10,7	11,6	12,6	13,6	14,7

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

**XIV - 10. — INSCRIPTIONS
HYPOTHECAIRES**

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1957	1,78
1958	1,77
1959	2,13
1960	2,50
1961	2,78
1962	3,03
1963	3,33
1964	3,93
1965 p	3,89
1964 2 ^e trimestre .	4,06
3 ^e trimestre .	3,94
4 ^e trimestre .	4,03
1965 1 ^{er} trimestre .	3,55
2 ^e trimestre .	4,00
3 ^e trimestre .	3,98
4 ^e trimestre p	4,02

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux; c) Ministère des Finances : inscriptions hypothécaires — *Compte rendu des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Economie belge en 1963*. — *Rapport annuel de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique*.

XV. — PRINCIPALES MODALITES DE L'EPARGNE GLOBALE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
I. Particuliers :										
1. Epargne-dépôts :										
Caisses d'épargne	5,3	6,3	5,6	9,4	10,2	6,7	9,3	14,0	12,1	9,9
Banques	2,2	-0,7	1,1	3,8	4,8	4,0	10,4	5,5	8,7	6,8
Institutions parastatales	0,5	0,6	-0,2	1,4	0,9	0,7	1,3	1,4	1,9	2,9
Mutualités .....	...	...	...	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
Doubles comptages et dépôts autres que particuliers	-0,2	-1,0	0,3	-1,3	...	-0,8	-1,8	-1,3	-2,0	1,5
Total ...	7,8	5,2	6,8	13,4	16,0	10,8	19,4	19,8	20,9	21,4
2. Epargne-réserves :										
Fonds de pensions	1,0	1,2	1,3	1,4	1,2	1,9	1,6	1,0	0,9	0,8
Organismes d'assurance sur la vie	3,5	3,5	3,5	3,9	5,4	6,6	4,9	4,6	5,4	5,8
Organismes d'assurance de la responsabilité civile des transporteurs par route	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	0,2
Assurances diverses, entreprises de capitalisation et d'épargne immobilière	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	0,9	1,2	1,0
Total ...	5,2	5,4	5,5	6,0	7,3	9,3	7,4	6,7	7,8	7,8
3. Epargne hypothécaire et immobilière :										
Prêts hypothécaires nouveaux consentis par les particuliers	2,6	1,8	1,6	2,0	1,8	0,7	1,8	3,3	1,8	2,6
Remboursements effectués par les particuliers sur emprunts hypothécaires	6,1	6,7	7,3	7,1	8,5	9,2	10,0	12,1	12,4	14,6
Constructions d'habitations (investissements directs nets par les particuliers)	1,7	0,9	1,8	1,6	2,7	3,6	4,4	4,7	4,3	2,8
Total ...	10,4	9,4	10,7	10,7	13,0	13,5	16,2	20,1	18,5	20,0
4. Souscriptions des particuliers aux émissions nettes de valeurs mobilières	10,7	6,0	15,4	16,9	13,7	17,0	11,3	18,1	9,9	18,0
Epargne nette totale (1 à 4)	34,1	26,0	38,4	47,0	50,0	50,6	54,3	64,7	57,1	67,2
Amortissements sur habitations	6,2	6,5	7,1	7,6	7,6	7,8	8,1	9,1	9,2	9,9
Epargne brute totale des particuliers	40,3	32,5	45,5	54,6	57,6	58,4	62,4	73,8	66,3	77,1
II. Entreprises :										
Epargne nette	13,5	13,4	8,2	3,8	9,6	10,1	11,0	9,2	15,9	9,0
Amortissements	25,1	26,9	28,7	29,7	31,1	34,3	35,7	38,7	41,7	41,9
Epargne brute des entreprises	38,6	40,3	36,9	33,5	40,7	44,4	46,7	47,9	57,6	50,9
Total général : Epargne nette ...	47,6	39,4	46,6	50,8	59,6	60,7	65,3	73,9	73,0	76,2
Epargne brute ...	78,9	72,8	82,4	88,1	98,3	102,8	109,1	121,7	123,9	128,0

Référence bibliographique : Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹	
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁴	Emissions nettes totales	Emissions brutes ⁵	Amortissements	Emissions nettes		
		Emissions brutes	Amortissements ³	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							(5) = (3) + (4)	(6) = (8) - (7)	(9) = (5) + (6)
(1)	(2)	(1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (6)			
1. Etat (dette directe uniquement)	1959	20,8	7,5	13,3	—	13,3	0,7	1,7	- 1,0	12,3	
	1960	27,5	12,6	14,9	—	14,9	2,3	1,4	0,9	15,8	
	1961	13,4	7,4	6,0	—	6,0	...	1,0	- 1,0	5,0	
	1962	26,0	12,5	13,5	—	13,5	6,2	1,8	4,4	17,9	
	1963	18,6	13,5	5,1	—	5,1	0,7	2,9	- 2,2	2,9	
	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9	
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1959	3,7	1,2	2,5	...	2,5	2,6	0,4	2,2	4,7	
	1960	0,9	1,3	- 0,4	...	- 0,4	2,7	0,4	2,3	1,9	
	1961	3,6	1,5	2,1	...	2,1	1,9	0,8	1,1	3,2	
	1962	3,4	1,5	1,9	—	1,9	3,9	0,7	3,2	5,1	
	1963	3,0	1,4	1,6	...	1,6	3,4	1,0	2,4	4,0	
	1964	5,4	1,1	4,3	...	4,3	7,9 ⁶	3,5 ⁷	4,4	8,7	
3. Organismes paraétatiques de crédit	1959	2,0	0,1	1,9	3,5	5,4	2,3	0,6	1,7	7,1	
	1960	2,4	0,2	2,2	3,8	6,0	2,0	0,4	1,6	7,6	
	1961	5,4	2,2	3,2	4,4	7,6	1,8	0,6	1,2	8,8	
	1962	...	2,7	- 2,7	6,9	4,2	2,9	1,1	1,8	6,0	
	1963	0,4	0,1	0,3	4,1	4,4	2,8	1,2	1,6	6,0	
	1964	...	0,3	- 0,3	1,3	1,0	r 3,2	r 1,3	r 2,0	r 3,0	
4. Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	1959	1,2	1,0	0,2	4,1	4,3	...	0,1	- 0,1	4,2	
	1960	1,3	2,1	- 0,8	5,0	4,2	...	...	...	4,2
	1961	0,8	1,6	- 0,8	4,7	3,9	...	...	...	3,9
	1962	2,8	2,3	0,5	5,9	6,4	...	...	...	6,4
	1963	2,9	2,5	0,4	2,6	3,0	...	...	...	3,0
	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1959	4,2	1,1	3,1	...	3,1	1,3	0,2	1,1	4,2	
	1960	3,8	4,5	- 0,7	...	- 0,7	0,5	0,1	0,4	- 0,3	
	1961	4,3	2,9	1,4	...	1,4	0,5	0,2	0,3	1,7	
	1962	4,0	3,3	0,7	0,3	1,0	0,5	0,4	0,1	1,1	
	1963	2,7	1,0	1,7	—	1,7	0,2	0,4	- 0,2	1,5	
	1964	1,4	1,9	- 0,5	—	- 0,5	r 0,9	0,5	r 0,4	r - 0,1	
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1959	31,9	10,9	21,0	7,6	28,6	6,9	3,0	3,9	32,5	
	1960	35,9	20,7	15,2	8,8	24,0	7,5	2,3	5,2	29,2	
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6	
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5	
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4	
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	r 14,1	r 7,3	r 6,8	r 24,6	
6. Congo et Rwanda-Burundi	1959	...	0,6	- 0,6	...	- 0,6	...	...	...	- 0,6
	1960	...	1,5	- 1,5	...	- 1,5	...	...	...	- 1,5
	1961	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1962	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1963	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1964	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 1 à 6 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge, du Congo et du Rwanda-Burundi	1959	31,9	11,5	20,4	7,6	28,0	6,9	3,0	3,9	31,9	
	1960	35,9	22,2	13,7	8,8	22,5	7,5	2,3	5,2	27,7	
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6	
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5	
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4	
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	14,1	7,3	6,8	24,6	
7. Rectifications à apporter pour :	1959	1,6	—	1,6	—	1,6	- 1,6	—	- 1,6	—	
	a) obtenir l'évolution de l'encours des titres accessibles à tout placeur d'une part et des titres non accessibles à tout placeur d'autre part — corrections : conversion de titres non négociables E.A.M. en titres négociables ⁸	1960	1,8	—	1,8	—	1,8	- 1,8	—	- 1,8	—
	1961	1,4	—	1,4	—	1,4	- 1,4	—	- 1,4	—	
	b) passer du montant nominal au montant effectif des émissions — corrections : différence entre la valeur nominale et le prix d'émission ⁹	1959	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
	1960	- 0,2	—	- 0,2	—	- 0,2	—	—	—	—	
	1961	- 0,4	—	- 0,4	—	- 0,4	—	—	—	—	
	1962	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—	
	1963	- 0,3	—	- 0,3	—	- 0,3	—	—	—	—	
	1964	- 0,7	—	- 0,7	—	- 0,7	—	—	—	—	

¹ Pour les émissions au robinet des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique, vu l'impossibilité de ventiler dans certains cas les émissions de bons de caisse à un an ou moins et les émissions à plus d'un an, c'est la variation totale de l'encours de ces titres qui a été recensée. — Pour mémoire : Emission nette à court terme (un an ou moins) de l'Etat : en 1953 : 11,4; en 1959 : 8,9; en 1960 : - 3,9; en 1961 : 2,7; en 1962 : 2,3; en 1963 : 8,8; en 1964 : 2,5.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel et la Société Nationale des Distributions d'Eau.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

⁵ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁶ Y compris 8,9 milliards de titres émis en contrepartie d'échéances en capital et en intérêts se rapportant à plusieurs exercices.

⁷ Y compris 2,3 milliards d'amortissements se rapportant à plusieurs exercices.

⁸ Dans le courant de l'année 1961, la dernière tranche de titres de l'E.A.M. a été libérée.

⁹ La commission de placement est comprise dans le prix d'émission.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission 2		
Mois	Jour								
1963	Mars	4	Etat belge 1963-1983, 1 ^{re} s.	5,00 — 5,25	4	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	5.900	5,09
	Avril	18	R.T.T. 1963-1983	5,50		100,00	à 10, 15 ou 20 ans	1.350	5,55
	Mai	16	S.N.C.B. 1963-1983	5,50		100,00	à 10, 15 ou 20 ans	1.300	5,55
	Mai	30	C.N.C.P. 1963-1968-1973	5,20 — 5,50	5	100,00	à 5 ou 10 ans	350	5,49 ⁸
	Juin	20	Etat belge 1963-1983, 2 ^e série	5,50 — 5,75	6	99,00	à 10, 15 ou 20 ans	5.250	5,72
	Septembre	3	Ville de Liège 1963-1973-1983	5,20-5,40-5,60-5,80	7	99,00	à 10 ou 20 ans	1.000	5,90
	Septembre	3	Ville de Gand 1963-1973-1983	5,20-5,40-5,60-5,80	7	99,00	à 10 ou 20 ans	600	5,90
	Octobre	8	Etat belge 1963-1983, 3 ^e série	5,50 — 5,75	8	98,50	à 10, 15 ou 20 ans	3.232	5,80
	Octobre	8	Etat belge 1963-1983	6,00		100,00	à 20 ans	4.270	6,00
	Novembre	18	Fonds des Routes 1963-1963	6,00		99,00	à 20 ans	2.500	6,12
	Décembre	11	Ville de Brux. 1963-1973-1983	5,30-5,50-5,60-5,80	8	98,00	à 10 ou 20 ans	516	6,14
	Décembre	11	Ville d'Anvers 1963-1973-1983	5,30-5,50-5,60-5,80	8	98,00	à 10 ou 20 ans	781	6,14
								27.049	
1964	Février	17	Etat belge 1964-1969-1974	6,25 — 6,50	9	100,00	à 5 ou 10 ans	12.000	6,44
	Avril	13	Fonds des Routes 1964-69-74	6,25 — 6,50	9	100,00	à 5 ou 10 ans	5.000	6,44
	Mai	25	Etat belge 1964-1975	6,25 — 6,50	10	100,00	à 5 ans 6 m. ou 11 ans 3 m.	7.085	6,41
	Septembre	2	S.N.C.B. 1964-1969-1974	6,25 — 6,50	9	99,50	à 5 ou 10 ans	1.500	6,58
	Octobre	12	Etat belge 1964-1969-1974	6,25 — 6,50	9	100,00	à 5 ou 10 ans	11.000	6,44
	Novembre	3	Crédit Communal, à lots	3,00		100,00	à 20 ans	1.500	6,40
								38.085	
1965	Janvier	18	Etat belge 1965-1970-1976	6,25 — 6,50	11	99,50	à 5 ans 6 m. ou 11 ans 6 m.	9.815	6,48
	Février	15	S.N.C.B. 1965-1971-1977	6,25 — 6,50	12	99,50	à 6 ou 12 ans	2.000	6,50
	Mars	8	S.N.C.I. 1965-1971-1978	6,25 — 6,50	13	99,75	à 6 ou 13 ans	2.500	6,45
	Avril	1	Ville de Liège 1965-1971-1978	6,25 — 6,50	13	99,00	à 6 ou 13 ans	700	6,54
	Avril	1	Ville de Gand 1965-1971-1978	6,25 — 6,50	13	99,00	à 6 ou 13 ans	700	6,54
	Mai	3	Etat belge 1965-1971-1978	6,25 — 6,50	13	99,75	à 6 ou 13 ans	10.000	6,40
	Juin	14	Interc-Autor. E3 1965-73-81	6,40 — 6,60	14	99,00	à 8 ou 16 ans	2.500	6,66
	Août	30	Ville d'Anvers 1965-1973-1981	6,40 — 6,60	14	99,00	à 8 ou 16 ans	1.500	6,60
	Octobre	1	Etat belge 1965-1971-1980	6,25 — 6,50	15	99,75	à 6 ou 15 ans	10.000	6,39
	Novembre	22	Fonds des Routes 1965-72-80	6,25 — 6,50	16	99,75	à 6 ans 6 m. ou 14 ans 6 m.	5.000	6,38
	Décembre	13	Crédit Communal, à lots	3,00		100,00	à 20 ans	1.500	6,40
								46.215	

1 Ces montants sont différents de ceux du tableau précédent [XVI-1, colonne (1)] parce qu'ils ne comprennent pas les obligations remises en paiement aux sinistrés par la C.A.D.G., ainsi que celles émises par la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

2 Ce rendement est calculé sur la base des taux d'intérêts nominaux de l'emprunt.

3 Le rendement à l'émission de cet emprunt est calculé sur sa plus longue durée.

4 Intérêts : 5 % pendant les 10 premières années, 5,25 % pendant les 10 dernières années.

5 Intérêts : 5,20 % pendant les 5 premières années, 5,50 % pendant les 5 dernières années.

6 Intérêts : 5,50 % pendant les 10 premières années, 5,75 % pendant les 10 dernières années.

7 Intérêts : 5,20 % pendant les 5 premières années, 5,40 % de la 6^e à la 10^e année, 5,60 % de la 11^e à la 15^e année et 5,80 % pendant les 5 dernières années.

8 Intérêts : 5,30 % pendant les 5 premières années, 5,50 % de la 6^e à la 10^e année, 5,60 % de la 11^e à la 15^e année et 5,80 % pendant les 5 dernières années.

9 Intérêts : 6,25 % pendant les 5 premières années, 6,50 % pendant les 5 dernières années.

10 Intérêts : 6,25 % pendant 5 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 5 ans 9 mois.

11 Intérêts : 6,25 % pendant 5 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 6 ans.

12 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 6 dernières années.

13 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 7 dernières années.

14 Intérêts : 6,40 % pendant les 8 premières années, 6,60 % pendant les 8 dernières années.

15 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 9 dernières années.

16 Intérêts : 6,25 % pendant 6 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 8 ans.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté 1		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission	
Mois	Jour							
1963	Mai	10	Etat belge	4,875	100,0	3, 4 et 5 ans	U.S. \$ 20	4,97 ^{2,4}
	Septembre	20	Etat belge	5,00	100,0	35 mois	U.S. \$ 11	5,24 ⁴
1964	Août	31	Etat belge ³	5,25	100,0	35 mois	U.S. \$ 16,5	5,60 ⁴
1965	Janvier	29	Sabena	5-5,125	100,0	7 ans 6 mois	U.S. \$ 8	5,17
	Mai	20	R.T.T.	5,25-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 20	6,00
1966	Janvier	6	Sabena	5,75	100,0	8 ans	U.S. \$ 7,2	5,83

1 La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau communiquant, de façon aussi approchée que possible l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtés, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

2 Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

3 Emprunt de conversion.

4 Cet emprunt est exempt de tous impôts et taxes, présents et futurs au profit de l'Etat belge, des provinces ou des communes ou toutes autorités belges ayant un pouvoir de taxation.

5 Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues), qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe ²	Dette indirecte	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise du Congo) ²	Dette reprise du Congo ³	Dette totale (y compris la dette reprise du Congo) ²
	intérieure				extérieure								
	Consolidées y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée ²	à moyen et court terme	totale ²					
1952	119,2	27,9	69,1	19,2	235,4	13,3	4,6	17,9	253,3	13,0	266,3		
1953	130,6	29,7	67,1	21,2	248,6	13,7	7,1	20,8	269,4	12,9	282,3		
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2		
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6		
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8		
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6		
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6		
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6		
1960	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1	396,1		
1961	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0		
1962	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2		
1963													
Novembre	262,3	13,7	57,1	35,1	368,2	18,6	27,4	46,0	414,2	27,9	442,1		
Décembre	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0		
1964													
Janvier	260,2	14,3	56,7	38,9	370,1	18,4	27,9	46,3	416,4	29,2	445,6		
Février	270,6	9,0	55,0	36,6	371,2	18,4	29,3	47,7	418,9	29,2	448,1		
Mars	270,1	9,8	55,0	38,2	373,1	18,1	29,3	47,4	420,5	29,1	449,6		
Avril	269,3	6,0	56,2	39,6	371,1	18,1	29,8	47,9	419,0	34,1	453,1		
Mai	269,0	6,0	57,9	38,0	370,9	18,1	30,4	48,5	419,4	34,0	453,4		
Juin	275,4	5,8	54,6	39,9	375,7	17,9	30,4	48,3	424,0	33,9	457,9		
Juillet	274,6	5,8	48,8	41,6	370,8	17,8	30,2	48,0	418,8	33,8	452,6		
Août	274,3	5,8	52,9	38,3	371,3	17,7	30,6	48,3	419,6	33,7	453,3		
Septembre	273,9	5,8	54,3	38,1	372,1	17,5	31,4	48,9	421,0	33,5	454,5		
Octobre	281,1	5,8	49,7	39,6	376,2	17,4	31,4	48,8	425,0	33,4	458,4		
Novembre	279,9	6,3	52,6	38,0	376,8	17,4	31,1	48,5	425,3	33,4	458,7		
Décembre	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1		
1965													
Janvier	277,8	6,0	55,5	41,1	380,4	17,2	31,0	48,2	428,6	33,2	461,8		
Février	284,5	6,0	57,1	39,1	386,7	17,1	30,9	48,0	434,7	33,2	467,9		
Mars	283,8	6,0	61,1	40,2	391,1	16,8	30,6	47,4	438,5	33,2	471,7		
Avril	280,8	5,9	66,9	41,3	394,9	16,6	30,5	47,1	442,0	33,1	475,1		
Mai	289,5	4,9	66,4	40,1	400,9	16,6	30,2	46,8	447,7	31,0	478,7	6,0	
Juin	288,9	5,1	67,1	41,3	402,4	16,4	29,9	46,3	448,7	31,0	479,7	4,9	
Juillet	288,2	5,1	61,4	41,5	396,2	16,3	29,3	45,6	441,8	30,8	472,6	4,9	
Août	287,8	6,0	64,8	39,1	397,7	16,2	29,3	45,5	443,2	30,8	474,0	4,9	
Septembre	287,3	6,3	66,9	39,4	399,9	16,0	29,3	45,3	445,2	30,7	475,9	4,8	
Octobre	296,3	6,5	60,1	41,3	404,2	15,9	29,3	45,2	449,4	29,1	478,5	4,8	
Novembre	294,5	6,5	63,1	42,0	406,1	15,8	29,5	45,3	451,4	30,4	481,8	4,4	
Décembre	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
A. Secteur public belge (fonds publics belges) :															
1. Etat 2	187,7	204,2	216,2	231,8	238,8	45,9	44,9	42,5	66,6 ⁷	64,4 ⁷	233,6	249,1	258,7	298,4 ⁷	303,2 ⁷
2. Organismes publics de crédit non monétaires	74,2	84,5	96,1	106,0	112,6	17,3	18,9	20,2	21,9	23,4	91,5	103,4	116,3	127,9	136,0
3. Paraétatiques d'exploitation	26,8	26,2	25,4	26,5	28,3	5,3	5,5	6,0	6,5	6,4	32,1	31,7	31,4	33,0	34,7
4. Sécurité Sociale	—	—	—	—	—	4,4	5,9	7,1	9,8	11,7	4,4	5,9	7,1	9,8	11,7
5. Secteur public non compris ailleurs	27,0	26,2	25,7	26,2	26,6	9,2	9,9	10,1	10,6	11,1	36,2	36,1	35,8	36,8	37,7
B. Trésor congolais (fonds publics congolais)	12,2	10,8	10,8	10,8	10,8	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	13,5	12,1	12,1	12,1	12,1
Total ...	327,9	351,9	374,2	401,3	417,1	83,4	86,4	87,2	116,7	118,3	411,3	438,3	461,4	518,0	535,4

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
A. Secteurs nationaux non financiers :															
1. Entreprises privées et particuliers 3	180,2	194,9	207,0	216,1	219,9	8,7	6,3	5,5	7,7	8,1	188,9	201,2	212,5	223,8	228,0
2. Paraétatiques d'exploitation	2,2	2,5	2,8	3,1	3,5	0,2	0,5	0,5	0,4	0,5	2,4	3,0	3,3	3,5	4,0
3. Secteur public non compris ailleurs 4	1,6	1,8	1,6	1,7	1,9	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,7	1,9	1,7	1,8	2,0
4. Sécurité Sociale	2,4	2,5	2,3	1,7	1,5	0,6	1,0	1,0	0,9	1,2	3,0	3,5	3,3	2,6	2,7
B. Etranger : Congo et Rwanda-Burundi 5	4,0	3,4	2,6	2,6	2,8	0,7	0,3	0,3	0,2	0,2	4,7	3,7	2,9	2,8	3,0
C. Intermédiaires financiers :															
1. Organismes monétaires 6	35,4	35,6	41,1	49,9	52,2	36,3	37,7	37,6	59,6 ⁷	58,6 ⁷	71,7	73,3	78,7	109,5 ⁷	110,8 ⁷
2. Fonds des Rentes	4,5	6,6	6,9	7,8	8,4	—	—	—	—	—	4,5	6,6	6,9	7,8	8,4
3. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	38,8	40,7	41,9	45,4	49,4	13,6	14,8	14,2	14,8	16,6	52,4	55,5	56,1	60,2	66,0
4. Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	52,3	56,8	59,8	63,1	67,3	23,2	25,7	28,0	30,7	31,6	75,5	82,5	87,8	93,8	98,9
5. Organismes publics de crédit non monétaires	6,5	7,1	8,2	9,9	10,2	—	—	—	2,3	1,4	6,5	7,1	8,2	12,2	11,6
Total ...	327,9	351,9	374,2	401,3	417,1	83,4	86,4	87,2	116,7	118,3	411,3	438,3	461,4	518,0	535,4

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Office Centrale de Crédit Hypothécaire.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris les non-résidents autres que ceux repris à la rubrique Etranger « Congo et Rwanda-Burundi ».

4 A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

5 Etat, organismes paraétatiques, Banque Centrale du Congo belge et du Rwanda-Burundi.

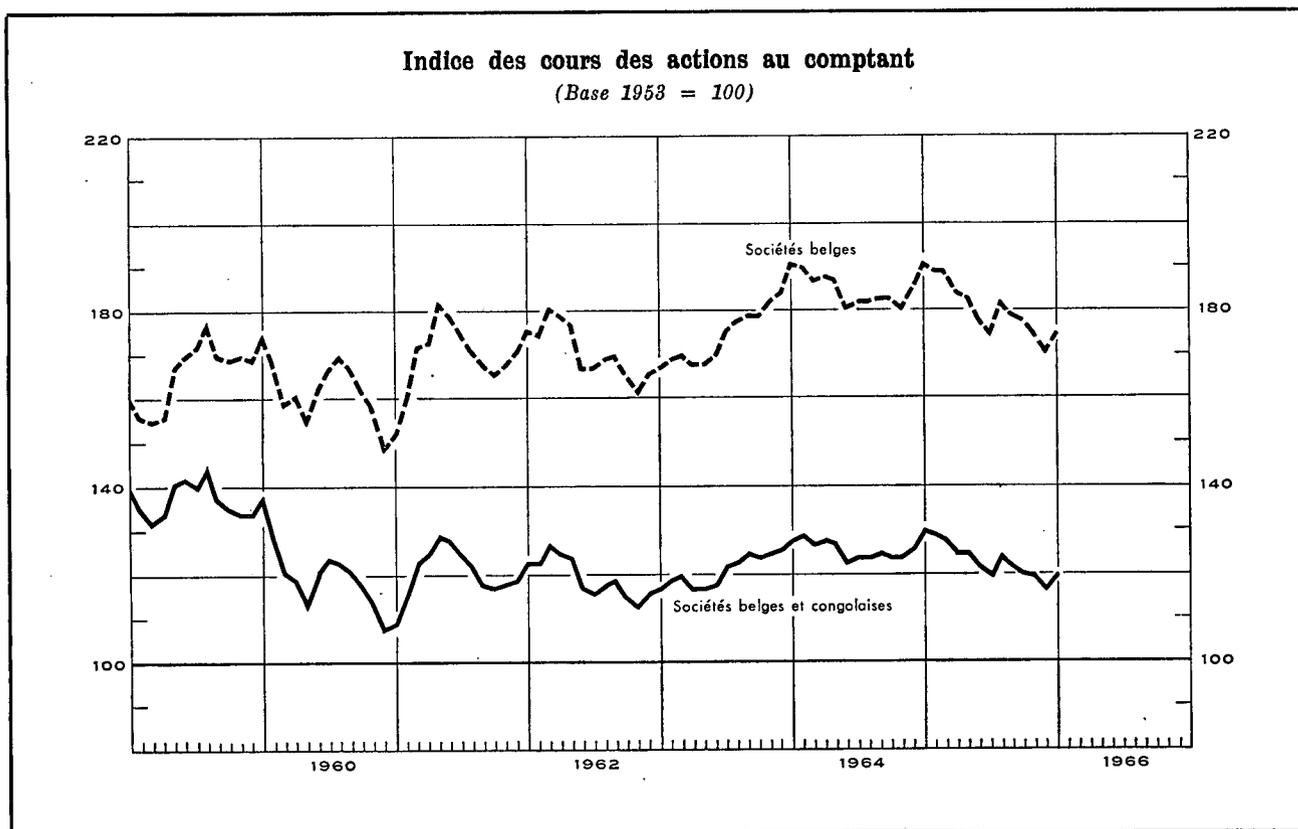
6 A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

7 Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962 soit 19,8 milliards.

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVIe année vol. I, no 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXVe année, vol. II, no 2, août 1960 : « Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émise jusqu'au 30 juin 1960 ». — XXXVIIIe année, vol. I, no 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». — *Statistiques Economiques belges 1950-1960*.*

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités moyennes par séances - (millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions			Taux de rendement % 3						
		Au comptant		A terme	Valeurs belges et congolaises 4 6	Valeurs belges 5					
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges								
(Base 1953 = 100) 2 4											
1955 Moyenne mensuelle ...	152	157	146	141	3,0	—					
1956 Moyenne mensuelle ...	113	164	158	139	3,3	—					
1957 Moyenne mensuelle ...	106	155	158	133	3,6	—					
1958 Moyenne mensuelle ...	70	135	145	117	3,9	—					
1959 Moyenne mensuelle ...	105	137	166	129	3,4	2,9					
1960 Moyenne mensuelle ...	93	121	162	116	4,5	2,8					
1961 Moyenne mensuelle ...	103	120	169	115	4,5	3,1					
1962 Moyenne mensuelle ...	82	119	171	113	3,2	3,2					
1963 Moyenne mensuelle ...	88	121	174	116	2,7	3,0					
1964 Moyenne mensuelle ...	85	126	185	115	2,6	3,0					
1965 Moyenne mensuelle ...	83	123	181	114	2,7	3,1					
		1965	1966	1965	1966	1965	1966	1965	1966	1965	1966
Janvier	111	130	120	191	175	120	113	2,7		3,1	
Février	115	129		189		119		2,9		3,2	
Mars	91	128		189		120		2,7		3,1	
Avril	82	125		184		116		2,6		3,0	
Mai	78	125		183		117		2,6		3,0	
Juin	89	122		178		113		2,7		3,0	
Juillet	61	120		175		111		2,7		3,0	
Août	65	124		182		115		2,7		3,0	
Septembre	72	122		179		113		2,7		3,0	
Octobre	80	121		178		112		2,8		3,1	
Novembre	78	120		175		111		2,9		3,2	
Décembre	74	117		171		107		2,9		3,2	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).

2 Source : Institut National de Statistique : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois, uniquement.

3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé, au cours à la fin du mois.

4 Bourse de Bruxelles et d'Anvers.

5 Bourse de Bruxelles.

6 Jusqu'en 1959, moyenne des fins de trimestres.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1956	49	3.404	2.967	695	—	321	36	3.972	157
1957	48	3.406	3.261	817	—	330	43	4.710	163
1958	48	3.628	3.414	829	0,3	355	46	6.410	212
1959	51	4.029	3.514	835	37,6	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	10.700	447
1963	51	6.349	4.402	1.552	0,1	676	60	p11.082	514
1964	p 53	6.750	5.221	1.526	0,3	788	63		

Sociétés financières et immobilières ⁵

1956	1.359	12.366	10.112	2.181	94	1.484	104	4.793	249
1957	1.430	14.690	11.430	2.660	169	1.878	129	5.800	233
1958	1.413	22.664	10.330	2.726	59	1.907	124	8.173	298
1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	12.883	602
1963	1.557	34.172	19.038	3.580	230	2.282	135	p13.739	665
1964	p 1.712	35.849	20.350	3.770	245	2.353	141		

Industrie des fabrications métalliques

1956	1.233	11.416	8.520	2.194	429	1.065	111	2.005	101
1957	1.250	12.204	8.954	2.480	448	1.255	113	1.778	100
1958	1.245	13.211	9.489	2.402	409	1.110	106	1.733	99
1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	1.918	117
1963	1.310	17.850	13.235	3.406	367	2.063	144	p 1.848	118
1964	p 1.254	18.485	13.525	3.674	627	1.121	144		

Métallurgie du fer

1956	106	10.026	10.072	2.369	23	1.324	85	2.158	120
1957	100	10.862	10.774	2.734	17	1.445	94	2.269	116
1958	100	12.364	12.409	1.621	37	1.057	72	3.133	119
1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	5.427	286
1963	95	16.168	15.004	1.335	78	546	36	p 5.764	321
1964	p 104	18.051	16.158	1.068	705	351	27		

Industrie textile

1956	1.087	10.753	9.365	804	363	286	52	510	27
1957	1.094	10.894	9.160	1.156	242	348	67	529	27
1958	1.041	11.560	9.300	894	268	321	59	500	27
1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	340	24
1963	975	11.117	10.123	1.114	447	319	67	p 339	21
1964	p 901	11.212	10.309	1.251	363	376	70		

Notes : voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés 3
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1956	731	7.837	4.115	954	98	446	66	789	48
1957	730	7.907	4.577	1.014	91	516	59	906	48
1958	701	8.881	4.833	1.077	200	466	57	925	58
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	760	52
1963	725	10.340	7.186	1.556	161	622	59	<i>p</i> 802	49
1964	685	11.099	7.562	1.402	174	617	55		

Industrie chimique

1956	561	10.015	5.582	1.468	52	750	68	1.038	56
1957	552	11.285	6.087	1.729	200	810	57	1.305	55
1958	538	11.690	5.405	1.354	124	543	61	1.384	71
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	964	66
1963	558	16.331	8.440	2.038	265	1.132	84	<i>p</i> 856	55
1964	542	17.043	8.531	2.376	358	1.202	76		

Electricité

1956	51	15.382	2.207	1.558	...	1.251	82	4.434	253
1957	47	16.784	2.454	1.581	...	1.365	79	5.543	248
1958	44	17.016	2.722	1.637	1	1.458	83	5.871	330
1959	41	17.422	3.609	1.748	...	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	...	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	3	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	...	1.690	82	7.188	340
1963	32	20.412	3.630	2.163	...	1.657	85	<i>p</i> 8.602	443
1964	29	22.281	3.839	2.200	...	1.813	87		

Industrie du charbon

1956	54	8.592	4.263	1.212	153	937	92	972	56
1957	54	8.616	4.335	1.356	186	1.007	97	985	54
1958	53	8.739	4.339	1.192	96	876	85	940	55
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	398	27
1963	39	7.661	1.574	209	244	184	21	<i>p</i> 253	23
1964	36	7.043	1.020	423	356	268	29		

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ^{6 7}

1956	13.397	123.605	81.666	20.764	1.748	10.869	1.136	24.930	1.238
1957	13.487	131.010	86.852	22.389	1.810	11.970	1.203	28.457	1.285
1958	13.408	146.913	90.013	20.202	1.936	10.981	1.153	33.241	1.535
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.521	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	45.434	2.259
1963	14.234	193.465	121.935	25.205	3.202	13.006	1.256	<i>p</i> 49.172	2.510
1964	14.533	206.928	127.509	26.785	4.273	12.492	1.279		

Notes : voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁷

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1956	552	34.880	21.254	10.897	423	6.801	433	2.241	95
1957	579	42.986	19.520	12.222	287	7.575	428	2.799	107
1958	563	45.670	20.620	9.733	320	6.492	415	3.177	125
1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.628	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	834	35
1963	313	40.710	27.336	2.863	664	1.196	98	p 712	30
1964	p 317	40.380	28.485	2.937	850	1.317	105		

C. — Total général des sociétés par actions ^{6 7}

1956	13.949	158.485	102.920	31.661	2.171	17.670	1.569	27.171	1.333
1957	14.066	173.996	106.372	34.611	2.097	19.545	1.631	31.256	1.392
1958	13.971	192.583	110.633	29.935	2.256	17.473	1.568	36.418	1.660
1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.123	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.152
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.516	46.268	2.294
1963	14.547	234.175	149.271	28.068	3.866	14.202	1.354	p49.884	2.540
1964	p 14.850	247.308	155.994	29.722	5.123	13.809	1.384		

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique, ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁷ Total général net, après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ^{1 5}

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1959 12 mois	13.927	156,2	98,6	18,2	3,5	10,3	1,6
1960 12 mois	13.858	163,5	102,5	21,9	3,3	11,8	1,9
1961 12 mois	13.957	172,8	109,1	24,3	3,9	13,1	2,4
1962 12 mois	14.174	186,2	115,2	26,9	3,9	14,1	4,3
1963 Janvier	132	2,2	0,8	0,2	...	0,1	0,3
2 premiers mois	351	3,1	2,6	0,8	0,1	1,0	0,4
3 premiers mois	2.225	21,1	12,6	3,2	0,4	2,2	0,6
4 premiers mois	5.525	55,6	32,5	8,1	1,0	4,3	0,8
5 premiers mois	9.355	123,4	75,4	15,9	2,1	8,2	1,1
6 premiers mois	11.383	146,6	91,7	19,7	2,6	10,0	1,3
7 premiers mois	12.058	152,0	96,9	20,3	2,7	10,4	1,6
8 premiers mois	12.374	153,5	97,8	20,6	2,8	10,4	1,7
9 premiers mois	12.829	155,5	99,1	20,9	2,8	10,6	1,8
10 premiers mois	13.414	165,4	105,8	22,1	3,0	10,9	2,1
11 premiers mois	13.825	177,0	113,4	23,5	3,1	11,7	2,3
12 mois	14.258	193,8	122,0	25,2	3,2	13,0	2,6
1964 Janvier	p 116	2,1	1,0	0,8	0,1	0,1	0,2
2 premiers mois	p 283	2,9	1,9	0,9	0,1	0,2	0,4
3 premiers mois	p 1.623	19,1	11,9	3,1	0,3	1,3	0,6
4 premiers mois	p 4.051	54,7	32,2	7,7	1,1	3,5	0,9
5 premiers mois	p 6.935	121,6	69,4	15,4	2,0	7,2	1,2
6 premiers mois	p 8.637	144,3	87,4	19,3	2,3	9,1	1,4
7 premiers mois	p 9.241	149,4	92,5	20,1	2,4	9,4	1,6
8 premiers mois	p 9.499	150,7	93,5	20,3	2,4	9,5	1,7
9 premiers mois	p 9.855	152,8	94,8	20,6	2,5	9,6	2,1
10 premiers mois	p 10.310	159,1	99,2	21,4	2,8	10,0	2,5
11 premiers mois	p 10.639	171,9	107,7	22,6	3,5	10,6	3,0
12 mois	p 14.533	206,9	127,5	26,8	4,3	12,5	3,5

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts 3
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1959 12 mois	560	49,5	22,7	8,3	0,5	6,3	0,2
1960 12 mois	446	48,1	22,1	9,9	0,3	7,3	0,2
1961 12 mois	340	41,7	19,2	7,2	1,0	4,4	0,1
1962 12 mois	305	38,9	19,4	5,9	0,6	3,1	0,1
1963 Janvier	3	0,1	...	...	...	...	...
2 premiers mois	7	0,1	...	...	...	...	...
3 premiers mois	27	1,6	0,6	...	...	...	...
4 premiers mois	50	2,9	1,0	0,1	0,1	...	...
5 premiers mois	96	20,3	15,9	2,1	0,1	0,8	...
6 premiers mois	216	32,0	22,4	2,7	0,3	1,1	...
7 premiers mois	252	35,2	24,2	2,8	0,4	1,1	...
8 premiers mois	255	35,2	24,3	2,8	0,4	1,1	...
9 premiers mois	265	35,6	24,3	2,8	0,4	1,1	...
10 premiers mois	280	36,6	24,8	2,8	0,5	1,1	...
11 premiers mois	298	39,4	26,4	2,8	0,7	1,2	...
12 mois	317	41,5	27,7	2,9	0,7	1,2	...
1964 Janvier	4	0,1	0,1	...	...	...	...
2 premiers mois	8	0,1	0,1	...	...	...	...
3 premiers mois	24	0,9	0,4	...	...	...	...
4 premiers mois	52	2,4	0,9	0,1	0,1	...	...
5 premiers mois	104	12,9	11,6	2,0	0,2	1,0	...
6 premiers mois	213	32,4	23,7	2,6	0,6	1,2	...
7 premiers mois	228	33,6	24,5	2,7	0,7	1,2	...
8 premiers mois	230	33,6	24,5	2,7	0,7	1,2	...
9 premiers mois	235	33,7	24,6	2,7	0,7	1,2	...
10 premiers mois	252	35,6	25,7	2,7	0,7	1,2	...
11 premiers mois	278	38,5	27,0	2,7	0,8	1,3	...
12 mois	317	40,4	28,5	2,9	0,8	1,3	...

C. — Total général ⁴

1959 12 mois	14.487	205,7	121,3	26,5	4,0	16,6	1,8
1960 12 mois	14.304	211,6	124,6	31,8	3,6	19,1	2,1
1961 12 mois	14.297	214,5	128,3	31,5	4,9	17,5	2,5
1962 12 mois	14.479	225,1	134,6	32,8	4,5	17,2	4,4
1963 Janvier	135	2,3	0,8	0,2	...	0,1	0,3
2 premiers mois	358	3,2	2,6	0,8	0,1	1,0	0,4
3 premiers mois	2.252	22,7	13,2	3,2	0,4	2,2	0,6
4 premiers mois	5.575	58,5	33,5	8,2	1,1	4,3	0,8
5 premiers mois	9.451	143,7	91,3	18,0	2,2	9,0	1,1
6 premiers mois	11.599	178,6	114,1	22,4	2,9	11,1	1,3
7 premiers mois	12.310	187,2	121,1	23,1	3,1	11,5	1,6
8 premiers mois	12.629	188,7	122,1	23,4	3,2	11,5	1,7
9 premiers mois	13.094	191,0	123,4	23,7	3,2	11,6	1,8
10 premiers mois	13.694	202,0	130,6	24,9	3,5	12,0	2,1
11 premiers mois	14.123	216,4	139,8	26,3	3,8	12,9	2,3
12 mois	14.575	235,3	149,7	28,1	3,9	14,2	2,6
1964 Janvier	120	2,2	1,1	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	291	3,0	2,0	0,9	0,1	0,2	0,4
3 premiers mois	1.647	20,0	12,3	3,1	0,3	1,3	0,6
4 premiers mois	4.103	57,1	33,1	7,8	1,2	3,5	0,9
5 premiers mois	7.039	134,5	81,0	17,4	2,2	8,2	1,2
6 premiers mois	8.850	176,7	111,1	21,9	2,9	10,3	1,4
7 premiers mois	9.469	183,0	117,0	22,8	3,1	10,6	1,6
8 premiers mois	9.729	184,3	118,0	23,0	3,1	10,7	1,7
9 premiers mois	10.090	186,5	119,4	23,3	3,2	10,8	2,1
10 premiers mois	10.562	194,7	124,9	24,1	3,5	11,2	2,5
11 premiers mois	10.917	210,4	134,7	25,3	4,3	11,9	3,0
12 mois	14.850	247,3	156,0	29,7	5,1	13,8	3,5

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I et la Sabena.

⁵ A partir de 1961 sont reprises graduellement dans les statistiques les sociétés de droit congolais qui se convertissent en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de la Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)				Actions et obligations	Actions et obligations	
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	= (3) - (4)	(5)	= (5) + (6)	(8)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1956	16.557	3.503	1.701	1.363	338	389	727	4.230	6.562
1957	27.682	5.573	3.120	1.448	1.672	833	2.505	8.078	10.687
1958	8.801	4.908	3.144	1.506	1.638	1.288	2.926	7.834	12.920
1959	10.227	3.760	3.196	1.530	1.666	814	2.480	6.240	11.317
1960	16.065	6.266	1.367	1.682	— 315	1.009	694	6.960	11.241
1961	19.013	6.014	1.667	1.520	147	844	991	7.005	12.660
1962	19.173	8.249	3.375	1.860	1.515	1.762	3.277	11.526	14.614
1963	14.956	p 6.544	4.640	1.648	2.992	418	3.410	p 9.954	12.018
1964	p 21.556	11.065	4.091	2.068	2.023	1.000	3.023	14.088	14.219

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ³

1956	8.630	3.146	341	110	231	5	236	3.382	2.637
1957	6.994	1.759	724	171	553	...	553	2.312	1.905
1958	2.282	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.442	618	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.510
1961	209	82	...	85	— 85	— 24	— 109	— 27	— 64
1962	398	204	4	32	— 28	...	— 28	176	167
1963	232	p 40	...	257	— 257	— 6	— 263	p— 223	— 223
1964	p 1.660	9	1	58	— 57	...	— 57	— 48	— 48

Total général

1956	25.187	6.649	2.042	1.473	569	394	963	7.612	9.199
1957	34.676	7.332	3.844	1.619	2.225	833	3.058	10.390	12.592
1958	11.083	6.070	3.594	1.630	1.964	1.339	3.303	9.373	14.039
1959	12.669	4.373	3.411	1.617	1.794	793	2.587	6.960	11.923
1960	22.508	7.951	1.447	1.859	— 412	988	576	8.527	12.751
1961	19.222	6.096	1.667	1.605	62	820	882	6.978	12.596
1962	19.571	8.453	3.379	1.892	1.487	1.762	3.249	11.702	14.782
1963	15.188	p 6.584	4.640	1.905	2.735	412	3.147	p 9.731	11.795
1964	p 23.216	11.074	4.092	2.126	1.966	1.000	2.966	14.040	14.171

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 3).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Source : Institut National de la Statistique (données modifiées par la B.N.B. ³).

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁴			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1962 6 premiers mois ...	6.691	2.877	1.564	4.441	256	31	...	31
9 premiers mois ...	13.945	5.084	1.590	6.674	395	196	...	196
12 mois	19.173	6.519	3.375	9.894	399	196	4	200
1963 3 premiers mois ...	1.614	693	706	1.399	...	...	...	...
6 premiers mois ...	5.805	2.829	2.360	5.189	232	40	...	40
9 premiers mois ...	8.721	3.852	2.917	6.769	232	40	...	40
12 mois	14.956	5.244	4.640	9.884	232	40	...	40
1964 3 premiers mois ...	3.608	1.025	183	1.208	1.335	...	...	...
6 premiers mois ...	9.145	3.964	1.677	5.641	1.546	9	...	9
9 premiers mois ...	13.567	5.805	1.912	7.717	1.546	9	...	9
12 mois	21.556	9.766	<i>p</i> 4.091	<i>p</i> 13.857	1.660	9	<i>p</i> 1	<i>p</i> 10
1964 Février	886	284	1	285	...	...	...	...
Mars	1.179	502	43	545	1.320	...	...	...
Avril	2.347	1.164	611	1.775	...	...	...	...
Mai	2.001	1.255	827	2.082	...	...	...	...
Juin	1.189	520	56	576	211	9	...	9
Juillet	3.108	1.381	44	1.425	...	...	...	...
Août	432	181	16	197	...	...	...	...
Septembre	882	279	175	454	...	...	...	...
Octobre	2.453	1.720	210	1.930	113	...	...	...
Novembre	2.647	1.009	150	1.159	...	...	...	...
Décembre	2.890	1.231	311	1.542	...	...	...	...
1965 Janvier <i>p</i>	711	213	1.000	1.213	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Février <i>p</i>	427	176	...	176	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Mars <i>p</i>	4.307	1.482	...	1.482	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Avril <i>p</i>	4.135	479	...	479	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Mai <i>p</i>	1.454	316	...	316	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Juin <i>p</i>	1.072	373	815	1.188	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Juillet <i>p</i>	1.485	385	2	387	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Août <i>p</i>	713	255	...	255	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Septembre <i>p</i>	1.090	317	...	317	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Octobre <i>p</i>	656	307	...	307	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Novembre <i>p</i>	3.980	999	1.512	2.511	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Décembre <i>p</i>	2.393	972	...	972	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. — Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public.

⁴ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (6) et (7) voir le tableau XVII-4].

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1941-1960 et 1960-1960* (B.N.B.). — *Bulletin Mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank*.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)	Retraits de capitaux (9)
	Banques de dépôts ²	Fonds des Rentes	Autres organismes ³	Banques de dépôts ²	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes ⁴		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)		(9)
1956	2.428	...	2.780	22	2.313	2.587	286	5.208	185
1957	2.288	...	3.305	17	2.786	2.514	276	5.593	5
1958	2.078	...	1.821	15	968	2.496	420	3.899	577
1959	2.191	159	1.165	73	29	2.981	432	3.515	188
1960	2.415	1.107	1.664	1.025	10	3.104	1.047	5.186	97
1961	2.487	1.811	1.671	1.817	1	3.162	989	5.969	23
1962	1.518	943	1.703	1.517	1	1.375	1.271	4.164	307
1963	1.585	202	1.842	1.600	122	1.126	781	3.629	49
1964	1.879	6	2.743	1.310	480	1.690	1.148	4.628	11
1965	1.767	722	2.546	1.417	5	3.613		5.035	83
1964 2 ^e trimestre	1.585	7	2.859	1.243	144	2.151	913	4.451	...
3 ^e trimestre	1.968	...	2.810	1.450	304	1.860	1.164	4.778	...
4 ^e trimestre	2.139	17	2.808	1.117	691	1.619	1.537	4.964	...
1964 Septembre	1.678	...	2.631	1.348	337	1.721	903	4.309	...
Octobre	1.825	...	3.141	1.314	713	1.788	1.151	4.966	...
Novembre	2.126	44	2.865	1.072	1.041	1.514	1.408	5.035	...
Décembre	2.465	9	2.425	962	350	1.544	2.043	4.899	...
1965 1 ^{er} trimestre	2.032	294	2.293	1.410	22	1.571	1.616	4.619	338
2 ^e trimestre	1.617	342	2.563	1.500	...	2.160	862	4.522	...
3 ^e trimestre	1.763	1.037	2.637	1.440	...	3.008	989	5.437	...
4 ^e trimestre	1.660	1.201	2.686	1.316	...	4.231		5.547	...
1965 Janvier	2.308	188	1.709	1.215	62	1.812	1.116	4.205	814
Février	1.812	483	2.790	1.685	...	1.741	1.659	5.085	180
Mars	1.955	229	2.428	1.357	...	1.177	2.078	4.612	4
Avril	1.884	191	2.821	1.554	...	2.799	543	4.896	...
Mai	1.438	298	2.660	1.583	...	2.006	807	4.396	...
Juin	1.536	537	2.206	1.362	...	1.679	1.238	4.279	...
Juillet	1.849	1.053	2.413	1.590	...	2.283	1.442	5.315	...
Août	2.017	1.245	2.882	1.346	...	4.217	581	6.144	...
Septembre	1.412	806	2.615	1.384	...	2.508	941	4.833	...
Octobre	1.623	1.355	2.598	1.372	...	4.204		5.576	...
Novembre	1.196	1.200	2.738	1.657	...	3.477		5.134	...
Décembre	2.146	1.048	2.724	929	...	4.989		5.918	...

* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Depuis cette même date, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce Protocole.

Les capitaux qui sont occasionnellement empruntés par certains organismes et repris par eux le même jour, sont recensés comme des prêts des prêteurs initiaux et des emprunts des emprunteurs ultimes. En vue d'éviter un double emploi, il est fait abstraction des emprunts et des prêts des organismes qui ont agi comme intermédiaires.

1 Jusqu'au 31 décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

2 Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

3 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B. et depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».

4 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme 1		Autres opérations 2		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1958	38	2	113	245	131	247	244	235	63	482	307
1959	39	2	124	248	142	250	266	237	64	487	330
1960	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1961	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1963	39	2	129	510	226	521	355	302	73	823	428
1964	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1965	39	2	169	736	307	738	476	423	99	1.161	575
1964 4 ^e trimestre	39	3	169	658	281	661	450	382	86	1.043	536
1965 1 ^{er} trimestre	39	2	156	654	316	656	472	397	90	1.053	562
2 ^e trimestre	39	2	140	681	315	683	455	419	96	1.101	551
3 ^e trimestre	39	3	186	736	282	739	468	408	99	1.147	567
4 ^e trimestre	39	3	194	874	313	877	507	467	110	1.344	617
1964 Août	39	2	156	541	248	543	404	324	81	867	485
Septembre	39	2	146	598	255	600	401	363	85	963	486
Octobre	39	3	175	636	263	639	438	368	85	1.007	523
Novembre	39	3	158	611	265	614	423	361	80	975	503
Décembre	39	2	175	727	313	729	488	418	94	1.147	582
1965 Janvier	39	2	144	610	291	612	435	359	88	971	523
Février	39	2	152	632	303	634	455	380	81	1.014	536
Mars	39	3	172	718	355	721	527	452	101	1.173	628
Avril	39	2	152	674	313	676	465	416	91	1.092	556
Mai	39	2	135	662	315	664	450	408	94	1.072	544
Juin	39	2	133	706	317	708	450	432	104	1.140	554
Juillet	39	2	175	722	318	724	493	405	100	1.129	593
Août	39	3	219	707	263	710	482	396	95	1.106	577
Septembre	39	3	163	780	266	783	429	424	103	1.207	532
Octobre	39	3	189	798	290	801	479	438	103	1.239	582
Novembre	39	2	156	832	299	834	455	458	107	1.292	562
Décembre	39	3	237	992	350	995	587	506	120	1.501	707

1 Il s'agit de l'argent au jour le jour et, du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, de l'argent prêté ou emprunté à 1, 5 ou 10 jours. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent à 5 ou 10 jours.

2 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.) — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte						Avances en compte courant et prêts sur *				
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B.	Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	certificats de trésorerie		certificats du Fonds des Rentes, émis à maximum 306 jours	autres effets publics 2	
				domiciliées en banque	non domiciliées en banque		émis à maximum 806 jours 1	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours			
1959 8 janvier ...	3,25	3,25	3,75	4,25	4,75	4,75	Taux du certificat plus 5/16 %, minimum 2,25 %		Taux du Certificat + 5/16 % minimum 2,25 %	4,75	
24 décembre .	4,—	4,—	4,50	4,75	5,25	5,25					
1960 4 août	5,—	5,—	5,50	5,75	6,25	6,25	,		,	6,25	
		représentatives					,		,	6,25	
		d'importations	d'exportations								
10 novembre .	5,—	5,—	4,—	5,50	5,75	6,25	6,25	,		6,—	
1961 24 août	4,75	4,75	3,75	5,25	5,50	6,—	6,—				
								Certificats de trésorerie émis au taux de 1 15/16 %	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 306 jours	
28 décembre .	4,50	4,50	3,50	5,—	5,25	5,75	5,75	2,25	4,50	5,25	5,75
1962 18 janvier ...	4,25	4,25	3,25	4,75	5,—	5,50	5,50	2,25	4,25	5,—	5,50
22 mars	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	5,25	2,25	4,—	4,50	5,25
9 août	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	5,—	2,25	3,75	4,25	5,—
6 décembre .	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	5,—	—	3,50	4,—	5,—
1963 18 juillet	4,—	4,—	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,—	4,50	5,50
31 octobre ...	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,50	5,25	6,25
1964 4 février	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,75	5,50	6,50
3 juillet	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,—	5,50	6,50
18 décembre .	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,25	5,75	6,50

1 Intitulé avant le 21 mars 1957 : Certificats de trésorerie ayant maximum 12 mois à courir.

2 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

* Quotité de l'avance au 31 décembre 1965

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 306 jours ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Moyennes 1	
1959 Du 1-1 au 16-11 ...	1,01
Du 17-11 au 31-12 ...	2,11
1960	2,82
1961	2,56
1962	2,14
1963	2,31
1964	3,35
1965	3,17
1965 Janvier	2,55
Février	2,26
Mars	2,57
Avril	3,05
Mai	3,47
Juin	3,57
Juillet	3,98
Août	3,02
Septembre	2,77
Octobre	3,54
Novembre	3,28
Décembre	3,64

XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 2				Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes 3	Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 7		
	1 mois	3 mois	3 mois	4 mois			6 mois	9 mois	12 mois
	1959								
1961	3,50	3,75	4,00	4,25	4,25	1960 5 janv.	4,171	* 4,354	
1962	2,50	2,75	3,00	—	3,30 3,27	1961 6 janv.	4,862	4,925 4,956	
1963	3,50	3,80	4,10	—	4,35 4,31	1962 4 janv.	4,283	4,364 *	
1964	4,25	4,50	4,75	—	5,25 4,89	1963 3 janv.	3,360	3,416 3,450	
1965						1964 14 janv.	4,750	4,800 4,750	
1965 Janv. .	4,20	4,40	4,70	—	5,20 5,24	1965 9 févr.	5,35	5,50 5,55	
Févr. .	4,15	4,35	4,65	—	5,10 5,16	9 mars	5,25	5,40 5,50	
Mars .	4,00	4,25	4,50	—	4,95 4,97	13 avril	5,20	5,35 5,45	
Avril .	4,00	4,25	4,50	—	4,95 4,95	11 mai	5,20	5,35 5,45	
Mai ...	4,00	4,25	4,50	—	4,95 4,95	8 juin	5,20	5,35 5,45	
Juin ...	4,10	4,35	4,60	—	5,00 4,98	13 juil.	5,35	5,45 5,50	
Juillet .	4,30	4,55	4,80	—	5,15 5,14	10 août	5,35	5,45 5,50	
Août ..	4,10	4,35	4,60	—	5,00 5,09	14 sept.	5,20	5,35 5,45	
Sept. .	4,00	4,30	4,60	—	4,95 4,98	12 oct.	5,15	5,30 5,40	
Oct. ..	4,00	4,30	4,60	—	4,95 4,95	9 nov.	5,15	5,30 5,40	
Nov. ..	4,00	4,30	4,60	—	5,00 4,98	14 déc.	5,30	5,45 5,50	
Déc. ..	4,10	4,40	4,75	—	5,15 5,07	1966 11 janv.	5,30	5,45 5,50	

1 Jusqu'à fin décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données. Il convient de noter également que, jusqu'au 16 novembre 1959, il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti », mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce Protocole.)

2 Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 8238).

3 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards (étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8030). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches, (10.000, 5.000 et 4.826 millions) portant intérêt au taux de 3,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 31-12-1966 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de Trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également le taux des certificats de trésorerie B.

4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

5 Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires du mois.

6 Taux unique, valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).

7 Jusqu'à la fin de 1963, taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés. A partir de janvier 1964, taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Trésor).

* Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DÉPÔTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES
ET A LA CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif 1 1 Comptes de dépôt à					Caisse Générale d'Épargne (Dépôts d'épargne des particuliers) 3	
	vue	15 jours de préavis 2	Terme 2			jusqu'à 250.000 F	au-delà de 250.000 F
			1 mois	3 mois	6 mois		
1958	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,00	2,00
1959	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,00	2,00
1960	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,00	2,00
1961	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30	3,00	2,00
1962	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00	2,00
1963	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00	2,00
1964	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1964 Août	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Septembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Octobre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Novembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Décembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1965 Janvier	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Février	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Mars	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Avril	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Mai	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Juin	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Juillet	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Août	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Septembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Octobre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Novembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Décembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00

1 Tarif appliqué par environ 25 banques, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales appliquent en général un tarif supérieur. — 2 De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture, font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques. — 3 Non compris une prime de fidélité accordée pour la première fois en 1958 pour toute somme restée en dépôt pendant l'année civile entière ou, à partir de 1965, entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. Le taux de cette prime a évolué comme suit : pour les sommes jusqu'à 250.000 F (350.000 F à partir du 1er janvier 1965), 0,30 p.c. de 1958 à 1963 (sauf en 1959 où l'octroi de la prime a été suspendu), 0,40 p.c. en 1964 et 0,50 p.c. à partir du 1er janvier 1965; pour les sommes au-delà de 250.000 F (350.000 F à partir du 1er janvier 1965) 0,20 p.c. de 1960 à 1963 (pas de prime en 1958 et 1959), 0,30 p.c. en 1964 et 0,40 p.c. à partir du 1er janvier 1965.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Emprunts émis avant le 1 ^{er} décembre 1962						Emprunts émis après le 1 ^{er} décembre 1962		
	Dettes unifiées (rendement eu égard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée)	Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré
		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes		Etat	Paraétatiques et villes	
1956	4,18	—	3,99 ¹	4,63	4,71	4,57	—	—	—
1957	4,47	—	5,17 ¹	5,54	5,59	5,45	—	—	—
1958	4,93	—	5,53 ¹	6,47	6,51	6,41	—	—	—
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85	—	—	—
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11	—	—	—
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89	—	—	—
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64	—	—	—
1963	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94	—	—	—
1964	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	5,98	5,95	5,98
1965 Janvier	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,53	6,43	6,55	6,47
Février	4,06	5,45	5,35	5,60	5,60	5,53	6,46	6,55	6,49
Mars	4,06	5,20	5,31	5,53	5,57	5,43	6,40	6,51	6,43
Avril	4,06	5,21	5,28	5,51	5,58	5,42	6,39	6,52	6,42
Mai	4,06	5,29	5,36	5,59	5,59	5,48	6,44	6,51	6,45
Juin	4,06	5,37	5,41	5,59	5,61	5,51	6,45	6,53	6,48
Juillet	4,06	5,40	5,41	5,61	5,63	5,53	6,49	6,53	6,50
Août	4,06	5,26	5,36	5,54	5,56	5,44	6,34	6,45	6,38
Septembre	4,06	5,34	5,36	5,57	5,56	5,47	6,39	6,45	6,41
Octobre	4,05	5,45	5,46	5,64	5,57	5,54	6,45	6,51	6,47
Novembre	4,06	5,39	5,44	5,66	5,57	5,53	6,50	6,55	6,53
Décembre	4,06	5,34	5,46	5,66	5,62	5,54	6,50	6,56	6,53
1966 Janvier	4,06	5,35	5,46	5,66	5,64	5,54	6,45	6,54	6,49

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

1 Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %.

N. B. — Méthode d'établissement : voir *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.), XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVII^e année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXII^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande-Bretagne		Italie		Pays-Bas		Suède		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1956		5,00		3,—		3,—		5,50		4,—		3,75		4,—		1,50
1957 Janvier ...	11	4,50														
Février ...							7	5,—								
Avril					11	4,—									15	2,50
Mai											17	4,25	11	5,—		
Juillet ...											16	5,—				
Août			23	3,50	12	5,—										
Septembre .	19	4,—					19	7,—								
Novembre .			15	3,—												
1958 Janvier ...	17	3,50	24	2,75							24	4,50				
Mars			7	2,25			20	6,—			25	4,—				
Avril			18	1,75												
Mai							22	5,50					3	4,50		
Juin	27	3,—					19	5,—	7	3,50	14	3,50				
Août							14	4,50								
Septembre .			12	2,—												
Octobre ...					16	4,50										
Novembre .			7	2,50			20	4,—			15	3,—				
1959 Janvier ...	10	2,75									21	2,75				
Février ...					5	4,25									26	2,—
Mars			6	3,—												
Avril					23	4,—										
Mai			29	3,50												
Septembre .	4	3,—	11	4,—												
Octobre ...	23	4,—														
Novembre .											16	3,50				
1960 Janvier ...							21	5,—					15	5,—		
Juin	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre .	11	4,—														
Décembre ..							8	5,—								
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai	5	3,—														
Juillet ...							25	7,—								
Octobre ...							5	6,50								
Novembre .							2	6,—								
1962 Mars							8	5,50								
Mars							22	5,—								
Avril							26	4,50			25	4,—	6	4,50		
Juin													8	4,—		
1963 Janvier ...							3	4,—			8	3,50	18	3,50		
Juin													14	4,—		
Juillet ...			17	3,50												
Novembre .					14	4,—										
1964 Janvier ...											6	4,—	31	4,50		
Février ...							27	5,—								
Juin											4	4,50				
Juillet ...															3	2,50
Novembre .			24	4,—			23	7,—					6	5,—		
1965 Janvier ...	22	3,50														
Avril					9	3,50							9	5,50		
Juin							3	6,—								
Août	13	4,—														
Décembre .			6	4,50												

1 Federal Reserve Bank of New-York.
 Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1964 10 décembre	1965 9 décembre	1965 7 janvier	1966 6 janvier
ACTIF								
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	9.985	13.355	17.448	20.665	20.187	22.396	20.666	22.436
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	1.314	2.546	2.627	3.370	3.391	4.719	3.352	4.724
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>	—	2.204	2.263	3.096	3.096	4.405	3.096	4.405
<i>Autres opérations</i>	—	342	364	274	295	314	256	319
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	—	—	630	589	589	1.471	589	1.471
Monnaies divisionnaires	18	8	28	24	24	20	20	20
Comptes courants postaux	553	481	911	920	761	740	1.198	1.129
Prêts à l'Etat ²	6.500	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	2.358	3.221	3.316	3.546	4.343	1.261	4.427	3.368
Portefeuille d'escompte	18.675	20.608	20.007	18.606	16.606	18.546	18.335	18.139
Effets représentatifs de crédits à court terme :								
<i>Effets escomptés sur la France</i>	5.846	6.310	7.030	6.173	5.787	6.697	5.894	6.377
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i>	1	1	...	...	...	...	...	...
<i>Effets garantis par l'Office des céréales</i> ⁴	797	1.223	575	669	494	689	493	464
<i>Obligations cautionnées</i> .....	—	—	—	...	...	...	2.190	...
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :								
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	12.031	13.074	12.402	6.819	6.402	6.061	5.274	6.001
<i>Autres crédits à moyen terme</i>				4.945	3.923	5.099	4.484	5.297
Effets négociables achetés en France ⁵	2.878	2.412	3.220	4.546	4.267	5.124	3.480	4.662
Avances à 30 jours sur effets publics ...	187	166	72	32	32	17	34	26
Avances sur titres	74	67	71	88	76	88	82	93
Avances sur or .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	553	870	1.656	1.689	699	631	715	779
Divers	834	885	1.468	1.497	1.178	1.178	1.299	1.348
Total ...	48.251	54.391	61.226	65.344	61.925	65.963	63.969	67.967

PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	44.348	50.082	55.781	59.544	57.271	61.800	59.266	63.955
Comptes créditeurs :	2.590	2.718	3.479	3.668	2.713	2.222	2.487	2.247
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	...	1	1	...	...	...	1	1
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	1.561	200	238	426	485	265	390	165
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises</i> .		1.291	1.789	1.807	1.080	757	811	871
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.029	1.226	1.451	1.435	1.148	1.200	1.285	1.210
Capital de la Banque	150	150	250	250	250	250	250	250
Divers	1.163	1.441	1.716	1.882	1.691	1.691	1.966	1.515
Total ...	48.251	54.391	61.226	65.344	61.925	65.963	63.969	67.967

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1986, décret du 29 juillet 1989 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1962 28 February	1963 28 February	1964 28 February	1965 28 February	1964 9 December	1965 8 December	1965 6 January	1966 5 January
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	--------------------	--------------------	-------------------	-------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.313	2.338	2.438	2.638	2.738	2.888	2.738	2.888
Other Securities	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue	2.325	2.350	2.450	2.650	2.750	2.900	2.750	2.900
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.325	2.350	2.450	2.650	2.750	2.900	2.750	2.900

Notes Issued :								
In Circulation	2.302	2.309	2.430	2.604	2.696	2.876	2.680	2.861
In Banking Department	23	41	20	46	54	24	70	39
Total ...	2.325	2.350	2.450	2.650	2.750	2.900	2.750	2.900

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	507	266	298	233	229	375	189	341
Other Securities :								
Discounts and Advances	44	54	32	72	29	53	51	49
Securities	20	22	25	26	25	27	25	27
Notes	23	41	20	46	54	24	70	39
Coin	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	595	384	376	378	338	480	336	457

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	4	4	3	3	3	4
Public Deposits	13	11	10	11	10	12	12	17
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)								
Special Deposits	241	—	—	—	—	96	—	98
Other Deposits :								
Bankers	249	280	276	262	230	261	222	233
Other Accounts	73	74	71	86	80	93	84	90
Total ...	595	384	376	378	338	480	336	457

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1961 31 December	1962 31 December	1963 31 December	1964 31 December	1964 9 December	1965 8 December	1965 6 January	1966 5 January
ASSETS								
Gold certificate account	15.445	14.430	13.819	13.505	13.536	11.812	13.505	11.702
Redemption fund for F.R. notes	1.170	1.266	1.418	1.570	1.547	1.693	1.570	1.732
Total gold certificate reserves ...	16.615	15.696	15.237	15.075	15.083	13.505	15.075	13.434
Cash	320	288	182	146	111	103	146	130
Discounts and advances	130	38	63	186	246	181	337	680
Acceptances :								
Bought outright	48	52	70	59	49	56	56	73
Held under repurchase agreement	3	58	92	35	9	65	33	119
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	3.193	2.442	4.142	6.044	6.577	9.548	6.065	9.454
Certificates	1.699	13.182	7.066	...	...	...	...	...
Notes	19.984	10.717	17.729	25.188	25.188	24.828	25.188	24.828
Bonds	3.846	4.137	4.645	5.274	5.274	6.550	5.274	6.550
Total bought outright ...	28.722	30.478	33.582	36.506	37.039	40.926	36.527	40.832
Held under repurchase agreement	159	342	11	538	...	...	505	658
Total U.S. Government securities ...	28.881	30.820	33.593	37.044	37.039	40.926	37.032	41.490
Total loans and securities	29.062	30.968	33.818	37.324	37.343	41.228	37.458	42.362
Cash items in process of collection	6.125	6.518	6.435	7.190	5.702	6.265	7.154	7.075
Bank premises	111	104	104	102	102	102	102	103
Other assets	237	357	400	552	584	891	596	725
Total assets ...	52.470	53.931	56.176	60.389	58.925	62.094	60.531	63.829
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	28.802	30.151	32.381	34.659	34.711	37.268	34.508	37.067
Deposits :								
Member bank reserves	17.387	17.454	17.049	18.086	16.772	17.683	18.543	20.377
U.S. Treasurer - general account	465	597	880	820	1.118	658	492	87
Foreign	279	247	171	229	148	146	229	163
Other	320	424	291	321	185	218	201	268
Total deposits ...	18.451	18.722	18.391	19.456	18.223	18.705	19.465	20.895
Deferred availability cash items	3.825	3.584	3.835	4.584	4.168	4.671	4.850	4.551
Other liabilities and accrued dividends ...	59	73	82	642	134	211	639	192
Total liabilities ...	51.137	52.530	54.689	59.341	57.236	60.855	59.462	62.705
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	445	467	497	524	522	546	524	552
Surplus	888	934	990	524	990	524	524	551
Other capital accounts .....	...	...	...	...	177	169	21	21
Total liabilities and capital accounts ...	52.470	53.931	56.176	60.389	58.925	62.094	60.531	63.829
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	126	86	92	122	124	149	123	142
Ratio of gold certificate reserves to F.R. note liability	56,7 %	51,2 %	46,3 %	42,7 %	42,9 %	35,7 %	42,8 %	35,4 % ²

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

² « F.R. note liability » includes \$ 872 million of Federal Reserve notes of other Federal Reserve Banks netted out of the consolidated statement shown above.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK
(miljoenen guldens)

	1961 31 december	1962 31 december	1963 31 december	1964 31 december	1964 7 december	1965 6 december	1965 4 januari	1966 10 januari
ACTIVA								
Goud	5.698	5.698	5.770	6.080	6.008	6.327	6.080	6.327
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	484	586	1.081	1.435	1.383	1.305	1.504	997
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	14	7	15	31	34	41	31	43
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	48	...	...	...	...	6	...	4
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	523	597	729	346	545	704	338	749
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen)	52	72	25	16	5	24	14	8
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	21	13	16	14	12	17	13	21
Belegging van kapitaal en reserves	183	183	178	173	187	185	174	166
Gebouwen en inventaris	1	1	...	...	...	...	...	...
Diverse rekeningen	8	10	11	17	24	23	36	30
Totaal ...	7.032	7.167	7.825	8.112	8.198	8.632	8.190	8.345

PASSIVA								
Bankbiljetten in omloop	5.279	5.758	6.225	6.927	6.607	7.365	6.865	7.347
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.421	1.036	1.261	853	1.262	916	987	655
's Rijks schatkist	995	620	1.095	665	744	818	588	473
Banken in Nederland	283	283	122	138	455	71	321	163
Andere ingezetenen	143	133	44	50	63	27	78	19
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	77	112	76	79	72	71	76	59
Buitenlandse circulatiebanken en daarmee gelijk te stellen instellingen ...	71	106	70	73	70	68	70	64
Andere niet-ingezetenen	6	6	6	6	2	3	6	5
Saldo's luidende in buitenlandse geldsoorten	14	18	16	14	13	15	14	13
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	168	168	168	165	167	165	167	165
Diverse rekeningen	53	55	59	54	57	80	61	86
Totaal ...	7.032	7.167	7.825	8.112	8.198	8.632	8.190	8.345

N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte muntbiljetten	69	69	62	65	65	72	65	71
--	----	----	----	----	----	----	----	----

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1961 dicembre	1962 dicembre	1963 dicembre	1964 dicembre	1964 ottobre	1965 ottobre	1964 novembre	1965 novembre
Oro in cassa	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.502	1.000	1.502
Cassa ¹	13	12	25	22	13	20	12	12
Portafoglio ²	500	616	942	764	809	670	716	666
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	107	260	337	285	312	350	238	342
Prorogati pagamenti	6	12	42	51	7	70	...	14
Ufficio italiano dei cambi	1.810	2.146	1.770	2.069	1.843	1.659	1.950	1.720
Disponibilita in divisa all'estero	63	63	65	64	65	...	64	...
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	83	244	168	519	274	296	326	322
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	123	132	229	305	169	200	159	193
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	485	485	440	410	410	380	410	380
C/c servizio tesoreria	—	—	506	558	405	637	552	755
Servizi diversi per conto dello Stato	1	—	—	29	...	11	32	29
Spese	45	56	71	88	49	60	53	62
Totale attivo ...	4.236	5.026	5.595	6.164	5.356	5.855	5.512	5.997
Circolazione dei biglietti ⁵	2.779	3.235	3.699	3.914	3.431	3.771	3.477	3.762
Vaglia, assegni e debiti a vista ⁶	39	43	62	57	22	24	26	30
Conti correnti liberi	118	122	87	119	71	41	41	47
Conti correnti vincolati	797	988	1.305	1.459	1.416	1.651	1.550	1.792
Creditori diversi	189	237	352	517	357	298	356	293
C/c servizio tesoreria	263	320	—	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato	—	18	10	...	...	...	...	...
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	4	4	5	6	6	7	6	7
Fondo di riserva straordinario	2	2	3	3	3	3	3	3
Rendite	45	57	72	89	50	60	53	63
Totale passivo e patrimonio ...	4.236	5.026	5.595	6.164	5.356	5.855	5.512	5.997
Depositante di titoli e valori	4.775	4.845	4.273	4.918	4.606	5.009	4.697	4.911
1 Comprese monete di Stato	6	8	5	2	3	1	3	1
2 Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :								
— aziende di credito	246	298	343	363	366	346	364	346
— istituti speciali	235	290	274	279	277	284	272	281
3 Comprese anticipazioni a :								
— aziende di credito	104	256	334	282	309	343	236	339
— privati	3	4	2	2	2	4	2	1
4 Compresi BOT per investimento riserve obbligatorie	n.d.	81	7	90	45	3	94	50
5 Compresi biglietti presso il Tesoro	2	3	2	2	2	1	1	
6 Compresi vaglia e assegni	21	18	29	21	15	17	16	23

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1962 31 Dezember	1963 31 Dezember	1964 31 Dezember	1965 31 Dezember	1964 7 Dezember	1965 7 Dezember	1965 7 Januar	1966 7 Januar
AKTIVA								
Gold	14.490	15.138	16.731	17.371	16.725	17.358	16.731	17.371
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	10.929	12.894	10.770	8.111	10.240	8.187	10.300	7.930
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	329	417	563	892	518	722	563	896
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite	2.289	2.122	2.684	3.344	2.700	3.347	2.684	3.344
<i>darunter : a) aus der Abwicklung der E.Z.U.</i>	897	751	615	509	626	512	615	508
<i>b) an Weltbank</i>	1.342	1.342	1.343	1.446	1.343	1.445	1.343	1.446
<i>c) an I.W.F.</i>	—	—	720	1.390	720	1.390	720	1.390
Deutsche Scheidemünzen	45	81	116	130	102	106	137	150
Postcheckguthaben	546	376	377	409	260	250	280	248
Inlandswechsel	1.967	1.647	2.413	4.650	3.272	5.012	2.718	4.794
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen .....	...	125	307	345	98	200	357	346
Lombardforderungen	158	208	646	696	59	153	43	81
Kassenkredite	739	1.749	1.212	1.408	104	999	593	1.186
Wertpapiere	1.369	1.222	1.176	1.151	1.183	1.152	1.176	1.151
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	4.958	3.990	6.081	7.617	5.447	7.025	6.197	7.631
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	2.156	2.294	3.016	3.001	3.090	3.001	2.905	3.001
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität ...	3.703	3.595	2.953	2.285	3.456	2.788	2.953	2.285
Sonstige Aktiva	253	406	463	433	388	297	253	250
	43.931	46.264	49.508	51.843	47.642	50.597	47.895	50.664

PASSIVA

Banknotenumlauf	24.147	25.426	27.692	29.455	27.598	29.330	26.162	28.126
Einlagen von	16.795	18.006	18.610	18.671	16.537	17.689	18.559	18.836
<i>Kreditinstituten (einschliesslich Post- scheck- und Postsparkassenämter) ...</i>	12.232	13.607	15.143	16.241	14.298	16.127	14.886	16.599
<i>Öffentliche Einlegern</i>	4.234	4.126	3.215	2.165	1.984	1.319	3.411	1.990
<i>Andere inländischen Einlegern</i>	279	273	252	265	255	243	262	247
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	374	270	308	452	632	394	257	437
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i>	353	234	257	418	589	332	202	406
<i>Sonstige</i>	21	36	51	34	43	62	55	31
Rückstellungen	950	1.076	1.260	1.475	1.260	1.475	1.260	1.475
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	638	701	776	861	776	861	776	861
Sonstige Passiva	737	495	572	639	549	558	591	639
	43.931	46.264	49.508	51.843	47.642	50.597	47.895	50.664

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1964 7 décembre	1965 7 décembre	1965 7 janvier	1966 7 janvier
ACTIF								
Encaisse or	11.543	12.204	11.794	13.164	11.388	11.589	11.695	13.088
Devises	867	1.083	1.679	853	1.412	827	1.669	827
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères	—	—	431	429	345	429	431	429
Portefeuille effets sur la Suisse	124	142	163	139	84	95	123	129
<i>Effets de change</i>	79	107	138	130	84	95	123	128
<i>Bons du Trésor de la Confédération suisse</i>	45	35	25	9	...	...	...	1
Avances sur nantissement	72	97	78	39	38	53	50	18
Bons du Trésor étrangers en FS	207	207	432	432	432	432	432	432
Titres	43	52	65	93	64	90	65	93
<i>pouvant servir de couverture</i>	16	...	1	2	1	2	1	2
<i>autres</i>	27	52	64	91	63	88	64	91
Correspondants :	88	71	92	81	47	47	37	37
<i>en Suisse</i>	78	62	75	66	20	24	16	19
<i>à l'étranger</i>	10	9	17	15	27	23	21	18
Autres postes de l'actif	41	35	29	33	53	62	30	33
Total ...	12.985	13.891	14.763	15.263	13.863	13.624	14.532	15.086

PASSIF

Fonds propres	54	55	56	57	56	57	56	57
Billets en circulation	8.506	9.035	9.722	10.043	9.247	9.697	9.284	9.577
Engagements à vue	2.800	3.188	3.271	3.215	2.633	1.883	3.286	3.480
<i>Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie</i>	2.294	2.700	2.908	3.005	2.054	1.602	2.713	3.108
<i>Autres engagements à vue</i>	506	488	363	210	579	281	573	372
Comptes de virements de banques tempo- rairement liés	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035
Engagements à terme	373	357	433	602	625	625	625	625
Dépôts obligatoires selon l'arrêté fédéral du 13 mars 1964	—	—	3	20	2	10	3	20
Autres postes du passif	217	221	243	291	265	317	243	292
Total ...	12.985	13.891	14.763	15.263	13.863	13.624	14.532	15.086

Références bibliographiques : *International Financial Statistics (F.M.I.)*. — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandsche Bank* : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia* : Bollettino. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* (rapports).

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif

	31 décembre 1964	31 décembre 1965	31 octobre 1964	31 octobre 1965	30 novembre 1964	30 novembre 1965
I. Or en lingots et monnayé	3.206	2.283	3.036	3.805	3.109	3.502
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	42	683	49	838	42	840
III. Bons du Trésor réescomptables	598	82	282	70	284	67
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	62	125	66	124	66	124
Y. Dépôts à terme et avances :	1.752	2.935	1.619	2.054	1.669	2.127
a) à 3 mois au maximum	1.422	2.060	809	1.246	1.180	1.462
b) à 3 mois au maximum (or)	3	3	3	3	3	3
c) de 3 à 6 mois	229	603	689	484	367	327
d) de 6 à 9 mois	68	25	83	118	91	111
e) de 9 à 12 mois	21	118	16	57	19	75
f) à plus d'un an	9	126	19	146	9	149
VI. Autres effets et titres :	1.426	2.015	1.420	1.536	1.393	1.750
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	281	296	251	290	234	287
b) de 3 à 6 mois	3	3	23	17	23	16
c) de 6 à 9 mois	85	94	2	2	—	5
d) de 9 à 12 mois	26	22	99	107	108	109
e) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	744	1.309	836	811	767	981
b) de 3 à 6 mois	120	100	46	148	95	153
c) de 6 à 9 mois	17	75	7	17	5	61
d) de 9 à 12 mois	25	35	29	83	36	30
e) à plus d'un an	125	81	127	61	125	88
VII. Actifs divers	1	1	1	1	1	1
VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne	68	68	68	68	68	68
<i>Total actif ...</i>	7.155	8.192	6.541	8.496	6.632	8.479

Exécution des Accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne : ²

1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et l'administration des chemins de fer et bons de l'administration des postes (échus)	221	221	221	221	221	221
2. Effets de bons de Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76	76	76	76	76	76
<i>Total ...</i>	297	297	297	297	297	297

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

² Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1953 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1^{er} avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés y afférents à la date du 31 décembre 1962.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Passif

	31 décembre 1964	31 décembre 1965	31 octobre 1964	31 octobre 1965	30 novembre 1964	30 novembre 1965
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
II. Réserves	26	26	26	26	26	26
1. Fonds de Réserve Légale	13		13	13	13	13
2. Fonds de Réserve Générale	13		13	13	13	13
III. Dépôts (or) :	3.757	4.410	3.199	4.656	3.235	4.676
1. Banques centrales :						
a) de 9 à 12 mois	72	203	21	169	21	186
b) de 6 à 9 mois	—	69	—	69	—	69
c) de 3 à 6 mois	79	79	21	21	31	31
d) à 3 mois au maximum	783	1.656	140	1.136	216	1.143
e) à vue	2.518	1.836	2.828	2.709	2.759	2.695
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	—	17	—	17	—	17
b) de 6 à 9 mois	—	17	—	—	—	17
c) de 3 à 6 mois	69	69	—	17	—	—
d) à 3 mois au maximum	69	248	69	69	69	69
e) à vue	167	216	120	449	139	449
IV. Dépôts (monnaies) :	2.554	2.943	2.550	2.975	2.563	2.972
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	78	28	77	26	77	28
b) de 9 à 12 mois	26	11	77	79	93	82
c) de 6 à 9 mois	81	80	74	113	11	8
d) de 3 à 6 mois	331	503	322	324	471	497
e) à 3 mois au maximum	1.666	1.950	1.641	1.886	1.529	1.788
f) à vue	20	16	18	19	17	16
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	15	—	—	—	15	—
b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois	31	15	65	48	31	46
d) à 3 mois au maximum	254	323	227	437	264	444
e) à vue	52	17	49	43	55	63
V. Effets :	415	385	376	425	414	385
a) de 9 à 12 mois	37	—	15	—	41	—
b) de 6 à 9 mois	68	11	150	34	162	33
c) de 3 à 6 mois	98	41	—	24	—	20
d) à 3 mois au maximum	212	333	211	367	211	332
VI. Divers	65	79	52	65	56	71
VII. Comptes de profits et pertes	9	10	9	10	9	10
VIII. Provision pour charges éventuelles	204	214	204	214	204	214
<i>Total passif ...</i>	7.155	8.192	6.541	8.496	6.632	8.479

Exécution des Accords de La Haye de 1930 :

Dépôts à long terme :	229	229	229	229	229	229
1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités ²	153	153	153	153	153	153
2. Dépôt du Gouvernement allemand	76	76	76	76	76	76
Fonds propres utilisés en exécution des Accords (voir ci-dessus)	68	68	68	68	68	68
<i>Total ...</i>	297	297	297	297	297	297

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

² La Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs or 149.920.380,—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
	B.N.B. Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
	C.A.D.G. Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
	C.G.E.R. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P. Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
	D.U.L.B.E.A. Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
	FABRIMETAL Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
	FEBELTEX Fédération de l'Industrie Textile Belge.
	F.I.B. Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
	I.N.S. Institut National de Statistique.
	I.R.E.S.P. Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
	I.R.G. Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E. Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.
	O.C.P. Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement économiques.
	O.N.E.M. Office National de l'Emploi.
	O.N.J. Office National pour l'achèvement de la Jonction Nord-Midi.
	O.N.S.S. Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
	R.T.B. Radiotélévision Belge.
	R.T.T. Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	R.Y.A. Régie des Voies Aériennes.
	SABENA Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B. Société Nationale des Chemins de fer Belges.
	S.N.C.I. Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.C.Y. Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux.
	S.N.D.E. Société Nationale des distributions d'Eau.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	donnée non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
est	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	
1. Population	I - 1	1. Tableau général	VIII - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	2. Exportations par groupes de produits	VIII - 2
3. Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché	I - 3	3. Importations par groupes de produits	VIII - 3
4. Affectation du produit national :		4. a) Indice des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
a) Estimations à prix courants	I - 4a	b) Indices du volume	VIII - 4b
b) Indices des estimations aux prix de 1953	I - 4b	5. Orientation géographique	VIII - 5
II. — Emploi et chômage.		IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.	
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1	1. Chiffres annuels	IX - 1
2. Chômage — Renseignements généraux	II - 2	2. Chiffres semestriels et annuels (nouvelle série)	IX - 2
3. Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3	3. Chiffres trimestriels	IX - 3
III. — Agriculture et pêche.		X. — Marché des changes.	
1. Production agricole	III - 1	1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2	2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2
IV. — Industrie.		XI. — Finances Publiques.	
1. a) Indices généraux de la production industrielle ...	IV - 1	1. Situation de Trésorerie	XI - 1
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2	2. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 2
3. Energie	IV - 3	3. Détail des recettes fiscales	XI - 3
4. Métallurgie	IV - 4	4. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4
5. Construction : données annuelles	IV - 5	XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
6. Construction : données mensuelles	IV - 6	1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1961	XII - 1a
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1962	XII - 1b
V. — Services.		2. Mouvements des créances et des dettes en 1962	XII - 2
1. Transports :		3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1961 (totaux sectoriels)	XII - 3a
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	Y - 1a	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1962 (totaux sectoriels)	XII - 3b
b) Navigation maritime	Y - 1b	4. Mouvement des créances et des dettes au 31 décembre 1962 (totaux sectoriels)	XII - 4
c) Navigation intérieure	Y - 1c	XIII. — Organismes monétaires.	
2. Tourisme	Y - 2	1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1
3. Commerce intérieur :		2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
a) Indices des ventes	Y - 3a	a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels)	XIII - 2a
b) Ventes à tempérament	Y - 3b	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
VI. — Revenus.		c) Banques de dépôts	XIII - 2c
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1	d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2	3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
VII. — Prix et indices des prix.		4. Stock monétaire	XIII - 4
1. Prix de gros mondiaux	VII - 1	5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2	6. Bilans de la Banque Nationale de Belgique (1951-1958)	XIII - 6
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3	Bilans de la B.N.B. (depuis 1959)	XIII - 6
4. Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4	Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 6
		7. Comptes de chèques postaux	XIII - 7
		8. Situation globale des banques	XIII - 8
		9. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en C.C.P.	XIII - 9

Numérotation
des tableaux

Numérotation
des tableaux

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10

**XV. — Principales modalités de l'épargne globale
des particuliers et des entreprises** XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme ..	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du sec- teur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat	XVI - 3
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres men- suels cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3

**XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rende-
ment.**

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de Trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3

4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 4
5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 5

XX. — Banques d'Émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Bank	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements internationaux, à Bâle	XX - 9

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dé- penses	I - 4a et b
II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3
IV - 1. — Résultats des enquêtes sur la conjonc- ture	IV - 1
IV - 2. — Indices de la production industrielle	IV - 2
IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. .	IV - 7
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure pres- tée	VI - 1
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
VII - 4. — Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ...	VIII
XI - 4. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
XIII - 9. — Montants globaux des paiements effec- tués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks	XIII - 9
XIV - 5a. — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts .	XIV - 5a
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comp- tant	XVII - 1

Prix de l'abonnement annuel	{	Belgique, 250 francs.
	}	Etranger, 300 francs.
Prix du numéro séparé	{	Belgique, 25 francs.
	}	Etranger, 30 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.



IMPRIMERIE
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
L'INGÉNIEUR EN CHEF DE L'IMPRIMERIE
CH. AUSSEMS
17, SQUARE DES NATIONS, BRUXELLES 6